SCIENCE, TECHNOLOGIE ET RÉPARATIONS

PILLAGE DE L'ALLEMAGNE D'APRÈS-GUERRE

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET RÉPARATIONS

PILLAGE DE L'ALLEMAGNE D'APRÈS-GUERRE

par

John Gimbel

Traduit par

Valérie Devon

2ème Édition révisée et augmentée



Titre original anglais : *« Science, Technology, and Reparations: Exploitation and Plunder in Postwar Germany »*

Couverture réalisée par Francisco María
Composition et mise en page : Valérie Devon

2ème Édition Révisée et augmentée

Imprimé et Publié par les Éditions Didi18

Pour toute information contactez-nous : valerie.devon@tutanota.de

Table des matières

Préface

Lors de mes recherches préparatoires à la réalisation de ce livre, j'ai découvert que la plupart des gens raisonnablement informés ont entendu parler de Werner von Braun et de l'équipe de chercheurs et d'ingénieurs allemands spécialisés dans les fusées que les Étatsuniens ont fait venir chez eux dans le cadre du Projet Paperclip après la Seconde Guerre mondiale. La plupart d'entre eux connaissent également la course aux scientifiques allemands qui s'était alors engagée ; une compétition qui explique peut-être la boutade largement répandue à la suite du lancement réussi de Spoutnik par les Russes en octobre 1957, selon laquelle *leurs* Allemands étaient meilleurs que *nos* Allemands. Ce que pratiquement tout le monde semble ignorer, cependant, c'est que le Projet Paperclip n'était qu'un des aspects d'un programme de « réparations intellectuelles » beaucoup plus complet et systématique visant à exploiter le savoir-faire scientifique et technique allemand, non seulement à des fins militaires mais aussi au profit de la science et de l'industrie américaines. Ce programme plus vaste, et la façon dont le Projet Paperclip s'y inscrit, est le sujet du présent ouvrage.

Je ne sais pas exactement quand j'ai pris connaissance de ce programme, mais je sais qu'il n'a pas été mis en œuvre pendant mon service immédiat d'après-guerre en tant que traducteur et interprète pour le détachement du gouvernement militaire à Friedberg (Hesse). Cela ne s'est pas non plus produit lors de mes recherches dans les années 1950 sur l'impact de l'occupation américaine sur la ville et le comté de Marbourg. Au cours des années 1960 et 1970, j'ai peu à peu réalisé – lors de la poursuite de mes recherches sur l'occupation

américaine de l'Allemagne et sur le problème allemand et les origines du plan Marshall – qu'il y avait une histoire ici, et qu'elle valait la peine d'être racontée. Sans doute est-ce ma curiosité tenace quant à la légitimité des accusations russes et est-allemandes selon lesquelles les Alliés occidentaux se seraient appropriés des milliards de dollars en réparations qui m'a influencé, même si j'ai d'abord été enclin à accepter – sans trop réfléchir – la position officielle américaine selon laquelle les montants mentionnés étaient tout simplement « fantaisistes » ; que les accusations visaient surtout à détourner l'attention des vastes réparations que s'était octroyée l'Union soviétique et qu'elles pouvaient donc être rejetées comme étant à peine plus que de la propagande. Quoi qu'il en soit, les documents et autres matériels relatifs à l'existence et au travail de la Field Information Agency, Technical (FIAT) que j'ai découverts occasionnellement dans les dossiers américains et allemands que j'ai eu le privilège d'utiliser pendant les années 60 et 70 m'ont incité à enquêter en profondeur sur cette histoire.

Quatre de ces découvertes m'ont semblé particulièrement convaincantes. Il s'agit premièrement de deux messages similaires du général Lucius D. Clay, gouverneur militaire américain en Allemagne, adressés au ministère de la Guerre à Washington. Clay y disait que les États-Unis, par l'intermédiaire de la FIAT, collectaient toutes les informations possibles *« sur les processus commerciaux et la pensée scientifique de pointe »*, mais aussi que *« nous prenons la pensée des scientifiques allemands et l'adaptons à nos propres besoins. »* et qu'une fois la guerre avec le Japon terminée, les États-Unis entreraient *« carrément dans le domaine commercial »*. Ce faisant, conclut Clay, *« nous faisons peut-être la même chose que la Russie en prenant la production actuelle... et que la France en retirant les biens d'équipement de l'Allemagne. »*[1]

Voir pp. 241-43 la signification des abréviations et des acronymes utilisés dans les notes.

[1] Clay à Echols, 4 oct. 1946, RG 165, boîte 351, dossier WDSCA 387.6 sec. 4, NA; Clay à Noce, CC-7783, 22 jan. 1947, RG 165, boîte 357, dossier WDSCA 387.6, sec. 15, NA.

Deuxièmement, il y a eu deux lettres d'Edward M. Groth, Consul général étatsunien à Hambourg, adressées au Secrétaire d'État. Dans ces lettres, Groth faisait état d'un discours et d'un article de journal d'un membre socialiste du conseil municipal de Hambourg (Bürgerschaft), dans lequel ce dernier parlait de *« réparations insidieuses »* de grande valeur qui étaient retirées d'Allemagne par des industriels privés et des capitalistes de l'étranger. Il aurait dit que ces derniers venaient en Allemagne pour fouiller dans les dossiers secrets de leurs concurrents et les ramener dans leur propre pays afin de favoriser leur propre progrès économique au détriment de leurs concurrents allemands. *« Le capitaliste étranger »,* a déclaré Groth en citant le conseiller municipal dont les propos ont été repris dans le *Hamburger Echo*, le journal du parti social-démocrate de la ville, bénéficie « *des secrets de ses concurrents allemands et s'enrichit grâce à eux, mais il ne rembourse pas son pays... ce qui fait que le contribuable étranger est le premier à souffrir, lui qui, sous couvert de coûts professionnels, subventionne en fait son propre capitaliste »*.[2]

Troisièmement, il y a eu le « Rapport Harmsen », une étude sur les extractions d'Allemagne à des fins de réparation, préparée par le sénateur Gustav W. Harmsen, ministre de l'Économie de Brême. Dans ce rapport, il estime la valeur totale des brevets, secrets industriels et autres biens similaires retirés d'Allemagne par les forces d'occupation, à environ cinq milliards de dollars.[3] Enfin, il y avait les circonstances et les nombreuses questions restées sans réponse entourant la décision des deux gouverneurs militaires bizonaux – clairement prise sur l'insistance du général Clay, cependant – de démettre Johannes Semler de ses fonctions de directeur de l'économie de la Bizonal Economics Administration au début de 1948.[4] Le bureau de Semler avait recueilli

---

[2] Groth au Secrétaire d'État, 5 fév. 1947 et 6 fév. 1947, RG 84, boîte 767, dossier 33 (400a Réparations), WNRC.

[3] G.W. Harmssen, *Reparationen, Sozialprodukt, Lebensstandard: Versuch einer Wirtschaftsbilanz,* 2nd ed., 4 pts. (Bremen, 1948); G.W. Harmssen, *Am Abend der Demontage: Sechs Jahre Reparationspolitik. Mit Dokumentenanhang* (Bremen, 1951).

[4] OMGUS au Département de l'Armée, CC-2982, 28 jan. 1948, RG 260, boîte 107-2/1, dossier AG 333, WNRC; OMGUS, communiqué de presse, 27 jan. 1948, RG 260, boîte 1-2/4, WNRC.

des informations sur la valeur de ce qu'il appelait les *« réparations insidieuses »* (Clay les appelait *« réparations cachées »*), qui comprenaient le savoir-faire scientifique et technique retiré d'Allemagne par les enquêteurs de la FIAT.[5] Semler était agacé par l'idée répandue – exprimée et sous-entendue par les Allemands et les Étatsuniens – que l'Allemagne d'après-guerre était une sorte de cas social international vivant aux crochets des puissances d'occupation et de leurs contribuables, et il était frustré par l'échec des ministres-présidents bizonaux à adopter une ligne dure lors de leur réunion à Wiesbaden en octobre 1947, pour protester contre la liste nouvellement publiée des entreprises industrielles allemandes à démanteler dans le but d'obtenir des réparations. Le 4 janvier 1948, lors d'un rassemblement local d'un parti politique à Erlangen, Semler explose. S'exprimant de façon spontannée, il a fait valoir que, sans les politiques et pratiques d'occupation alliées – qu'il a longuement illustrées et commentées – l'Allemagne serait en mesure de payer ses importations alimentaires en espèces plutôt qu'avec les avilissants « merci » que les hommes politiques ainsi que les personnalités publiques allemands utilisaient. Il s'est avéré que, de façon injuste, il a animé ses remarques et diverti son auditoire avec des sarcasmes et des railleries acerbes, comme celle concernant l'envoi par les Américains de « Hühnerfutter » (littéralement, « aliments pour poulets », mais utilisé ici pour désigner le maïs, que les consommateurs allemands estimaient être un mauvais substitut du blé dans leur pain rationné), quel les Allemands devaient payer en dollars.

Les responsables du gouvernement militaire américain qui ont ensuite analysé un compte-rendu sténographique du discours du général Clay ont conclu que, à l'exception de ses *« déclarations fausses et trompeuses »*, notamment celle sur la nourriture pour les poulets et une autre sur la pression exercée par les États-Unis sur les agriculteurs allemands pour qu'ils augmentent leurs livraisons afin d'économiser l'argent des contribuables étatsuniens, ce discours avait été *« fait avec*

[5] Semler à Volkmann, 20 nov. 1947, et Volkmann à Schmid, 3 déc. 1947, B 102/3767, BA. Semler a dit : *"die sogenannten schleichenden Reparationen."*

compétence et, de plus, mérite un examen attentif ».[6*] Mais Semler a été mis à la porte, et lorsque le Landtag bavarois – afin de tester si, comme le disait un orateur, la démocratie d'après-guerre de l'Allemagne était en fait une *« démocratie fantoche »* – l'a élu, en février 1948, délégué au Conseil économique bizonal nouvellement réorganisé à Francfort, les Étatsuniens sont intervenus. Tandis que l'État-major du général Clay rédigeait des documents en vue de la dissolution éventuelle du Landtag bavarois, Clay envoya un avion spécial à Munich pour amener à Berlin le Ministre-président Hans Ehard et Murray van Wagoner, le directeur *territorial* du gouvernement militaire américain pour la Bavière. Ce qui s'est précisément passé à leur arrivée à Berlin n'est bien sûr pas consigné dans les dossiers, mais Murray van Wagoner a noté plus tard que *« le général m'a dit que j'étais susceptible de finir directeur territorial sans gouvernement si je ne remettais pas les choses en ordre »*. Quoi qu'il en soit, alors que les officiels étatsuniens passaient un week-end très chargé à Munich à enquêter sur les antécédents de Semler (ils ont fouillé son domicile et son bureau et ont pris quelques dossiers, et ils sont également allés à Vienne pour une raison quelconque), les Bavarois ont reconsidéré leur position, ont capitulé et ont ensuite élu un remplaçant pour Semler, qui est retourné à la vie privée.[7]

---

[6] OMGUS CA à C/S, mémorandum, sujet : discours du Dr Semmler *[sic]* à Erlangen, 16 janvier 1948, RG 260, boîte 107-2/1, dossier AG 333, WNRC ; Johannes Semler, *« Kommentar zu meiner Erlanger Rede »*, MS (Francfort, 1948), copie dans Z 35/509, BA.

[*] Selon un analyste étatsunien, les critiques de Semler et ses références au général Clay personnellement sont regrettables, mais *« nous devons admettre que, d'une manière générale, ses déclarations sur les problèmes économiques fondamentaux et en particulier sur les procédures et les transactions spécifiques mentionnées étaient substantiellement vraies »*. BICO, Commerce and Industry Group (États-Unis), à BICO, sujet : discours du Dr Semler, 20 jan. 1948, RC 260, boîte 405-1/3, WNRC.

[7] Pour une sélection de références et de documents cités, voir les Bayerischer Landtag Verhandlungen…, p.54. Sitzung, 18 fév. 1948, p.864 ; « Diary-Semler Case », 18 fév. 1948 au 24 fév. 1948, dicté par Murray van Wagoner, RG 260, boîte 102-2/15 (enquête Semler), WNRC ; OMGUS (Mettger, CAD, et T. H. Ball, Finance) au chef de cabinet, sujet : enquête spéciale du Dr. Johannes Semler, 28 fév. 1948, RG 260, boîte 107-2/1, dossier AG 333, WNRC ; Theodore H. Ball, OMGUS Bureau du consultant spécial du gouverneur militaire, à Clay, mémorandum, sujet : procès de la Spruchkammer du Dr. Johannes Semler, 2 av. 1948, RG 260, boîte 107-2/1, dossier

J'esquisse cette histoire ici non pas pour porter un jugement sur Semler ou sur les Étatsuniens impliqués, mais pour illustrer comment l'incident a contribué à influencer ma décision d'entreprendre une étude sur la science, la technologie et les réparations dans l'Allemagne de l'après-guerre. Semler s'orientait clairement vers une sorte de confrontation avec les Étatsuniens et les Britanniques sur la question des réparations, et il était prêt à évoquer non seulement le programme de démantèlement des usines – qui avait fait l'objet d'un vaste débat public depuis que les gouverneurs militaires avaient publié une liste des usines à démanteler en octobre 1947 – mais aussi la question très sensible des réparations « insidieuses » ou « cachées », qui comprenaient le savoir-faire scientifique et technique retiré à l'Allemagne après la guerre. La diffusion publique de ses remarques explosives à Erlangen – qui, selon lui, n'étaient destinées qu'à ses collègues du parti et non à être diffusées ou attribuées publiquement – a clairement conduit à son renvoi, et la lutte de pouvoir politique qui s'en est suivie entre le gouverneur militaire étatsunien et un gouvernement allemand de plus en plus indépendant en Bavière a apparemment fait en sorte que le contenu de son message n'a jamais reçu la considération attentive que les conseillers de Clay avaient suggéré qu'il méritait. Ces questions font l'objet de l'étude qui suit.

Ayant anticipé les implications de cette étude, je m'empresse d'en préciser les limites. Premièrement, à l'exception de brèves références ici et là, elle ne traite pas de l'importante exploitation scientifique et technique de l'après-guerre en Allemagne par les Britanniques, les Français, les Russes et les autres pays alliés ou associés aux vainqueurs dans la guerre contre l'Allemagne. J'ai appris dès le début de mes recherches que mon champ d'action serait limité. Les dossiers des autres – même ceux des Britanniques, dont certains sont maintenant accessibles – n'étaient pas disponibles ; je ne maîtrisais pas les langues requises ; et, enfin, je n'avais qu'une seule vie à donner à ce projet. J'ai commencé cette étude en 1977 et j'y ai travaillé pendant plus de dix

---

AG 333, WNRC. Pour les comptes rendus de la presse allemande, voir Frankfurter Rundschau, 19 fév. 1948, 1 ; Siiddeutsche Zeitung, 21 fév. 1948, 1, et 28 fév. 1948, 2.

ans. Deuxièment, à l'exception de quelques références passagères lorsqu'elles semblent appropriées, l'étude fournit peu de détails sur des questions telles que la dénazification, les conflits entre ceux qui voulaient une paix sans concession et ceux qui œuvraient pour la modération, l'évolution de la politique d'occupation américaine, la division de l'Allemagne et d'autres aspects de l'histoire de l'occupation américaine de l'Allemagne. Les lecteurs intéressés sont invités à se référer à mon ouvrage intitulé *American Occupation of Germany : Politics and the Military, 1945-1949* (Stanford, Californie, 1968).[8] Enfin, bien que l'étude puisse donner l'impression à première vue de défendre la supériorité des Allemands dans les domaines scientifiques et techniques en général, je ne pense pas que ce soit le cas et je ne cherche pas à donner cette impression. J'accepte plutôt ce que Vannevar Bush et d'autres plus qualifiés que moi on dit sur le sujet : les sociétés industrielles modernes se développent de manière diverse et inégale, et dans ce cas particulier, l'Allemagne était en avance dans certains domaines de concentration tandis que les Américains étaient en avance dans d'autres.[9]

Bien qu'aucun d'entre eux ne soit responsable de la conception ou des conclusions de cette étude, un grand nombre de personnes et d'organisations m'ont aidé au fil des ans. Les faits suivants sont à souligner dans le cadre de mes recherches et de la consultation de documents aux États-Unis : George Chalou, aux Archives nationales, m'a aidé de centaines de façons, et c'est lui qui a localisé et m'a aidé à accéder aux dossiers du Bureau des services techniques et de la FIAT. William G. Lewis, qui a été relevé à l'occasion par Fred Pernell, a non seulement récupéré la plupart de ces documents, mais a également veillé à ce qu'ils soient mis à ma disposition le plus rapidement possible. William H. Cunliffe, Wilbert B. Mahoney et John Taylor, aux Archives nationales, m'ont aidé avec les dossiers du ministère de la Guerre, du ministère de l'Armée, du Comité des chefs d'État-major interarmées et du Comité de coordination d'État de la guerre avec la

[8] Cet ouvrage est décrit dans le *Guide to American Foreign Relations since 1700* (Santa Barbara, Calif., 1983) de Richard Dean Burns, ed., pp. 775-76.

[9] Vannevar Bush, *Pieces of the Action* (New York, 1970), pp. 115-16.

marine. Milton O. Gustafson et son personnel efficace m'ont aidé avec les dossiers et les archives du Département d'État. Le personnel de la Bibliothèque du Congrès m'a conseillé sur l'utilisation des instruments de recherche et m'a aidé par d'autres moyens à faire des recherches dans les publications spécialisées des associations commerciales, industrielles et scientifiques. Lors de chaque visite ou correspondance, les membres du personnel de la bibliothèque Truman, de la bibliothèque Eisenhower et de l'Académie nationale des sciences se sont montrés à la fois aimables et serviables. Erich F. Schimps, le bibliothécaire de la Humboldt State University, a toujours été là quand j'avais besoin de lui, et m'a aidé plus que je ne saurais le dire, et je suis sûr qu'il s'en souvient.

Enfin, du côté américain, je tiens à remercier un archiviste inconnu qui nous a rejoints, George Chalou et moi, autour d'un café à la cantine du Washington National Records Center, à l'une des nombreuses occasions où j'ai déploré le fait que George n'ait pas pu localiser les archives de la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA), malgré les appels téléphoniques au Pentagone et au quartier général du Commandement européen à Heidelberg, et bien d'autres efforts sur une période de cinq ans. Heureusement, notre invité s'est souvenu qu'il avait récemment traité une collection d'environ quarante-trois boîtes d'archives, qui, selon lui, pouvait être ce que nous recherchions. Il s'est avéré qu'il avait raison, et j'ai eu le plaisir de les utiliser un an plus tard, après qu'ils aient été passés au crible de la loi sur la liberté d'information. D'après ce que j'ai compris, le Bureau de la recherche et de l'ingénierie de l'État-major interarmées, l'organisation qui a succédé au JIOA, avait transféré les documents aux Archives nationales, où ils ont été saisis dans les instruments de recherche informatisés comme des documents de ce bureau, mais sans référence croisée appropriée au JIOA. La même chose s'est peut-être produite avec les documents créés par le bureau du directeur adjoint du renseignement en Europe à la fin des années 1940. Quoi qu'il en soit et malgré nos efforts, nous ne les avons jamais trouvés.

En Allemagne, ma gratitude va tout particulièrement à la direction et au personnel des institutions suivantes : les archives fédérales de

Coblence (merci à Mme Singer, au Dr Werner et surtout au Dr Lenz, qui a sorti les documents de leur réserve et m'a permis de les utiliser avant qu'ils ne soient traités et indexés) ; les archives principales de Rhénanie-du-Nord-Westphalie à Düsseldorf (merci tout particulièrement au Dr Dieter Scriverius, qui m'a permis d'utiliser son outil de recherche détaillé et extrêmement utile alors qu'il était encore sous forme manuscrite) ; les archives principales de la Hesse à Wiesbaden (merci en particulier aux docteurs Schuler et Helfer, qui m'ont facilité l'accès aux archives de l'organisation des scientifiques et des techniciens évacués de la zone d'occupation soviétique en 1945, ainsi qu'aux archives du ministère de l'Économie et des Transports de la Hesse) ; les archives principales du Bade-Wurtemberg à Stuttgart (merci en particulier à M. Thiel) ; les archives d'État à Brême (merci en particulier à M. Hofmeister) ; les archives d'État à Hambourg (merci en particulier à M. Gabrielson) ; et les archives de la ville de Heidenheim (merci en particulier à M. Maucher). Mes remerciements vont également à Degussa à Francfort, dont les responsables m'ont permis d'utiliser les précieux documents très instructifs des archives de l'entreprise, et en particulier à Mme Mechthild Wolf, l'archiviste qui m'a guidé et conseillé pendant mon long séjour là-bas ; à la Handelskammer à Hambourg ; à l'Industrie- und Handelskammer à Francfort (notamment Mme Wörman) ; au Dr Med. Fritz Ebner, l'attaché de presse d'E. Merck à Darmstadt, qui m'a donné quelques dossiers et m'a fait part d'un grand nombre d'informations personnelles tirées de ses propres expériences immédiates d'après-guerre ; à l'Ing. dipl. Klaus Luther, de la Maschinenfabrik Augsburg-Nürnberg (M.A.N.) à Augsbourg, qui m'a aidé à travailler dans les archives historiques de l'entreprise et a organisé des entretiens avec d'anciens fonctionnaires de M.A.N. ; à Horst-Dieter Wulf, qui m'a envoyé un paquet de matériel provenant des archives de Chemische Werke Hüls AG à Marl ; à Hans D. Sterba, de Schloemann-Siemag AG à Düsseldorf, qui a organisé des entretiens avec d'anciens responsables et employés de Schloemann ; à la Deutsche Texaco AG de Hambourg qui a mis à ma disposition les archives d'après-guerre de Chemische Werke Rheinpreussen, et au Dr Walter Grimme de Munster, qui m'a accordé un entretien très instructif sur ses expériences d'après-guerre dans cette entreprise ; et au Dr Erich

Schott, directeur du Glaswerk Schott & Genossen à Mayence, qui m'a non seulement accordé une longue entrevue, au cours de laquelle il m'a parlé de l'évacuation de l'entreprise d'Iéna en 1945, mais a également étayé ses propos par des documents provenant de ses propres dossiers et de ceux de son entreprise. Enfin, mes remerciements vont aux sympathiques, amicaux et serviables bibliothécaires de la Bundestagsbibliothek de Bonn, qui ont toujours semblé s'intéresser à ce que je faisais et me l'ont montré.

Des dizaines d'autres personnes aux États-Unis et en Allemagne, y compris des particuliers, des entreprises, des associations commerciales et industrielles, des chambres de commerce, ainsi que des fonctionnaires et des organismes gouvernementaux, ont pris le temps de répondre à mes lettres, de discuter avec moi et de compléter les détails ici et là quand je les ai demandés. Mes remerciements doivent nécessairement leur être adressés collectivement, mais je le fais très sincèrement et avec reconnaissance, car sans eux la dimension humaine que je me suis efforcé d'inclure dans l'étude aurait été perdue.

Il est évident que les travaux de recherche pour cette étude ont été à la fois longs et coûteux. Quant au temps, un congé sabbatique de l'Université d'État de Humboldt m'a donné une année universitaire, et j'ai profité d'un programme de retraite anticipée pour les professeurs du système de l'Université d'État de Californie avant que je n'aie prévu de prendre ma retraite, et j'ai ainsi converti mon calendrier annuel normal de neuf mois d'enseignement et trois mois de recherche en un programme dans lequel je pouvais enseigner pendant trois mois et faire de la recherche et écrire pendant le reste de l'année. En ce qui concerne l'aide financière, j'ai reçu une bourse d'été du National Endowment for the Humanities en 1978, plusieurs bourses de voyage et de recherche de la Humboldt State University Foundation en 1977, 1979 et 1980, une chaire de recherche de la Fulbright Commission d'un semestre chacun aux universités de Hambourg et de Francfort en 1980-1981, et une subvention de l'American Council of Learned Societies pour l'été 1982. Enfin, j'ai reçu une bourse de recherche et de voyage très généreuse de la Volkswagen-Stiftung en Allemagne pour les années 1984, 1985 et 1986, au cours desquelles j'ai passé le printemps en

Allemagne, l'été à Washington, DC, et le reste de l'année à Arcata, en Californie. Le professeur Karl Hardach, qui occupe la chaire d'histoire économique (Lehrstuhl für Wirtschaftsgeschichte) à l'Université de Düsseldorf, m'a parrainé auprès de la Fondation Volkswagen, a administré la bourse et a fourni de nombreux autres services, pour lesquels je suis très reconnaissant. Nancy Atkinson était une éditrice de copie attentive et perspicace.

Comme pour chacun de mes précédents projets de recherche et chacun de mes ouvrages, Gisela, mon épouse, a été ma partenaire dans tout ce que j’ai fait. Elle a rédigé pratiquement toute ma correspondance allemande, ce qu'elle peut faire beaucoup mieux que moi. Elle m'a accompagné dans tous mes longs voyages de recherche et a toujours été une critique perspicace et pointue concernant mes idées et mes conclusions, même si elle a été considérablement ralentie par la douleur et la souffrance causées par les graves blessures qu'elle a subies lorsqu'une grosse camionnette a percuté l'arrière de notre voiture sur la côte de l'Oregon pendant l'été 1985.

].G.

PARTIE I

Du renseignement militaire en tant de guerre à l’exploitation commerciale d’après-guerre

UN

Le renseignement scientifique et technique en temps de guerre

Dans leur campagne pour vaincre l'Allemagne puis gagner la guerre contre le Japon, les Britanniques et les Étatsuniens ont créé des unités spéciales de renseignement scientifique et technique dont la fonction était triple. Tout d'abord, ils devaient découvrir ce que les Allemands savaient sur les armes, les radars, le carburant synthétique, le caoutchouc synthétique, les torpilles, les fusées, les moteurs à réaction, les infrarouges, les communications et tout ce qui pouvait aider les Alliés dans la guerre. Deuxièmement, ils devaient recueillir des informations susceptibles d'aider à écourter la guerre contre le Japon après la défaite de l'Allemagne – des informations sur la quantité et le type de savoir-faire scientifique et technique que les Allemands avaient transmis aux Japonais, et sur ce que les Allemands savaient du Japon qui pourrait aider l'effort de guerre des Alliés. Enfin, ils devaient localiser et détenir – voire interner – des scientifiques et techniciens allemands ; les interroger pour le type d'informations qu'ils venaient d'identifier, et les empêcher de s'éclipser pour chercher refuge dans d'autres pays où ils pourraient poursuivre leurs projets de recherche et de développement en temps de guerre. Les unités spéciales comprenaient, entre autres, les Forces-T, dont la tâche principale consistait à sécuriser et à protéger des cibles de renseignement et de contre-espionnage pour que des équipes spécialisées puissent les exploiter, et le sous-comité des objectifs combinés de renseignement (CIOS), dont les tâches consistaient à sélectionner et à recommander des cibles aux Forces-T et à organiser leur exploitation une fois celles-ci sécurisées.

Unités spéciales : Forces-T et CIOS

Peu après le débarquement de Normandie et la première utilisation des bombes V-I par l'Allemagne, le quartier général du général Dwight D. Eisenhower (SHAEF) a publié une directive relative à la création des Forces-T. Il s'agissait d'unités militaires composées de spécialistes du renseignement, d'interrogateurs de prisonniers de guerre, de linguistes, de spécialistes de la communication, d'ingénieurs de combat, d'escouades de déminage et de troupes de combat provenant d'unités blindées et d'infanterie selon les besoins.[1] À l'origine rattachées à des groupes d'armées (6e, 12e et 21e) et destinées à être utilisées en Europe occupée par l'Allemagne et en Allemagne même, les unités de la Force-T devaient identifier, sécuriser, garder et exploiter *« des informations précieuses et spéciales, notamment des documents, du matériel et des personnes »* ayant une valeur pour les armées alliées.[2]

Créé à Londres le 21 août 1944 par les chefs d'État-major combinés britanniques/américains, le CIOS illustre la collaboration civilo-militaire si typique de la Seconde Guerre mondiale ; de la guerre totale.[3] Les sept membres britanniques venaient du Foreign Office, du renseignement naval, du renseignement militaire, du renseignement aérien et des ministères de l'Approvisionnement, de la Guerre économique et de la Production aéronautique, tandis que les membres américains venaient du Département d'État, de la Division du renseignement (G-2) de l'État-major du ministère de la Guerre, du Bureau du renseignement naval, du service de renseignement des forces aériennes, de l'administration économique extérieure, du bureau

---

[1] Résumé, rapport final après action, T-Force et T-Branch, 12e Groupe d'armées, 1er juillet 1945, RG 332, ETO, USFET G-2 Section, Operations Branch, boîte 27, dossier Correspondance, 1945, WNRC.

[2] SHAEF, G-2, directive sur le renseignement n°. 17, sujet : Force « T », 27 juil.1944, RG 165, dossier ABC 334.8 CIOS (30 juil.1944), sec. 1-A, NA.

[3] Création d'un sous-comité des objectifs combinés de renseignement, note pour les dossiers, 14 août 1944, *Ibid.*

des services stratégiques et du bureau de la recherche et du développement scientifiques.[4]

La taille et la fonction du CIOS se sont considérablement accrues à la fin de 1944 et au début de 1945, car il était chargé de dresser des listes noires de cibles qui pouvaient fournir des informations urgentes aux militaires ; de faire en sorte que ces cibles soient consultées par des spécialistes appropriés et de distribuer les rapports des équipes d'enquête aux organismes américains et britanniques.[5] Le 28 août 1944, quatre jours après l'entrée des premières troupes françaises dans la ville, elle avait déjà une équipe de terrain à Paris et, en collaboration avec les unités des Forces-T, elle a envoyé des équipes de spécialistes dans d'autres villes, comme Nancy, Luxembourg, Bruxelles, Aix-la-Chapelle, Strasbourg, Heidelberg et Ludwigshafen, alors que les troupes alliées se dirigeait vers l'Allemagne à travers la France et les Pays-Bas : à la fin de 1944, le CIOS a indiqué qu'il avait envoyé 197 enquêteurs, représentant 14 agences américaines et britanniques, pour visiter 115 cibles.[6] Entre-temps, à l'aide des informations recueillies par les équipes sur le terrain, le CIOS a dressé des listes noires supplémentaires de cibles et a finalement répondu à diverses suggestions et pressions visant à inclure des cibles d'intérêt industriel et scientifique, indépendamment de leur valeur militaire immédiate.

La proposition américaine la plus précise pour une liste de cibles CIOS élargie est venue de Vannevar Bush, le directeur du Bureau de la recherche scientifique et du développement (OSRD). Dans une lettre adressée aux secrétaires à la Guerre et à la Marine le 28 août 1944, une semaine après la création du CIOS et le jour où la première équipe du CIOS est entrée à Paris, Bush a proposé que les États-Unis obtiennent des pays occupés et de l'Allemagne elle-même des *« informations*

---

[4] Listes des membres du CIOS, 21 août 1944, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, bobine A 5700, trame 0872.

[5] CIOS, déclaration d'intention de la liste grise, CIOS (GLP-4 Revised) [2 fév. 1945], RG 84, boîte 37, dossier 820.02a Safehaven General et CIOS, janv.-août 1945, WNRC.

[6] CIOS, rapport pour 1944, CIC 63/9, 7 fév. 1945, RG 218, fichiers décimaux centraux du JCS, 1942-45, boîte 133, fichier CCS 319.1 (7-11-44), sec. 2, NA.

techniques allemandes de nature industrielle ». De telles informations, a-t-il observé, non seulement favoriseraient notre effort de guerre contre le Japon, mais aideraient également l'industrie américaine à maintenir sa place dans le commerce mondial et offriraient des possibilités d'emploi aux vétérans de la guerre démobilisés.[7] Il estimait que *« la Grande-Bretagne se prépare sans doute à obtenir ce type d'informations pour sa propre industrie »* et il suggérait que les missions de recherche d'armes et de dispositifs militaires en cours soient complétées par des équipes de technologie industrielle ayant des buts et des objectifs à plus long terme. Les réactions à la suggestion de Bush ont été positives, et elles sont venues rapidement de divers organismes et individus.

James Forrestal, secrétaire de la Marine et Julius A. Krug, président du War Production Board, ont approuvé la proposition de Bush, tout comme le Département de la guerre, qui a rapidement étudié les moyens de la mettre en œuvre.[8] Ce département était désireux d'obtenir *« les informations technologiques les plus avancées connues de l'ennemi »* en interrogeant des techniciens allemands ; en fouillant dans les dossiers et les registres de leurs laboratoires ; en démantelant et en examinant les produits militaires et industriels allemands ; et en examinant les procédés de fabrication utilisés par les Allemands.[9] Le ministère de la Guerre a donc envoyé un câble au quartier général du général Eisenhower (SHAEF) – qui allait lui-même dans la même direction[10] – afin de demander quels types de personnel technique étaient

---

[7] Bush à Stimson (et Forrestal), 28 août 1944, RG 165, dossier ABC 334.8 Post-War Intelligence (30 juin 1944), NA.

[8] Forrestal à Stimson, 9 sept. 1944 ; Krug à Stimson, 21 sept. 1944 ; Département de la guerre, G-4, mémorandum pour le directeur, sujet : acquisition d'informations techniques allemandes de nature industrielle, 9 sept. 1944, tout *Ibid.*

[9] Forces armées, mémorandum, sujet : acquisition d'informations techniques allemandes de nature industrielle, 20 sept. 1944, *Ibid.*

[10] V. H. Fränkel, mémorandum, sujet : fonction proposée pour la sous-division technique G-2 du SHAEF pendant la période d'occupation de l'Allemagne par le SHAEF, 19 sept. 1944, RG 331, dossier SHAEF, G-2, sous-division exécutive, 322-21, section du renseignement économique, NA ; SHAEF, G-2, à Walter Schwinn, section économique, sujet : collecte de renseignements économiques, 1er oct. 1944, RG 331, boîte 142, division G-2, sous-division des cibles du renseignement, 1944-45, NA.

nécessaires aux équipes de terrain du CIOS pour obtenir des informations sur les méthodes de production, les procédures et les produits finis allemands dans les domaines de l'armement, du caoutchouc, du pétrole, des transports, des produits chimiques, de l'ingénierie, etc.[11] À peu près à la même époque, Harold L. Ickes, l'administrateur du pétrole américain pour la guerre, a rédigé pour l'amiral William Leahy, chef de cabinet du Président, un *« Programme pour obtenir des informations techniques des usines de pétrole capturées »* détaillé, conçu pour exploiter les efforts allemands afin de produire *« du carburant pour l'aviation, du pétrole de synthèse et des produits pétroliers dérivés du gaz, du charbon et du schiste. »* Leahy a conseillé à Ickes de soumettre sa proposition par le biais des canaux existants du CIOS, ce qu'il a fait. Entre-temps, quelque dix-huit sociétés de l'industrie pétrolière, dont Gulf Oil, Humble Oil, Socony-Vacuum Oil, Houdry Process Corporation, Phillips Oil, Shell Oil et Standard Oil of Indiana, ont désigné des candidats pour la mission technique pétrolière que Ickes se proposait d'envoyer en Europe le plus rapidement possible.[12]

Les Britanniques, révélant des intérêts similaires à ceux des Étatsuniens et fidèles à la prédiction de Vannevar Bush, ont été les premiers à proposer un programme élargi pour le CIOS. Ils voulaient redéfinir sa mission initiale de renseignement militaire pour y inclure la recherche d'informations sur les processus industriels et technologiques, et ont donc proposé la formation d'un sous-comité du CIOS chargé de préparer des listes de *« cibles de renseignement économique et industriel présentant un intérêt vital pour l'après-guerre, mais sans valeur militaire immédiate »*.[13] Le résultat a été la création d'un groupe d'experts de la liste grise du CIOS, qui devait recevoir, approuver et coordonner toutes les demandes des ministères britanniques et américains pour des

---

[11] AGWAR à SHAEF, WX-36623, 26 sept. 1944, dossiers de l'adjudant général SHAEF, dossier 371.31 CIOS Targets, NA.

[12] Ickes à Leahy, 23 sept. 1944 ; Leahy à Ickes, 17 oct. 1944, RG 165, boîte 501, dossier ABC 387 Allemagne (18 déc. 1943), sec. 19, NA ; Arnold Krammer, *Technology Transfer as War Booty : The U.S. Technical Oil Mission to Europe, 1945*, Technology and Culture, 22 (Jan. 1981), 80 n. 26.

[13] AmEmbassy de Londres au SecState, 14 oct. 1944, RG 165, dossier ABC 334.8 CIOS (30 juillet 1944), sec. 1-A, NA.

renseignements *« ne présentant pas une urgence militaire suffisante pour figurer sur la liste noire des cibles »*.[14] Les représentants américains du CIOS à Londres qui ont rapporté cette initiative britannique à Washington ont estimé qu'elle reflétait le désir de l'industrie britannique d'examiner et d'exploiter les connaissances techniques allemandes dès que les armées alliées occuperaient les centres industriels allemands.[15] Mais, comme nous l'avons vu, les intérêts étatsuniens étaient en parfaite harmonie avec ceux des Britanniques.

Le TIIC américain

Afin de répondre aux besoins d'une mission élargie du CIOS, les Étatsuniens ont créé le Comité technique de renseignement industriel (TIIC) à Washington.[16] Howland H. Sargeant, de l'Alien Property Custodian a été désigné par la Foreign Economic Administration (FEA) comme président du TIIC, et son personnel était composé de membres des services de renseignement des forces armées et de civils recrutés pour un service à plein temps par le War Production Board, de l'OSRD et d'autres agences gouvernementales. Basé à Washington, le TIIC était essentiellement une organisation de soutien pour le CIOS en Europe. À cet égard, il était le pendant du Sous-comité des objectifs du renseignement britannique (BIOS), qui fonctionnait de la même manière pour les Britanniques. Les fonctions du TIIC consistaient à recommander des cibles à étudier et à sélectionner des experts techniques afin de doter les équipes de terrain du CIOS en personnel. Selon sa directive de base, il devait *« recevoir, approuver et coordonner »* les demandes américaines d'enquêtes *« relatives aux procédés industriels, aux brevets, aux inventions, à l'ingénierie et au 'savoir-faire' nécessaires pour aider la production américaine, faciliter les mesures économiques liées au gouvernement*

[14] CIOS, SHAEF, rapport du groupe de travail sur le panel de la liste grise, 30 oct. 1944, RG 218, fichiers décimaux centraux JCS, 1942-45, boîte 132, fichier CCS 319.1 (7-11-44), sec. 1, NA.
[15] AmEmbassy London au SecState, 14 oct. 1944, RG 165, dossier ABC 334.8 CIOS (30 juillet 1944), sec. 1-A, NA.
[16] TIIC, directive de base, 3o oct. 1944, *Ibid.*

militaire et au contrôle de l'Allemagne, et déterminer l'étendue de l'assistance technique allemande mise à la disposition des Japonais ».[17]

Afin de remplir ses fonctions, le TIIC a formé des sous-comités (il en comptait dix-sept en février 1945, et finalement dix-neuf) pour représenter de vastes domaines industriels, tels que le caoutchouc, les produits chimiques, les métaux et minéraux, les produits forestiers, les machines, les textiles, les combustibles solides, l'aéronautique, les communications et la construction navale.[18] Il a demandé à un large éventail d'agences gouvernementales et de représentants *« appropriés »*, y compris des membres du cabinet, du War Production Board, de la War Manpower Commission, de l'Alien Property Custodian, de la Civil Service Commission, et de la Federal Communications Commission, entre autres, de soumettre des demandes d'informations à l'Allemagne sur les procédés industriels, les brevets, les inventions et le savoir-faire en matière d'ingénierie. Le TIIC leur a demandé de fournir autant de détails que possible, de dire quelque chose sur l'urgence des demandes, d'indiquer les emplacements probables des informations recherchées (tels que les noms des entreprises et des individus), et de nommer des personnes qui pourraient être disponibles comme experts pour se rendre en Europe et mener les enquêtes pour le CIOS.[19] Par l'intermédiaire de ses sous-comités, composés de membres des forces armées, d'employés civils d'agences gouvernementales et de personnes issues d'associations industrielles et commerciales, d'industries privées et d'universités, le TIIC a également sollicité la communauté scientifique et industrielle du pays, en demandant que des cibles soient étudiées et que soient indiqués les noms des experts qui pourraient les

---

[17] JIC 220/9, objet : interprétation de la directive de base du TIIC, 21 février 1945, ibid., sec. 1-B, NA.

[18] TIIC 1/2, sujet : Création de sous-comités industriels (directives de base), RG 40, boîte 157, dossier TIIC 1/, WNRC ; C. R. Heller, « Statement on TIIC », 19 juin 1945, RG 40, boîte 99, dossier Publicité, WNRC.

[19] TIIC, mémorandum pour information n° 8, 18 déc. 1944, RG 40, boîte 116, dossier Organisation de base, WNRC ; O. E. May au Colonel Cecil G. Dunn, TIIC, 28 mai 1945, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Correspondance générale, 1945-46, WNRC.

étudier.[20] Les membres du sous-comité issus du secteur privé ont été encouragés à faire participer leurs entreprises au programme ; à suggérer des points que les équipes sur le terrain devraient surveiller ; à nommer des enquêteurs experts pour les équipes sur le terrain ; et à désigner des cibles spécifiques,[21] tout cela sans révéler d'informations sur leurs propres entreprises qu'ils ont choisi de garder secrètes. *« Pour des raisons de sécurité, et pour éviter tout embarras éventuel à un membre du panel de l'industrie »*, indique le compte-rendu d'une réunion du panel consultatif du sous-comité des communications du TIIC, *« les représentants du sous-comité au sein du panel n'engageront pas de discussions sur une cible soumise par un membre de l'industrie. Celui-ci est, bien entendu, libre d'initier une telle discussion s'il le souhaite ».*[22]

Les demandes et les nominations affluaient, provenant des services armées (par exemple : le Corps des transmissions, l'Armée de l'air et les Forces armées), d'agences gouvernementales (par exemple : le War Production Board et le ministère de l'Agriculture) et de centaines de grandes et petites entreprises, telles que Bell Telephone Laboratories, American Telephone and Telegraph, Western Electric, General Ceramics and Steatite Corporation, B. F. Goodrich, Firestone, Goodyear et d'autres. Les documents disponibles montrent, par exemple, que l'Indiana Steel Products Company a répertorié dix-sept brevets allemands sur lesquels elle a cherché à obtenir des informations, à identifier les entreprises allemandes sur lesquelles elle souhaitait que l'on enquête et a nommé le personnel allemand qu'elle voulait faire interroger. La General Electric Company a demandé des informations sur les tubes à vide, les redresseurs au sélénium, les relais polarisés, les résistances et les thermocouples, en donnant les noms des entreprises et des personnes allemandes à rechercher afin d'obtenir ces informations. Le TIIC a rassemblé ces demandes et d'autres demandes

[20] Notes dactylographiées pour Howland, 18 déc. 1944, RG 40, boîte 154, dossier TIIC, WNRC ; TIIC, Sous-comité aéronautique, à James D. Redding, SAE, 28 mars 1945, RG 40, boîte 87, dossier Conseil de production de guerre aérienne, WNRC.

[21] Voir, par exemple, TIIC, Sous-comité des communications, Groupe consultatif I - Systèmes et équipements de câblage, ordre du jour, 22 mai 1945, RG 40, boîte 114, dossier Groupe consultatif I, WNRC.

[22] *Ibid.*

de cibles et les a envoyées au CIOS à Londres pour qu'elles soient incluses dans ses listes noire et grise, et il a recruté, nommé et traité des experts techniques civils, souvent issus des mêmes entreprises et agences qui avaient demandé les informations et suggéré les cibles.[23] Les experts ont été employés comme consultants techniques temporaires du gouvernement, mis en uniforme militaire, avec le grade équivalent de colonel dans l'armée (ils s'appelaient eux-mêmes *« Capon Colonels »*), et envoyés à Londres, où ils ont rejoint leurs homologues britanniques et formé des équipes du CIOS pour exploiter des cibles désignées ainsi que des « cibles opportunes » sur le continent.

Les cibles visaient étaient les entreprises industrielles, les usines, les laboratoires, les bases militaires, les dépôts de stockage, les terrains d'essai, les stations d'expérimentation, les établissements de recherche, les universités et les instituts techniques, ainsi que les personnes qui les possédaient, les géraient et les employaient. À l'origine, les Forces-T et le CIOS s'attendaient à les trouver concentrées dans les grandes villes, mais les conditions de l'effondrement de l'Allemagne au printemps 1945 et le programme allemand en temps de guerre visant à décentraliser et à disperser les installations de production et autres ressources afin de réduire les effets des bombardements stratégiques ont nécessité un changement de plans. Fin février 1945, en recevant des renseignements selon lesquels les Allemands avaient déjà évacué des ministères, des bureaux du parti, des établissements de recherche, des usines industrielles et des personnes de Berlin et d'autres villes vers d'autres parties de l'Allemagne,[24] et avec les Russes à une soixantaine de kilomètres de Berlin, le CIOS a modifié ses opérations pour se conformer aux nouvelles réalités. Plutôt que d'attendre que les Forces-T sécurisent les cibles et de faire ensuite envoyer des experts du

---

[23] *Ibid.*

[24] SHAEF Main, G-2, au « T » Force Sub-Division, sujet : enlèvement d'archives et de documents de Berlin, 2 fév. 1945, RG 331, boîte 144, dossier SHAEF, G-2 Division, Intelligence Target Sub-Division, 1944-45 ibid. SHAEF Main, G-2, sujet : évacuation et mouvements des cibles du renseignement de Berlin, 1er mars 1945, *Ibid.* ; CIOS à la division G-2, SHAEF (Rear), sujet : mouvement du personnel d'enquête du CIOS à Berlin dans des conditions d'éclipse, 24 février 1945, RG 165, dossier ABC 334.8 CIOS (30 juillet 1944), sec. 1-B, NA.

quartier général du CIOS à Londres pour les exploiter systématiquement, le CIOS a créé les Équipes de terrain avancées combinées (Combined Advance Field Teams, CAFT), qui devaient suivre le rythme des troupes de combat, repérer et évaluer les cibles, faire des rapports d'évaluation aux échelons inférieurs, puis continuer à avancer avec les fers de lance militaires. En mai 1945, des listes noires indiquant les cibles de première importance militaire et des listes grises indiquant celles présentant un intérêt scientifique et industriel et une valeur militaire éventuelle – une distinction difficile à faire dans les conditions de la guerre totale moderne – ont été fusionnées en une seule liste, et les « cibles opportunes » sont devenues l'ordre du jour.[25] Les CAFT, normalement composés d'un président et d'un co-président – typiquement, un Britannique, l'autre Américain – et de sept à douze assesseurs, étaient rattachés aux groupes d'armées pour les opérations sur le continent. Le CIOS faisait état de 240 assesseurs sur le terrain à la mi-mars 1945, et à la fin de la guerre, il en envoyait autant tous les quinze jours.[26] Des années plus tard, un professeur américain d'ingénierie aérospatiale à l'Université Cornell, à l'instar de nombreux autres anciens participants qui ont par la suite mis en doute la valeur du savoir-faire allemand pour les États-Unis*, a fait référence aux équipes de renseignement alliées *« composées de scientifiques, d'ingénieurs, de soldats et parfois d'imbéciles »*, qui *« se sont lancées à corps perdu dans la compétition au sujet de l'Allemagne, confisquant des documents, des dessins, du matériel de*

[25] JIC à SHAEF Arrière pour la section américaine CIOS, 4 mai 1945, RG 165, dossier ABC 334.8 CIOS (3o juillet 1944), sec. 1-C, NA ; TIIC, sous-comité des communications, panel consultatif I - systèmes et équipements de câblage, ordre du jour, 22 mai 1945, RG 40, boîte 114, dossier panel consultatif I, WNRC ; CIOS, SHAEF Rear, rapport d'activité pour 1945, 4 juin 1945, RG 218, JCS fichiers décimaux centraux, 1942-45, boîte 134, dossier CCS 319.1 (11-7-44), sec. 7, NA.

[26] *Ibid.*

* Un ancien enquêteur de l'équipe de caoutchouc – dont j'ai lu de nombreux documents prouvant le contraire dans les rapports sur ses activités au sein du CAFT – m'a écrit en 1981 pour me dire : *« Nos rapports sont disponibles et ont été une grande déception. Nous nous attendions à ce que les Allemands aient un meilleur polymère que nous et nous avons constaté que nous avions un bien meilleur. De plus, nos produits en caoutchouc étaient bien meilleurs et contenaient beaucoup moins de caoutchouc naturel. »*

laboratoire, des laboratoires entiers – et, je me souviens, au moins une Jeep pleine de bottins téléphoniques. »[27]

Il est vrai que les opérations du CIOS sur le terrain étaient souvent marquées par une activité fébrile, par une confusion générale au moment de l'effondrement de l'Allemagne, par un manque de communication entre les unités et par une grande *« duplication des enquêtes »*[28] de la part des équipes du CIOS-CAFT et d'autres unités de collecte de renseignements de la Division des services de l'armée, du renseignement de l'armée de l'air, de l'ALSOS[**], de la mission technique des marines en Europe et de l'étude sur les bombardements stratégiques des États-Unis. Les goulets d'étranglement dans les transports constituaient un problème particulier, et à un moment donné, le 12e Groupe d'armées a signalé qu'un de ses régiments d'artillerie avait été pratiquement *« immobilisé »* par le transfert de ses transports *« pour servir les intérêts du CIOS »*.[29] Mais les équipes sur le terrain voyageaient parfois ensemble et coopéraient d'une autre manière, et elles avaient des instructions similaires. Par exemple, pour les travaux d'ingénierie générale, le SHAEF leur a demandé de se concentrer sur les *« bureaux d'études, les laboratoires d'essais et les départements de recherche métallurgique et autres »*, mais de ne pas s'embêter avec les ateliers d'usinage. Dans les usines de caoutchouc synthétique, les équipes devaient *« viser les laboratoires, mais aussi l'usine de fabrication du mélange. Les Allemands sont plus avancés que nous en matière de caoutchouc*

[27] William R. Sears, *Project Paperclip*, compte rendu de livre dans le « Bulletin of the Atomic Scientists », 28 (juin 1972), p. 55.

[28] Richard H. Depew à William Abernethy, TIIC, 11 août 1945, RG 40, boîte 86, dossier Depew, WNRC.

[**] « ALSOS », du mot grec pour « groves », était le nom de code pour l'enquête du Projet Manhattan sur l'activité allemande. Le chef du Projet Manhattan était le général Leslie Groves.

[29] CIOS, procès-verbal de la dix-septième réunion, 25 avril 1945, RG 165, boîte 205, dossier ABC 334.8 CIOS (30 juillet 1944), sec. 3, NA. Voir aussi Walter J. Murphy, *The Job Still Is Unfinished : Some Thoughts on the Collection and Dissemination of Technical and Scientific Information from Occupied Countries*, Chemical and Engineering News, 23 (10 sept. 1945), 1528, où il écrit que le CIOS était *"fréquemment appelé facétieusement ... CHAOS"* sur le terrain.

synthétique », poursuit la notice, *« et nous voulons savoir comment ils l'utilisent pour la fabrication des pneus. »* Dans les usines de produits chimiques et d'explosifs, les enquêteurs devaient fouiller les bureaux administratifs, *« notamment le bureau du directeur et les bureaux de dessin, ainsi que les laboratoires de recherche et leurs archives »*, de même que les résidences du directeur, du chimiste en chef et de l'ingénieur en chef.[30] *« Des résultats optimaux, »* affirmait une autre instruction, *« seront obtenus lorsque les hommes, le matériel et les dossiers portant sur un même problème seront examinés simultanément au même endroit ».*[31] Enfin, comme ils allaient évidemment rechercher et interroger des scientifiques et des techniciens allemands qu'ils connaissaient personnellement ou professionnellement dans le cadre d'associations, de conférences, de consultations, etc. d'avant-guerre, les enquêteurs alliés ont été avertis par le quartier général du Corps de contre-espionnage (CIC) à Washington de respecter les directives existantes sur la fraternisation avec les ressortissants allemands, et donc de ne pas *« devenir trop amicaux avec les principaux personnels allemands dans le but de gagner leur 'coopération' ».*[32]

Un communiqué de presse d'après-guerre, décrivant ce qui avait été une opération très secrète en temps de guerre, rapportait que les équipes d'évaluation CAFT et les équipes d'exploitation CIOS avaient évalué environ 3 000 et exploité environ 2 000 cibles en Allemagne à la fin du mois de juillet 1945. *« Les équipes du CIOS, »* précisait le communiqué de presse, « ont passé l'Allemagne au peigne fin pour trouver... des secrets cachés sur les armes, la production pétrolière, les matières premières, les matières synthétiques, les nouveaux procédés techniques et chimiques, les inventions, les brevets, la finance,

---

[30] SHAEF, G-2, sujet : notes de E. A. B. sur l'affectation de gardes dans les usines qui viennent d'être capturées, 1er mars 1945, dans les archives de l'U.S. Army Unit, 1940-50, 42d Infantry Division, 1943-46, boîte 989, dossier T-Force, déc. 1944-avr. 1945, Bibliothèque Eisenhower.

[31] CIOS, SHAEF (Arrière), rapport sur l'état d'avancement pour 1945, 4 juin 1945, RG 218, JCS fichiers décimaux centraux, 1942-45, boîte 134, fichier CCS 319.1 (7-11-44), sec. 7, NA.

[32] CIOS, une instruction aux équipes sur le terrain du Comité mixte du renseignement, CIOS 37, 21 février 1945, *Ibid*, boîte 133, dossier CCS 319.1 (7-11-44), sec. 2, NA.

l'économie et les machinations allemandes dans le domaine politique ».[33] La manière dont cela a été fait sur place est peut-être mieux illustrée par des exemples, qui touchent également à la portée, à l'impact et aux dimensions humaines du programme.

Les cibles institutionnelles

I. G. Farben, Ludwigshafen. Le détachement précurseur d'une équipe d'une cinquantaine d'enquêteurs britanniques et américains qui devaient visiter le complexe I. G. Farben à Ludwigshafen-Oppau, en Allemagne – alertés de la capture imminente de sa cible le 23 mars 1945 – quitte immédiatement Londres, passe la première nuit à Versailles, puis se rend avec un transporteur d'armes (sept par véhicule avec les bagages sur une remorque) à Ludwigshafen via Nancy. Les troupes alliées avaient nettoyé la zone cible le 24 et l'avaient laissée sous la garde de la Force-T avant de traverser le Rhin le 25. Le même jour, l'équipe, qui était cantonnée avec l'unité de la Force-T à Frankenthal, à environ dix kilomètres de la cible, est entrée et a *« essaimé »* pour la première fois sur les usines de Ludwigshafen-Oppau Constatant que 60 à 75 % des usines étaient détruites, les membres de l'équipe ont conclu que, dans ce cas, il fallait obtenir davantage d'informations par des entretiens et des interrogatoires du personnel disponible que par des inspections d'usines et des recherches de documents, ce qu'un participant a par la suite qualifié de *« travail fatigant consistant à grimper sur des briques, des gravats, des réservoirs et des escaliers détruits »*.[34] Ils ont commencé par des interrogatoires préliminaires, puis ont affecté des spécialistes de groupe appropriés pour des interrogatoires plus intensifs et une exploitation plus poussée. Les membres de l'équipe ont chargé les experts allemands disponibles dans des Jeeps et ont ratissé les environs pour trouver des personnes qui étaient parties à la campagne pour se mettre à l'abri des

[33] Office of War Information, communiqué de presse, 26 août 1945, RG 40, boîte 99, dossier Publicité, WNRC.

[34] W. C. Schroeder, *Investigation by the U.S. Government Technical Oil Mission*, American Petroleum Institute Proceedings, 25, no. 3 (1945), p. 25.

bombardements ou pour se cacher. Et ils ont aussi organisé des parties de chasse et de fouille pour ramener des documents qui avaient été entreposés ailleurs ou enterrés pour être conservés en sécurité. Les Allemands ont coopéré pour la plupart, selon un des rapports de la mission, mais quand ils ne l'ont pas fait, ils ont été enfermés. En fait, le rapport montre qu'un civil américain, travaillant pour le Département de la Marine, a arrêté un des Allemands parce qu'il *« pensait que ce serait une bonne chose à faire »*.[35]

Comme prévu, l'équipe du CIOS a trouvé la cible riche en informations. Selon un rapport préliminaire, *« l'interrogatoire des responsables d'I.G. a permis d'obtenir des informations sur la production de caoutchouc Buna S et sur le fait que le butadiène est fabriqué à partir de formaldéhyde et d'acétylène et non par le procédé dit aldol »*. La mission a découvert des détails sur l'utilisation de la korésine, que les Allemands utilisaient pour produire de l'adhésivité *« qui a longtemps déconcerté les producteurs de caoutchouc synthétique »*,[36] et l'un de ses membres, le Dr Carl Monrad, du Carnegie Technical Institute, a trouvé un traité sur la chimie de l'acétylène rédigé par le Dr Julius W. Reppe, un éminent chimiste d'I. G. Farben que l'American Chemical Society a rapidement voulu faire venir aux États-Unis. Ce traité et un autre article de Reppe sur les méthodes sûres de manipulation de l'acétylène sous haute pression, que Jean Fennesbresque, de la Celanese Company dans le New Jersey, a trouvé à l'usine I. G. Farben de Hüls, ont été décrits plus tard par le chef américain de l'équipe de caoutchouc du CIOS, Russell Hopkinson, de l'U.S. Rubber Company, comme *« deux documents... d'un grand intérêt pour l'industrie chimique américaine »* en raison de

---

[35] K. W. Jones, SHAEF, G-2, rapport sur la visite des travaux de l'I. G. Farben-Industrie à Ludwigshafen-Oppau, 23-30 mars 1945, RG 260, FIAT, 7 748e Unité, boîte 3, dossier CIOS, WNRC.

[36] CIOS, rapport préliminaire sur les cibles caoutchouc synthétique de I. G. Farbenindustrie-Ludwigshafen… 3 avril 1945, RG 218, JCS fichiers décimaux centraux, 1942-45, boîte 133, fichier CCS 319.1 (7-11-44), sec. 3, NA.

leur *« importance considérable pour la chimie organique synthétique dans ce pays »*.[37]

Dunlop, Hanau, et Chemische Werke Hüls, Marl. L'enquête et l'exploitation de l'usine Hüls, évoquées ci-dessus, constituent une illustration des plus intéressantes, en partie comme exemple de la façon dont les enquêteurs se sont déployés à la recherche de leur proie, mais aussi parce qu'il existe des documents contemporains américains et allemands sur cet évènement. Benjamin S. Garvey, Jr, de B. F. Goodrich, et plusieurs autres membres de l'équipe américaine de caoutchouc du TIIC ont quitté Washington le 25 mars, le jour même où le détachement précurseur de l'équipe du CIOS a atteint Ludwigshafen-Oppau. Passant par Terre-Neuve, l'Écosse, Londres, Verdun et Francfort, ils ont rejoint l'équipe du CIOS à Ludwigshafen. Suivant les pistes qui y étaient développées, ils se sont rendus, entre autres, à l'usine Dunlop de Hanau près de Francfort et à la Chemische Werke Hüls AG (Aktiengesellshaft, ou société anonyme) dans la Ruhr. À Dunlop, ils ont découvert que les dossiers de l'entreprise étaient un fouillis de papiers empilés à hauteur de taille dans plusieurs pièces. Selon un discours prononcé par Garvey « trois ou quatre fois » après son retour aux États-Unis, *« les forçats russes et polonais avaient pillé l'endroit et jeté tout ce dont ils ne voulaient pas ».* Après avoir appris, lors d'entretiens avec le maire de Hanau, le directeur de l'usine Dunlop et d'autres civils, qu'un éminent chimiste de Dunlop, qui avait été bombardé à deux reprises à Hanau, vivait dans la campagne voisine, Garvey s'est rendu au détachement du gouvernement militaire local pour le transport et un chauffeur, qui est venu armé d'une carabine et d'un pistolet. Ils ont trouvé le chimiste dans un village à une vingtaine de kilomètres de Hanau, vivant dans une petite pièce avec sa femme et sa fille adolescente, et ils l'ont emmené à Hanau avec le cache-documents en sa possession, même si, selon le récit de Garvey, il avait d'abord voulu déjeuner. *« Nous lui avons dit qu'il pourrait rentrer chez lui ce soir-là ou le lendemain. Il a probablement dû rentrer à pied. »* Garvey a néanmoins conclu

[37] Hopkinson à Robert Reiss, 12 nov. 1946, RG 40, boîte 99, dossier Bilan de fin d'année, WNRC.

que la plupart des Allemands donnaient des informations de leur plein gré. *« Il n'a fallu exercer des pressions qu'à deux ou trois occasions »*.[38]

À la Chemische Werke Hüls, l'équipe a exigé que le directeur en charge, identifié comme le Dr Baumann, demande à ses chefs de service de préparer des rapports écrits sur leurs opérations. Une fois ces rapports terminés, les membres de l'équipe les ont examinés avec les responsables de l'entreprise et ont demandé à ces derniers de leur remettre les documents se trouvant dans leurs bureaux, dossiers et « divers coffres » – dont certains contenaient, selon Garvey, déjeuners et savons – afin qu'ils puissent les comparer aux rapports écrits. L'équipe a reçu des dessins d'équipement et un certain nombre de documents volumineux, qu'elle a renvoyés à Londres pour traduction.

Dans des notes de service rédigées à l'époque et dans un rapport établi quelque trois ans plus tard, le Dr Baumann a décrit la même visite. Selon lui, les Américains qui ont visité Chemische Werke Hüls en avril 1945 étaient bien informés, minutieux et peu amicaux. Ils avaient refusé de donner leurs noms, mais les Allemands avaient découvert que le chef était E. P. Handley, de Firestone, et qu'un autre membre de l'équipe était un certain M. Fennesbresque, d'Elizabeth, dans le New Jersey. Ils ont inspecté l'usine et ont passé en revue tous les dossiers scientifiques et techniques, les emballant, ainsi que de nombreux catalyseurs, dans de grands sacs qu'ils ont emportés à leur départ. Ils ont exigé une description du procédé de fabrication du caoutchouc synthétique (« Fabrikationsschema ») et des rapports sur une trentaine de détails techniques, qu'ils exigeaient voir achevés en quatre jours. Une fois les rapports terminés, les Étatsuniens les ont passé en revue avec les Allemands et ont demandé des détails et des explications supplémentaires. Il s'agissait évidemment d'experts, et ils ne leur demandaient généralement que des détails et des précisions. *« Même si tous les employés de l'usine ont essayé de répondre aux exigences de ces personnes dans la mesure du possible, ceux qui accompagnaient M. Handley lors de son inspection et de la réquisition des documents dans les dossiers ont été traités avec*

[38] Benjamin S. Garvey, *Investigating the German Rubber Industry* (copie MS d'un discours), RG 40, boîte 154, dossier Comité d'évaluation, WNRC.

la plus grande haine. » Trois ans plus tard, le Dr Baumann a constaté que lors des nombreuses visites et inspections ultérieures de son entreprise, un tel traitement grossier ne s'était plus jamais reproduit.[39]

Degussa. Chez Degussa (Deutsche Gold- und Silber-Scheideanstalt), à Francfort, une entreprise chimique et de métaux spéciaux diversifiée et très répandue, les premiers visiteurs techniques alliés étaient un chimiste et un ingénieur de DuPont, avec lequel Degussa avait conclu des accords de brevet avant la guerre. Le directeur de Degussa qui les a reçus a noté, entre autres, que leur discussion sur leurs connaissances mutuelles était devenue si sympathique et amicale que les deux parties ont eu du mal à maintenir l'hostilité qui devait caractériser officiellement de telles rencontres.[40] Mais la première visite a été suivie par d'autres de nature différente, dont l'une par un officier américain accompagné d'un soldat d'infanterie, qui est resté là avec son arme en alerte pendant tout l'interrogatoire.[41] À une autre occasion, deux Américains sont venus demander des informations sur les relations germano-japonaises, au sujet desquelles ils ont fouillé dans les dossiers et les registres de la société. Un certain M. White, de DuPont, et un lieutenant de l'armée américaine parlant allemand – dans un interrogatoire beaucoup plus poussé et intensif que le précédent mené par des représentants de DuPont – ont visité l'usine de Francfort et ont interrogé plusieurs des employés disponibles sur de nombreux aspects, y compris les couleurs pour la céramique, la production de cyanure et le noir de carbone, qui semblaient les intéresser particulièrement. Une autre équipe de quatre personnes, qui ont refusé de donner leurs noms, a demandé des détails sur le pétrole et les graisses spéciales

---

[39] Dr. Baumann, *Fabrikationsschema und Fabrikationsbeschreibungen*, 19 avril 1945 ; Dr. Baumann, Aktennotiz über die Besichtigung der Butadienfabrik durch zwei Amerikaner am 21.4.1945, 23 avril 1945 ; Dr. Baumann to Wirtschaftsverband Chemische Industrie, subject : Saisie de propriété intellectuelle, de machines et d'autres biens par la T-Force (FIAT-BIOS-usw.) actions, 14 mai 1948, archives Chemische Werke Hüls (copies en ma possession).

[40] Dr. Baerwind, *« Première visite d'une commission économique américaine dans mon bureau »*, 4 avril 1945, rapports de visite de dossiers, V. 1.4.45-1.9.45, archives Degussa.

[41] Dr Baerwind, quatrième interrogatoire par le service d'information américain . . . 16 avril 1945, dossier Rapports Baerwind, Archives Degussa.

(« Treibstoff- und Schmierol »), dont ils avaient manifestement déjà connaissance. Après avoir protesté contre le fait que tout cela était expérimental et n'était pas directement lié à l'effort de guerre allemand, le Dr Roka, le responsable de Degussa qui a rédigé un compte-rendu de la réunion, s'est vu dire qu'il s'agissait d'une guerre totale et que lui et d'autres scientifiques et techniciens allemands devaient rendre leurs connaissances de la même manière que les soldats devaient rendre leurs armes.[42]

Degussa, qui a enregistré plus de 200 visites d'individus et de commissions entre avril 1945 et mars 1946,[43] a fini par préparer une description en anglais de l'entreprise, que son personnel a systématiquement remise aux enquêteurs,[44] dont certains posaient des questions très techniques et *« indiscrètes »*, frisant *« l'espionnage industriel »*, tandis que d'autres étaient *« exceptionnellement amicaux et ouverts d'esprit »*.[45]

---

[42] Dr. Baerwind, « *Zweiter Besuch einer amerikanischen Wirtschafts- Kommission bei mir,*» 9 avril 1945, [« Deuxième visite d'une commission économique américaine »] dossier Besuchsberichte v. 1 avril 1945-1 septembre 1945, archives Degussa ; Dr. Baerwind, *« Dritte Vernehmung durch den amerikanischen Informationsdienst am 11. 4.1945* », [« Troisième interrogatoire par le service d'information américain le 11 avril 1945 »] datée du 16 avril 1945, *Ibid* ; H. Kohl, *"Informationsbesuch von Mr. White, DuPont-Konzern am 11.4.1945*", datée du 12 avril 1945, *Ibid* ; Dr. Roka, Notiz, 17 avril 1945, dossier Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 avril 1945 à…, *Ibid.* Selon le Dr Roka, l'Américain lui a dit : *"Ich hätte zwar keine Waffen im engeren Sinne des Wortes, aber meine Waffe wäre die Wissenschaft, die ich genauso hergeben müsse wie der Soldat die Waffe"*. [« Je n'aurais pas d'armes au sens strict du terme, mais mon arme serait la science, que je devrais donner tout comme le soldat remet son arme. »]

[43] Degussa au Grosshessisches Staatsministerium, ministre de l'Économie et des Finances, sujet : Besuche industrieller Betriebe durch amerikanische und nicht-amerikanische Wirtschaftsoffiziere, 8 oct. 1946, dossier Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 avr. 1945 à..., archives Degussa. Voir aussi Wüstney, sujet : Besuch alliierter Wirtschaftskommissionen oder Wirtschaftsoffiziere, 15 août 1945, dossier Besuchsberichte v. 1 Apr. 1945-1 Sept. 1945, archives Degussa, pour les instructions aux fonctionnaires de Degussa de préparer des rapports de toutes les visites et de les classer au Zentralsekretariat des Vorstands.

[44] Pichler, Notiz, 25 mai 1945, dossier Besucherberichte v. 1 Apr. 1945- 1 Sept. 1945 ; archives Degussa.

[45] Dr. Baerwind, Besuch der Herren Paterson und Le Rossignol vom ... FIAT in Degussa am 5.7.1945, daté du 6 juillet 1945, *Ibid.*

Parmi ces derniers figurait Sidney D. Kirkpatrick, l'éditeur américain de *Chemical and Metallurgical Engineering*, qui a servi en temps de guerre en tant que représentant en produits chimiques à Londres pour l'U.S. War Production Board et est parti en Allemagne en tant que consultant technique pour le CIOS au printemps 1945. Selon le rapport qu'il a publié, il jouissait d'un statut prioritaire pour les transports, qu'il a utilisés afin de parcourir quelque 2 500 milles à travers et autour de l'Allemagne en avion, en Jeep et en bus, à la recherche de technologies utiles pour la guerre contre le Japon et pour contrôler l'Allemagne.[46] Chez Degussa, qu'il connaissait en raison d'une visite en 1936 et de son association avec le Dr Roka aux États-Unis avant la guerre, Kirkpatrick semblait surtout intéressé par le noir de carbone et les perspectives d'une reprise rapide de sa production.[47] À Hüls, il a rencontré un autre Allemand – qu'il avait connu lors d'une réunion avant la guerre à Baton Rouge, en Louisiane – qui a eu le plaisir de *« nous dire que le procédé IB de production d'acétylène à partir de méthane par arc électrique, qui n'avait pas fonctionné avec succès en Amérique, avait depuis été perfectionné et utilisé pour produire de la matière première pour le butadiène »*.[48]

Cibles opportunes

Alors que les troupes alliées avançaient en Allemagne et mettaient fin à la guerre en Europe, de nombreuses équipes – utilisant les « Livres bleus » qui détaillaient géographiquement les activités de recherche, de développement et de production allemandes[49] – parcouraient la campagne à la recherche d'objets et de personnes. Une équipe de deux enquêteurs, envoyée d'urgence à Leipzig *« pour couvrir les cibles autour des zones de Leipzig-Chemnitz avant que le territoire ne soit remis à la Russie conformément aux termes de la Conférence de Yalta »*, et avait pour

---

[46] Sidney D. Kirkpatrick, *Through Germany in a Jeep*, Chemical and Metallurgical Engineering, 52 (juin 1945), pp. 94-96.

[47] M. Göcke au directeur H. Schlosser, 6 mai 1945, dossier Besucherberichte v. 1 Apr. 1945-1 Sept. 1945, archives Degussa.

[48] Kirkpatrick, *Through Germany in a Jeep*, p. 95.

[49] E. Eugene Ecklund à l'auteur, reçu le 10 novembre 1981, en ma possession.

instructions de *« chercher, de sonder et de quantifier »*. Ils devaient découvrir comment les Allemands fabriquaient le pain stabilisé, et *« s'ils pouvaient trouver une usine qui avait préparé les rations de l'armée allemande »* ils devaient *« obliger la production d'un lot sous leur observation personnelle et rapporter des échantillons »*.[50]

Un colonel du Corps des transmissions, qui se trouvait ailleurs dans le pays en temps de guerre, avait été détaché auprès du CIOS en tant qu'expert en communications techniques. Richard H. Ranger, propriétaire de Rangertone, une entreprise de matériel audio du New Jersey, préférait l'action à la rédaction de rapports,[51] mais a néanmoins écrit que la remorque allemande qu'il avait acquise *« se remplissait bien »* et que lui et le lieutenant de l'armée qui parlait allemad qui l'accompagnait *« parlaient franchement et récupéraient la dope sans avoir besoin d'interprètes »*.[52] Voyageant près de la zone russe, il a été ému par les *« masses de gens errants »*, la *« dure réalité des familles séparées »* et la vue d'un jeune soldat *« seul et sale, marchant sur une route »*, au sujet duquel le Colonel Ranger s'était demandé *« y aura-t-il un foyer pour lui une fois arrivé ? »*. Pourtant, Ranger a conclu : *« Je n'aurais manqué cette expérience pour rien au monde. »* Son sentiment était apparemment partagé par son collègue enquêteur, C. W. Hansell, de la RCA, au sujet duquel il a dit s'être renseigné partout sans succès. Pendant ce temps, Hansell, accompagné du Dr Max Knoll, un Allemand de Telefunken, avait recueilli des informations sur les habitants de Telefunken, leurs évacuations en temps de guerre, et leurs activités et localisations actuelles. Ces informations, il les a câblées directement à la RCA sans passer par les canaux officiels, ce qui a amené l'officier de liaison du TIIC à Londres, R.S. Glasgow, à répondre par un *« la vache ! »*. Cependant, Glasgow a écrit plus tard : *« Hansell a fait un excellent travail*

---

[50] L. V. Burton, TIIC, à Cecil G. Dunn, TIIC Food Committee, 16 juin 1945, RG 40, boîte 27, dossier TIIC Committees-Food Reports, WNRC.

[51] G. D. Edwards, TIIC, à R. S. Glasgow, AmEmbassy London, 28 juin 1945, RG 40, boîte 102, n° de dossier chronologique. 1, WNRC ; Glasgow à Edwards, 17 août 1945, RG 40, boîte 115, dossier Correspondance, Représentant européen, WNRC.

[52] Dick Ranger à Dear R. S., 10 juin 1945, RG 40, boîte 110, dossier Reports of TIIC, dossier TIIC/C Investigators' Reports-Informal, WNRC.

d'enquêteur et mérite une tape dans le dos. Oublions ses communications avec la RCA. »[53*]

Les activités sur le terrain étaient aussi variées que les personnes qui composaient les équipes, et elles allaient beaucoup plus loin et pénétraient souvent beaucoup plus profondément que les quelques illustrations ne le suggèrent. Des équipes se sont rendues à l'usine d'optique Leitz à Wetzlar pour les instruments d'optique et à l'usine pharmaceutique Merck à Darmstadt pour obtenir des informations sur la production de pénicilline.[54] Ils se sont rendus à l'usine de machines M.A.N. à Augsbourg, où ils ont trouvé un laboratoire d'essai de matériel désiré par les Britanniques et finalement démantelé par la marine américaine pour être utilisé dans les installations du David W. Taylor Model Basin de la marine à Carderock, dans le Maryland.[55] Ils se

---

[53] Glasgow à Edwards, 17 août 1945, RG 40, boîte 115, dossier Correspondance, Représentant européen, WNRC.

[*] Certaines activités étaient apparemment moins pardonnables. Glasgow, apprenant que deux enquêteurs étaient revenus de la région de Kiel-Hambourg avec *« près d'une tonne de butin électronique »* et qu'ils avaient persuadé l'armée *« de les ramener par avion à Londres avec leur butin »*, a suggéré que *« ces deux 'fripouilles' soient soumises à une sorte d'endoctrinement démobilisateur à leur retour à Washington, avant de les relâcher dans notre société aux États-Unis, avec ses lois compliquées concernant le caractère sacré de la propriété privée »*. Glasgow à Edwards, 6 juillet 1945, RG 40, boîte 115, dossier Correspondance, représentant européen, WNRC. S'ils ont reçu un tel endoctrinement, il a sans doute été affecté par un rapport selon lequel l'armée et la marine étaient *« extrêmement ravies »* des informations top secrètes qu'ils avaient rapportées pour l'armée. Voir Howland Sargeant à Henry Fowler, sujet : Programme TIIC en Europe, 1er août 1945, RG 40, boîte 157, dossier JIOA Ancien dossiers TIIC, WNRC.

[54] SHAEF Main au 12e Groupe d'armées pour G-2, 25 avril 1945, RG 260, FIAT 7,77 1st Document Center, boîte 12, dossier Captured Enemy Signal Equipment, WNRC ; CIOS, CAFT assessment report, target no. 24/5, Chemische Fabrik Merck, Darmstadt, 6 avril 1945, RG 165, boîte 263/G, WNRC.

[55] Brätsch/Forschung, Aktennotiz über den Besuch englischer Offiziere in der Forschungsanstalt, 29 mai 1945, dossier Büro Brätsch, Abbau der Forschungs-Anstalt, 1945-48, M.A.N. Werk-Archiv (copie en ma possession) ; Brätsch/Forschung, Aktenvermerk über den Besuch von Mr. Otis D. Treiber, 27 déc. 1945, *Ibid.* Mémorandum, sujet : laboratoire de recherche pour la mécanique et la forme, 25 juin 1946, *Ibid.* ; Unité technique navale, Europe, conseiller naval, OMGUS, auprès du chef de la division économique, OMGUS, sujet : laboratoire de

sont rendu à l'usine de production de caoutchouc synthétique (Buna S) I. G. Farben à Schopkau, en Thuringe,[56] ainsi qu'à l'usine d'optique Zeiss et à la verrerie Schott & Genossen à Iéna, où ils ont sélectionné des personnes, des équipements et des matériaux, et les ont déplacés vers l'Ouest avant l'arrivée des Russes en juillet 1945 pour prendre possession des parties de l'Allemagne qui avaient été désignées comme leur zone d'occupation mais qui avaient été envahies par les armées britanniques et américaines au printemps 1945.[57] Et des équipes se sont rendues au complexe I. G. Farben (Wolfen Filmfabrik et Wolfen Farbenfabrik) près de Bitterfeld, en Thuringe, où elles ont trouvé des chimistes de recherche spécialisés dans les couleurs et les teintures, les insecticides, le savon, les gaz toxiques, les bijoux synthétiques pour les roulements, la photographie aérienne en couleur, le nylon pour les parachutes et les pneus d'avions, et une foule d'autres choses.[58]

Scientifiques et techniciens ciblés

Partout où les équipes de renseignement alliées se rendaient, elles recherchaient des scientifiques et des techniciens, une tâche facilitée par la capture par une équipe ALSOS à Lindau, près de Gottingen, du Dr Werner Osenberg, chef du bureau de planification du Conseil

---

recherche au M.A.N. Augsbourg, autorisation et évacuation de la demande de confirmation écrite pour, le 1er juillet 1946, RG 260, dossiers FIAT, boîte 17/5, dossier 5, WNRC.

56 CIOS, rapport d'évaluation CAFT n° 28, 13 juin 1945, RG 218, fichiers décimaux centraux JCS, 1942-45, boîte 134, fichier CCS 319.1 (11-7-44), sec. 7, NA.

57 Erich Schott, mémorandum *Die Niederlage*, s.d. (copie en ma possession). Pour un compte rendu de l'évacuation des scientifiques et des techniciens de la zone soviétique, voir mon *U.S. Policy and German Scientists : The Early Cold War*, Political Science Quarterly, 101, s.d. (copie en ma possession). 3 (1986), p. 433-51. Pour un compte rendu sur l'Allemagne de l'Est, voir Paul G. Esche, « *Der Raub an Materialien und geistigen Werten durch die amerikanische Besatzungsmacht während der Besetzung des Zeiss- und Schott-Werkes in Jena (April bis Juni 1945) und ihre Hilfeleistung bei der Errichtung von Konkurrenzbetrieben in der amerikanischen Besatzungszone* », dans Leo Stern et al.

58 CIOS, rapport d'évaluation no 37, I. G. Farben-Industrie, Bitterfeld, 25 mai 1945, RG 218, JCS fichiers décimaux centraux, 1942-45, boîte 134, fichier CCS 319.1 (11-7-44), sec. 5, NA.

national allemand de la recherche (Planungsamt, Reichsforschungsrat), ainsi que d'environ 150 membres de son personnel et de ses archives de bureau, qui contenaient un fichier des noms et des spécialités de quelque 15 000 scientifiques et techniciens allemands de premier plan.[59] Une fois localisés, les équipes alliées ont interrogé des scientifiques et des techniciens allemands sur place. Ceux qui présentaient un intérêt suffisant pour une exploitation ultérieure ont été emmenés dans des centres de détention et d'interrogatoire, tels que « Ashcan », situé dans un agréable domaine thermal à Mondorf-les-Bains au Luxembourg, et « Dustbin », situé à Versailles jusqu'en mai 1945, puis dans le château de Kransberg – le quartier général de Hermann Göring pendant la bataille des Ardennes – près de Francfort. Lors de l'effondrement rapide de l'Allemagne au printemps 1945, des groupes d'armées et des armées individuelles avaient établi des centres d'interrogatoire et de détention temporaires (l'armée de l'air américaine en avait un à l'hôtel Wittelsbacher Hof à Bad Kissingen, par exemple), mais « Dustbin » est finalement devenu le centre désigné pour détenir et interroger le personnel ennemi intéressant les agences scientifiques, technologiques, industrielles, économiques et financières des Alliés.[60]

La section d'exploitation du personnel ennemi du G-2, le SHAEF, qui administrait « Dustbin », dressait des listes hebdomadaires indiquant les noms et les spécialités des personnes qui y étaient détenues en vue d'une exploitation ultérieure. Les agences envoyaient des interrogateurs à « Dustbin », auquel cas elles devaient souvent fournir leurs propres sténographes et traducteurs allemands – en

---

[59] Russell A. Fisher au colonel Boris T. Pash, mission d'Alsos, sujet : découverte et sécurisation du bureau de planification du Reichsforschungsrat, 1er juin 1945, RG 165, archives du ministère de la Guerre, États-majors généraux et spéciaux, dossier Rapports d'avancement, mission d'Alsos, NA ; Fisher au chef de la mission d'Alsos, sujet : cible prioritaire, 14 avril. 1945, RG 338, dossier USFET G-2 Section, Direction des opérations, Correspondance, 1945, WNRC ; CIOS, rapport d'évaluation n° 20, Planning Board of Reich Research Council, 17 mai 1945, RG 218, fichiers décimaux centraux du JCS, 1942-45, boîte 133, dossier CCS 319.1 (11-7-44) sec. 4, NA.

[60] CIOS, *« Establishment of Special Detention Centres for Suspects and Important German Personages, CIOS 73 »* (citant une lettre du SHAEF du 27 mai 1945), RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 134, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 4, NA.

nombre insuffisant et en forte demande – ou bien elles sortaient les personnes qu'elles voulaient du cente et les ramenaient quand elles avaient fini. Dans ce cas, elles devaient déposer une demande officielle indiquant les raisons de l'exploitation et signer un reçu pour la ou les personnes qu'elles emmenaient.[61]

Peu après la capitulation de l'Allemagne, les Britanniques, qui avaient emmené des Allemands en Grande-Bretagne pour les interrogatoires du SHAEF depuis mars 1945, ont élaboré des procédures officielles pour l'évacuation des civils ennemis vers le Royaume-Uni pour les besoins du CIOS. Le plan était de les garder pendant environ deux mois, ou plus dans des cas exceptionnels, non pas comme prisonniers de guerre mais en détention néanmoins. Comme à « Dustbin », les ministères intéressés et autres pouvaient interroger des sujets dans le centre de détention, situé à l'école Beltane, à Wimbledon, ou les déplacer – avec une demande et une autorisation appropriées – partout au Royaume-Uni pour les interroger et les exploiter.[62] Entre-temps, les Américains, qui avaient également commencé à discuter au niveau interne de l'éventuelle évacuation des spécialistes allemands vers les États-Unis, ont chargé les membres américains du CIOS de veiller à ce que la procédure adoptée par le CIOS pour l'évacuation des civils ennemis vers la Grande-Bretagne ne porte pas préjudice à l'évacuation de ces civils vers les États-Unis.[63]

La décision américaine de faire venir des spécialistes allemands aux États-Unis trouve son origine simultanément dans une proposition des forces armées visant à faire venir aux États-Unis des scientifiques allemands sélectionnés pour aider à la recherche et au développement

---

[61] « Special Detention camp DUSTBIN », joint au CIOS, information du CIOS, CIC 61/28, 7 juillet 1945, RG 218, boîte 135, *Ibid.*

[62] CIOS, *« Procedure for the Evacuation of Enemy Civilians to the U.K. for CIOS Purposes »,* CIOS 61, 16 mai 1945, RG 165, dossier ABC 334.8 CIOS (30 juillet 1944), sec. 2, NA ; Ernst Baerwind, *« Beltane School in Wimbledon/London als Lager für deutsche Wissenschaftler und Techniker, August/Oktober 1946 »,* dossier Baerwind Berichte, archives Degussa ; Dr. Walter Grimme, entrevue avec l'auteur, 18 février 1981, Münster.

[63] JCS, Joint Intelligence Committee, to SHAEF, WARX 10144, 31 mai 1945, RG 165, dossier ABC 334.8 CIOS (30 juillet 1944), sec. 2, NA.

d'armes à utiliser contre les Japonais,[64] et dans un message du SHAEF du 15 mai 1945 au ministère de la Guerre, demandant des conseils sur l'utilisation et la disposition finales des scientifiques et techniciens allemands qui n'étaient plus utiles comme source de renseignements militaires purs. La restriction et le contrôle des futures enquêtes scientifiques et technologiques allemandes étaient clairement indiqués, notait le câble du SHAEF, mais des directives pour une politique à long terme étaient nécessaires.[65] Le ministère de la Guerre, en réaction à cette *« situation d'urgence »*, forma un comité chargé de faire des recommandations dans un délai d'une semaine, tandis que le sous-secrétaire à la Guerre Robert P. Patterson recommandait que *« tout soit fait pour utiliser les informations obtenues en Allemagne pour combattre le Japon ».* Il approuva comme étant *« un pas dans la bonne direction »* une proposition de Brehon Somervell, le commandant général des forces armées, qui identifiait les noms et les types de scientifiques allemands présentant un intérêt pour le quartier-maître général, le chef du matériel de guerre, et le chef des transmissions. Ces Allemands, a écrit Somervell, pourraient nous aider *« matériellement à accroître notre capacité de faire la guerre contre le Japon »*, et il avertissait qu'il était *« tout à fait possible et probable qu'à moins que les États-Unis ne prennent des dispositions appropriées pour utiliser les capacités de ces scientifiques... les Russes les prendront en charge et les utiliseront ».*[66]

Malgré de sérieuses réticences au sein du Département d'État – qui n'ont toutefois été consignées qu'après que les responsables du département aient donné leur accord à cette mesure – le général George C. Marshall a informé son homologue britannique, le 5 juin

---

64 J. M. Roamer au général Bissell, sujet : emploi de scientifiques allemands dans le cadre de l'effort de guerre contre le Japon, 14 mai 1945, RG 319, fichiers décimaux du renseignement militaire, 1941-48, boîte 989, fichier 400.112 Recherche jusqu'au 30 août 1945, WNRC. Voir aussi Clarence G. Lasby, Project Paperclip : German Scientists and the Cold War (New York, 1971), pp. 65-66 et passim.

65 SHAEF au ministère de la Guerre, S-88111 SCAF 394, 15 mai 1945, RG 165, dossier ABC 387 Allemagne (18 déc. 1943), sec. 19, NA.

66 Somervell, mémorandum pour le chef d'État-major, 17 mai 1945, RG 319, dossiers décimaux du renseignement de l'armée, 1941-48, boîte 989, dossier 400.112 Recherche jusqu'au 30 août 1945, WNRC.

1945, que *« les chefs d'État-major des États-Unis ont convenu officieusement qu'il serait hautement souhaitable de faire venir des scientifiques et des techniciens civils allemands aux États-Unis afin que les militaires puissent exploiter leurs connaissances dans le cadre de la mise au point d'armes pouvant être utilisées contre les Japonais ».*[67] Les chefs d'État-major britanniques – pensant évidemment plus loin que les Américains, dont la première réponse officielle à la demande d'orientation politique à long terme du SHAEF est arrivée plus de quatre mois plus tard, soit le 3 octobre 1945 – ont suggéré que les deux pays échangent les noms des personnes qu'ils voulaient, et qu'une formule d'attribution (qui a finalement été élaborée) soit convenue pour le cas où les deux pays réclamaient les mêmes personnes.[68] En outre, les chefs britanniques ont déclaré qu'ils ne voulaient pas être liés par la décision de renvoyer les évacués en Allemagne, que ce soit à la fin de la guerre contre le Japon ou à tout moment. Les scientifiques allemands, indiquait le message britannique, se familiariseront avec les techniques et les opérations américaines et britanniques du fait de leur exploitation, et il n'était peut-être pas souhaitable de les renvoyer en Allemagne avec cette connaissance.[69]

Les Américains finirent par prendre une décision politique similaire dans le cadre du Projet Paperclip, mais seulement en mars 1946, après de nombreuses querelles internes, ce qui était préfiguré par les premiers scrupules exprimés tardivement au sein du Département d'État. *« La politique actuelle »*, peut-on lire dans un mémorandum interne du Département d'État de juillet 1945, *« consiste à chercher à rapatrier en Allemagne les scientifiques allemands présents dans tous les pays neutres et co-belligérants, notamment en Argentine et ailleurs où les Allemands ont réussi à développer un potentiel industriel considérable qui pourrait compromettre la sécurité*

---

[67] Marshall à Wilson, sujet : emploi de scientifiques et de techniciens civils allemands aux États-Unis, 5 juin 1945, RG 218, fichiers décimaux des chefs d'État-major combinés, boîte 462, fichier CCS 471.9, sec. 1, NA.

[68] CCS 870/9, *« Co-ordinated Exploitation of German Scientists and Technicians in the United States and the United Kingdom »*, 24 septembre 1945, SWNCC 257, microfilm SR, bobine 23, trame 1222, NA.

[69] Wilson à Marshall, sujet : *« Exploitation coordonnée des scientifiques et techniciens civils allemands aux États-Unis »*, 14 juin 1945, RG 218, fichiers décimaux des chefs d'État-major combinés, boîte 462, fichier CCS 471.9, sec. 2, NA.

des États-Unis ». Compte tenu de cette politique, poursuit le mémorandum, les scientifiques allemands actuellement détenus en Allemagne ne devraient pas être autorisés à émigrer vers les États-Unis alors que nous faisons pression sur d'autres nations en vue de leur expulsion.[70] Mais c'est un sujet sur lequel nous reviendrons.

Comme Vannevar Bush l'a fait observer en août 1944, comme l'illustrent les activités du CIOS et d'autres équipes de renseignement alliées en temps de guerre, et comme le prouvent les décisions britanniques et américaines d'évacuer et de retenir les scientifiques allemands après la guerre, à une époque de guerre moderne et totale, les effets du renseignement scientifique et technique en temps de guerre se prolongent naturellement dans l'après-guerre. Les établissements de recherche, les entreprises industrielles et les universités qui mettent leurs installations, leur personnel, leurs compétences, leur expérience et leurs produits au service de l'effort de guerre de la nation ne disparaissent pas à la fin de la guerre, et leurs projets, produits et personnel du temps de guerre peuvent souvent être réorientés vers des activités du temps de paix, dans un renversement progressif de la mobilisation totale qui se produit au début de la guerre. Il n'est donc pas surprenant qu'une fois que l'Allemagne et le Japon ont capitulé, les programmes de renseignement scientifique et technique militaire du temps de guerre se soient poursuivis sous la forme de programmes d'exploitation commerciale d'après-guerre.

---

70 H. M. Benninghoff à Kermit Gordon, mémorandum, sujet : immigration de scientifiques allemands, 5 juillet 1945, RG 59, dossier 862.92/7-545, NA.

DEUX

Du renseignement en tant de guerre à l'exploitation d'après-guerre

Qu'ils aient servi en uniforme pendant toute la durée de la guerre ou en tant que consultants civils issus d'organismes gouvernementaux, d'associations industrielles et commerciales, d'industries privées ou d'universités, des centaines d'experts qui avaient servi dans le CIOS et dans d'autres agences de renseignement scientifique et technique pendant la guerre sont retournés à Washington et sur leurs lieux de travail aux États-Unis après la guerre pour souligner l'importance de ce qu'ils avaient trouvé et pour défendre un programme d'exploitation scientifique et industrielle d'après-guerre. Trois jours seulement après le jour de la Victoire, un fonctionnaire inconnu du Comité technique de renseignement industriel (Technical Industrial Intelligence Committee – TIIC) écrivait que *« l'industrie américaine, qui a fourni la plupart des enquêteurs et du personnel technique pour cet effort de 'renseignement', demande déjà des informations industrielles... obtenues par ces enquêteurs »*.[1]

Un bref article du *New York Times* du 16 juin 1945 rapportait que l'équipe de spécialistes américains du caoutchouc avait trouvé des techniques de production de caoutchouc synthétique en Allemagne *« si importantes que la moitié des experts se sont précipités à Washington avec cette information »*. Bien que la nouvelle, qui a été publiée à Londres, indiquait que les experts étaient très discrets sur les détails – ils avaient été avertis qu'ils devaient être encore plus discrets une fois que la

[1] TIIC, mémorandum pour le sous-comité des communications, 18 août 1945, joint à l'ordre du jour TIIC/C n°. 11, app. A, RG 40, boîte 123, fichiers OTS Webb, WNRC.

nouvelle serait publiée – des documents contemporains révèlent ce qui était en jeu.[2] Selon le rapport d'une équipe, l'information en provenance d'Allemagne *« s'est déjà révélée être un avantage direct et significatif pour l'utilisation du caoutchouc synthétique dans ce pays ».* Le matériau allemand connu sous le nom de Korésine, qui *« est supérieur à tout agent produisant une pégosité connu jusqu'à présent dans les cercles alliés »*, donne au caoutchouc synthétique l'adhérence qui lui fait normalement défaut et rend inutile la fabrication d'articles en assemblant plusieurs couches de caoutchouc synthétique et en les scellant avec du caoutchouc naturel. *« Plusieurs entreprises chimiques ont déjà réussi à fabriquer de la Korésine à l'échelle d'un laboratoire... et des essais à plus grande échelle sont maintenant en cours. »* Selon le rapport, la poursuite de ce développement aidera les fabricants américains de caoutchouc *« en améliorant l'efficacité des opérations de fabrication, avec les économies de main-d'œuvre et d'équipement qui en découlent ; en améliorant la qualité des produits en caoutchouc ; et en évitant l'utilisation de scellants de caoutchouc naturel, ce qui permettra de conserver notre approvisionnement vital en caoutchouc naturel ».*[3]

Howland H. Sargeant, le président du TIIC (l'agence qui collectait les rapports écrits et oraux des enquêteurs à leur retour d'Europe après la guerre) a témoigné devant un comité du Congrès au début de janvier 1946 que nos meilleurs éléments en Allemagne avaient découvert et ramené un savoir-faire technique sur un procédé d'extrusion d'acier à froid utilisé par les Allemands pour produire des cloches d'obus à la vitesse d'environ vingt à trente par minute, alors que les Américains produisaient des cloches similaires à la vitesse d'environ une toutes les trois minutes. Ces *« processus se répercutent directement »* sur la production en temps de paix, a fait remarqué le sergent Sargeant. Notant que les États-Unis disposaient de quelque 600 ateliers d'emboutissage de tôles et de plus de 2 500 ateliers de fabrication qui emboutissaient des matériaux dans de la tôle, il a conclu que tous pouvaient utiliser ce

---

[2] *New York Times*, 16 juin 1945, p. 15, col. 3.

[3] S. T. Crossland à l'amiral Leahy, 5 mai 1945, RG 165, boîte 204, dossier ABC 334.8 CIOS (3o juillet 1944), sec. 1-C, NA ; CIOS, rapport pour 1944, CIC 63/9, 7 février 1945, RG 218, fichiers décimaux centraux du JCS, 1942-45, boîte 133, fichier CCS 319.1 (11-7-44), sec. 2, NA.

procédé afin de produire de manière plus économique et plus efficace, et pour fabriquer *« des pièces beaucoup plus complexes que jamais auparavant »*.[4*]

Des variations de l'histoire du caoutchouc et du thème de l'extrusion à froid pourraient être reprises pour le carburant synthétique, les avions à réaction, les fusées, l'infrarouge, la photographie aérienne, le verre optique, les microscopes électroniques, les disjoncteurs, les équipements de moulage sous pression, les souffleries, la chimie de l'acétylène, les textiles et les machines textiles, les tubes à rayons X, les produits forestiers, les céramiques, les couleurs et les colorants, les magnétophones, les presses lourdes, les moteurs diesel, les câbles à haute tension, les condensateurs radio, les insecticides, le traitement des films de couleur, une machine unique d'emballeuse du chocolat, une machine à fabriquer du beurre en continu, une machine à meuler de précision, un procédé de *« soudage à chaud »* pour la fabrication de noyaux de radiateurs, et d'autres technologies. Les souffleries découvertes en Allemagne étaient considérées comme *« bien supérieures »* à tout ce qui était utilisé aux États-Unis, et un modèle fonctionnel de moteur diesel bimoteur avait été jugé *« bien supérieur à tout ce qui avait été produit ou prévu aux États-Unis »*.[5] *« Une ingénieuse machine allemande »* pour la production de condensateurs radio avait été considérée comme suffisamment avancée pour *« révolutionner la fabrication de condensateurs pour les radios, les radars et autres équipements électriques et électroniques »*.[6] Des techniciens de l'industrie textile, dont l'un aurait dit *« nous avons manqué de réactivité ici »*, ont

---

[4] Congrès américain, Chambre, Audiences devant la sous-commission de la commission des crédits, 79e Cong., 2nd sess. 26 janv. 1946, 87.

[*] Selon le secrétaire au Commerce Henry A. Wallace, *« Ce procédé décuple la production et peut être utilisé pour façonner à froid dans une presse des milliers de pièces qui sont maintenant fabriquées en fonte, en forgeage à chaud ou en fonte malléable. »* Wallace, “A Way to Check Depressions”, *The American Magazine*, 141 (juin 1946), p. 132.

[5] Donald R. Heath, USGpCC, mémorandum de conversation avec le colonel Boyd et le colonel Scharff le 6 octobre 1945, RG 84, boîte 726, dossier 58 (400a Réparations, sept.-oct. 1945), WNRC.

[6] Department of Commerce, Publication Board, communiqué de presse OPB-60, 6 mars 1946, RG 40, boîte 1o8, dossier 1-99, WNRC.

découvert des *« textiles et des fils allemands sans équivalent commercial dans ce pays »* et des équipements pour la filature des fils peignés *« supérieurs aux nôtres »*.[7] Enfin, les experts du Corps des transmissions de l'armée et *« de nombreux fabricants et concepteurs d'équipements électriques dans ce pays »* ont jugé que les machines de coulée sous pression allemandes – que les Allemands avaient utilisées pour produire des pièces de bombes, des fusibles, des radios et des téléphones de terrain, des jumelles, des pièces d'appareils photo et des *« châssis complets de radio d'excellente conception »* – constituaient *« une véritable avancée dans l'art de la coulée sous pression »*.[8]

Soutien des secteurs privé et public

Les spécialistes qui revenaient d'enquêtes scientifiques et techniques menées en Europe en temps de guerre présentaient souvent des rapports à leurs associations commerciales, industrielles et professionnelles, telles que l'American Chemical Society, l'American Petroleum Institute, la Society of Automotive Engineers et les Scientific Apparatus Makers of America, qui à leur tour faisaient des recommandations formelles aux agences gouvernementales pour des enquêtes supplémentaires et l'extension du programme de renseignement scientifique du temps de guerre à la période d'après-guerre.[9] L'interaction entre les membres de la Mission technique pétrolière, du Bureau des mines et de l'Institut américain du pétrole en est un exemple. Ce dernier, extrêmement intéressé par ce que la Mission technique pétrolière avait trouvé en Allemagne, a entendu à Chicago un rapport de W. C. Schroeder, le chef de la mission pétrolière, qui était à l'époque chef du Bureau des combustibles

[7] "German Fibers", Business Week, 13 oct. 1945, pp. 63-64.

[8] CIOS, rapport d'évaluation n° 348, Mahle Werk, GmbH, Fellbach, 28 août 1945, RG 218, fichiers décimaux centraux JCS, 1942-45, boîte 136, fichier CCS 319.1 (11-7-44), sec. 13, NA ; J. R. Townsend à G. D. Edwards, TIIC, 21 août 1945, RG 40, boîte 115, dossier German Die Casting Machine, WNRC.

[9] T. M. Mints à Albert M. Orme, 1er décembre 1945, RG 40, boîte 123, dossiers OTS Webb, TJB-Amo Desk, WNRC ; R. H. Davies, *« Design of German Aircraft Hydraulic Systems and Their Components »*, document pour la réunion annuelle de la SAE, 7-11 janvier 1946, copie dans RG 40, dossier Davies, WNRC.

synthétiques au Bureau des mines et plus tard professeur à l'Université du Maryland. L'institut a ensuite publié les remarques de M. Schroeder dans ses *procès-verbaux*, et il a également parrainé un dîner de travail et deux jours supplémentaires de conférences et de discussions avec les membres de la Mission technique pétrolière à New York, à l'issue desquelles les participants ont formé un comité de trois personnes chargé d'étudier précisément quelles informations supplémentaires étaient nécessaires, et de promouvoir de nouvelles enquêtes en Allemagne afin d'obtenir ces informations. Le membre le plus actif de ce comité s'est avéré être Warren F. Faragher, de la HoudryProcess Corporation à Swarthmore, en Pennsylvanie, qui a écrit plus tard que l'American Petroleum Institute et le Bureau des Mines ont aidé à organiser une nouvelle mission en Allemagne, qu'il a entreprise en octobre 1946, et sur laquelle nous reviendrons.[10]

Un exemple particulièrement intéressant est l'action de l'American Chemical Society, qui a officiellement chargé son président, Bradley Dewey, de Dewey and Almy Chemical Company à Cambridge, dans le Massachusetts, de représenter les intérêts de la société dans la collecte et la diffusion des informations techniques allemandes. Écrivant au secrétaire au Commerce Henry A. Wallace, avec copies au secrétaire d'État James F. Byrnes, au secrétaire au Trésor John W. Snyder, au secrétaire à la Guerre Robert P. Patterson, au secrétaire à la Marine James Forrestal et à d'autres, Dewey fait l'éloge de la bibliothèque et du service de microfilms du ministère du Commerce pour les rapports de renseignement scientifique et industriel du temps de guerre, pour ensuite présenter des arguments en faveur d'un programme de collecte d'après-guerre plus systématique et plus complet que ce qui avait été possible dans les conditions du temps de guerre.

Afin d'illustrer la nécessité d'un tel programme, M. Dewey a décrit un processus de développement de produits qui, selon lui, était courant

[10] W. C. Schroeder, *Investigation by the U.S. Government Technical Oil Mission*, American Petroleum Institute Proceedings, 25, no. 3 (1945), pp. 24-29 ; Warren F. Faragher, "Collecting German Industrial Information", *Chemical and Engineering News*, 26 (27 déc. 1948), pp. 3816-20 ; "Widening Horizons", éditorial dans *National Petroleum News*, 37 (7 nov. 1945), R-936.

dans les domaines scientifiques et industriels : les rapports de recherche achevés vont à des groupes de développement ou d'ingénierie, qui coopèrent avec les équipes d'exploitation pour construire des usines pilotes, préparer des schémas opératoires et effectuer des calculs de coûts préliminaires. Ensuite, poursuit Dewey, une grande partie du travail est effectuée par des ingénieurs en mécanique, en métallurgie et en chimie qui conçoivent l'équipement, déterminent les dimensions des différentes cuves, les pressions, les températures et les temps alloués aux différentes étapes, et calculent le rendement probable ainsi que la nature et les quantités de sous-produits. Les personnes qui veulent utiliser des idées développées en Allemagne *« souhaiteront souvent repartir de zéro et reprendre tout le processus du développement, du pilotage, de la conception et de l'ingénierie »*, ce qui rend *« impératif l'accès aux rapports de laboratoire originaux, aux données des installations pilotes, aux calculs de conception, aux calculs d'ingénierie, aux études économiques, aux dessins, etc. »* Anticipant les arguments selon lesquels une telle entreprise serait déraisonnablement coûteuse, Dewey a écrit : *« La recherche est toujours coûteuse... Les résultats de recherches qui ont été menées par quelqu'un d'autre et qui se sont révélées exploitables n'ont pas de prix... La relance de notre économie et de la défense nationale, de seulement une ou deux des idées qui ont été élaborées en Allemagne sera bien plus rentable que le coût de l'ensemble de l'enquête »*.[11] Dans une lettre accompagnant la copie qu'il a envoyée au secrétaire d'État Byrnes, Dewey a noté : *« Si seulement je dirigeais une entreprise avec assez d'argent pour vraiment me lancer... Je partirais tout de suite pour l'Allemagne. »* Byrnes, exprimant la position dominante de l'administration Truman, a répondu que *« la grande valeur des résultats de recherche prouvés justifie la dépense nécessaire de fonds publics afin d'en assurer la disponibilité à grande échelle »*.[12]

Les recommandations, les propositions et les actions des responsables du secteur public étaient étroitement analogues à celles des enquêteurs de retour au pays et des associations professionnelles, commerciales et industrielles qui ont défendu leur cause. On a déjà noté les visions de Vannevar Bush d'un établissement industriel

[11] Dewey à Wallace et autres, 23 oct. 1945, RG 59, dossier 862.542/10- 2445, NA.

[12] Dewey à Byrnes, 24 oct. 1945 ; Byrnes à Dewey, 19 nov. 1945, tous deux Ibid.

américain de l'après-guerre stimulé et enrichi par le savoir-faire scientifique et technique allemand capturé et la proposition de Harold Ickes d'une mission technique pétrolière pour exploiter la technologie allemande des hydrocarbures. Un soutien similaire a été apporté par les plus hautes instances du gouvernement américain. Edwin W. Pauley, conseiller du Président Truman en matière de réparations, a déclaré très tôt que les États-Unis *« ne pouvaient pas utiliser des usines, des machines et de la main-d'œuvre »* en guise de réparation, mais qu'ils devaient exiger *« des devises en or, des avoirs étrangers, des brevets, des procédés [et] un savoir-faire technique de tout type »*[13], a répété ce thème fréquemment et publiquement après son retour des négociations de la Commission alliée des réparations à Moscou, Berlin et Potsdam.[14] Le sous-secrétaire d'État William L. Clayton, comparaissant devant la Commission sénatoriale des affaires militaires en juin 1945, a déclaré que les États-Unis et leurs alliés *« ont toute légitimité pour revendiquer toutes les inventions allemandes faites pendant la guerre »* ; point de vue réaffirmé plus tard par le secrétaire d'État James F. Byrnes, qui estimait que les Nations Unies avaient droit à *« tous les progrès scientifiques et technologiques importants réalisés ces dernières années en Allemagne. »*[15]

Enfin, dans des lettres de sollicitation similaires adressées aux ministères de la Guerre, de la Marine et des Affaires étrangères, au Bureau des mines, au War Production Board, au Bureau de la recherche scientifique et du développement et à d'autres organismes, le secrétaire au Commerce Henry A. Wallace a exposé la vision d'une conversion des États-Unis d'après-guerre à une économie de temps de paix stimulée par la création de *« nouvelles méthodes, de nouveaux produits et*

---

[13] Pauley to SecState, 19 juin 1945, in FRUS, 1945 (Potsdam) 1 : pp. 510- 11.

[14] Pauley, discours cité par Charles Fahy, directeur de la division juridique d'OMGUS, à FIAT, sujet : droit des États-Unis de retirer d'Allemagne des documents et des informations, et questions connexes, 3 novembre 1945, RG 260, boîte 11/2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC. Voir aussi « Addendum à la déclaration d'Arthur Paul... devant la commission des crédits du Sénat », 30 oct. 1945, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 153, dossier 1947 Budget, WNRC.

[15] Congrès américain, Sénat, Audiences devant une sous-commission de la Commission des affaires militaires, 79e Cong., 1ère sess., 25 juin 1945, 60 ; Byrnes à Dewey, 19 novembre 1945, RG 59, dossier 862.542/10-1445, NA.

de nouvelles possibilités d'emplois » rendue possible par la *« publication de données ennemies »*. Il a demandé aux différentes agences sollicitées des informations sur ce qui avait déjà été accompli par leurs missions de renseignement scientifique et technique sur le terrain, sur ce qui n'avait pas été fait et devait donc encore l'être par de nouvelles missions sur le terrain, sur les priorités et sur d'autres questions – tout cela pour mettre en œuvre la directive du Président Truman sur la diffusion et la mise à disposition des données scientifiques et techniques obtenues des zones libérées et ennemies.[16]

Les directives de Truman

Anticipant la transition de la guerre à la paix avant même la reddition du Japon, le Président Truman a publié le 8 juin 1945 le décret exécutif 9568, autorisant le directeur de la mobilisation de guerre et de la reconversion (Fred M. Vinson) à examiner, en vue d'une éventuelle divulgation publique, toutes les informations scientifiques et techniques classifiées qui *« ont été ou pourraient être élaborées par, ou pour, ou avec des fonds de tout ministère ou agence du gouvernement »*. Pour mettre en œuvre l'ordonnance, le Président a créé un conseil de publication interdépartemental composé du procureur général et des secrétaires de l'intérieur, de l'agriculture, du commerce et du travail, sous la présidence de Fred M. Vinson. Ce dernier a nommé un Comité pour la diffusion de l'information scientifique (CORSI) chargé d'examiner les documents à publier[17], mais ce qui est le plus important ici, ce sont les efforts de M. Vinson pour obtenir la publication des rapports du CIOS aux entreprises et à l'industrie américaines.

---

[16] Wallace au SecWar Patterson et autres, 9 nov. 1945, RG 40, boîte 79, dossier Réunion, WNRC.

[17] « Executive Order 9568, Providing for the Release of Scientific Information », 8 juin 1945, dans le Code of Federal Regulations, Titre 3, 1943-1948 Compilation (Washington, 1957), p. 391-92 ; Kennedy à Thorp et Wilcox, mémorandum, sujet : aspects de sécurité des divulgations en vertu de l'Executive Order 9568, 15 juin 1945, RG 59, archives de l'État d'Israël pour les zones occupées, 1946-49, boîte 5, dossier 300.8, NA.

Dans une lettre adressée au secrétaire du Comité des chefs d'État-major interarmées (JCS) le 14 mai 1945, dans laquelle il note que le Département d'État s'intéressait également à la question, M. Vinson demandait la mise en place d'une politique de diffusion des renseignements industriels obtenus dans les zones ennemies et libérées. Il a suggéré que ces renseignements soient mis librement et généralement à la disposition des entreprises et de l'industrie américaines, *« sous réserve de considérations de sécurité militaire »*. Les équipes de renseignement soumettaient alors leurs rapports au CIOS à Londres, poursuivait M. Vinson, et le CIOS les distribuait aux services de renseignement britanniques et américains, normalement sous des classifications « secret » ou « confidentiel ». *« Dans ces conditions, il est évident qu'elles ne seront pas d'une grande utilité pour l'industrie. »*[18] Le JCS a répondu le 8 juin, disant qu'il avait pris des mesures pour que les rapports du CIOS bénéficient des classifications de sécurité les plus basses possibles, mais qu'il était préoccupé par la sécurité militaire et par d'éventuelles violations des droits de propriété et de brevet, sur lesquelles le JCS n'avait pas compétence.[19] Non satisfait de cela, Vinson a dû revenir vers Truman, qui a rapidement modifié et élargi son ordre antérieur sur l'examen, la déclassification et la divulgation des informations scientifiques et techniques.

Les documents disponibles, qui montrent que la proposition de Vinson a fait le tour du département d'État, du War Production Board et d'autres agences, ne montrent toutefois pas précisément comment la Maison Blanche a été saisie de la question.[20] Quoi qu'il en soit, le 25 août 1945, Truman publia le décret 9604, prévoyant *« la publication et la diffusion de certaines informations scientifiques et industrielles obtenues* ***jusqu'à présent ou ultérieurement*** *de l'ennemi »*. L'ordonnance définissait les *« informations scientifiques et industrielles ennemies »* comme comprenant *« toutes les informations concernant les procédés, inventions, méthodes, dispositifs,*

[18] Vinson au général A. J. McFarland, JCS, 14 mai 1945, RG 165, boîte 204, dossier ABC 334.8 CIOS (30 juillet 1944), sec. 1-C, NA.
[19] Leahy à Vinson, 8 juin 1945, *Ibid.*
[20] Donald B. Keyes, TIIC, à D. P. Morgan, mémorandum, 5 juin 1945, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 154, dossier TIIC Material, WNRC.

améliorations et progrès scientifiques, industriels et technologiques obtenus ***jusqu'à présent ou ultérieurement*** *par tout ministère ou agence du présent gouvernement dans les pays ennemis, quelle que soit leur origine, ou dans les zones libérées, si des informations sont d'origine ennemie ou ont été acquises ou confisquée par l'ennemi ».*[21]

Les départements du Commerce et de la Guerre et le Comité de publication

Les départements de la Guerre et du Commerce, inspirés par les rapports et les recommandations des enquêteurs de temps de guerre, encouragés par le soutien des secteurs public et privé, et armés de l'autorité présidentielle pour continuer à recueillir des informations scientifiques et industrielles de l'ennemi, ont collaboré pour établir un programme d'exploitation commerciale d'après-guerre.

Le secrétaire au commerce Henry A. Wallace, vice-président du Conseil des publications et responsable fonctionnel de ses opérations, a délégué ces fonctions au Bureau de la déclassification et des services techniques du département du commerce (devenu plus tard le Bureau des services techniques), dirigé par John C. Green, diplômé de l'Académie navale et de la faculté de droit de Georgetown, qui avait auparavant servi à l'Office américain des brevets, au Conseil national des inventeurs et dans diverses fonctions de liaison avec l'armée, la marine et le Bureau de la recherche scientifique et du développement pendant la guerre.[22] En tant que représentant du département du Commerce au sein du conseil consultatif de la Joint Intelligence Objectives Agency, Green s'est opposé à toutes les premières suggestions visant à mettre fin ou à supprimer progressivement la

[21] "Executive Order 9604, Providing for the Release of Scientific Information, (Extension and Amendment of Executive Order No. 9568)", 25 août 1945, dans le Code of Federal Regulations, Titre 3, 1943-1948 Compilation, p. 422.

[22] Voir Congrès américain, Chambre, Audiences devant la sous-commission de la Commission des crédits, 80e Cong., 1ère sess. 26 février 1947, p. 92 sq. pour des informations biographiques et la déclaration selon laquelle le niveau de la vue de Green était inférieur aux normes de la Marine pour le service régulier pendant la guerre. Entretien de J. C. Green avec l'auteur, 14 juillet 1982, Washington, D.C.

collecte de renseignements techniques industriels en Allemagne, arguant à un moment donné qu' *« on pourrait considérer comme certain que l'industrie américaine* ***adresserait*** *au gouvernement de nouvelles demandes détaillées de renseignements techniques industriels ».*[23] En fait, Green s'est avéré être, au fil du temps, l'un des plus infatigables défenseurs d'un programme de *« collecte et de diffusion scientifiques »* d'après-guerre, soutenant fréquemment, comme il l'a fait lors des audiences du Congrès au début de 1946, que *« ce sont des réparations intellectuelles et les seules réparations solides et permanentes que nous allons obtenir de cette guerre ».*[24]

Non satisfait du seul transfert de technologie, Green voulait faire venir en permanence d'éminents scientifiques allemands aux États-Unis *« comme acquisition de notre talent scientifique »*[25], et c'est lui qui a rédigé la proposition en ce sens que le Secrétaire du Commerce Wallace a adressée au Président Truman le 4 décembre 1945 – une proposition sur laquelle nous reviendrons bientôt.

Bien que l'armée ait apparemment voulu être déchargée de la responsabilité de *« l'exploitation commerciale »* et que le conseiller scientifique du secrétaire à la Guerre, Edward L. Bowles, et d'autres s'attendaient à ce que les *« opérations de collecte de renseignements »* diminuent[26], le département de la Guerre a néanmoins contribué au programme d'exploitation commerciale après-guerre de deux façons importantes. Il a fourni des conseils et une assistance organisationnelle pour le lancement du programme, et il a fourni du personnel, des installations, des moyens de transport et d'autres formes de soutien logistique au programme tout au long de son existence.

---

[23] JIOA, procès-verbal du conseil consultatif, 8 oct. 1945, RG 40, boîte 79, dossier JIOA Advisory Board, WNRC. Italique dans l'original.

[24] Congrès américain, Chambre, Audiences devant la sous-commission de la commission des crédits, 79e cong., 2e sess., 26 janv. 1946, p. 77.

[25] Green à Gruhn, 17 oct. 1945, RG 40, boîte 79, dossier JIOA Advisory Board, WNRC.

[26] Green à Wallace, 26 sept. 1945, RG 40, boîte 85, dossier Enemy Scientists, WNRC ; Bowles à Clay, 27 sept. 1945, RG 260, dossiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 41, dossier AG 231.2 Scientifiques et techniciens, WNRC ; JIOA, procès-verbal du conseil consultatif, 8 oct. 1945, RG 40, boîte 79, dossier JIOA Advisory Board, WNRC.

Le 5 septembre 1945, à la suite du décret 9604 du Président Truman, l'État-major interarmées ont envoyé un câble au général Eisenhower afin de lui dire qu'ils voulaient que son État-major apporte toute l'aide nécessaire aux missions européennes parrainées par le Comité technique de renseignement industriel (TIIC) des États-Unis. Anticipant manifestement une opération de grande envergure, le JCS a estimé que les besoins du TIIC étaient les suivants : des bureaux meublés à Francfort, Wiesbaden, Kassel, Heidelberg ou Hochst, soixante jeeps, vingt-cinq véhicules transporteurs d'armes, vingt voitures de commandement, dix camions de deux tonnes et demi, dix avions de C-47, dix unités de microfilmage, dix photocopieurs, trois machines Ditto, cinq unités d'hectographie, cinquante traducteurs techniques, cinquante sténographes, des chauffeurs pour les véhicules, du personnel navigant pour les avions, des installations de mess appropriées, et d'autres équipements et fournitures. Eisenhower a répondu en assurant que l'opération européenne fonctionnait efficacement et a indiqué comment les estimations du JCS pourraient être modifiées sans diminuer cette efficacité.[27]

Les conseils et l'assistance du département de la Guerre en matière d'organisation ont abouti à une énorme conférence sur les documents allemands, dont le but était de discuter des détails et des procédures d'acquisition des informations techniques allemandes de nature industrielle, comme l'autorisait le décret 9604 de Truman.[28] Tenue au quartier général des forces américaines, Théâtre européen (USFET), à Francfort, du 22 au 25 octobre 1945, la conférence a rassemblé des personnes du département de la Guerre, de l'USFET, des armées américaines en Europe, du Bureau du gouvernement militaire pour l'Allemagne, de l'Agence d'information de terrain, technique, des forces américaines en Autriche, des forces navales américaines en Europe et

[27] AGWAR à USFET, W-59946, 5 sept. 1945, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 64, fichier AG 322 FIAT, WNRC ; USFET à War Department, S-22720, 11 sept. 1945, RG 165, fichier ABC 334.8 CIOS (30 juillet 1944), sec. 1-C, NA.

[28] JIC 220/6, objet : acquisition d'informations techniques allemandes à caractère industriel, 12 oct. 1945, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 158, dossier TIIC Directive de base, WNRC.

d'autres. Elle a produit un rapport de soixante pages sur la mise en œuvre dans le domaine du programme du Conseil des publications pour l'exploitation civile, que John C. Green et d'autres membres du département du Commerce étaient en train de préparer à Washington.[29]

À la fin de l'été et à l'automne 1945, les diverses agences intéressées à Washington et en Europe ont conclu des accords et des ententes qui fixaient la responsabilité principale de l'application du décret 9604 de Truman à deux agences, l'une à Washington et l'autre en Allemagne. À Washington, ce serait le département du Commerce, où la responsabilité fonctionnelle serait déléguée au Bureau des services techniques (OTS), dirigé par John C. Green. En Europe, ce serait le Bureau du gouvernement militaire pour l'Allemagne, où la responsabilité fonctionnelle serait déléguée à la Field Information Agency, Technical (FIAT), dirigée par le colonel Ralph M. Osborne, qui avait servi en temps de guerre comme directeur de la Division de la recherche et du développement des forces armées.[30] À Washington, l'OTS – par l'intermédiaire de ses différentes branches de renseignement industriel technique et de ses conseils consultatifs – recruterait du personnel techniquement qualifié, l'enverrait en Europe pour *« filtrer, sélectionner, indexer et microfilmer les documents utiles à la science et à l'industrie »*, recevrait leurs rapports, puis mettrait les résultats à la disposition du public par l'intermédiaire du Bureau de publication. En Europe, la FIAT fournirait au personnel de l'OTS les cantonnements, l'espace de travail, l'équipement de bureau, les fournitures, les installations de communication et le transport nécessaires – y compris le transport aérien. En outre, elle s'assurerait la présence d'un personnel allemand adéquat et qualifié pour l'ensemble de l'opération, prendrait toute autre mesure d'exécution nécessaire à

---

29 Rapport sur la conférence des documents allemands, 22 oct. 1945-25 oct. 1945, USFET, RG 260, dossiers FIAT, boîte 17/19, dossier 24, WNRC.
30 AGWAR à USFET, W-87107, 6 déc. 1945, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 64, fichier 322 FIAT, WNRC ; AGWAR à USFET, W-87832, 10 déc. 1945, dans OMGUS, Bureau historique, Histoire de l'Agence d'information de terrain, technique (FIAT), Période 8 mai 1945-30 juin 1946, app. 24, p. 130, MS dans RG 319, CMH, dossier des manuscrits historiques, NA.

l'accomplissement de la mission de l'OTS,[31] et gèrerait une bibliothèque. Elle a finalement créé la bibliothèque en s'appropriant environ 30 000 volumes des bibliothèques de I. G. Farben, Höchst et de l'Institut de physique de l'Université de Iéna. La collection de l'Institut de Iéna avait été emportée par les Américains lors de leur retrait de la zone russe au cours de l'été 1945.[32] Le fonctionnement du système fait l'objet de chapitres ultérieurs.

Planification précoce du transfert de personnel

Les experts qui avaient participé aux programmes de renseignement scientifique et industriel en temps de guerre et nombre de ceux qui s'étaient familiarisés avec leurs réalisations étaient désireux de faire venir des Allemands sélectionnés aux États-Unis. En fait, ceux qui recommandaient des transferts de technologie recommandaient aussi souvent des transferts de personnel afin de faciliter le transfert de technologie. Dès le 4 juin 1945, David Sarnoff, le président de Radio Corporation of America, écrivait à la Maison-Blanche : *« Il est non seulement important que nous obtenions leurs informations scientifiques, mais aussi que nous mettions la main sur leurs scientifiques. Si nous ne les trouvons pas et ne les emmenons pas dans un endroit, par exemple de ce côté-ci de la mer, où ils pourront poursuivre leurs expériences scientifiques sous notre direction et sous notre contrôle, nos amis russes pourraient le faire en premier et, dans ce cas, ils pourraient acquérir des connaissances et des avantages que j'aimerais voir notre propre pays posséder ».*[33] Un compte-rendu de la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) du 25 octobre 1945 indique que l'agence avait les noms de plus de cent scientifiques et techniciens allemands que les enquêteurs de

---

[31] AGWAR à USFET, W-87107, 6 déc. 1945, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 64, fichier 322 FIAT, WNRC.

[32] OMGUS, Division de l'économie, à FIAT, 11 mars. 1946, RG 260, boîte 11/2-2, dossier 98 (Recherche scientifique), WNRC ; OMGUS, FIAT, Direction des documents ennemis, journal quotidien, 22 juin 1946, RG 260, FIAT Records, boîte 17/8, dossier 3, WNRC ; OMGUS, FIAT, circulaire 26, « Mode opératoire de la FIAT pour la bibliothèque scientifique », 12 juillet 1946, RG 260, OMGUS fichiers décimaux, AG 1945-46, boîte 64, dossier AG 322 FIAT, WNRC.

[33] Sarnoff à Samuel Rosenmann, 4 juin 1945, cité dans Clarence G. Lasby, *Project Paperclip : German Scientists and the Cold War* (New York, 1971), pp. 80-81, et cité aux pp. 304 n. 34.

retour voulaient faire venir aux États-Unis.[34] Des experts tels que John R. Townsend, de Bell Telephone Laboratories ; Richard H. Ranger, de Rangertone ; R. H. McCarthy, de Western Electric ; J. D. Hanawalt, de Dow Chemical ; Otto Jensen, d'ITIE Circuit Breaker Company ; G. E. Guellich, de l'American Optical Company ; et bien d'autres encore sont rentrés à Washington avec les noms des personnes qui, selon eux, devraient être amenées aux États-Unis pour le bénéfice de l'industrie et du commerce américains. Certains experts ont apporté des preuves et beaucoup ont exprimé la crainte que les Britanniques, les Français ou les Russes ne s'en prennent d'abord à ces personnes.[35]

Sur la base des rapports et des recommandations des enquêteurs de retour, John C. Green a rédigé une proposition pour l'importation de scientifiques allemands au profit de l'industrie et du commerce américains, en utilisant comme levier une demande de l'American Chemical Society pour l'évacuation de Julius W. Reppe, le chimiste de I. G. Farben reconnu pour ses progrès dans la chimie de l'acétylène.[36] Comme nous le verrons, le secrétaire au Commerce Wallace envoya la proposition de Green au Président Truman le 4 décembre 1945. En octobre, les représentants du département du Commerce en Europe avaient demandé une *« décision rapide »* sur *« l'établissement d'une politique américaine »*, notant que *« nos Alliés »* attiraient les scientifiques allemands en leur offrant des salaires substantiels et d'autres avantages, que

[34] JIOA, procès-verbal du conseil consultatif, 25 oct. 1945, RG 40, boîte 79, dossier JIOA Advisory Board, WNRC.

[35] G. D. Edwards à Roy S. Glasgow, 24 août 1945, RG 40, boîte 115, dossier Correspondance, Représentant européen, WNRC ; McCarthy à J. K. Tibby, TIIC, 22 septembre 1945, RG 40, boîte 116, dossier Évacuation des scientifiques allemands, WNRC ; Karl Olsen à Donald R. Heath, sujet : demande d'entrée de M. Paul Duffing aux États-Unis, 19 octobre 1945, RG 40, boîte 79, dossier JIOA Advisory Board, WNRC. 1945, RG 84, boîte 738, dossier 21 (855 populations allemandes, transferts de), WNRC ; Hanawalt à J. K. Tibby, TIIC, 22 sept. 1945, RG 40, dossiers OTS Hilbourne, boîte 147, dossier Foreign, WNRC ; Guellich à TIIC, sujet : recommandation pour l'évacuation des usines et du personnel allemands, 23 sept. 1945, RG 330, correspondance générale JIOA, boîte 4, dossier 383.7b Migration des scientifiques vers la Russie, NA.

[36] Green à Gruhn, JIOA, 29 oct. 1945, RG 40, boîte 79, dossier JIOA Advisory Board, WNRC.

l'armée et la marine américaines évacuaient les gens pour leurs propres besoins, mais que *« nous ne connaissons aucun plan parrainé par l'industrie »*. Comme la recherche et la production industrielle de l'Allemagne dans des domaines tels que l'aéronautique et la chimie seraient limitées à l'avenir, la demande s'est poursuivie, si *« les scientifiques allemands de premier plan ne sont pas évacués, leur talent sera gaspillé... D'autre part, s'ils sont tous évacués par nos Alliés, la position relative de nos recherches scientifiques par rapport à celle d'autres pays sera compromise. »*[37]

« Nos alliés » évacuaient en effet des scientifiques et des techniciens allemands. Les Britanniques, qui avaient clairement indiqué en juin 1945 leur intention de ne pas renvoyer les personnes qu'ils prévoyaient d'évacuer pour interrogatoire et exploitation militaires, rassemblaient des experts en fusées pour l'« Opération Backfire », une démonstration de lancements de V-2.[38] Des officiers de renseignement français ont secrètement recruté des scientifiques allemands parmi ceux que l'armée américaine avait évacués de la zone russe et confinés dans la ville de Heidenheim, et parmi ceux qui étaient détenus en liberté par l'armée de l'air américaine à l'hôtel Wittelsbacher Hof, à Bad Kissingen.[39*] Dans un cas, ils ont récupéré douze spécialistes qui avaient déjà été sélectionnés et autorisés à être évacués vers les États-Unis et que l'armée de l'air américaine employait temporairement chez Bayrische Motor Werke (BMW) à Munich pendant que les détails du voyage et

---

[37] T. G. Haertel et D. L. Springer à Lloyd Worden, 16 oct. 1945, RG 40, fichiers OTS Worden, boîte 88, fichier German Scientists, WNRC.

[38] Wilson à Marshall, sujet : emploi de scientifiques et techniciens civils allemands aux États-Unis, 14 juin 1945, RG 218, fichiers décimaux des chefs d'État-major combinés, boîte 462, dossier CCS 471.9, sec. 2, NA ; USFET, G-2, à G-2, 3e armée, sujet : libération du personnel allemand pour évacuation, 18 juillet 1945, RG 332, ETO, USFET G-2 Section, boîte 21, dossier Miscellaneous Records, 1943-46, WNRC. Voir aussi Mitchell R. Sharpe, “Backfire and Clitterhaus : Britain Launches the V2”, Aerospace Historian, 25 (mars 1978), pp. 36-44.

[39] Harold Volkmann, entretiens avec l'auteur, 13 nov. et 3 déc. 1980, Heidenheim.

[*] Morton M. Hunt a écrit : *« Une nuit, en fait, deux officiers de renseignement français se sont faufilés dans le Wittelsbacher Hof, où nous avons logé nos scientifiques et leurs familles, et ont fait le tour des chambres, offrant aux Allemands de meilleures conditions que les nôtres, à plier bagages et à venir en zone française, et plus tard en France »*. Hunt, *The Nazis Who Live Next Door*, The Nation, 23 juillet 1949, p. 82.

des contrats étaient mis au point.[40] Des sources privées allemandes montrent que, dans un autre cas, les Français ont emmené des experts à Paris pour des interrogatoires militaires, qui ont été suivis d'une série de discussions et de réunions avec divers représentants de l'industrie, dont certains ont clairement exprimé leur intention de construire une installation pour la production du noir de carbone (*Aktivrussanlage*) qui libèrerait la France de sa dépendance aux importations du noir de carbone américain.[41]

Et puis, il y avait les Russes, dont les activités font l'objet de nombreux rapports, en plus des observations publiées de la délégation américaine à la conférence de Potsdam. Un rapport particulièrement révélateur a été préparé par le lieutenant de la marine Karl Olsen, qui était rattaché au bureau technique de l'Agence d'information sur le terrain (FIAT) à Berlin, où il a parfois travaillé en étroite collaboration avec le Dr Roger Adams, conseiller scientifique et technique du général Lucius D. Clay. Adams, le célèbre chimiste de l'Université de l'Illinois, a décrit Olsen comme *« exceptionnellement travailleur, intelligent et diplomate »* et comme une *« aide indispensable dans la collecte des informations et des rapports »*.[42] Le lieutenant Olsen a nommé neuf éminents scientifiques allemands, dont le professeur Gustav Hertz, lauréat du prix Nobel et ancien directeur de recherche chez Siemens et Halske, qui avait récemment quitté l'Allemagne pour l'Union soviétique. Selon les informateurs du lieutenant Olsen, les Russes offraient des conditions de travail et de vie satisfaisantes, des rations alimentaires généreuses et des salaires élevés ; mais plus important encore pour le professeur Hertz, et peut-être pour d'autres, ils offraient aux Allemands la

---

[40] USAFE, A-2, à l'Ambassade de France à Paris, sujet : départ non autorisé de scientifiques allemands, du territoire d'occupation américain vers le territoire français, s.d., dans USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, bobine C 5107, image 0841.

[41] Konstanz Fuchs, "Kurzbericht über meine Reise nach Paris », 29 août 1945, dossier Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1er avril 1945 à…, archives Degussa.

[42] Roger Adams, rapport sur les activités de Roger Adams, conseiller scientifique du vice-gouverneur militaire de l'Allemagne, 5 mars 1946, dossier GOVT : IR : OMGUS, 1945, 1946, documents de la National Academy of Sciences, Washington, D.C.

possibilité de poursuivre les recherches dans leurs domaines de spécialisation.[43]

La proposition Green-Wallace du 4 décembre 1945

Comme mentionné, le secrétaire au commerce Wallace a envoyé au président Truman la proposition de John C. Green pour l'importation de scientifiques allemands. Dans sa lettre du 4 décembre 1945, qui était essentiellement la même que la précédente proposition de Green, Wallace déclarait : *« Le transfert d'éminents scientifiques allemands vers ce pays pour le progrès de notre science et de notre industrie semble sage et logique. Il est bien connu qu'il y a actuellement sous contrôle américain d'éminents scientifiques dont les contributions, si elles s'ajoutaient aux nôtres, feraient reculer les frontières de la connaissance scientifique dans l'intérêt national ».* La Russie et la Grande-Bretagne avaient déjà transporté un grand nombre des meilleurs scientifiques, y compris trois lauréats du prix Nobel, selon la proposition, et il est prouvé que le mouvement de ces personnes de la zone américaine vers d'autres zones avait nettement augmenté au cours des dernières semaines. *« Il est [donc] évident qu'un grand nombre d'éminents scientifiques allemands ne seront plus disponibles à moins qu'une décision ne soit prise rapidement pour permettre leur importation dans ce pays... Seuls les scientifiques dont les compétences sont prouvées et qui ont une valeur positive pour la science et l'industrie américaines [devraient] être sélectionnés. »* Parmi ces derniers figuraient le Dr Julius W. Reppe, le Dr Georg Joos, l'éminent physicien et expert en optique qui avait enseigné à Iéna et à Gottingen avant de rejoindre la Zeiss Optical Company, et le Dr Otto Hahn, l'ancien directeur du Kaiser Wilhelm Institut für Chemie qui venait de

---

43 Olsen à William S. Culbertson, subject : le déplacement actuel des scientifiques allemands en territoire russe, 17 oct. 1945, RG 84, boîte 740, dossier 24 (892a Institutions scientifiques), WNRC. Pour plus d'informations sur la course aux scientifiques allemands, voir Michel Bar-Zohar, *The Hunt for German Scientists*, trad. du français par Len Ortzen (Londres, 1967) ; Lasby, *Project Paperclip* ; Franz Kurowski, *Alliierte Jagd auf deutsche Wissenschaftler : Das Unternehmen Paperclip* (Munich, 1982) ; James McGovern, *Crossbow and Overcast* (New York, 1964) ; Boris T. Pash, *The Alsos Mission* (New York, 1970) ; et Tom Bower, *The Paperclip Conspiracy : The Hunt for the Nazi Scientists* (Boston, 1987).

recevoir le prix Nobel pour sa découverte de la fission de l'uranium en 1938. Si le Président acceptait l'importation d'une cinquantaine de personnes exceptionnelles, les détails pratiques concernant l'immigration et d'autres questions pourraient être réglés par le Conseil des publications en collaboration avec les départements d'État et du Travail. Quoi qu'il en soit, ces personnes *« devraient être amenées ici de leur plein gré dans le cadre d'un plan honorable et équitable pour leur disposition »* afin de s'assurer *« que leurs connaissances et les résultats de leurs recherches dans ce pays soient mis pleinement et librement à la disposition de tous... Un programme positif dans le sens décrit »,* conclut la proposition, *« est essentiellement une 'réparation intellectuelle' et pourrait bien être l'atout national le plus pratique et le plus durable que nous puissions obtenir de la nation allemande prostrée ».*[44]

La proposition politique de Green-Wallace a stagné à la Maison-Blanche jusqu'au 18 janvier 1946, date à laquelle Wallace a écrit à Matthew J. Connelly, secrétaire du président, pour lui dire qu'il n'avait reçu aucune réponse et que la question était vitale. Entre-temps, Truman avait reçu du sénateur Kenneth D. McKellar, du Tennessee, une lettre que ce dernier avait reçue de la Tennessee Eastman Corporation, dans laquelle il se plaignait que, bien que les enquêtes techniques et scientifiques se poursuivaient en Europe et que l'armée et la marine aient déjà fait venir une cinquantaine de personnes aux États-Unis à des fins militaires, elles ne les avaient pas mises à la disposition de l'industrie en général. L'industrie, affirmait la lettre de Tennessee Eastman, était maintenant intéressée à faire venir *« le plus tôt possible le personnel scientifique et technique de l'industrie allemande pour s'assurer le bénéfice de sa formation, de son expérience et de ses connaissances ».*[45] Truman a répondu au sénateur McKellar que des efforts étaient en cours pour faire venir des scientifiques et des industriels dans ce pays, mais *« je ne sais pas dans quelle mesure cela a progressé, car cela n'a pas été porté à mon attention ».*

Parallèlement, Truman a envoyé des copies de la correspondance à Vannevar Bush, qui a répondu que les informations techniques

[44] Wallace à Truman, sujet : proposition d'importation de scientifiques allemands au profit de la science et de l'industrie américaines, 4 décembre 1945, dossier officiel, boîte 677, dossier 192 (1945-août 1947), Bibliothèque Truman.

[45] James C. White au sénateur Kenneth D. McKellar, 7 janvier 1946, *Ibid.*

industrielles devaient être collectées en Allemagne et apportées ici en vue de leur diffusion sans qu'il soit nécessaire d'y amener du personnel. Bush s'interrogeait sur le bien-fondé d'une politique, apparemment voulue par la Tennessee Eastman Corporation, selon laquelle les scientifiques allemands pourraient immigrer et accepter un emploi. Ceux qui étaient dignes de confiance et dénazifiés devraient rester dans leur pays afin d'aider à construire une future Allemagne pacifique et non agressive, a conclu M. Bush, ajoutant que ce n'était pas une bonne idée de faire venir des scientifiques allemands ici pour pallier aux pénuries causées par la poursuite du système du service sélectif. Les États-Unis, a-t-il dit, devaient libérer leurs propres techniciens du service plutôt que de les remplacer par des Allemands. *« J'ai lu votre lettre... concernant les scientifiques allemands, avec beaucoup d'intérêt »,* a répondu Truman ; *« J'étais moralement certain que nos gars au pays ne voudraient pas de concurrence. »* Une note manuscrite sur la lettre de Wallace à Matthew J. Connelly stipule : *« Traité par téléphone [et] classé au 25/1/46, »*[46] mais la question n'allait pas en rester là, comme le chapitre suivant va le montrer.

[46] McKellar à Truman, 15 janvier 1946 ; Truman à McKellar, 17 janvier 1946 ; Truman à Bush, 17 janvier 1946 ; Bush à Truman, 22 janvier 1946 ; Truman à Bush, 24 janvier 1946 ; Wallace à Truman, 4 décembre 1945, tous *Ibid.*

PARTIE II

Les programmes d'après-guerre

TROIS

Projet Paperclip

Le Projet Paperclip, qui prévoyait l'exploitation militaire et commerciale de scientifiques et de techniciens allemands aux États-Unis après la guerre, est issu d'une opération militaire très secrète menée en temps de guerre et dont le nom de code est Projet Overcast. Adopté par le Comité des chefs d'État-major interarmées (Joint Chiefs of Staff – JCS) en juillet 1945, le Projet Overcast était un plan visant à faire venir aux États-Unis environ 350 scientifiques et ingénieurs spécialistes des fusées – parmi lesquels Werner von Braun est le plus connu – *« afin d'augmenter notre capacité de faire la guerre contre le Japon et aider nos recherches militaires d'après-guerre »*.[1] Parce qu'il avait été conçu comme une opération militaire de temps de guerre et mis en œuvre en tant que tel durant l'été et à l'automne 1945, le Projet Overcast ne prévoyait pas le type d'exploitation industrielle et commerciale d'après-guerre recherché par les enquêteurs de retour et les autres personnes identifiées dans le chapitre précédent. La proposition politique Green/Wallace du 4 décembre 1945, pour le *« transfert d'éminents scientifiques allemands vers ce pays pour faire avancer notre science et notre industrie »*[2], était en fait une tentative – quoique infructueuse – d'établir un tel programme d'exploitation par décret présidentiel.

[1] Clayton Bissell, G-2, ministère de la Guerre, à CG, Army Service Forces, sujet : exploitation des spécialistes allemands en science et technologie aux États-Unis, 6 juillet 1945, RG 165, dossier ABC 387 Allemagne (18 déc. 1943), sec. 19, NA ; AGWAR à USFET, WAR-36356, 21 juillet 1945, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 85, fichier 10 (370.2), WNRC.

[2] Wallace à Truman, sujet : proposition d'importation de scientifiques allemands au profit de la science et de l'industrie américaines, 4 déc. 1945, dossier officiel, boîte 677, dossier 192 (1945-août 1947), Bibliothèque Truman.

Il est toutefois intéressant de noter que ce que Truman a refusé d'approuver lorsque cela lui a été présenté comme un programme d'exploitation industrielle et commerciale d'après-guerre, il l'a approuvé plus tard sous le nom de « Projet Paperclip », un programme qui prévoyait une telle exploitation mais qui proposait également de refuser les scientifiques et techniciens allemands à d’autres nations dans l'intérêt national. Le déni étant la grande nouveauté, on peut penser que l'émergence de la guerre froide avec l'Union soviétique a été le facteur le plus important dans la décision de Truman. Mais le Projet Paperclip n'était pas seulement axé sur les Russes. Ce plan a été élaboré en grande partie par des fonctionnaires des services de renseignement qui étaient hantés par le spectre des spécialistes et techniciens allemands travaillant non seulement en Russie, mais aussi en France, en Espagne, en Égypte, en Argentine et ailleurs, comme l'avaient fait d'autres Allemands après la Première Guerre mondiale. Mais l'accent mis sur le déni est également né considérations nationales et bureaucratiques d'importantes. Par exemple, c'était apparemment le seul argument afin de faire venir des Allemands aux États-Unis qui a fait impression au département d'État. En outre, l'accent mis sur la nécessité de nier promettait de passer outre les intérêts apparemment égoïstes des scientifiques et techniciens américains qui s'opposaient à l'importation de leurs homologues allemands. Enfin, le Projet Paperclip a fait coïncider l'intérêt national avec les souhaits et les plans de tous les Américains des milieux industriels, scientifiques et commerciaux qui voulaient utiliser les experts et le savoir-faire allemands pour en tirer des avantages et des gains privés.[3*]

---

[3] Voir James V. Forrestal à Byrnes, 29 janvier 1946, RG 59, dossier 862.542/1-2946, NA, pour la déclaration selon laquelle le fait de faire venir des scientifiques et des techniciens allemands aux États-*Unis « a le double avantage de permettre aux États-Unis d'utiliser leurs talents et aussi d'éliminer la menace potentielle de la poursuite des travaux de ces scientifiques en Allemagne ou ailleurs en dehors des États-Unis ».*

[*] Le déni de l'intérêt national a finalement servi de base pour faire venir des personnes dont les affiliations « nazies » les auraient autrement exclues en vertu des lois sur l'immigration régulière et d’autres politiques américaines. Mais il n'y a aucune preuve dans les dossiers pour montrer que le désir de trouver un moyen de contourner ces lois et politiques a été un facteur dans le lancement du programme,

La route tortueuse du Projet Paperclip

Peu après la fin de la guerre en Europe, le quartier général du général Eisenhower (SHAEF) a envoyé un câble à Washington demandant une politique de contrôle de la recherche scientifique et technologique allemande et des conseils sur la disposition des scientifiques et techniciens allemands qui n'étaient plus nécessaires à l'exploitation du renseignement militaire.[4] Répondant *« en urgence »*, le département de la Guerre a créé un comité d'étude dont le travail a été compliqué en juin par les objections du département d'État et du Trésor à l'importation même temporaire à court terme de scientifiques et de techniciens allemands pour aider à la guerre contre le Japon (Projet Overcast), puis retardé en juillet et août tandis que des responsables clés, notamment John Hilldring, le directeur des affaires civiles du département de la Guerre et William Clayton, le sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, assistaient à la conférence de Potsdam et consultaient le groupe de contrôle américain pour l'Allemagne à Berlin.[5]

Mais avant le retour de Hilldring et Clayton, l'affaire a pris de l'ampleur, pour deux raisons. Premièrement, la reddition du Japon a éliminé la raison principale de l'approbation hésitante et réticente du département d'État du Projet Overcast (que les fonctionnaires du département d'État ont décrit en interne comme le plan visant à faire venir du personnel allemand aux États-Unis *« de façon extra-légale sous les auspices du département de la guerre afin d'aider à l'exploitation d'une technologie allemande à caractère strictement militaire »*). Deuxièmement, en l'absence d'une politique claire sur l'exploitation future des scientifiques

---

malgré la thèse récemment soutenue par Tom Bower selon laquelle le Projet Paperclip était en fait une *« chasse aux scientifiques nazis »* (voir ci-dessus, chapitre 2, note 43).

[4] SHAEF au ministère de la Guerre, S-88111 SCAF 394, 15 mai 1945, RG 165, dossier ABC 387 Allemagne (18 déc. 1943), sec. 19, NA.

[5] W. M. Cameron, secrétaire, Comité conjoint des affaires civiles, JCS [mémorandum pour les dossiers], 20 août 1945, RG 218, JCS fichiers décimaux centraux, boîte 229, fichier 350.05, sec. 1, NA.

allemands aux États-Unis, les Américains étaient désavantagés dans les négociations en cours avec les Britanniques – qui avaient une politique établie sur l'utilisation des Allemands en Grande-Bretagne – sur l'attribution d'échantillons, de documents, d'armes secrètes et du personnel nécessaire pour faciliter leur utilisation.[6] Le 13 septembre 1945, après trois semaines d'étude par les services de renseignement de niveau inférieur, le Comité des chefs d'État-major interarmées (JCS) a adopté une procédure provisoire pour l'acquisition et l'exploitation rapides de scientifiques allemands aux États-Unis et a demandé au Comité de coordination de la guerre et de la Marine (SWNCC) de l'approuver comme *« opportunité temporaire »* et de développer *« des politiques et des procédures gouvernementales à long terme sur ce sujet »*.[7]

Malgré les arguments du JCS selon lesquels les scientifiques et les techniciens allemands possédaient des connaissances de grande valeur pour les États-Unis, tant pour l'usage militaire que civil, que certaines agences gouvernementales *« souhaitaient de toute urgence »* les exploiter, et que si rien n'était fait rapidement, les Allemands les plus convoités disparaîtraient, et leurs connaissances spécialisées seraient perdues pour les États-Unis, le SWNCC ne se laisserait pas emporter par la ruée vers les États-Unis. Il désapprouvait la procédure provisoire du JCS pour son manque de détails, mais acceptait de *« procéder à la formulation de politiques et procédures à long terme »*, ce qu'il a finalement fait plus de cinq mois plus tard, le 4 mars 1946.[8] Entre-temps, comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, John C. Green et le secrétaire au

---

[6] JIC, note de requête, exploitation de spécialistes allemands en science et technologie aux États-Unis, JIC 317/M, 20 août 1945, RG 218, JCS Combined Chiefs of Staff of Decimal files, boîte 462, fichier CCS 471.9, sec. 2, NA ; Hutton à McCormack, note, sujet : exploitation de spécialistes allemands. 31 oct. 1945, RG 59, dossier 862.542/10-3145, NA.

[7] A. J. McFarland, secrétaire, JCS, mémorandum pour le SWNCC, 13 septembre 1945, RG 218, fichiers décimaux centraux du JCS, 1942-45, boîte 94, fichier CC 471.9, sec. 4, NA.

[8] SWNCC, mémorandum pour le secrétaire, JCS, sujet : exploitation des spécialistes allemands ... 13 oct. 1945, RG 165, boîte 564, dossier ABC 471.6 (7 oct. 1943), sec. 1-A, NA ; SWNCC 257/5, « Exploitation des spécialistes allemands et autrichiens en science et technologie aux États-Unis », app. B, 4 mars 1946, RG 218, JCS fichiers décimaux centraux, 1942-45, boîte 94, fichier CCS 471.9, sec. 4, NA.

Commerce Henry A. Wallace ont tenté en vain de lancer un programme en faisant appel directement au Président Truman.

Les problèmes et les pressions auxquels le SWNCC se heurtait dans l'élaboration d'une politique à long terme rempliraient un livre. Les départements de la Guerre et de la Marine voulaient poursuivre le Projet Overcast sous une forme modifiée, mais se plaignaient que les accords existants avec le département d'État *« ne permettaient pas aux représentants de l'industrie de visiter et d'interroger »* les Allemands qui étaient déjà dans le pays.[9] Au département d'État, où il y avait de grands désaccords internes[10], on s'opposait à ce que des Allemands viennent aux États-Unis, alors que l'on faisait pression sur les Latino-américains pour qu'ils interceptent et expulsent les hommes d'affaires allemands et d'autres personnes de leur propre pays. L'État a, à son tour, été « aiguillé » par l'armée afin de faire quelque chose rapidement car *« les Russes diffusent maintenant des invitations aux scientifiques allemands, avec des promesses de traitement spécial plutôt attrayantes »*.[11] John C. Green, le directeur du bureau des services techniques du département du Commerce, a fait valoir – tout comme le secrétaire à la Guerre Patterson et le secrétaire de la Marine Forrestal dans une lettre adressée au secrétaire d'État Byrnes – que le programme de collecte et de diffusion du savoir-faire allemand du bureau des publications n'était qu'un aspect d'un programme de réparation intellectuelle plus vaste qui devait inclure l'importatation de scientifiques allemands, certains pour interrogation, exploitation et retour, d'autres *« pour acquisition*

---

[9] William A. Borden à John C. Green, 7 novembre 1945, RG 319, fichiers décimaux du Renseignement de l'Armée, 1941-48, boîte 991, fichier 400.112 Recherche (1er août 1948), WNRC. Le secrétaire adjoint à la Marine, H. Struve Hensel, dans une lettre adressée à SecWar Patterson le 2 janvier 1946, *Ibid*, qu'il était *« convaincu que les États-Unis devraient chercher à faire venir d'Allemagne dans ce pays tout le personnel scientifique allemand exceptionnel que l'on peut persuader de venir »*.

[10] S. J. Rubin à Labouisse, sujet : scientifiques allemands, 17 janvier 1946 ; Wilcox à Labouisse, 21 janvier 1946 ; Rubin à Labouisse, 24 janvier 1946, tous dans RG 59, dossier 862.92/1-2446, NA.

[11] Thorp à Riddleberger, 2 janvier 1946, RG 59, dossier 862.542/1-946, NA ; Hutton à McCormack, mémorandum, sujet : exploitation des spécialistes allemands... 31 oct. 1945, RG 59, dossier 862.542/10-3145, NA. Voir également Clarence G. Lasby, *Project Paperclip: German Scientists and the Cold War* (New York, 1971), pp. 160-61.

permanente ».[12] Des rapports en provenance d'Europe faisaient état de scientifiques américains qui avaient *« cherché à entraver le transfert de scientifiques et de techniciens hautement qualifiés allemands vers les États-Unis »* par crainte apparente que les Allemands ne *« mettent en péril leur propre statut professionnel »*, et nous avons vu que la réponse de Vannevar Bush à une enquête du sénateur McKellar et de la Tennessee Eastman Corporation a conduit le Président Truman à exprimer une conclusion similaire au sujet de *« nos propres gars »* aux États-Unis.[13] D'autres rapports en provenance d'Europe ont averti que les futures restrictions imposées à la recherche et à la production allemandes dans l'intérêt de la démilitarisation inciteraient les spécialistes allemands à chercher des débouchés ailleurs ; certains de ces rapports ont détaillé les expéditions russes de scientifiques, de matériel et de familles dans ce qui semblait être une *« migration permanente ».*[14] D'autres rapports en provenance d'Europe décrivaient des efforts de recrutement français intenses et secrets, et l'un d'entre eux faisait état d'un incident au cours duquel un officier de liaison français avait été pris à Kochel, près de Munich, en pleine nuit, en train de charger onze experts en soufflerie et leurs familles dans des camions pour les transporter vers la zone

[12] Green à Clayton, 16 janvier 1946, RG 59, dossier 862.542/1-1646, NA ; Patterson à SecState, 13 décembre 1945, SWNCC 257, microfilm SR, bobine 23, cadre 1261, NA ; Forrestal à Byrnes, 29 janvier 1946, RG 59, dossier 862.542/ 1-2946, NA.

[13] McDonald à Knerr, 3 nov. 1945, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, bobine A 2055, cadres 1037-39 ; Truman à Bush, 24 janv. 1946, dossier officiel, boîte 677, dossier 192 (1945-août 1947), bibliothèque Truman.

[14] USGpCC, FIAT, au chef de la FIAT, sujet : migration des scientifiques allemands, 25 oct. 1945, RG 260, FIAT 7,748th Unit, shipment 17, boîte 1, dossier 33, WNRC ; JIOA, mémorandum d'information, JIOA 3 nov. 1945, sujet : procédure intérimaire pour l'exploitation coordonnée des spécialistes allemands ... RG 40, boîte 79, dossier JIOA Advisory Board, WNRC. Voir *The Stars and Stripes*, 21 janvier 1946, p. 4, pour les nouvelles - attribuées à un responsable militaire non nommé du gouvernement à Berlin (peut-être Roger Adams) - selon lesquelles environ 450 scientifiques allemands, dont beaucoup de non « nazis », sont restés inactifs dans la zone américaine. Dans la zone britannique, des gens comme cela ont trouvé du travail, l'histoire se poursuit, mais dans la zone américaine, certains d'entre eux ont été emprisonnés dans le cadre d'arrestations obligatoires, tandis que d'autres *« erraient sans travail ni fonds »*, un état de fait qualifié dans l'histoire de *« criminellement stupide ».*

d'occupation française.[15] Aussi importantes que toutes ces pressions aient été pour les délibérations du SWNCC, les nouvelles qui ont apparemment le plus contribué à transformer les délibérations et les désaccords en décision sont venues des Britanniques, qui ont une fois de plus entraîné les Américains. Le 23 janvier 1946, l'État-major britannique a informé ses homologues américains que le gouvernement britannique avait décidé d'exploiter les scientifiques et les techniciens allemands pour l'industrie civile au Royaume-Uni, en utilisant essentiellement les mêmes procédures que celles qui avaient été convenues précédemment par les deux nations pour les faire venir aux fins d'exploitation militaire, sauf *« que les résultats obtenus par ces scientifiques pour l'industrie civile ne devraient [pas] être échangés ».* Les chefs britanniques ont dit qu'ils préparaient des listes de personnes qu'ils voulaient et ont compris que les Américains faisaient de même. Quoi qu'il en soit, ils ont demandé aux Américains de bloquer tous les individus susceptibles de bénéficier d'un tel programme et ont conclu par cette sinistre déclaration :

> *« Si le gouvernement des États-Unis ne souhaite pas exploiter les scientifiques et les techniciens allemands à des fins civiles, nous serions heureux d'en être informés dans un délai raisonnable (disons le 1er mars) afin que le gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni puisse ensuite agir unilatéralement. »*[16]

Après que les Britanniques eurent menacé d'agir unilatéralement, le SWNCC s'est orienté directement vers une décision politique, qui est devenue le SWNCC 257/5, daté du 4 mars 1946.[*] Une semaine après

[15] USFET, G-2, au chef d'État-major, USFET, sujet : évacuation des scientifiques allemands par la France, 13 fév. 1946, RG 332, ETO, USFET, Section G-2, Direction des opérations, boîte 25, dossier Correspondance, 1945, WNRC ; Clay au général Pierre Koenig, 13 fév. 1946, *Ibid.* Au moment de l'incident, qui s'est produit en décembre 1945, les onze Allemands étaient recrutés par la marine américaine dans le cadre du projet Overcast.

[16] CCS 870/12, mémorandum des représentants des chefs d'État-major britanniques, sujet : l'exploitation des scientifiques et techniciens allemands à des fins civiles, 23 janv. 1946, RG 165, boîte 564, dossier ABC 471.6 (7 oct. 1943), sec. 1-A, NA.

[*] Le 8 mars 1946, la Chambre de commerce britannique a publié l'information selon laquelle 200 scientifiques et techniciens allemands – tous volontaires – ont été

avoir reçu la note des chefs britanniques, le SWNCC *« a chargé son sous-comité pour l'Europe de préparer d'urgence un document sur l'exploitation des scientifiques et des techniciens allemands et de collaborer avec le Joint Intelligence Committee »* à sa préparation.[17] Achevé en moins d'un mois, le document du sous-comité déclarait – dans des phrases identiques ou remarquablement similaires à celles de la proposition Green/Wallace du 4 décembre à Truman – qu'il y avait des spécialistes en Allemagne et en Autriche qui possédaient *« des connaissances de grande valeur pour les États-Unis, tant à des fins militaires que civiles »*, que *« leur contribution, si elle s'ajoutait à la nôtre, repousserait les frontières de la connaissance scientifique pour l'intérêt national »* et que *« les ministères gouvernementaux et les agences indépendantes souhaitent de toute urgence les exploiter »* aux États-Unis. Que ces derniers décident ou non d'exploiter les spécialistes allemands *« à des fins civiles »*, poursuit le document, *« la Grande-Bretagne, la France et l'URSS procéderont unilatéralement à cette exploitation »*. Les Britanniques envisagent d'aller de l'avant sans échanger avec nous *« les résultats obtenus »*, comme ils l'ont fait pour l'exploitation militaire. Les Russes *« mènent déjà une politique agressive d'exploitation à long terme de ces spécialistes »,* et les Français *« offrent des contrats lucratifs à des spécialistes sélectionnés »*. À moins que les États-Unis n'agissent rapidement, concluait le document du sous-comité du SWNCC pour l'Europe, *« le personnel souhaité se sera dispersé ou aura disparu et leur savoir-faire sera perdu pour les États-Unis »*.[18]

Le programme de non-admissibilité et le Projet Paperclip

Dans l'intervalle, les secrétaires d'État, à la Guerre et à la Marine (Byrnes, Patterson et Forrestal), réunis en Comité des Trois le 13 février 1946 pour examiner un document préparé par le Comité mixte

amenés en Grande-Bretagne au profit de l'industrie britannique. Voir *New York Times*, 9 mars 1946, p. 6, col. 8.

[17] JIC, mémorandum pour le JIS, sujet : exploitation des spécialistes allemands et autrichiens ... 28 février 1946, RG 218, fichiers décimaux centraux du JCS, boîte 94, fichier CCS 471.9, sec. 4, NA.

[18] SWNCC 257/4, « Exploitation des spécialistes allemands et autrichiens ... », app. A, 26 février 1946, *Ibid.*

du renseignement pour le SWNCC, avaient déjà convenu de refuser certains éminents spécialistes allemands à d'autres nations et, comme l'a déclaré le secrétaire d'État Byrnes, de faire venir *« un certain nombre de scientifiques allemands qui pourraient nous être utiles et qui, autrement, seraient exploités par d'autres pays »*.[19] Moins d'une semaine plus tard, l'État-major interarmées a transmis des instructions appropriées à l'Europe, enjoignant au général commandant l'USFET d'empêcher le *« départ des scientifiques et des techniciens allemands importants »* de la zone américaine, de ne plus autoriser la France et la Russie à interroger ces personnes et de soumettre *« d'urgence »* une liste de quelque 1 000 scientifiques et techniciens allemands importants, en indiquant dans chaque cas leur compétence technique, leurs réalisations, ainsi que la taille et la composition de leur famille.[20] En réponse à une demande de l'USFET visant à clarifier ce qui constituait un scientifique et un technicien allemand important aux fins d'une non-admissibilité, le JCS a précisé qu'il s'agissait non seulement de ceux qui avaient une importance militaire réelle ou potentielle, mais également de ceux qui ont *« une importance ou une aptitude exceptionnelle dans n'importe quel domaine »* et de ceux qui ont *« la faculté… de transférer... leurs talents scientifiques ou techniques d'un domaine à l'autre »*.[21]

Le document directif 257/5 du SWNCC, du 4 mars 1946, qui a été mis en œuvre par la suite sous le nom de « Projet Paperclip », combinait le programme de non-admissibilité avec un programme d'exploitation militaire et civile en prévoyant l'entrée aux États-Unis de scientifiques et de techniciens allemands et autrichiens éminents en vertu des lois sur l'immigration, soit dans *« l'intérêt national »* soit pour des raisons de *« sécurité nationale »*.[22] Les autorités militaires et les

[19] Réunion des Secrétaires d'État, de la Guerre et de la Marine, 13 février 1946, RG 59, dossier 890.0146/2-1346, NA.
[20] AGWAR à l'USFET, W-97733, 19 fév. 1946, RG 260, OMGUS
Fichiers AGTS, boîte 4, fichier 23, WNRC.
[21] USFET à JCS, S-2458, 28 fév. 1946, RG 165, boîte 565, fichier ABC 471.6 (7 oct. 1943), sec. 1-B, NA ; JCS à USFET, WAR-82433, 28 mars 1946, *Ibid.*
[22] SWNCC 257/5, « Exploitation des spécialistes allemands et autrichiens... » 4 mars 1946, RG 218, JCS fichiers décimaux centraux, 1941-48, boîte 94, fichier CCS 471.9,

départements gouvernementaux, qui étaient autorisés à parrainer les demandes d'employeurs privés et d'établissements d'enseignement ou de recherche à but non lucratif par l'intermédiaire des canaux du département du Commerce, devaient soumettre les noms des personnes qu'ils voulaient au Comité des chefs d'État-major interarmées (JCS) et au département du Commerce. Le JCS a finalement fonctionné par l'intermédiaire de la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA), qu'il a réorganisée à cette fin – et le département du Commerce – fonctionnant par l'intermédiaire du Bureau des services techniques (OTS) – devaient écarter les « nazis » et autres personnes indésirables, respectivement certifier que la *« sécurité nationale »* ou l'*« intérêt national »* était impliqué dans chaque cas, et ensuite soumettre les noms au département d'État pour traitement par les agents consulaires. Enfin, le département de la Guerre transmettrait les noms aux autorités d'occupation en Europe pour le recrutement, le traitement et le transport vers les États-Unis. Il restait à déterminer comment les 160 personnes du Projet Overcast qui étaient déjà dans le pays pour travailler sur *« les fusées, les 'buzz bombs', les avions à réaction et les instruments de recherche aérodynamique »* seraient traités rétroactivement.[23]

Un projet de communiqué de presse du 11 mars 1946, préparé par la JIOA et approuvé officieusement par le département du Commerce, montre clairement comment le Projet Paperclip s'inscrit dans le programme plus vaste d'exploitation scientifique et technique de l'Allemagne d'après-guerre. Selon le projet, les États-Unis prévoyaient d'utiliser *« des méthodes d'aspiration pour acquérir toutes les informations techniques et scientifiques dont disposent les Allemands »*. Toujours selon ce projet de communiqué, plusieurs centaines de techniciens et de scientifiques américains hautement qualifiés, qui avaient suivi *« de près nos armées conquérantes »* en Europe, avaient déjà interrogé le personnel

---

sec. 4, NA ; War Department, G-2, to USFET, WAR-80443, 13 mars 1946, *Ibid*, boîte 95, fichier CCS 471.9, sec. 5, NA.

[23] Département de la guerre, Bureau des relations publiques, communiqué de presse, 20 mars 1946, copie dans Harriet Buyer et Edna Jensen, *History of AAF Participation in Project Paperclip, May 1945-March 1947* (Exploitation of German Scientists), vol. 1 (Historical Office, Air Materiel Command, Wright-Patterson Air Force Base, Aug. 1948), dans USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, bobine A 2055, image 0863.

allemand et examiné des dossiers, des documents, des équipements et des plans de fabrication. *« Des mesures sont actuellement prises afin d'étendre cette exploitation »* de deux manières, d'une part en poursuivant les recherches sur les machines, les outils, les équipements et les matériaux industriels en Allemagne, et d'autre part *« en faisant venir les meilleurs scientifiques et techniciens allemands dans ce pays »* pour aider au *« développement de nouveaux types d'armes »* et à les utiliser à *« des fins civiles, principalement par l'industrie américaine »*.[24] Craignant manifestement une réaction publique négative à cette nouvelle et ne voulant peut-être pas alerter les Russes, les Français et d'autres personnes sur ce que les États-Unis prévoyaient, le Joint Intelligence Committee a classé le projet de communiqué de presse et *« tous les documents s'y rapportant »* comme *« secrets »* le 14 mars 1946 et il ne vit jamais le jour.[25*] Par cette action, le comité préfigurait les problèmes qui allaient affecter le Project Paperclip tout au long de son existence.

Bien que le Président Truman ait approuvé le programme décrit dans le document SWNCC 257/5 *« lors d'une réunion du cabinet après une discussion très approfondie »*, selon le sous-secrétaire d'État Dean Acheson,

---

[24] Projet de communiqué de presse, daté du 11 mars 1946, joint à E. W. Gruhn, JIOA, au secrétaire du JIC, mémorandum, 11 mars 1946, RG 218, JCS fichiers décimaux centraux, boîte 95, fichier CCS 471.9, sec. 5, NA.

[25]JIS, corrigendum à JIS 239, « Publicité sur l'exploitation des scientifiques allemands », 14 mars 1946, ibid ; JCS, JIC, R. U. Hyde, secrétaire, à JIOA, sujet : JIS 239, publicité ... RG 330, Correspondance générale de la JIOA, boîte 4, dossier 383.7 Policy-1946, NA.

[*] Le texte du communiqué de presse proposé est cité intégralement en annexe à la fin du présent volume. Une objection à un communiqué de presse antérieur sur les scientifiques allemands déclarait que, dans l'attente d'une décision politique finale du SWNCC, la publicité était peu judicieuse *« parce [qu'elle] peut conduire à des interprétations erronées de la part d'éléments politiques scientifiques, travaillistes, sionistes ou de gauche qui pourraient exercer une pression suffisante sur le Congrès, et les départements concernés par l'évolution des politiques, pour faire échouer les objectifs ultimes souhaités en matière d'exploitation à long terme »*. Chef de l'État-major politique, à l'assistant, C/S, G-2, département de la Guerre, commentaire n°2, sujet : publicité sur les scientifiques allemands, 7 février 1946, RG 319, fichiers décimaux du Renseignement de l'Armée, 1941-48, boîte 99o, dossier 400.112 Recherche 1er janvier 1946-31 mars 1946, WNRC.

il n'a jamais été mis en œuvre.[26] Le département du Commerce ne sponsorisait personne, car il n'avait ni les installations, ni le personnel, ni les moyens d'écarter les « nazis » et autres personnes indésirables. Il ne voulait pas non plus parrainer l'immigration de spécialistes *« dans l'intérêt national »*, car cela aurait signifié parrainer les demandes de certaines entreprises pour leur propre bénéfice et, évidemment, au détriment de leurs concurrents.[27] Lorsque de telles demandes parvenaient au département du Commerce, le bureau des services techniques les transmettait régulièrement aux autorités militaires pour un éventuel traitement en vertu des dispositions de *« sécurité nationale »* du Projet Paperclip, suggérant parfois que les spécialistes en question pourraient être mis à la disposition de l'industrie pour être interrogés, soit en les mettant temporairement sur les listes de paie de l'industrie, soit en leur obtenant des bourses d'études dans les universités.[28] Mais les autorités militaires avaient leurs propres problèmes avec le département d'État.

Dès qu'il a vu la directive Paperclip, Spruille Braden, le secrétaire d'État adjoint aux affaires de la République américaine, a écrit à Acheson pour protester contre le fait qu'elle permettrait aux Allemands de mener des recherches militaires dans ce pays, ce que la loi n°25 du Conseil de contrôle allié (ACC) leur interdisait de faire en Allemagne. En outre, il a fait valoir qu'il était incompatible avec les exigences de l'ACC que l'Espagne et divers autres pays renvoient *« les Allemands odieux et leurs familles dont la présence à l'étranger constitue un danger en vue*

---

[26] Pour le commentaire manuscrit d'Acheson, *« Si je me souviens bien, cette décision a été prise par le président en réunion de cabinet après une discussion très approfondie »*, voir Peurify à Acheson, mémorandum, 17 mai 1946, RG 59, dossier 862.542/5-1746, NA.

[27] Hilldring, mémorandum pour le SWNCC, sujet : clarification de la politique actuelle de l'État, de la guerre et de la marine concernant l'exploitation civile des spécialistes allemands et autrichiens aux États-Unis, 16 mai 1947, RG 59, dossier 862.542/5-1647, NA.

[28] Pour des exemples, voir Edwin Y. Webb, TIIC, au Major J. F. Kingman, Bureau de l'officier en chef des transmissions, 2 avril 1946, RG 40, boîte 102, n° de dossier chronologique. 4, WNRC ; Robert Reiss, TIIC, à F. R. Hensel et Gilbert E. Doan, 19 avril 1946, RG 40, boîte 79, dossier Briefs, WNRC ; et Robert Frye, OTS, à Bosquet N. Wev, JIOA, 8 août 1946, RG 330, JIOA, Correspondance générale, boîte 1, dossier Department of Commerce, 1946, NA.

d'une éventuelle reprise future de l'effort de guerre allemand », et qu'il violait les accords interaméricains actuels – que les États-Unis avaient parrainés lors de la conférence de Mexico (Chapultepec) au début de 1945 – vissant à réduire les *« centres d'influences »* de l'Axe dans l'hémisphère occidental.[29] *« Il est certain que si nous trouvions des physiciens atomiques allemands en Argentine »*, écrivait Braden, *« nous insisterions sur leur rapatriement, et si une tentative était faite pour les faire venir en Argentine, nous résisterions »* ; nous citerions *« non seulement les obligations internationales récemment appliquées à l'Espagne mais aussi les accords interaméricains »*. Si des scientifiques et des techniciens allemands doivent être amenés aux États-Unis, concluait Braden, ils devraient l'être en tant que prisonniers de guerre et *« être ségrégués et dépouillés de leur connaissances »* sans bénéficier du statut d'immigrant et sans enfreindre les accords interaméricains ou les règlements de l'ACC contre la recherche menée par les Allemands.[30] Acheson, cependant, a été informé par un mémorandum d'État-major que tout avait été approuvé en mars, que l'armée et la marine étaient impatientes de faire bouger les choses, et que Byrnes avait déjà été en contact avec le procureur général par intérim J. Howard McGrath et le secrétaire au Commerce Wallace concernant la mise en œuvre de ce projet. Acheson a noté que *« cette décision a été prise par le Président lors d'une réunion du cabinet après une discussion très approfondie »* et a envoyé les documents aux dossiers.[31] Mais la question est revenue sous une autre forme…

Ironiquement, puisque de hauts responsables du département d'État – dont le secrétaire Byrnes, le sous-secrétaire Acheson et le secrétaire d'État adjoint John H. Hilldring (représentant de l'État au sein du SWNCC) – avaient participé à l'élaboration du Projet Paperclip, quelqu'un au sein du département avait désigné Samuel Klaus, qui venait du bureau des affaires latino-américaines de Spruille Braden,

---

29 *Newsweek*, 26 (2 juillet 1945), p. 54.

30 Braden à Acheson, mémorandum, 14 mai 1946, RG 59, dossier 862.542/5-1446, NA. Voir également Spruille Braden, *The Germans in Argentina*, The Atlantic Monthly, 177 (avril 1946), pp. 37-43.

31 Peurify à Acheson, mémorandum, 17 mai 1946, RG 59, dossier 862.542/5-1746, NA.

comme membre du conseil d'administration de la JIOA. Il a ainsi pu poursuivre les arguments de Braden et faire obstacle à la mise en œuvre du SWNCC 257/5. Après des querelles administratives préliminaires avec des membres de la JIOA de l'armée de terre et de l'armée de l'air en mai et juin 1946, Klaus a examiné dix dossiers de demande de visa soumis au département d'État par l'armée de l'air pour des spécialistes déjà présents aux États-Unis dans le cadre du Projet Overcast. Il a renvoya les dix dossiers à la JIOA le 19 juin 1946, accompagnés d'un long mémorandum détaillant les *« informations de base »* dont le département d'État avait besoin avant de pouvoir agir sur les demandes de visas d'entrée aux États-Unis pour les scientifiques allemands.[32]

La question de savoir si Samuel Klaus et ses collègues des échelons inférieurs du département d'État ont *« 'délibérément saboté par retardement' l'immigration de scientifiques allemands »*, comme l'a déclaré le capitaine de la marine Bosquet N. Wev, directeur de la JIOA, plus d'un an plus tard, reste ici sans réponse, mais les lecteurs intéressés peuvent trouver une longue discussion sur le *« sabotage de Klaus »* dans le récent livre de Tom Bower, *The Paperclip Conspiracy*.[33] La tâche consistant à recueillir les *« informations de base requises par le département d'État »*, comme le précise la note de Klaus du 19 juin, était en effet considérable. Mais conclure que ces personnes ont *« délibérément »* saboté le programme suppose

[32] Monroe J. Hagood, représentant du G-2, JIOA, mémorandum pour le général Vandenberg concernant la conférence sur les scientifiques allemands, 3 mai 1946, archives de l'USAF, Maxwell AFB, microfilm, bobine A 2055, trame 1237 ; « Conférence à Washington avec des fonctionnaires du Département d'État.. », rapport de la Section de l'exploitation étrangère, Renseignements A-2, Quartier général, Commandement du matériel aérien, 10 juin 1946, dans Buyer et Jensen, *History of AAF Participation in Project Paperclip*, vol. 1, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, bobine A 2055, trame 0715 ; Samuel Klaus, État membre, comité directeur du JIOA, à Bosquet Wev, directeur du JIOA, 19 juin 1946, RG 107, fichier décimal du projet Patterson du secrétaire de l'armée, 1946-47, boîte 8, dossier Allemagne, NA ; Samuel Klaus, *« Informations de base requises par le Département d'État en relation avec la demande de visas d'entrée aux États-Unis pour les scientifiques allemands »*, soumis au JIOA le 19 juin 1946, RG 165, boîte 565, dossier ABC 471. 6 (7 oct. 1943), sec. 1-C, NA.

[33] Tom Bower, *The Paperclip Conspiracy : The Hunt for the Nazi Scientists* (Boston, 1987), en particulier les chap. 8 et 9 ; citation à la p. 175.

beaucoup, et observer, comme l'a fait le directeur de la JIOA, qu'ils *« s'acharnaient inutilement contre les nazis »*, c'est presque certainement aller trop loin. D'autre part, lorsqu'il a écrit ces choses en juillet 1947, pas un seul scientifique allemand n'avait été favorablement considéré pour un visa d'immigration aux États-Unis pendant les seize mois qui ont suivi l'adoption initiale du SWNCC 257/5.[34] Quoi qu'il en soit, le Projet Paperclip, tel qu'autorisé par le SWNCC 257/5, était au point mort pendant l'été 1946, et les nouvelles en provenance d'Europe n'étaient pas encourageantes pour ceux qui voulaient faire le poursuivre.

Nouvelles et avertissements de l'Europe

Le programme britannique d'évacuation des scientifiques allemands vers la Grande-Bretagne à des fins d'exploitation civile était bien engagé et – bien qu'ils étaient prêts à accepter un plan d'allocation une fois que les Américains seraient prêts – les Britanniques ont fait un usage efficace d'une autorisation du JCS à l'USFET le 29 avril 1946 *« pour leur remettre des scientifiques et des techniciens allemands dans la zone américaine pour exploitation à des fins civiles »* en attendant l'adoption d'une politique à long terme pour une telle exploitation aux États-Unis.[35] Des sources de renseignement de l'armée de l'air américaine ont déclaré avoir reçu des informations *« continues et de plus en plus alarmantes »* de l'Europe selon lesquelles des puissances étrangères recrutaient les

---

[34] Wev, directeur, JIOA, à S. J. Chamberlin, directeur du renseignement, WDGS, sujet : exploitation des scientifiques allemands et autrichiens . . . 2 juillet 1947, RG 319, fichiers décimaux du Renseignement de l'Armée, 1941-48, boîte 992, fichier 400.112 Research/Undated, WNRC.

[35] JCS à CG USFET, WAR-86116, 29 avril 1946, RG 165, boîte 565, fichier ABC 471.6 (7 oct. 1943), sec. 1-B, NA ; Commission de contrôle pour l'Allemagne (élément britannique), FIAT, au capitaine Baursot, Direction du contrôle, Munich, sujet : emploi de scientifiques et techniciens allemands..., 3 juin 1946, RG 260, FIAT 7 748e unité, boîte 1, dossier 254-88, WNRC. Voir aussi Ernst Baerwind, Besuch von zwei britischen Offizieren am 30.7.1946 wegen einer Englandreise . . . 31 juillet 1946, dossier Verhandlungen mit Besatzungsbehorden, 1er avril 1945 à..., archives Degussa, et son « Beltane School in Wimbledon/London als Lager fur deutsche Wissenschaftler and Techniker, August/Oktober 1946 », dossier Baerwind Berichte, archives Degussa.

scientifiques que les États-Unis avaient *« figés »* dans leur zone. En utilisant comme preuve une liste de dix cas « typiques » d'exploitation de scientifiques allemands par la France et la Russie, un rapport des forces aériennes a déclaré que *« la zone américaine grouille littéralement d'agents français et russes dont le travail est devenu plutôt fructueux »* parce que *« les scientifiques allemands n'ont reçu aucune offre positive précise de ce pays »*. Les Russes et les Français auraient fait des offres attrayantes, et ils ont parfois sorti des personnes sous le nez des Américains qui tentaient de les recruter pour les États-Unis.[36] Faisant référence à l'un de ces cas – la disparition de Munich de trois spécialistes allemands de la pellicule couleur que les Américains avaient emmenés avec eux de l'usine I. G. Farben Agfa à Wolfen lors de l'évacuation de la zone russe en 1945 et que Remington Rand, Incorporated, voulait amener aux États-Unis pour la recherche et le développement sur la pellicule couleur – un responsable du département d'État à Francfort a indiqué à Berlin : *« nous avons pris les Français en flagrant délit de voler à nouveau des scientifiques dans notre zone »*.[37] Mais apparemment, le pire restait à venir.

Le 23 juin 1946, le général Joseph T. McNarney, commandant de l'USFET, a rapporté à Washington qu'il venait d'approuver la libre circulation entre les zones américaine et britannique de l'Allemagne et

---

[36] D. L. Putt, Air Materiel Command, Wright Field, T-2, à CG Army Air Forces, 14 juin 1946, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, bobine A 2005, images 1254-56 ; T. M. Odarenko à R. J. Rohr, mémorandum, sujet : localisation du personnel ennemi, 27 juin 1946, RG 40, dossiers OTS Webb, boîte 126, dossier DI 254.85 (FIAT), WNRC ; Zucker, Der Rektor der Friedrich Schiller Universität, au Prof. Bredereck, Heidenheim/Brenz, 27 juin 1946, traduction, et au Prof. Bredereck, statement, 11 juillet 1946, tous deux dans RG 319, Army-Intelligence decimal files, 1941-48, boîte 990, fichier 400.112 Research 19 août 1946, WNRC ; Hans Sauerland, Wittelsbacher Hof, Bad Kissingen, à Albert Patin, Wright Field, 11 juillet 1946, RG 319, Army-Intelligence decimal files, 1941-48, boîte 991, fichier 400. 112 Research/009, WNRC ; Clay à Noiret, 27 juillet 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 41, fichier AG 231.2 Scientifiques et techniciens, WNRC.

[37] A. M. Ross, Remington Rand, Inc, à Willard I. Thorpe, 20 mai 1946, RG 59, dossier 740.00119 Control (Germany)/5-2o46, NA ; C. Offie à Robert Murphy, 11 juin 1946, RG 84, boîte 33, dossier 1 (Top Secret 1946), WNRC ; FIAT-TIID Washington, extrait de téléconférence, 19 juin 1946, RG 40, dossiers OTS Webb, boîte 126, dossier DI 254.85 (FIAT), WNRC.

signalait l'extension de cette politique aux zones française et russe (que le général Lucius D. Clay et le Bureau du gouvernement militaire américain pour l'Allemagne (OMGUS) voulaient dans l'intérêt de la promotion de l'unité économique allemande) menaçait *« d'annuler nos efforts pour nous conformer »* aux directives du JCS publiées en février dernier *« pour empêcher le départ d'important scientifiques et techniciens allemands de la zone américaine »*.[38] Moins d'un mois plus tard, le 17 juillet 1946, McNarney a envoyé à Washington un message qu'il avait reçu du général Clay et qui exposait en détail les nombreuses difficultés du programme de non-admissibilité face à l'évolution des conditions en Europe. Mais avant d'envoyer le message, McNarney ou un rédacteur de l'alerte dans son bureau a apporté une modification légère mais très importante à la formulation de Clay. Il n'y avait à l'époque que deux façons de mener un programme de non-admissibilité efficace, le message révisé concluait : premièrement, utiliser des *« camps de détention »* en Allemagne sous la garde de l'armée américaine, et deuxièment, de faire sortir les personnes d'Allemagne vers les États-Unis ou le Royaume-Uni. Le message original de Clay stipulait que le programme de non-admissibilité ne fonctionnerait qu'*« en plaçant les Allemands concernés dans un camp de concentration sous la garde des États-Unis ou en les déplaçant aux États-Unis (ou au Royaume-Uni) »*.[39]

Vers une directive présidentielle relative au Paperclip

Dire que le message Clay/McNarney du 17 juillet a activé la bureaucratie de Washington, c'est sous-estimer l'affaire. Dès le 3 juillet, une discussion avait lieu au département d'État sur la nécessité d'une directive présidentielle pour s'engager à rédiger *« l'accord oral avec le Président au sein du cabinet »* et pour obtenir la coopération des différentes

---

[38] USFET à JIOA, S-6213, 23 juin 1946, RG 260, fichiers OMGUS AGTS, boîte 4, fichier 200.4 Policy, WNRC.

[39] Clay à la CG USFET, sujet : évacuation, exploitation et emploi de spécialistes allemands et autrichiens . . . 6 juillet 1946, RG 260, fichiers OMGUS AGTS, boîte 17, fichier 370.2 Paperclip, WNRC ; McNarney au War Department pour JCS, S-7556, 17 juillet 1946, RG 218, fichiers décimaux centraux JCS, boîte 95, fichier CCS 471.9, sec. 7, NA.

agences concernées. Mais il a été suggéré que le SWNCC rédige le type de directive qu'il souhaitait, le soumette directement au Président pour approbation, et contourne ainsi *« les gars des visas... sur les aspects politiques »* du programme.[40] Après des discussions avec le secrétaire d'État Byrnes, qui était revenu de la réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères à Paris pour une visite de quatre jours le 19 juillet, John H. Hilldring, le secrétaire d'État adjoint pour les zones occupées et président du SWNCC, aurait exprimé ses regrets à ses collègues du SWNCC concernant les procédures administratives qui avaient jusqu'à présent bloqué la mise en œuvre de la politique du SWNCC et aurait indiqué que son département *« approuverait désormais une proposition du département de la guerre visant à placer jusqu'à 1 000 scientifiques allemands et leurs familles sous garde militaire, avec une disposition prévoyant que des mesures en matière de visa pourraient être prises ultérieurement pour ceux que nous souhaitons conserver »*.[41]

Au cours du mois suivant, le JCS a élaboré les détails d'une nouvelle directive Paperclip, que le SWNCC a adoptée, le 21 août, sous la référence SWNCC 257/22 et que le Président Truman a approuvée le 3 septembre 1946. Elle prévoyait l'entrée aux États-Unis d'un maximum de 1 000 spécialistes allemands et autrichiens sélectionnés et de leurs familles, qui seraient tous placés *« sous garde militaire temporaire et limitée jusqu'à ce que les visas soient accordés ou que le rapatriement soit effectué »*. La sélection des spécialistes serait effectuée par les départements de la Guerre et de la Marine et par le département du Commerce, qui pourrait désigner des personnes *« à exploiter sous des auspices civils »*. Les personnes sélectionnées entreraient dans le pays dans le cadre de

---

[40] Département d'État (?), Projet de directive, 3 juillet 1946, RG 59, dossier 862.542/7-346, NA ; Heneman to Hilldring, sujet : importation de scientifiques allemands, 23 juillet 1946, RG 59, dossier 862.542/7-2346, NA.

[41] AsstSecWar Howard C. Petersen, mémorandum, 25 juillet 1946, RG 335, SecWar Patterson Subject file (Safe), boîte 6, dossier Scientific Research (SAFE) no. 2, NA. Pour des informations sur la réponse au message Clay/McNarney à Washington par le JCS, le ministère de la Guerre et le secrétaire à la Guerre Patterson, qui aurait *« exhorté »* à des changements de politique *« à des niveaux élevés »*, voir AGWAR à USFET, W-96224, 2 août 1946, RG 260, dossiers OMGUS AGTS, boîte 4, dossier 23, WNRC.

contrats précisant *« les conditions de salaire et de travail »* et prévoyant le retour de *« spécialistes non jugés qualifiés pour une exploitation extensive ou d'individus jugés inacceptables par les États-Unis pour une résidence permanente dans ce pays »*. Toute personne ayant été *« membre du Parti nazi et ayant participé à ses activités de façon plus que nominale, ou ayant soutenu activement le nazisme ou le militarisme »* était disqualifiée, sauf que *« ni les postes ni les distinctions honorifiques attribués à un spécialiste sous le régime nazi uniquement en raison de ses capacités scientifiques ou techniques »* ne seraient *« en eux-mêmes »* disqualifiants – une lacune importante, en effet. En fait, en cas de doute sur l'exception, la directive ajoutait que des spécialistes pourraient être amenés aux États-Unis, où *« d'autres interrogatoires et contrôles »* pourraient être effectués après leur arrivée.[42]

La lettre d'Acheson transmettant la directive au Président Truman le 30 août 1946 disait qu'il était envisagé que les spécialistes et leurs familles obtiendraient finalement un statut régulier en vertu des lois sur l'immigration. La directive elle-même stipulait que le département de la Guerre, *« par le biais d'interrogatoires, d'enquêtes et de surveillance par les services techniques de l'armée, de l'armée de l'air et de la marine, avec l'aide du général commandant l'USFET... fera en sorte que les meilleurs informations disponibles concernant ces spécialistes et leurs familles soient rassemblées »* afin d'être utilisées par les départements de la justice et des affaires étrangères pour déterminer s'ils étaient éligibles pour l'obtention de visas et, éventuellement, de la citoyenneté en vertu des lois sur l'immigration.

Edna Jensen, historienne de l'armée de l'air et du Projet Paperclip, a conclu en 1948 que *« l'entrée des spécialistes et de leurs personnes à charge aux États-Unis dans le cadre du Projet PAPERCLIP constituait une libération conditionnelle de ces personnes par les départements de la Justice et des Affaires étrangères au profit des départements de la Guerre et de la Marine »*.[43] Il faudrait

---

[42] Acheson à Truman, sujet : exploitation provisoire des spécialistes allemands et autrichiens..., 30 août 1946, RG 165, dossier ABC 471.6 (7 oct. 1943), sec. 1-D, NA. Cette lettre porte la mention manuscrite : *« Approuvé, 9/3/46, Harry S. Truman »*.

[43] Edna Jensen, *History of USAF Participation in Project Paperclip, September 1946-April 1948*, vol. 2 (Historical Office, Air Materiel Command, Wright-Patterson Air Force Base, Nov. 1948), 26, in USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, bobine A 2055, image 1541.

un autre livre pour raconter comment et quand les conditions de libération conditionnelle ont été supprimées dans chaque cas, en d'autres termes, l'histoire de la poursuite de la mise en œuvre de la SWNCC 257/22 et des fonctions des départements de la Guerre et de la Marine en tant qu'*« agents de libération conditionnelle ».* Elle n'est pas indispensable pour cette étude, mais elle est riche en détails : pleine de controverses, marquée par des incidents, des activités et des cas qui ont tourné en dérision les politiques et pratiques de dénazification américaines en Allemagne, et tout à fait remarquable pour la façon dont des spécialistes qui étaient autrement inacceptables pour les départements de la Justice et des Affaires étrangères pour être admis en vertu des lois sur l'immigration ont été amenés aux États-Unis pour des raisons de « sécurité nationale ».[44]

En ce qui concerne la dénazification, par exemple, les responsables américains ont pris diverses mesures pour contourner la loi allemande de Libération du National-Socialisme et du Militarisme, dont les dispositions ont été soigneusement examinées et en partie dictées par les responsables militaires américains en Allemagne. La loi exigeait que chaque Allemand de plus de dix-huit ans s'inscrive et remplisse un questionnaire de dénazification (*Meldebogen*). Les tribunaux allemands locaux de dénazification (*Spruchkammern*) ont utilisé les informations enregistrées pour classer les individus dans l'une des cinq catégories de présomption de culpabilité : les grands délinquants (classe I), les délinquants (classe II), les délinquants de moindre importance (classe III), les adeptes ou nazis nominaux (classe IV) et les personnes non concernées (classe V). Par la suite, les tribunaux ont jugé et sanctionné les contrevenants au moyen d'amendes, de peines d'emprisonnement, de restrictions à l'emploi et de déchéance des droits civiques ; ils ont offert des possibilités de probation et de réhabilitation aux

[44] Pour des extraits concernant cette histoire, voir Lasby, *Project Paperclip*, qui a été écrit bien avant que les documents classifiés ne soient généralement disponibles ; le récent article de Linda Hunt, « U.S. Coverup of Nazi Scientists », Bulletin of the Atomic Scientists, 41, no. 4 (avril 1985), pp. 16-24, qui se concentre sur certaines des personnes ayant des antécédents d'activité et d'affiliation « nazies » qui ont néanmoins été amenées aux États-Unis ; et Bower, *The Paperclip Conspiracy*, un titre qui exprime la thèse.

contrevenants de moindre importance ; et ont généralement retiré aux adeptes les disqualifications économiques, professionnelles et civiques automatiques qui leur avaient été imposées en vertu des dispositions de la loi sur la présomption de culpabilité. Tout cela s'est produit sous la surveillance étroite des responsables du gouvernement militaire américain, qui ont publié des rapports de délinquance et d'erreur chaque fois qu'ils pensaient que les tribunaux allemands s'étaient écartés de la lettre et des objectifs de la loi de Libération du National-Socialisme et du Militarisme.

Mais les scientifiques et les techniciens que les Américains voulaient engager pour un service aux États-Unis ont reçu un traitement spécial. Sur ordre d'en haut de le faire *« avec la plus grande célérité »* et sans en informer les départements de la Libération Politique (les fonctionnaires des *Länder* allemands chargés d'appliquer la loi de Libération), les détachements des gouvernements militaires locaux ont donné instruction aux tribunaux de dénazification de leur juridiction d'accorder la priorité absolue aux procès des spécialistes dont ils ont fourni les noms sans autre explication. Une fois les procès terminés, ils ont examiné les cas, préparé des rapports de délinquance et d'erreur si nécessaire, marqué les dossiers comme « urgents » et les ont soumis à l'administration centrale supérieure *« avec le moins de retard possible »*. Leurs ordres stipulaient qu'*« en aucun cas le personnel allemand ne sera autorisé à assumer plus que le minimum nécessaire à la réalisation de ce programme. »*[45]

Les responsables américains ont également simplement fait sortir des gens d'Allemagne avant que leurs procès de dénazification ne puissent être menés à terme par les tribunaux allemands. Dans le cadre du Projet Overcast, ils l'ont fait avant l'adoption de la loi de Libération en mars 1946 ; plus tard, ils l'ont fait au mépris flagrant de la loi. Dans un cas, par exemple, ils ont fait fuir un professeur de l'Université de Francfort que le tribunal local de dénazification avait classé – mais pas encore jugé – comme délinquant (classe II) en juillet 1947. Ils l'ont

[45] OMGUS aux directeurs des territoires, sujet : Procès de Spruchkammer des scientifiques allemands, 8 fév. 1947, RG 260, documents OMGUS 120 3/15, boîte 431, dossier 51, WNRC.

emmené au camp de détention et de traitement de Paperclip à Landshut, en Bavière, puis l'ont transféré aux États-Unis, où il a ensuite travaillé au Centre d'essai des missiles aériens de la marine à Point Mugu, près de Port Hueneme, en Californie. Son dossier JIOA indique que sa procédure de dénazification à Francfort a été *« annulée pour des raisons inconnues »* en 1947, et qu'il s'est rendu à Landshut le 1er août sans ordre écrit (qui avait été émis rétroactivement le 19 août) parce que *« les exigences du service étaient telles qu'elles empêchaient l'émission d'ordres écrits à l'avance »*.[46]

Quelles que soient les circonstances de leur expulsion d'Allemagne dans chaque cas, à l'été 1947, tant de spécialistes étaient arrivés aux États-Unis sans avoir bénéficié d'autorisations de dénazification que le département de la Guerre a proposé une procédure spéciale qui, semblait-il, devait permettre de satisfaire aux exigences des départements de l'État et de la Justice en matière de délivrance de visas et de statut d'immigration. Il a envoyé un câble à l'OMGUS à Berlin pour demander 1 000 *Meldebogen* vierges, suggérant qu'ils soient complétés par les spécialistes aux États-Unis, puis renvoyés en Allemagne pour des procès in absentia par un tribunal spécial de dénazification créé à cette effet.[47] Comme il en avait l'habitude, le général Clay a demandé une étude interne afin d'évaluer les conséquences de la proposition. Une fois achevée, l'étude soulignait que la création d'un tribunal spécial pour les scientifiques entraînerait un traitement inadéquat et des retards prolongés, causerait *« une publicité malheureuse »* et *« par la force des choses»* attirerait l'*« attention du public »* sur le programme Paperclip, donnant ainsi un avantage aux critiques de la politique américaine. D'autre part, l'étude interne a conclu :

> *« Il serait imprudent et inopportun de compromettre le fonctionnement d'un programme aussi important que le PAPERCLIP en le soumettant, même partiellement, aux caprices et aux préjugés des agences allemandes de dénazification qui pourraient être tentées d'entraver ou de saboter le*

46 FIAT 7 771e Centre de documentation (Arrière), Darmstadt Sub Post, déclaration de dénazification [nom en ma possession], 4 août 1950, dossier JIOA, NA.

47 AGWAR à OMGUS, WX-83711, 8 août 1947, RG 260, fichiers décimaux OMGUS AG, boîte 149, fichier 9 (AG 370.2 Paperclip), WNRC.

programme par des tactiques de temporisation ou une déformation des faits dans un cas particulier… Le programme du département de la Guerre et la nature des intérêts américains impliqués dans l'immigration et l'exploitation de ces scientifiques doivent prévaloir sur les exigences et les objectifs de la loi allemande de dénazification et il serait tout à fait inapproprié de soumettre un quelconque aspect de ces questions à la décision des autorités allemandes. »[48]

Le général Clay, renforcé dans ses propres convictions par une observation de son conseiller politique selon laquelle *« ayant parrainé la loi de Libération du National-Socialisme... il est malvenu pour l'OMGUS d'autoriser des exceptions et des évasions »*, avait informé le département de la Guerre que 1 000 *Meldebogen* vierges avaient été envoyés et qu'ils seraient *« examinés de la manière habituelle »* à leur retour. Il s'est toutefois *« fermement opposé »* à la création d'un tribunal spécial et s'est opposé aux procès par contumace, qui, selon lui, n'étaient pas autorisés pour les « nazis » se trouvant en Allemagne. *« Tout traitement spécial accordé aux scientifiques et techniciens nazis impliqués dans le Projet Paperclip attirerait l'attention sur ce projet et indiquerait très clairement au peuple allemand que les Américains sont prêts à développer des procédures spéciales lorsque cela est dans l'intérêt des Américains. »* Les spécialistes concernés par la loi, a-t-il poursuivi,

«…devraient très certainement être renvoyés en Allemagne pour y être jugés et, s'ils sont condamnés, pour y purger leur peine. Si leur procès aboutit à une acceptation, ils peuvent être renvoyés aux États-Unis. Toute autre procédure nous exposerait à de graves attaques de la part de groupes gauchistes en Allemagne qui, à mon avis, seraient difficiles à contrer. Il vaudrait beaucoup mieux leur permettre de rester aux États-Unis en tant que nazis sans les traduire en justice que d'établir des procédures spéciales qui ne relèvent pas actuellement de la loi allemande. »[49]

---

[48] OMGUS, Division des affaires intérieures et des communications, à C/S, sujet : autorisation politique des scientifiques allemands actuellement aux États-Unis, 13 août 1947, RG 260, documents OMGUS 17/261-2, dossier 33, WNRC.

[49] USPOLAD à C/S, OMGUS, 12 sept. 1947 ; CINCEUR de Clay à AGWAR pour Noce, CC-1671, 20 sept. 1947, tous deux dans RG 260, fichiers décimaux d'OMGUS AG, boîte 149, fichier 9 (AG 370.2 Paperclip), WNRC.

On en a peut-être assez dit sur la dénazification pour montrer que les administrateurs américains de Paperclip étaient prêts à faire des concessions et à enfreindre les lois et procédures de dénazification approuvées en Allemagne pour les spécialistes dont ils avaient besoin aux États-Unis. Raconter correctement le reste de l'histoire de la dénazification nous éloignerait du thème central et de l'objectif de cette étude.

Le Projet Paperclip en tant que « Réparations Intellectuelles »

L'exploitation d'après-guerre de scientifiques et de techniciens ennemis à des fins militaro-industrielles, telle que prévue par les projets Overcast et Paperclip, peut sans doute être considérée comme une forme de butin de guerre qui découle inévitablement de la nature de la guerre moderne et totale ; de ce que l'on a appelé *« la guerre des sorciers »*.[50] Mais, comme nous l'avons vu depuis ses origines et son développement, le Projet Paperclip a toujours eu une composante d'exploitation civilo-industrielle, que ses partisans appelaient *« réparations intellectuelles »* et que les Allemands appelaient *« réparations invisibles »* (*unsichtbare Reparationen*).[51] En outre, la collaboration militaro-industrielle qui s'est poursuivie après-guerre en matière de recherche et de développement de matériel de guerre a permis aux entreprises industrielles et aux autres agences et institutions civils qui détenaient des contrats militaires – et finalement à ceux qui n'en détenaient pas – de transférer et d'appliquer le savoir-faire scientifique et technique allemand à leurs propres fins non militaires en exploitant les spécialistes allemands qui étaient techniquement sous tutelle de l'armée.

Comme le montrent les exemples qui suivent, les services militaires, ont en fait accepté les propositions de candidats à inclure sur les listes de non-admissibilité, et ils ont parfois permis à des représentants d'entreprises industrielles de se rendre en Allemagne sous les auspices

---

[50] Gordon Wright, *The Ordeal of Total War, 1939-1945* (New York, 1968), 79, attribue le terme à Winston Churchill.

[51] H. G. c. Studnitz, « Wissenschaftler als Kriegsbeute », Badische Neueste Nachrichten, 31 mai 1947, 4, coupure de presse dans Abt. 507, non. 3889, HAS Wiesbaden.

de l’armée afin d’identifier et de recruter des spécialistes qu’ils voulaient pour leur propre entreprise. Une fois les spécialistes aux États-Unis, les autorités militaires les prêtaient à des entreprises industrielles, des universités et des instituts de recherche pour de courtes périodes et à des fins spécifiques. Finalement, elles ont remis les spécialistes dont elles n'avaient plus besoin à des entreprises individuelles qui les voulaient ou au département du Commerce afin de les aider à trouver un emploi dans le secteur privé.

Étant donné la variété et la complexité des façons dont les scientifiques et les techniciens allemands ont été exploités aux États-Unis pour des *« réparations intellectuelles »*, il est peut-être préférable de les illustrer par des cas plutôt que de les décrire tous en détail.

Des projets Overcast et Paperclip à l'industrie privée. Dès février 1946, l'armée de l'air autorise ses contractants à interroger les spécialistes allemands en présence d'officiers de l'armée de l'air. La première entrevue, menée par la Curtiss-Wright Corporation, a eu lieu en mars à Wright Field, Ohio, et en mai 1946, la même courtoisie a été accordée aux non contractants dont les recherches étaient considérées comme essentielles ou bénéfiques pour les services militaires.[52] À la fin du mois de juillet 1946, des représentants de l'industrie de Lockheed, Westinghouse, Rangertone, Douglas Aircraft et d'autres avaient effectué quatre-vingt-trois entretiens auxquels participaient de deux à douze personnes dans chaque cas. Les dossiers disponibles montrent que des demandes de services similaires ont été reçues par l'armée de l'air des universités du Michigan et de l'Illinois, de General Mills, de Boeing, de la Bulova Watch Company, de Linde Products et d'autres.[53] Au 1er mars 1947, lorsque les dossiers de ces entrevues ont cessé d'être conservés, les représentants de l'industrie avaient mené cent soixante

[52] Buyer et Jensen, *History of AAF Participation in Project Paperclip*, 1 : 69-71, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, bobine A 2055, trames 0785-89 ; Pouvoirs généraux au sous-chef d'État-major de l'air, feuille de route, sujet : utilisation par l'industrie aéronautique des scientifiques allemands, 8 mai 1946, *Ibid.*, trame 1236.

[53] Extrait du bulletin mensuel du Commandement du matériel aérien, août 1946, *Ibid.*, cadre 1266.

entrevues, dont certaines avec des spécialistes qui avaient été mis à la disposition des entreprises – normalement pendant trente jours, mais dans des cas exceptionnels pendant soixante à quatre-vingt-dix jours. Alors que certaines entreprises se contentaient d'écrire des lettres d'appréciation, l'une d'entre elles, North American Aviation, a déclaré avoir économisé 40 000 $ sur la conception d'une soufflerie supersonique à la suite d'une entrevue, et un représentant de la General Electric Corporation a estimé – à titre confidentiel – que les économies réalisées par son entreprise grâce aux consultations avec un spécialiste pourraient dépasser un million de dollars.[54] Bien que les archives systématiques de ces entretiens et prêts n'aient plus été conservées par les forces aériennes après février 1947, et bien qu'il n'y ait apparemment aucun dossier disponible pour l'armée et la marine, l'étendue de l'utilisation des entretiens peut être suggérée par une estimation donnée à l'historien de l'armée de l'air du Project Paperclip le 5 mai 1948, selon laquelle environ 500 entretiens avaient eu lieu à Wright Field seulement.[55]

De l'Armée de l'air à la Bulova Watch Company. Le 10 avril 1946, le chef de l'État-major adjoint des services de renseignements de l'armée de l'air à Washington a envoyé un câble au général commandant de l'USFET afin de lui dire qu'*« un éminent industriel américain »*, Arde Bulova, le président de la Bulova Watch Company, qui avait un contrat avec l'armée de l'air, prévoyait une visite d'affaires en Europe et s'était *« gracieusement porté volontaire pour aider l'armée de l'air à localiser et obtenir les services de scientifiques allemands pour les exploiter dans le cadre de projets militaires ».* Bulova savait, poursuivait le message, que les forces aériennes de l'armée de l'air étaient *« très désireuses d'obtenir les services de la meilleure pensée scientifique allemande dans les domaines de l'aérodynamique, de l'électronique, des carburants, de la conception aéronautique, des instruments*

---

54 « Scientists Program », projet de mars 1947, *Ibid.*, cadres 0644 sq ; Jensen, *History of USAF Participation in Project Paperclip*, 2 : 90, *Ibid.*, cadre 1605 ; Lasby, *Project Paperclip*, p. 263.

55 Jensen, *History of USAF Participation in Project Paperclip*, 2, p. 90, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, bobine A 2055, cadre 1605.

d'aviation et des sujets connexes ».[56] Des messages de clarification ultérieurs adressés à l'USFET, dans lesquels une incertitude planait sur ce qu'il fallait faire de Bulova et de son entourage à leur arrivée à Francfort, montrent que Bulova avait été informé par le général Carl A. Spaatz et d'autres généraux des forces aériennes à Washington de sa *« mission... pour aider à localiser des scientifiques pour des projets militaires et à les persuader de venir ici. »* Ils montrent également qu'on lui avait dit que « les scientifiques qu'il repère seront officiellement demandés par l'armée de l'air par l'intermédiaire du département de la Guerre après l'autorisation du JIOA ».[57]

Les personnes recrutées par Bulova en Allemagne en mai 1946 ont dûment été traitées comme des spécialistes du Paperclip et amenées à Wright Field sous tutelle militaire. Deux d'entre eux ont ensuite été affectés à la Bulova Watch Company et un troisième à l'American Standard Watch Case Company, où il aurait travaillé sur du matériel utilisé plus tard par Bulova pour des recherches sur la navigation céleste à longue distance.[58] Comme l'exigeaient les directives d'application du Projet Paperclip, les spécialistes allemands étaient surveillés par des officiers de la sécurité militaire pendant leur absence de Wright Field, une condition qui a amené Arde Bulova à se plaindre au sénateur Alben W. Barkley, du Kentucky, et au secrétaire d'État Byrnes que les spécialistes dont il avait besoin étaient retenus derrière des *« clôtures barbelés »*. Byrnes l'a ensuite informé que des fonctionnaires de niveau inférieur des départements d'État et de la Guerre avaient *« interprété »* le mot *« tutelle »* comme signifiant *« détention stricte »*, et l'a informé que les instructions étaient en cours de révision afin que le mot *« tutelle »* soit désormais interprété de manière *« à supprimer tout*

---

[56] George C. McDonald, Air Staff-2, à l'USFET, jusqu'en avril 1946, RG 319, dossiers décimaux du Renseignement de l'Armée, 1941-48, boîte 994, dossier 400.112 Research/ 032, WNRC ; M. J. Hagood, JIOA, au Directeur du Renseignement, WDGS, sujet : demande de M. Bulova pour des scientifiques allemands, 23 avril 1946, *Ibid.*

[57] WDGS, Military Intelligence Service, à l'USFET, 17 mai 1946, *Ibid*, boîte 990, dossier 400.112 Research/Undated, WNRC.

[58] Jensen, *History of USAF Participation in Project Paperclip*, 2, pp. 91-92, USAF Records, Maxwell AFB, bobine de microfilm A 2055, trames 1606-07.

semblant de camps de concentration ».[59] En décrivant son enquête sur l'épisode pour le secrétaire à la Guerre, qui avait également été mis en cause, Howard C. Petersen, secrétaire adjoint à la Guerre, a révélé précisément comment le Projet Paperclip a servi de canal pour obtenir des spécialistes allemands pour un usage privé. *« J'ai été informé »,* a écrit Petersen, *« que M. Bulova lui-même avait pris une part active à l'obtention de ces hommes amenés dans ce pays par l'armée, qu'ils n'avaient en fait pas les connaissances spéciales souhaitées à Wright Field, mais que M. Bulova voulait les utiliser dans son entreprise de montres. J'ai cru comprendre qu'il les utilise maintenant à cette fin. »*[60]

Du Corps des transmissions de l'armée à la Kalart Company. Au printemps 1947, Morris Schwartz et William Castedello, le président et l'ingénieur en chef de la Kalart Company, après avoir étudié les bibliographies et les rapports publiés sur les enquêtes scientifiques et techniques menées précédemment en Allemagne, se sont rendus en Europe pendant huit semaines en tant que consultants techniques afin de recueillir des renseignements supplémentaires pour le programme du Conseil des publications administré par le Bureau des services techniques du département du Commerce. Accompagnés en Allemagne par un employé allemand de la Field Information Agency, Technical (FIAT) à Karlsruhe, ils ont parcouru 6 500 kilomètres et visité vingt usines de production d'appareils photo, d'objectifs et d'obturateurs. *« M. Castedello... et moi »*, a écrit Schwartz depuis l'Europe à son contact au département du Commerce, *« profitons de cette occasion unique de voir et d'apprendre de première main les techniques allemandes de fabrication d'appareils photo et d'optiques ».* À l'usine de fabrication d'obturateurs Friedrich Deckel à Munich, où ils ont passé dix jours, ils ont appris lors de discussions avec le responsable de l'usine et le directeur commercial, que Deckel voulait maintenir la supériorité des appareils photo allemands en vendant ses obturateurs exclusivement aux fabricants

59 Byrnes à Bulova, 26 juillet 1946, RG 59, 862.542/7-2646, NA.

60 Petersen à SecWar Patterson, sujet : « Scientifiques allemands à Wright Field », 5 août 1946, RG 335, dossier du sujet SecWar Patterson (Safe), boîte 6, dossier Recherche scientifique (SAFE), n° 2, NA.

d'appareils photo allemands. Schwartz et Castedello ont découvert plus tard que cette pratique était conforme aux politiques de l'Office du gouvernement militaire américain pour l'Allemagne (OMGUS), qui *« encouragaient et favorisaient directement l'industrie des appareils photographiques en Allemagne, afin de transformer leur production en marchandise d'exportation avec un minimum de consommation matérielle et une valeur monétaire élevée »*.[61]

Pendant leur séjour à Deckel, Schwartz et Castedello ont rencontré et interviewé Ludwig G. Ranft (dont la *« connaissance intime de la technique de fabrication des appareils photographiques »*, écrira plus tard Schwartz, *« est d'une valeur incommensurable pour nous dans le lancement de notre première production d'appareils photographiques »*), et ont déterminé qu'il était prêt à émigrer. À son retour aux États-Unis, Schwartz s'est rendu au quartier général du Corps des transmissions de l'armée à Fort Monmouth, dans le New Jersey, et y a persuadé quelqu'un de demander l'inclusion de Ranft dans le programme Paperclip. Il fut dûment recruté, préparé et amené à Fort Monmouth en septembre 1947 ; il y a travaillé sous un contrat à court terme du Corps des transmissions jusqu'à son expiration, le 21 janvier 1948, date à laquelle il fut libéré par le Corps des transmissions et employé par la Kalart Company.[62] Les documents disponibles ne révèlent pas ce qu'il a fait à Fort Monmouth, ni les contacts que la Kalart Company a pu avoir avec lui lorsqu'il était sous la garde du Corps des transmissions. Ils suggèrent cependant que les plans ambitieux de la Kalart Company d'utiliser Ranft *« pour lancer notre première production d'appareils photographiques »* ont pris fin un an et demi plus tard, lorsque Ranft a été employé par la Wollensak Optical Company en tant qu'ingénieur en obturateurs, un transfert qui ne change rien au fait que le spécialiste allemand dans le cadre du Projet Paperclip a été utilisé aux États-Unis à des fins privées et qu'il a été recruté et amené dans ce pays précisément dans ce but.[63]

---

[61] Schwartz à Edwin Y. Webb, TIIC, 9 mars 1947, RG 4o, boîte 116, dossier The Kalart Co., WNRC.

[62] Schwartz à Ray Hicks, OTS, 29 octobre 1947, et 25 juin 1948, tous deux dans RG 40, boîte 81, dossier Wollensak Optical Co., WNRC.

[63] Ranft à Hicks, OTS, 15 août 1949, *Ibid.*

Du département de l'Ordonnance de l'armée à la Dow Chemical Company. Peu après la fin de la guerre en Europe, une équipe de conseillers techniques des laboratoires Western Electric et Bell Telephone a visité le Mahle Werke à Fellbach, près de Stuttgart, où ils ont trouvé des machines de moulage sous pression qui représentaient *« une véritable avancée dans l'art du moulage sous pression »*.[64] Avant même que le rapport de l'équipe ne soit publié, John R. Townsend, des laboratoires Bell Telephone, était retourné aux États-Unis et avait demandé au Bureau des services techniques du département du Commerce de faire venir l'une des machines aux États-Unis afin que des experts l'examinent.[65] La demande de Townsend a été suivie par d'autres, dont une particulièrement catégorique et détaillée de J. D. Hanawalt, de la Dow Chemical Company, demandant l'évacuation des machines et du personnel.[66] Après de longs retards, causés d'abord par la réticence du général Clay à retirer du matériel d'Allemagne en dehors des canaux de réparations, puis par la résistance du département d'État après que Clay ai fait appel au départements du Commerce et de la Guerre – la machine pesant douze ou vingt tonnes, selon la source dont on dispose – a été amenée à l'arsenal de Frankford au département de l'Ordonnance de l'armée, à Philadelphie, en Pennsylvanie.[67] Là, le 5 février 1947, le département de l'ordonnance a organisé une conférence réunissant des personnes intéressées, dont des représentants de l'American Magnesium Association et de l'Institut de moulage sous pression, pour examiner la machine, déterminer ce qu'il faudrait pour la restaurer en tant qu'unité fonctionnelle et discuter de la meilleure façon d'exploiter ce savoir-faire allemand pour l'industrie américaine.

[64] Rapport d'évaluation du CIOS n° 348, Mahle Werk, GmbH, Fellbach, 28 août 1945, RG 218, fichiers décimaux centraux JCS, 1942-45, boîte 136, fichier CCS 319.1 (11-7-44), sec. 13, NA.

[65] Townsend à G. D. Edwards, TIIC, 21 août 1945, RG 40, boîte 115, dossier German Die Casting Machine, WNRC.

[66] Hanawalt à J. K. Tibby, TIIC, 22 sept. 1945, RG 40, dossier OTS Hilbourne, boîte 147, dossier Foreign, WNRC.

[67] Reiss, TIIC, à tous les chefs d'unité, 21 juin 1946, RG 40, fichiers OTS Worden, boîte 87, dossier Correspondance, WNRC ; TIID, Unité de l'électronique et des communications, Revue, 1er janvier 1947, RG 4o, boîte 99, dossier Revue de fin d'année, WNRC.

Estimant qu'il en coûterait environ 50 000 $ pour remplacer les pièces manquantes et assembler la machine, et jugeant que les machines allemandes étaient dangereuses à utiliser, la conférence a décidé de ne pas restaurer la machine. Mais il y avait une autre solution.

Trois semaines après la conférence à l'Arsenal de Frankford, une lettre du colonel G. F. Powell, du département de l'Ordnnance de l'armée à Washington, a été envoyée aux entreprises potentiellement intéressées, les invitant à envisager de faire venir aux États-Unis le Dr Alfred Bauer, le concepteur de l'équipement de moulage sous pression trouvé à Mahle Werke, afin qu'il soit utilisé par l'industrie américaine. Pour ce faire, écrit le colonel Powell, il fallait adresser une demande soit au département du Commerce, soit à l'une des forces armées, qui le solliceterait et le mettrait ensuite à la disposition de l'industrie privée.[68] La Dow Chemical Company a manifesté son intérêt en mars 1947. Les documents disponibles ne permettent pas de savoir si Bauer a été amené par le biais du département du commerce ou de l'un des services, mais il était aux États-Unis le 11 décembre 1947, lorsqu'un responsable de la Dow Company a signalé sa présence à l'assistant spécial Ray L. Hicks, du bureau des services techniques du département du commerce. Le fonctionnaire a écrit : *« Nous voudrions faire savoir que nous sommes convaincus que les scientifiques allemands du calibre de M. Bauer constituent une ressource facilement exploitable dont l'industrie de ce pays ne peut se passer. »* Les *« hommes de pointe »* de l'industrie qui se sont rendus en Allemagne pour enquêter sur les *« développements technologiques et le personnel allemand »* ont fait du bon travail, a-t-il poursuivi, *« mais d'après notre expérience, les développements utiles ne peuvent être exploités avec succès ou sans dépenses considérables si les techniciens allemands qui connaissent tous les détails de ces développements ne sont pas amenés dans ce pays ».* Les documents disponibles ne permettent pas de déterminer précisément ce qui s'est passé par la suite, mais ils montrent que la Dow Chemical Company considérait Bauer comme un grand atout pour l'industrie du magnésium des États-Unis. La compagnie voulait le garder aux États-Unis de façon permanente, elle était prête à le renvoyer en Allemagne

[68] Powell à Carl 0. Hoffman, OTS, et autres, 28 février 1947, RG 40, fichiers Worden de l'OTS, boîte 87, dossier Exposits-Frankford Arsenal, WNRC.

pour mettre fin à ses affaires commerciales et faire venir sa famille, et elle était prête à payer les frais de transport aérien pour éviter d'avoir à utiliser les transports de surface assurés par l'armée.[69]

De l'Armée de l'air à la compagnie de construction Loewy. L'un des premiers enquêteurs du renseignement technique à se rendre chez Schloemann AG à Düsseldorf n'était autre qu'Erwin Loewy, qui avait quitté Schloemann et l'Allemagne « nazie » avant la guerre et créé la Loewy Construction Company à New York.[70] Il est retourné en Allemagne en 1945 en tant que colonel dans l'Armée de l'air américaine et a visité Schloemann AG, M.A.N. à Nuremberg, et d'autres entreprises à la recherche de plans, de dessins et informations connexes sur la fabrication des presses hydrauliques, de grues et d'autres équipements industriels lourds. À l'automne 1945, les forces aériennes de l'armée ont emporté des tonnes de ces équipements, dont certains originaux allemands et certaines copies, à Wright Field, en Ohio.[71] Un rapport de synthèse de Schloemann AG du 8 juin 1948, sur les confiscations effectuées par les Alliés après la guerre, énumère les retraits de l'US Air Force comme suit : 10 dessins d'une presse à forger de 1 000 tonnes (*Schmiedepresse*), 10 dessins d'une presse à forger de 1 200 tonnes, 14 dessins d'une presse à découper de 3 500 tonnes (*Lochpresse*), 11 109 dessins d'une lamineuse à chaud (*Warmwalzwerke*) et 1 056 dessins d'une lamineuse à tubes (*Rohrwalzwerke*), entre autres. Les documents créés en 1955, lorsque les Américains ont rendu les documents qu'ils avaient saisis une décennie plus tôt, montrent que 14

[69] T. H. McConica à Hicks, OTS, 11 déc. 1947, RG 330, JIOA General Correspondence, boîte 6, dossier Department of Commerce, NA.

[70] David Kolter et Josef Weyrather, entretien avec l'auteur, jusqu'en février 1981, Düsseldorf. Tous deux étaient des employés retraités de Schloemann.

[71] OMGUS, rapport mensuel du gouverneur militaire, « Démobilisation de l'armée de l'air allemande », n° 2, 20 sept. 1945, p. 5, RG 260, WNRC ; M.A.N. Werk Nürnberg à IHK München, sujet : Beschlagnahme von Zeichnungen, Patenten, Verfahren u. dgl. 4 sept. 1947, B 102/3767, BA.

pieds cubes de « Schloemann Firm Records » ont été expédiés dans 12 boîtes, chacune pesant environ 227 kilogrammes.[72]

En janvier 1946, le capitaine H.W. Boesch, chef de la section d'exploitation étrangère de Wright Field, lors d'un voyage en Allemagne pour représenter les intérêts des scientifiques et techniciens allemands travaillant à Wright Field*, s'est rendu à Düsseldorf et a contacté un certain M. Hermann Bottenhorn et quatre ingénieurs *« qui intéressent M. Erwin Loewy »*.[73] Bien que les documents disponibles de l'armée de l'air soient peu détaillés, ils montrent que ces cinq personnes ont été recrutées et engagées comme spécialistes du Paperclip. Ils ont été amenés à Wright Field, puis affectés à la compagnie de Loewy, le 9 décembre 1946, afin de travailler sur un contrat de l'armée de l'air, et affectés indéfiniment à sa compagnie le 11 février 1947. L'armée de l'air a fini par les employer directement deux ans plus tard, lorsqu'elle a transmis leurs noms et leurs dossiers au département du commerce en demandant qu'ils soient mis à la disposition de l'industrie privée. En les libérant pour un emploi civil, les représentants de l'armée de l'air ont déclaré que ces cinq personnes avaient beaucoup contribué pendant leur affectation à la division de recherche et développement de la

---

[72] Schloemann AG à IHK Düsseldorf, 8 juin 1948, dossier NW 99, no. 63, HSA Disseldorf. Voir également B 102/171458, BA, pour un fichier d'un demi-pouce sur le retour par le Département d'État des documents Schloemann à la République fédérale et leur transfert par celle-ci à Schloemann AG.

* Les sources de l'USFET montrent que Boesch, disant qu'il avait des ordres du commandant de Wright Field, qui ferait appel au département de la Guerre pour une action si nécessaire, a demandé des rations supplémentaires, comme celles qui sont normalement allouées aux travailleurs de l'industrie lourde, pour les personnes à charge des scientifiques de Wright Field. Ils montrent également que Boesch a violé de nombreuses règles de sécurité en distribuant des lettres et des colis qui n'étaient pas passés par des canaux de censure, en disant aux membres de sa famille en Allemagne où se trouvaient les scientifiques aux États-Unis et en leur conseillant d'envoyer les lettres directement à Wright Field plutôt que par des canaux spécifiques. Voir USFET, G-2, Operations Branch, dossier Correspondance, 1945-46, WNRC, et Boesch to Putt, 26 fév. 1946, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, bobine A 2055, images 1139~41.

[73] Boesch, rapport de visite en Allemagne, 25 janv. 1946, USAF Records, Maxwell AFB, bobine de microfilm A 2055, cadres 1142-48.

Loewy Construction Company, et ont demandé qu'ils soient mis à la disposition de cette entreprise afin qu'ils puissent poursuivre leur travail sur le développement de tous les types de presses pour machines lourdes intéressant l'armée de l'air. Selon une classification JIOA de 1951 indiquant l'emplacement des experts du Paperclip aux États-Unis, cinq d'entre eux auraient été employés par Hydropress, Incorporated, à New York.[74]

L'appropriation et le transfert de plans, de dessins, de blueprints et du savoir-faire technique de Schloemann AG et l'utilisation de ces ressources aux États-Unis par l'armée de l'air et la Loewy Construction Company avec l'aide de scientifiques et de techniciens allemands amenés dans ce pays dans le cadre du Projet Paperclip illustrent la double nature du programme américain d'exploitation scientifique et technique de l'ancien ennemi après-guerre. Un communiqué de presse proposé sur le Projet Paperclip déclarait que *« Le programme gouvernemental d'exploitation des développements allemands en matière de machines, d'outils, d'équipements et de matériaux industriels est étroitement lié à l'exploitation des scientifiques et techniciens allemands [aux États-Unis] »*.[75]

---

[74] Memorandum, activités et opérations diverses, 12 déc. 1946, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, bobine A 2056, trame 0037, fait référence à l'accord du 9 déc. avec la Loewy Construction Company sur les conditions d'emploi des cinq hommes ; la trame 0078 note que les cinq hommes ont été affectés à cette compagnie pour une durée indéterminée le 11 fév. 1947. Voir aussi Département de l'Armée de l'Air, Division des besoins en renseignement aérien, au JIOA, sujet : libération des spécialistes allemands des contrats du Département de la Guerre, 17 fév. 1949, RG 330, Correspondance générale du JIOA, boîte 17, dossier Air-Transfer and Clearance, NA. Enfin, voir JIOA, « Rapport statistique des spécialistes et des personnes à charge amenés aux États-Unis dans le cadre du programme Paperclip », 2 juillet 1951, RG 40, boîte 85, WNRC.

[75] Projet de communiqué de presse, daté du 11 mars 1946, joint à E. W. Gruhn, JIOA, au secrétaire du JIC, mémorandum, 11 mars 1946, RG 218, fichiers décimaux centraux du JCS, boîte 95, fichier CCS 471.9, sec. 5, NA. Le communiqué proposé, qui est reproduit en annexe à la fin de ce volume, a été bloqué trois jours plus tard, lorsque le JIC a demandé au JIOA, *« de classer d'urgence comme SECRET tous les documents relatifs au communiqué de presse »*. Voir JIS, corrigendum to JIS 239, « Publicity on Exploitation of German Scientists », 14 mars 1946, Ibid. et JCS, JIC, R. U. Hyde, Secrétaire, au JIOA, sujet : JIS 239, publicité ... RG 330, Correspondance générale de la JIOA, boîte 4, dossier 383.7 Policy-1946, NA.

Nous pouvons maintenant nous tourner vers cet autre aspect du programme.

QUATRE

Le programme des documents

Le 31 mai 1945, le quartier général suprême des forces expéditionnaires alliées (SHAEF) a créé l'Agence d'information de terrain, technnique (FIAT). Dans son rapport au département de la Guerre, le général Eisenhower a déclaré que les nombreuses activités militaires et non militaires, économiques, financières, scientifiques, industrielles et technologiques menées pendant la guerre par le Combined Intelligence Objectives Subcommittee (CIOS) et d'autres agences britanniques et américaines devaient être coordonnées de toute urgence.[1] La FIAT a néanmoins été lente à s'organiser, entravée par les premières objections de l'armée de l'air et de la marine à la limitation de leur liberté d'action et par le déménagement de la SHAEF de Versailles à Francfort. La FIAT avait à peine commencé à fonctionner que la dissolution de la SHAEF a nécessité sa réorganisation en deux composantes distinctes, britannique et américaine. C'est ce qu'a fait pour les Américains, le 14 juillet 1945, le général Lucius D. Clay, adjoint d'Eisenhower pour le gouvernement militaire en Allemagne, insistant pour que l'élément américain de la FIAT relève du groupe américain, le Control Council (appelé par la

---

[1] SHAEF, GBI/SS/322-17, sujet : création de l'Agence d'information de terrain, technique (FIAT) du G-2, 31 mai 1945, RG 260, boîte 20-3/5, dossier FIAT Mono-I-2C, WNRC ; SHAEF, Avant propos, au ministère de la Guerre, FWD-22987 SCAF 426, 1er juin 1945, RG 165, dossier ABC 387 Allemagne (18 déc. 1943), sec. 19, NA. Ce dernier document est également imprimé dans Alfred D. Chandler, Jr, et Louis Galambos, eds, *The Papers of Dwight David Eisenhower : Occupation, 1945*, vol. 6 (Baltimore, 1978), 111-12.

suite Bureau du gouvernement militaire des États-Unis pour l'Allemagne).[2]

La directive du général Clay du 14 juillet 1945 a créé la composante américaine de la FIAT afin de *« coordonner, d'intégrer et de diriger les activités des différentes missions et agences intéressées par l'examen, l'évaluation et l'exploitation... de l'économie allemande ».* Elle chargeait la FIAT de développer et de mettre en œuvre une politique régissant [1] la collecte d'informations techniques, [2] la conduite *« de toutes les missions et agences »* engagées dans des collectes, et [3] le *« contrôle et la disposition du personnel, des documents, des équipements et des installations de valeur fondamentale »* aux fins de la FIAT. Pour mener à bien son mandat, la FIAT a été habilitée par la directive de Clay à envoyer du personnel de terrain muni de *« lettres de créance spéciales ordonnant à toutes les autorités militaires et à tous les commandants subordonnés sur le territoire occupé par les forces américaines de faciliter et d'accélérer leur mission par tous les moyens possibles »*, ce qui comprenait *« le gel de toutes les cibles ...intéressant l'Agence d'information de terrain, technique (États-Unis) et l'arrestation, l'internement et l'éloignement des Allemands qui pourraient présenter un intérêt similaire. »*

Comme indiqué précédemment, des accords et des arrangements élaborés à Washington et en Europe à la fin de l'été et à l'automne 1945 ont désigné la FIAT comme l'agence responsable en Europe de la mise en œuvre des parties du décret 9604 de Truman qui prévoyait l'acquisition d'*« informations concernant les processus, les inventions, les méthodes, les dispositifs, les améliorations et les progrès scientifiques, industriels et technologiques »* qui se trouvaient encore en Allemagne. Pour ce faire, la FIAT s'est concentrée sur deux fonctions interdépendantes, l'une étant un projet de tournage de documents et de dossiers, l'autre – qui fait l'objet du chapitre suivant – un programme visant à faciliter le travail

---

[2] W. B. Smith, C/S, SHAEF, au CG USGpCC et chef de la Commission de contrôle, Allemagne (Élément britannique), sujet : division de la FIAT en composantes britannique et américaine, 11 juillet 1945, RG 218, dossier CCS 334 FIAT (6-1-45), NA ; USGpCC, INT/FIAT/321.01-1, sujet : création de la Field Information Agency, Technical (FIAT), composante américaine… 14 juillet 1945, RG 260, documents USGpCC, boîte 10, dossier AG 322, Organisation et fonctions de la FIAT, WNRC.

des consultants techniques et des missions techniques envoyés en Allemagne par le Bureau des services techniques du département du Commerce.

Le projet d'enregistrement sur pellicule de documents et de dossiers

Comme pour l'ensemble de l'opération FIAT, le projet de filmer des dossiers et des documents est né de l'expérience du renseignement scientifique et industriel en temps de guerre. Les équipes du CIOS et les autres enquêteurs du temps de guerre avaient souvent complété leurs rapports écrits par des copies photographiques de formules, de dessins, de plans, d'organigrammes, de rapports de tests et de recherche et d'autres documents fournissant des détails sur des éléments tels que les procédés et les techniques de production. *« Au fil du temps »,* selon un rapport du département du Commerce du 10 décembre 1946, *« il devinait évident qu'un programme de microfilmage massif était nécessaire pour obtenir toute les informations que nous voulions ».*[3]

Le *« programme des documents »*, comme on l'appelait chez FIAT, a commencé de façon ambitieuse à l'automne 1945 et s'est poursuivi un peu plus modestement jusqu'à la disparition de la FIAT, le 30 juin 1947. En utilisant les rapports d'évaluation et d'exploitation des CAFT, CIOS et Forces-T du temps de guerre, dont elle a hérité en tant que successeur de ces organisations, la FIAT a identifié quelque 20 000 cibles industrielles comme emplacements potentiels pour les documents à filmer. À partir de la mi-janvier 1946, elle a envoyé des équipes de reconnaissance spéciales – composées d'officiers et de chauffeurs non techniques de l'armée en service temporaire auprès de la FIAT – sur ces cibles et d'autres pour faire des inventaires et préparer des rapports indiquant la disponibilité, le type, l'état, le volume et l'emplacement des documents susceptibles d'être copiés.[4]

---

[3] OTS, TIID, « Collection of Technical Industrial Intelligence in Germany », 10 déc. 1946, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Enquêtes ... 1946-47, WNRC.

[4] FIAT (Haertel) à Gruhn, JIOA, rapport hebdomadaire n° 20, 17 janv. 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 156, dossier lettres FIAT de Haertel, janv.-fév. 1946, WNRC. Voir RG 260, dossiers FIAT, boîte 17/17, dossiers 1-15, WNRC, pour une

Les cibles que les équipes de reconnaissance trouvaient prometteuses étaient ensuite visitées par des examinateurs de documents et des équipes de microfilms, habituellement dans cet ordre, mais les examinateurs de documents accompagnaient parfois les équipes de tournage pour leur montrer les documents à filmer.[5] Les examinateurs de documents (également appelés analystes ou simplement enquêteurs) étaient normalement des personnes parlant allemand, ayant reçu une formation scientifique et technique, que le département du Commerce avait recrutées dans des universités, des entreprises industrielles, des établissements de recherche, des agences gouvernementales et d'autres endroits aux États-Unis afin de servir la FIAT. Leurs instructions de la FIAT consistaient à rechercher des documents ayant une classification de sécurité militaire ou industrielle élevée, des demandes de brevet secrètes, des documents sous forme de manuscrits originaux, des documents couvrant des procédés, des formules et des techniques généralement inconnus aux États-Unis, et enfin, des comptes-rendus, des documents de référence et des déterminations politiques de comités de recherche et de planification de haut niveau.[6*]. Les équipes de microfilmage, qui passaient parfois des semaines dans un endroit donné, copiaient les documents choisis et remettaient les films à la FIAT, qui les développait, préparait des résumés et des fiches annotées de leur contenu, puis envoyait le tout au Bureau des services techniques du département du Commerce pour éventuelle diffusion dans le cadre du programme du Conseil des publications.[7]

---

collection de 1 410 documents : rapports d'évaluation préparés par les équipes spéciales de reconnaissance.

[5] Fred S. Thornhill à l'auteur, 28 septembre 1981, en ma possession.

[6] FIAT, circulaire n°. 15, « FIAT Operating Procedure, Document Microfilming, Publication Board Program », 8 mars 1946, dans OMGUS, Historical Office, History of Field Information Agency, Technical (FIAT), période juillet 1946-30 juin 1947, app. 30, MS dans RG 319, CMH, fichier des manuscrits historiques, NA.

[*] Un ancien enquêteur s'est souvenu des années plus tard que *« tout ce que les Allemands avaient estampillé 'Geheim' [secret] était photographié, même des factures de blanchisserie ou des lettres d'amour ».* Fred S. Thornhill à l'auteur, 28 septembre 1981.

[7] OTS, TIID, « Collection of Technical Industrial Intelligence in Germany », 10 déc. 1946, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Enquêtes... 1946-47, WNRC.

Après seulement deux mois de fonctionnement, il est devenu évident que les plans initiaux ambitieux du programme de documents devaient être modifiés. Sur la base d'une enquête menée auprès de soixante-sept usines, une étude de la FIAT a estimé que plus de trois milliards de pages devraient être examinées et environ trente-trois millions devraient être microfilmées pour terminer le programme comme prévu initialement. En calculant que la projection prendrait environ sept ans et le tournage quatre autres années, l'étude de la FIAT a conclu qu'il serait plus réaliste de limiter le programme de documents à environ 400 entreprises et centres de recherche sélectionnés. Les noms et les emplacements des entreprises et des centres de recherche restants pourraient être consignés dans un dossier de références qui *« s'avérerait inestimable pour la poursuite des enquêtes »* par les consultants scientifiques et les missions techniques envoyés en Allemagne depuis Washington.[8]

Malgré sa portée réduite et plus réaliste, le programme de documents est resté une opération de *« nettoyage scientifique »* de premier ordre. *Business Week*, dans un article manifestement inspiré par quelqu'un du département du Commerce, rapportait en mai 1946 qu'une centaine d'Américains supervisaient six cents Allemands dans le cadre du programme de microfilmage.[9] Les journaux quotidiens et les rapports périodiques de la FIAT montrent des examinateurs de documents et des équipes de microfilmage travaillant dans des centaines d'entreprises et des centres de recherche, y compris des entreprises aussi importantes que l'usine de fabrication d'appareils photographiques Ernst Leitz à Wetzlar ; le Deutsches Museum ; BMW et Agfa à Munich ; les usines pharmaceutiques Merck à Darmstadt ; Degussa à Francfort et à Constance ; le Kerckhoff Institute à Bad

---

[8] FIAT, « Estimation de la situation et recommandation des priorités pour le filtrage et le microfilmage des documents dans le cadre du programme de la Commission de publication », 18 mars 1946, RG 40, dossiers OTS Hilbourne, boîte 147, dossier Personnel. WNRC ; FIAT, rapport d'activité bihebdomadaire - FIAT, 1-15 mai 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 64, dossier AG 322 FIAT, WNRC. Ce dernier note qu'une liste de 10 000 entreprises et centres de recherche a été établie pour être distribuée à diverses personnes et agences.

[9] "Scientific Cleanup", Business Week, 18 mai 1946, pp.19-20.

Nauheim ; Krupp à Essen ; Bosch à Stuttgart ; I. G. Farben à Hochst, Ludwigshafen, et d'autres endroits ; et les universités de Marburg, Erlangen, Freiburg, Hambourg, Munich, Düsseldorf et ailleurs.[10] Un rapport de synthèse de la FIAT du 10 décembre 1946, par exemple, énumère quatre-ving-sept grandes et petites entreprises et centres de recherche comme cibles du moment, en indiquant dans chaque cas le nombre de pages de matériel documentaire sélectionnées pour le projet de microfilmage. Chez Leitz, il y avait 198 000 pages ; chez Merck, 4 000 ; à l'Université de Düsseldorf ,18 000 ; chez Degussa à Constance, 14 000 ; chez I. G. Farben à Höchst, 311 000 ; chez Krupp à Essen, 60 000. Quant aux autres cibles, les quantités variaient de 1 000 à 500 000 pages, l'Office des brevets de Berlin se classant en tête avec 1 018 000 pages.[11] Un rapport précédent de la FIAT avait décrit le projet de l'office des brevets comme *« une entreprise gigantesque »*, nécessitant huit examinateurs de documents et un personnel américain et allemand totalisant environ soixante-dix personnes devant examiner quelque 34 000 demandes de brevets et copier les 140 000 demandes de brevets allemands, autrichiens, italiens et japonais en attente sur *« plus de 27 km de microfilm »*.[12]

L'ampleur du programme des documents, les intérêts complexes des preneurs américains, les réponses diverses des donneurs allemands, et – j'en suis sûr – les limites de la patience de mes lecteurs, suggèrent qu'il convient d'illustrer plutôt que de décrire les dimensions de base de

---

[10] Pour des exemples, voir K. H. Weberg à Neal D. Crane, sujet : progrès dans le filtrage des documents dans les cibles chimiques industrielles allemandes..., 1er nov. 1946, RG 40, fichiers OTS Worden, boîte 87, fichier Chemical Subcommittee, TIIC, WNRC ; FIAT, rapport d'avancement bimensuel-FIAT, 1-15 nov. 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 64, fichier AG 322, FIAT, WNRC ; FIAT, journal quotidien, 29 nov. 1946, RG 260, dossiers FIAT, boîte 17/9, fichier 4, WNRC ; et FIAT, rapport d'activité bi-hebdomadaire -FIAT, 16-30 nov. 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 64, fichier AG 322, FIAT, WNRC.

[11] OTS, TIID, « Collection of Technical Industrial Intelligence in Germany », 10 déc. 1946, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Enquêtes... 1946-47, WNRC.

[12] FIAT, Section du programme des documents, au chef de la direction de l'industrie, sujet : rapport d'avancement, 24 août – 18 septembre 1946, RG 40, boîte 26, dossier TIID Rapports d'avancement de l'Allemagne, 1946-47, WNRC.

l'ensemble de l’opération. Les documents disponibles sont souvent brefs, comme ceux de Chemische Werke Hüls, qui montrent qu'un groupe d'Américains devait arriver le 5 août 1946. Ils prévoyaient d'examiner les dossiers de chaque chef de service (*« samtliche Akten der einzelnen Herren »*) et de microfilmer tout ce qui les intéressait. Une fois que les Américains avaient fini, comme le montrent les enregistrements, les dossiers devaient être remis à leur place.[13] Il existe cependant des dossiers plus détaillés et plus informatifs.

Cible Degussa. Les rapports d'évaluation de documents américains déposés pour Degussa (Deutsche Gold- und Silber-Scheideanstalt) montrent qu'Anthony Hass, l'examinateur de documents américain affecté à l'entreprise, a visité les bureaux centraux et deux des installations de production de l'entreprise à Francfort, et la succursale de Constance, où Degussa avait évacué ses laboratoires de recherche ainsi que les archives et la correspondance de la société pendant la guerre. Sur chaque site, Hass a interrogé les membres clés du personnel et a déterminé le type et la quantité de matériel à microfilmer. À Francfort, après ses propres investigations et des entretiens avec le Dr Ernst Baerwind, membre du conseil d'administration, et avec les responsables des deux sites de production, Hass a estimé la quantité à microfilmer à environ 100 000 pages pour le bureau central et 8 000 pages pour les deux sites de production réunis. À Constance, après des enquêtes et des entretiens similaires, il a conclu que *« la collection de documents est probablement l'une des plus intéressantes de la zone française. Les dossiers complets de recherche et de brevets sont disponibles et entièrement indexés. »* Un rapport déposé sur l'achèvement des travaux de microfilmage à Constance montre qu'il a fallu 12 310 images sur treize rouleaux de microfilm. D'autres documents américains montrent qu'une équipe de microfilmage s'est rendue à Francfort en mars 1947 et a travaillé sous la supervision directe de M. Hass, qui est resté sur place pendant le microfilmage.[14] *« Cette équipe »*, comme le montre une lettre

[13] Dr. Baumann à l'Académie du Groupe I, Wissenschaftliche Berichte, Chemische Werke Hüls, 31 juillet 1946, copie en ma possession.

[14] Rapport d'évaluation des documents n° 51, RG 26o, dossiers FIAT, boîte 17/17, dossier 1, WNRC ; Dr. Schulenburg, Notiz betr. amerikanischen Besuch, 27 fév.

contemporaine de Degussa, a occupé les salles de dossiers techniques de la société pendant six ou sept semaines et a copié *« des centaines de rapports, de directives d'exploitation et d'autres choses »*, période durant laquelle il était pratiquement impossible pour les responsables de l'entreprise de récupérer des dossiers et des documents quand ils en avaient besoin pour leur propre usage. Lorsque l'équipe est partie environ deux semaines plus tard, les dossiers étaient dans un tel état de désordre que, malgré les efforts de deux commis aux dossiers travaillant à plein temps pendant huit jours, ils n'avaient pas encore été *« remis dans un état utilisable »*.[15]

Cibles I. G. Farben, Leverkusen et Gutehoffnungshütte, Oberhausen AG. Des enregistrements allemands contemporains montrent une équipe de microfilmage américaine travaillant à I. G. Farben, Leverkusen, à l'automne 1946 avec une autorisation du gouvernement militaire britannique. Le permis les autorisait à photographier des listes de produits fabriqués par l'entreprise, un fichier de documents scientifiques et techniques (*« es handelt sich bier urn Niederschriften fibre wissenschaftliche Fragen »*), des rapports de recherche, des directives de fonctionnement (*« Verfahrensvorschriften »*) et des documents techniques. Le rapport de la firme sur l'incident, daté du 26 novembre 1946, indiquait que l'équipe américaine était sur la cible depuis le 1er octobre et qu'elle microfilmait tous les dossiers importants de recherche scientifique et de production de la société (*« alle wissenschaftlichen Forschung- und Produktionsakten »*).[16] À la Gutehoffnungshütte, Oberhausen AG, une commission américaine composée de trois personnes est arrivée le 16 octobre 1946 et a demandé à voir des dossiers, des registres, des rapports et d'autres documents qu'elles disaient vouloir photographier. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils feraient de ces photographies, ils ont répondu qu'elles seraient

1947, dossier Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 avr. 1945 à..., archives Degussa.

[15] Degussa au Hessisches Staatsministerium, sujet : Werksbesichti gungen : Herausgabe von technischen Unterlagen an Investigators, 29 mai 1947, dossier Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 avril 1945 à..., archives Degussa.

[16] Dr Werkmeister, Zentralamt für Wirtschaft in der BritischenZone, Minden, au Dr Agartz, im Hause, 26 novembre 1946, B 102/3768, BA.

envoyées au département du Commerce américain, qui les mettrait à la disposition du public avec des informations similaires recueillies auprès de l'industrie américaine. (*« Im ubrigen wiirde nicht nur die deutsche Industrie, sondern auch die amerikanische in gleicher Weise herangezogen. »*). L'équipe avait un laissez-passer de l'agent local de l'industrie britannique, qui lui donnait la permission de faire ces photographies. Selon le rapport allemand à propos de cet incident, une enquête menée auprès de l'unité britannique locale a confirmé qu'il n'y avait aucune restriction au travail de la commission. Le rapport, daté du 15 novembre 1946, indiquait que la commission avait été dans les archives pendant environ quatre semaines, que l'équipe de microfilmage s'y était rendue déjà une fois, et qu'il y avait des preuves qu'ils microfilmaient aussi dans d'autres endroits. Vraisemblablement, selon les conclusions du rapport, la commission américaine aurait étendu ses activités à l'ensemble de l'industrie allemande de la machine-outil.[17]

Cible Gesellschaft für Linde's Eismaschinen AG. Dans un rapport du 11 septembre 1947, que la Chambre de commerce de Munich (Industrie- und Handelskammer) avait demandé aux entreprises relevant de sa juridiction, la société Linde's Eismaschinen AG a décrit ou identifié de nombreux experts et équipes américains, britanniques, français, norvégiens, néerlandais et belges qui avaient visité l'entreprise, et elle a désigné une commission américaine dirigée par un certain Dr Kubierschky comme étant plus pointue que toutes les autres. Les Américains ont apporté une unité de microfilmage complète, avec laquelle ils ont copié environ 1 000 dessins, plans et documents. Parmi ceux-ci, le rapport poursuit, figuraient les dessins complets de l'installation de production, les plans des fondations et de la structure des bâtiments, ainsi que des documents détaillant les spécifications, la construction et les utilisations des différentes installations de l'usine. Le Dr Kubierschky, que le rapport de la firme identifiait comme un ancien représentant new-yorkais d'une firme allemande et qui n'était pas considéré comme un expert dans le secteur d'activité de Linde, s'est surtout intéressé aux installations existantes (*« fertige Anlagen »*), mais

[17] Gutehoffnungshütte au Wirtschaftsministerium NRW, sujet : Fotografieren von techn. Zeichnungen, 15 nov. 1946, dossier NW 99, n° 61, HSA Düsseldorf.

son associé, qui était *« apparemment un physicien »*, s'est concentré sur les calculs, les spécifications et les équations (*« Berechnungsunterlagen »*). *« Cette commission »,* observait le rapport, *« fonctionnait avec un mandat du gouvernement américain, apparemment dans le cadre d'un plan d'acquisition d'archives des récentes avancées industrielles allemandes. »* Le rapport concluait que l'entreprise avait été informée que les informations recueillies étaient rendues publiques, mais qu'elle savait qu'elles seraient utilisées par des entreprises privées pour concurrencer l'entreprise sur ses anciens marchés étrangers. Il s'agissait de procédés et d'équipements spéciaux (*« Verfahren and Sonderkonstruktionen »*) que l'entreprise avait mis des années à développer et avec lesquels elle avait un avantage considérable sur ses concurrents. Ce qui s'est passé, c'est que *« nos concurrents ont sans effort pris possession de la technologie et du savoir-faire mêmes sur lesquels reposait notre ancien avantage comparatif »*.[18]

Cible : Dr Alexander Wacker Gesellschaft für elektrochemische Industrie, GmbH. Comme l'avait fait Eismaschinen AG de Linde, la Wacker Gesellschaft für elektrochemische Industrie a répondu à la demande de la Chambre de commerce de Munich relative aux activités de renseignement industriel technique d'après-guerre. Elle a répertorié quatre-ving-quatorze commissions totalisant deux cent-seize membres provenant de Grande-Bretagne, de France, de Norvège, de Tchécoslovaquie, d'Australie, des Pays-Bas, d'Inde et des États-Unis ayant emporté au total 2 172 dessins (*« Zeichnungen »*) lors des inspections de l'entreprise entre mai 1945 et 30 juillet 1947. Les Américains, qui avaient envoyé un peu plus de la moitié des commissions et passé 183 au total jours dans l'entreprise, avaient amené une équipe de microfilmage qui a copié tous les dessins et plans importants dans les locaux de l'entreprise à Burghausen (près de Munich) et *« l'ensemble des rapports de recherche, totalisant environ 20 350 pages »,* dans les bureaux de l'entreprise à Munich. Ainsi, le rapport concluait, après de longues discussions, que les intérêts étrangers avaient mis la main non seulement sur le savoir-faire technique que leurs enquêteurs avaient observé et étudié dans nos installations, mais

[18] Linde's Eismaschinen AG à IHK Munich, sujet : Beschlagnahmungen von Zeichnungen, Patenten, Verfahren and dergl. 11 sept. 1947, B 102/3767, BA.

aussi sur l'ensemble de la collection de documents de l'entreprise concernant la recherche, l'expérimentation et les essais. Cela était évidemment plus important pour eux que de disposer des brevets et des demandes de brevets, qui ne révélaient généralement pas les procédés et les techniques réels utilisés dans la production. En d'autres termes, ils étaient désormais en mesure de tout apprendre sur les processus et les techniques de production de l'entreprise et de les utiliser dans leur propre entreprise.[19]

Distribution du butin du Programme de documents

Comme les examinateurs de documents et autres enquêteurs l'ont parfois dit aux Allemands, et comme John C. Green et d'autres l'ont répété à maintes reprises dans des déclarations publiques et des correspondances officielles, le Bureau des services techniques (OTS) du département du Commerce a été obligé, par des directives présidentielles et des règlements d'application du Conseil des publications de mettre les informations scientifiques et techniques allemandes à la disposition du grand public sans que les personnes directement employées dans le processus de collecte en tirent avantage. Faire cela pour le programme des documents s'est avéré être une tâche écrasante. En conséquence, l'OTS a d'abord modifié son programme de diffusion après la disparition de la FIAT en juillet 1947, et l'a ensuite fait avorter après que le Congrès ait fourni seulement assez d'argent en 1948 pour éliminer progressivement l'ensemble du programme OTS.[20] Le résultat est que le programme de documents a eu tendance à profiter beaucoup moins au grand public qu'aux entreprises et aux particuliers qui avaient la motivation et les ressources pour obtenir les informations de l'OTS par leurs propres moyens – en d'autres termes, les concurrents et les concurrents potentiels des entreprises auxquelles les documents avaient été pris. Le succès de la diffusion des documents

---

[19] Wacker à l'IHK de Munich, sujet : Beschlagnahmungen von Zeichnungen, Patenten, Verfahren u. dgl. 15 sept. 1947, B 102/3767, BA.

[20] Robert Reiss aux chefs de division, 27 avril 1948, RG 4o, boîte 163, dossier « Inter-Office Memos », WNRC ; Reiss aux unités TIID, 5 mai 1947, RG 40, boîte 116, *Ibid.*

microfilmés aux États-Unis dépendait en grande partie de la capacité de l'OTS et de la FIAT à recruter des personnes qualifiées pour accomplir *« le plus grand transfert de renseignements de masse jamais effectué d'un pays à l'autre »*.[21] Il fallait des personnes ayant une formation linguistique et technique pour examiner, analyser, extraire et indexer les documents afin qu'ils puissent être identifiés et annotés dans la *Bibliography of Scientific and Industrial Research Reports* et autres publications que le Conseil des publications utilisait pour offrir l'information au grand public – à un coût n'excédant pas celui de la reproduction, il convient de le noter. Pour obtenir ces personnes, l'OTS et la FIAT se sont lancés dans un vaste recrutement aux États-Unis et en Allemagne.

À Washington, l'OTS a sollicité des universités, des écoles d'ingénieurs, des associations professionnelles, des sociétés techniques et des agences gouvernementales pour des candidatures et des nominations, et il a diffusé les nouvelles de ses besoins dans des revues professionnelles et d'autres publications. Le 27 mars 1946, John C. Green, écrivant aux *« rédacteurs de tous les principaux journaux commerciaux »*, annonçait le début d'un programme de microfilmage *« complexe et difficile »* en Allemagne et demandait de l'aide pour recruter du personnel technique que l'OTS se proposait d'envoyer en Allemagne pour examiner les documents et superviser le personnel allemand qui ferait le travail de routine nécessaire.[22] Suite à l'initiative de leur directeur, les chefs des bureaux de l'OTS – la section de l'électronique et des communications et l'unité des métaux et des minéraux, par exemple – ont écrit des lettres similaires à des entreprises industrielles, des universités, des associations professionnelles et commerciales, et à des personnes qui avaient été consultants du CIOS pendant la guerre.[23] Toutes ces lettres demandaient une aide pour le

[21] Lowell B. Kilgore, « Proposition pour un compendium de la technologie allemande en temps de guerre », jointe à Reiss à toutes les unités, mémorandum, 16 janv. 1947, RG 40, fichiers OTS Worden, boîte 88, fichier Inter-Office Memoranda, WNRC.

[22] Green aux éditeurs de tous les principaux documents commerciaux, 27 mars 1946, RG 40, boîte 99, dossier Recherche de documents, WNRC.

[23] Edwin Y. Webb à O. E. Buckley [et autres], 28 mars 1946, RG 40, boîte 102, dossier chronologique n° 2, WNRC ; F. E. Hilburn à Robert H. Mehl, 12 avril 1946, RG 40, boîte 137, dossier Mehl, WNRC. Voir aussi RG 40, boîte 147, dossier

recrutement du personnel que l'OTS se proposait d'employer et d'envoyer en Allemagne, mais les lettres adressées à des entreprises privées, comme les Laboratoires Bell Telephone, demandaient également si ces entreprises seraient disposées et capables d'envoyer des personnes à Washington pendant deux ou trois mois aux frais de l'entreprise afin d'analyser et d'indexer *« un immense arriéré de documents techniques allemands »* déjà disponibles. Ces représentants industriels *« sans indemnisation »* (WOC), qui seraient évidemment en mesure de fournir des avantages directs à leurs employeurs, se sont vu promettre *« des bureaux, des services de secrétariat et de dactylographie, des moyens de reproduction, ainsi que l'accès nécessaire à tous rapports et documents »* en échange d'un rapport destiné à être publié par le département du commerce.[24]

La campagne de recrutement de la FIAT en Allemagne a apparemment été aussi importante que celle de Washington. Selon l'histoire officielle non publiée de la FIAT, *« ce n'est qu'après une vaste campagne de recrutement qui a couvert toute la zone américaine de l'Allemagne et le secteur américain de Berlin que la FIAT a pu s'assurer un personnel indigène qualifié en nombre suffisant »* pour préparer des résumés des documents

---

Personnel... WNRC, pour les copies des lettres types qui ont été envoyées à des professeurs, des industriels et d'anciens enquêteurs.

[24] Webb à Buckley, président des Bell Telephone Laboratories, 28 mars 1946, RG 40, boîte 102, dossier chronologique n° 2, WNRC. La décision d'utiliser le personnel du WOC à Washington – et plus encore en Allemagne, comme nous le verrons plus loin – était due aux limitations budgétaires de l'OTS et à la pénurie de personnes qualifiées qui accepteraient un emploi à court terme. Dans une lettre adressée à T. G. Haertel, le chef de la branche industrielle de la FIAT en Allemagne, Green a signalé que l'OTS avait des difficultés à trouver des personnes ayant les qualifications techniques et les compétences linguistiques nécessaires aux salaires qu'il pouvait payer. *« Lorsque nous avons appelé l'université de Purdue l'autre jour »*, poursuit Green, *« on nous a dit que le pays manquait de 40 000 ingénieurs et que Purdue essayait maintenant de trouver 45 professeurs… Nous avons l'intention de faire savoir à l'industrie »*, a-t-il conclu, *« que les entreprises peuvent envoyer leurs techniciens en Allemagne pour faire des enquêtes, les frais devant être supportés par l'industrie et les résultats devant être communiqués au ministère du commerce pour publication »*. Green à Haertel, 10 avril 1946, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Correspondance générale 1945-46, WNRC.

techniques allemands et les traduire en anglais.[25] L'arrogance avec laquelle la FIAT a subverti et violé les politiques américaines de dénazification en Allemagne est peut-être aussi une mesure de l'influence de l'organisation. Les Allemands ayant des compétences linguistiques et techniques, que les bureaux du travail allemands ont affectés – en accord avec la politique américaine de dénazification – au travail commun pour faire pénitence de leurs affiliations et activités nazies, ont été réquisitionnés par la FIAT pour servir leur affectation au « travail commun » avec la FIAT. *« Les besoins du gouvernement militaire américain à des fins de renseignement ont la priorité sur le gouvernement local allemand »*, déclarait un mémorandum de la FIAT expliquant pourquoi le Burgermeister de Höchst a appri ce qui suit : *« Nous estimons nécessaire de réquisitionner ses services [ceux du Dr Karl Hass, un ancien employé d'I. G. Farben] pour le compte du gouvernement américain. Par conséquent, pendant qu'il sert nos besoins [FIAT], il sera considéré essentiellement comme un employé [de la ville de Höchst], au service de son Pg-Arbeitsdienst, et à ce titre son salaire devrait être versé par votre bureau. »*[26]

Des rapports non vérifiés de l'OMGUS suggèrent que la FIAT pourrait avoir *« violé les directives de dénazification à grande échelle »*, un fait apparemment connu de tous les Allemands, dont certains ont laissé des traces de leurs discussions entre eux en attestant.[27] Par exemple, l'un

---

[25] OMGUS, Bureau historique, Histoire de l'Agence d'information de terrain, technique (FIAT), période I juillet 1946-30 juin 1947, 7, MS dans RG 319, CMH, fichier des manuscrits historiques, NA.

[26] R. B. MacMullin à Peter J. A. Cusack, 27 nov. 1945 ; Cusack à Bürgermeister of Höchst, 28 nov. 1945, RG 40, fichiers OTS Webb, boîte 126, fichier DI 254.82 (FIAT), WNRC. Voir aussi MacMullin au capitaine Bruni, sujet : Dr. Karl Hass, 16 janvier 1946, Ibid, qui est une demande de laissez-passer de bâtiment FIAT pour Hass.

[27] OMG, Grande Hesse, à OMGUS, Section dénazification, 4 déc. 1946, RG 332, ETO, USFET, AG Section fichier décimal 1946, boîte 397, fichier 350.05, Renseignement FIAT, WNRC ; OMGUS à USFET, 1er acte notarié, *« pour information et action appropriée »*, 13 déc. 1946, Ibid. ; USFET à OMGUS, 2e acte notarié, 30 déc. 1946, Ibid, qui renvoie la correspondance *« pour action appropriée en tant qu'Agence d'information sur le terrain, technique est opérationnellement sous votre siège ».* Voir également Aktenvermerk, Forschungsüberwachungsstelle Militär-Regierung, Oberstlt. Brunton, Dr. Würth, Birk, 19 fév. 1947, Z/581, p. 81, BA. Le professeur Harold Volkmann

des scientifiques allemands que les Américains avaient évacué de la zone russe au cours de l'été 1945 et qu'ils avaient ensuite laissé en plan a écrit plus tard au directeur de l'organisation des scientifiques évacués qu'il avait pris un emploi d'assistant au lycée technique de Darmstadt début janvier 1946. Il a démissionné huit mois plus tard afin d'éviter un licenciement éventuel pour appartenance au NSDAP en vertu des dispositions de la loi allemande pour la libération du National-socialisme et du militarisme, que les Américains avaient approuvée en mars 1946. Incapable de trouver un emploi ailleurs, il a accepté un poste au sein de la FIAT à Höchst et a finalement déménagé à Karlsruhe avec l'organisation lorsqu'elle y a été transférée début 1947. Il a ajouté qu'après son échec (*« Misserfolg »*) à Darmstadt, *« le seul emploi que j'ai pu trouver à l'époque était à la FIAT, où j'ai découvert d'autres scientifiques et techniciens évacués, avec toutes sortes de spécialités, qui se sont retrouvés dans des situations similaires à la mienne »*.[28]

Affermer les microfilms à l'industrie privée

Bien que les efforts de recrutement des deux côtés de l'Atlantique aient été relativement fructueux, ils n'ont jamais permis de réunir suffisamment de personnes pour faire face au volume de documents microfilmés et ainsi remplir le mandat de l'OTS consistant à rendre les informations généralement accessibles au public.[29] En janvier 1947,

---

m'a raconté lors des entretiens du 13 novembre et du 3 décembre 1980, à Heidenheim, comment la FIAT a contourné les règles de dénazification pour utiliser ses services pour la rédaction de rapports sur sa spécialité.

[28] Alfons Hesse à Adolf Smekal, sujet : Wiederbeschäftigung, 21 avr. 1948, Abt. 507, no. 3860, HSA Wiesbaden.

[29] Un rapport de l'USFET sur les effectifs du 31 août 1946 montre que le contingent de spécialistes de la FIAT était composé de 190 civils américains payés sur les fonds du ministère du Commerce et de 588 civils allemands payés sur les fonds indigènes. D'autres rapports périodiques montrent qu'environ 200 Américains et environ 600 Allemands étaient employés à des fonctions administratives et domestiques autres que la routine, pour lesquelles la FIAT disposait de son propre effectif d'officiers de l'armée, de personnel enrôlé et d'employés civils du ministère de la Guerre. Voir USFET à OMGUS, sujet : survey of Field Information Agency, Technical, and Rear Echelon, 21 août 1946, RG 26o, fichiers décimaux OMGUS AG, boîte 64, fichier

après que l'opération de microfilmage des dossiers et des documents ait fonctionné pendant un an, une étude de l'OTS a observé que la quantité d'informations collectées *« a atteint des proportions si énormes qu'il est devenu difficile d'informer le public des avantages possibles qui lui sont offerts »*. Estimant que l'OTS disposait d'environ 7 000 rapports distincts et de millions de pages de documents *« beaucoup trop complexes pour un usage général »*, l'étude suggérait que l'OTS prépare un recueil de la technologie allemande du temps de guerre, en faisant appel à des personnes qui avaient été en Allemagne et à d'autres experts *« de l'extérieurs »* à titre de consultants pour corréler, évaluer et condenser le matériel en vue de sa publication sous une *« forme adaptée à l'homme d'affaires moyen »*.[30] Six mois plus tard, après la fermeture de la FIAT en Allemagne et la réduction de moitié des crédits de l'OTS par le Congrès américain, l'OTS a choisi de suivre cette voie.

À partir de juillet 1947, l'OTS a ouvert ses dossiers et ses documents microfilmés aux volontaires qui ont exprimé le désir de les examiner et de les évaluer. Dans une circulaire envoyée à 625 sociétés techniques et associations professionnelles, à environ 3 000 laboratoires de recherche industrielle et à plusieurs centaines d'universités disposant d'installations de recherche à la disposition de l'industrie, John C. Green a invité des candidats et des volontaires pour jouer le rôle d'examinateurs et d'évaluateurs. Selon M. Green, l'OTS disposait d'environ 5 000 bobines de microfilm contenant quelque 500 000 documents, pour un total d'environ 5 000 000 de pages, qu'il était prêt à sélectionner pour examen et évaluation. Bien qu'il n'y ait pas de fonds disponibles pour compenser le travail, Green a estimé que les données, *« qui complètent et prolongent le travail des équipes d'experts »* qui

---

AG 322 FIAT, WNRC ; Green à Echols, 30 oct. 1946, RG 165, boîte 235, fichier WDSCA 014 Allemagne, sec. 15, NA ; M. Sparks à M. Meader, sujet : gouvernement militaire, 31 oct. 1946, RG 46, SEN 79A-F30, Comité de défense nationale, OP.-58, boîte 1010, NA ; OTS, TIID, « Collection of Technical Industrial Intelligence in Germany », 10 déc. 1946, RG 40, boîte 26, fichier TIID-Enquêtes . . . 1946-47, WNRC.

[30] Kilgore, « Proposition pour un recueil de la technologie allemande en temps de guerre », 10 janv. 1947, RG 40, fichiers OTS Worden, boîte 88, fichier Inter-Office Mémorandums, WNRC.

s’étaient rendues en Allemagne, seraient suffisamment précieuses pour attirer les examinateurs et les agences et entreprises auxquelles ils étaient associés. Les experts qui se porteraient volontaires avaient intérêt à être les premiers à examiner le matériel. Ils pourraient, en fait, utiliser les documents allemands originaux pour préparer des articles professionnels que l'OTS inclurait dans un *« Compendium gouvernemental de la technologie allemande du temps de guerre à paraître »*.[31] Évidemment – mais apparemment cela n'a jamais été dit explicitement – ils pourraient aussi appliquer ce qu'ils trouveraient aux recherches de leurs entreprises ou l'utiliser de toute autre manière que celle souhaitait par les entreprises et les agences qui les avaient mis à disposition et les avaient payés.[*] Les archives du département du Commerce contiennent des dossiers de correspondance montrant que des bobines et des bobines de microfilms sont allées – parfois avec du matériel de lecture de microfilms fourni par l'OTS – à diverses entreprises et particuliers pour être évaluées et renvoyées avec un rapport. Normalement, lorsque des entreprises ou des particuliers exprimaient leur intérêt, l'OTS leur envoyait des fiches de résumé (qui avaient été préparées par les employés techniques allemands de la FIAT avant l’envoi du microfilm à Washington) à partir desquelles ils pouvaient identifier les bobines spécifiques correspondant à leurs intérêts. L'OTS leur envoyait ensuite

---

[31] Green aux sociétés techniques et aux associations professionnelles, 25 juillet 1947, RG 40, boîte 163, dossier Compendium Inter-Office, WNRC. Pour d'autres références au programme, voir Reiss à Green, avec des copies jointes des mémorandums aux sociétés techniques et aux associations professionnelles, 25 juillet 1947, et aux laboratoires de recherche industrielle et aux universités, 4 août 1947, RG 40, dossiers Reiss de l'OTS, boîte 153, dossier Green, WNRC ; OTS, communiqué de presse, OTS-771, 6 août 1947, RG 40, boîte 109, dossier 700-99, WNRC ; Webb à P. R. Mallory & Co, 17 sept. 1947, RG 40, dossier OTS Webb, boîte 125, dossier Compendium-Chronologique, WNRC ; et Green à SecCommerce, sujet : rapport d'activité pour sept. 1947, RG 40, boîte 107, dossier Memoranda OTS, WNRC.

[*] Par exemple, une personne des Laboratoires Bell passait la moitié de son temps à Washington afin de parcourir la documentation technique recueillie par l'OTS *« et rechercher des rapports qui pourraient intéresser les Laboratoires »*. Il *« agissait également au même titre pour la Western Electric Company »* et était disponible à tout moment pour des recherches supplémentaires. Bell Laboratories Record, 25, n° 3 (mars 1947), pp. 122-23, copie dans RG 40, boîte 116, dossier Publicité, WNRC.

les bobines qu'ils voulaient. Les dossiers contiennent également des lettres rappelant aux particuliers et aux entreprises qu'ils n'avaient pas renvoyé les rapports et les documents qui leur avaient été envoyés auparavant.[32] En fait, le projet n'a jamais été achevé et le recueil proposé n'a jamais été publié, de sorte que des particuliers et des entreprises ont eu un accès privé à des *« réparations intellectuelles »* qui devaient à l'origine être diffusées au grand public. Deux cas, le premier impliquant un individu et le second une entreprise, illustrent la situation.

G. E. Guellich, un employé de l'American Optical Company qui avait enquêté sur l'industrie optique allemande et trouvé beaucoup de choses de valeur chez Zeiss et Leitz lorsqu'il était consultant scientifique en Allemagne en 1945, était l'un de ceux qui avaient demandé et reçu une livraison de microfilms pour examen et évaluation. Après avoir examiné le matériel et discuté du projet avec la direction, Guellich a écrit au département du Commerce qu'il y avait 140 000 images sur 220 bobines, dont il avait pu examiner et évaluer des échantillons à raison d'environ deux minutes et demie par image. À ce rythme, avait-t-il extrapolé, pour mener à bien cette tâche, il faudrait 6 000 heures de travail, soit trente semaines à temps plein par cinq personnes compétentes parlant couramment l'allemand. C'était plus que ce que la direction de son entreprise était prête à souscrire. Il avait cependant identifié *« des bobines et des images particulières »* qui l'intéressaient, et il avait dit qu'il prévoyait d'y travailler personnellement le soir, à raison d'une dizaine d'heures par semaine. Ce qui l'intéressait précisément et pourquoi n'est pas révélé dans les enregistrements disponibles. Mais il a exploité le matériel jusqu'à ce que son contact au département du Commerce l'informe que l'opération prenait fin le 30 juin 1948, et lui demande de lui rendre les bobines

[32] Voir RG 40, dossier OTS Webb, boîte 125, dossier Compendium-Chronological, WNRC, pour des informations sur les bobines envoyées et les entreprises auxquelles elles sont allées, et Reiss à Green, sujet : rapport d'activité pour février 1948, RG 40, dossier OTS Hilbourne, boîte 144, dossier Rapports d'activité 1948, WNRC, pour le dernier rapport d'activité avant le classement du projet, montrant que 1 265 bobines avaient été envoyées et 116 renvoyées.

lorsqu'il en aurait fini avec elles, en déclarant qu'*« aucune autre activité de microfilm ne serait poursuivie »*.[33]

Selon son président, William C. Speed, Audio Devices, Incorporated, *« le principal fabricant américain de disques vierges pour enregistrements professionnels »*[34], avait remarquablement capitalisé sur le savoir-faire technique allemand exproprié pendant environ un an avant que la société ne s'implique dans le projet d'examen et d'évaluation des microfilms du département du Commerce. Speed a assisté à une démonstration – organisée au département du Commerce par le Bureau des services techniques (OTS) et l'Institut des ingénieurs radio – d'un nouveau magnétophone allemand, le Magnetophone, dont le colonel Richard H. Ranger avait ramené un modèle aux États-Unis pour faire des recherches. Peu après la démonstration, M. Speed est retourné à Washington pour apprendre tout ce qu'il pouvait sur le nouveau procédé, ayant conclu qu'il *« révolutionnerait le secteur de l'enregistrement »* et que *« le magnétophone est le premier développement vraiment important dans le domaine de l'enregistrement et de la reproduction du son à être mis en avant depuis que Western Electric a rendu obsolète l'enregistrement acoustique il y a vingt ans »*.[35] L'OTS lui a fourni des copies des rapports rédigés par les enquêteurs qui s'étaient rendus en Allemagne, et il a permis à l'entreprise d'examiner le magnétophone que Ranger avait évacué à des fins de recherche. Les ingénieurs d'Audio Devices ont ensuite produit une bande d'enregistrement magnétique de très haute qualité, dont Speed a envoyé un échantillon à l'OTS avec une lettre reconnaissant que *« la fabrication de ce matériel et une grande partie du succès que nous avons obtenu sont dus presque entièrement aux informations, rapports et documents que nous a fournis le département du Commerce... Je suis sûr que si votre département n'avait pas mis à notre disposition les procédés allemands, nous serions*

[33] Guellich à Albert M. Orme, THC, 14 décembre 1945, RG 4o, dossier OTS Webb, boîte 123, dossier Rapports d'avancement, WNRC ; Guellich à Webb, 3 décembre 1947 ; Webb à Guellich, 12 mai 1948, RG 40, tous deux dans les dossiers OTS Webb, boîte 125, dossier American Optical Co., WNRC.

[34] Speed à Webb, 28 janvier 1947, RG 40, boîte 26, fichier TIID-Progress Reports (joint à la p. 21 du rapport d'activité n° 13), WNRC.

[35] Speed à Webb, 6 nov. 1946, RG 40, boîte 99, dossier Bilan de fin d'année, WNRC.

encore en train d'expérimenter des matériaux et des méthodes de qualité inférieure ».[36]

Après une année de tests, au cours de laquelle il a fait un voyage personnel en Europe et s'est informé des développements dans cette région, Speed a écrit une nouvelle fois à l'OTS, signalant que *« notre travail sur la bande progresse maintenant à un rythme rapide »* et se vantant que *« les émissions de Crosby et Burl Ives »* utilisent toutes deux ce produit. *« Les opérations pilotes touchent maintenant à leur fin »*, avait-il poursuivi, *« et la fabrication de masse commence à se mettre en place »*. D'autre part, il a écrit dans la même lettre : *« Nos efforts pour coopérer avec votre département dans l'évaluation des bobines de microfilms ont certainement connu des moments difficiles. Personne ici ne lit l'allemand technique [et] ce qui est écrit en anglais est loin de nos intérêts. Je suis désolé de devoir vous décevoir, mais franchement, cela coûte plus cher que prévu ».*[37]

Épilogue

Bien que le département du Commerce ait mis fin au programme de documents le 30 juin 1948, les dossiers et documents microfilmés en sa possession ont continué d'être mis à la disposition de tous ceux qui voulaient et pouvaient identifier ce qu'ils voulaient et payer les frais de reproduction. C'est le cas du projet allemand de récupération de documents sur les combustibles synthétiques, lancé par le Centre pour l'énergie et les ressources minérales de l'Université A & M du Texas en 1975, après le choc de la crise pétrolière de 1973-1974 et la clameur publique qui s'en est suivie pour une industrie viable des combustibles synthétiques aux États-Unis. Bien que le projet soit passé dans la

[36] Pour la citation, voir Speed à Webb, 28 janvier 1947, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Rapports d'avancement (joint à la p. 21 du rapport d'avancement n° 13), WNRC. Voir également TIID, rapport d'activité n° 11, 10 décembre 1946, p. 15, RG 40, boîte 99, WNRC, et Webb to Green, sujet : lettres jointes de l'Audio Manuf. Corp. relatives à la fabrication de bandes métallisées, 10 février 1947, RG 40, boîte 114, dossier Audio Devices, Inc.

[37] Speed à Webb, 16 janv. 1948, RG 40, boîte 125, fichier Audio Devices, Inc. et WNRC.

« naphtaline » avant d'être achevé, il est important ici non seulement pour illustrer l'impact à long terme du savoir-faire scientifique et technique allemand exproprié aux États-Unis, mais aussi pour illustrer la manière dont les *« réparations intellectuelles »* sont passées des mains privées allemandes, par l'intermédiaire de FIAT et d'OTS, aux mains privées américaines.

Initialement financé comme un projet de trois ans par diverses sources, dont la Dow Chemical Company, la Diamond-Shamrock Corporation, Union Carbide et la Texas A & M University, le plan consistait à localiser, récupérer et finalement stocker sous une forme accessible dans une banque de données informatique des Oak Ridge National Laboratories tous les enregistrements des techniques allemandes de conversion du charbon en pétrole qui avaient été apportés aux États-Unis après la guerre par la Technical Oil Mission et d'autres équipes, missions et unités de renseignement.[38] Le projet a brièvement prospéré au milieu et à la fin des années 1970, puis a connu une éclipse lorsque ni les sources privées ni le département américain de l'énergie n'ont voulu fournir les fonds nécessaires à sa poursuite. Selon l'un des principaux promoteurs du projet, *« le faible intérêt actuel pour les carburants synthétiques nous a obligés à mettre en veilleuse notre projet allemand de récupération de documents »*.[39] Fait significatif, l'une des sources d'information les plus importantes pour le projet était une collection de

[38] Pour plus de détails, voir « Recycling Nazi Secrets », *Time*, 109 (18 avril 1977), p. 58 ; C. H., « Nazi Coal Conversion Methods Reviewed », *Science*, 196 (29 avril 1977), pp. 508-9 ; David Lampe, « Ersatz Gasoline : Forgotten Archives Yielding Secret of How German Army Ran a War on Fuel from Low-Grade Coal », *Science Digest*, 82 (oct. 1977), pp. 65-67 ; Howard S. Goller, « Liquid Coal », *Kansas City Times*, série de six articles, 21 nov.-26 Nov. 1977, avec des entretiens avec Albert Speer et Wilbur C. Schroeder, l'ancien chef de la Mission technique pétrolière américaine ; Mort Schultz, « Fuel for the Führer », Popular Mechanics, 152 (nov. 1979), pp. 102-3 sq. ; Arnold Krammer, « Technology Transfer as War Booty : The U.S. Technical Oil Mission to Europe, 1945 », *Technology and Culture*, 22 (janvier 1981), pp. 68-103 ; « The Shelf Life of 'the Formula' », *Newsweek*, 97 (9 février 1981), pp. 69-71 ; Kent Demaret, « Discovery », *People's Weekly*, 15 (6 avril 1981), pp. 135-36 sq. ; et « Nazis' Documents on Synthetic Fuel, Center of Storm », *The Washington Star*, 20 avril 1981, B-7.

[39] Kurt J. Irgolic à Peter Bretnall, 22 juin 1984, en ma possession.

« 306 bobines de microfilm comprenant environ 300 000 pages de documents allemands originaux », dont certains avaient été utilisés pour la recherche et l'expérimentation par le Bureau des Mines et plusieurs entreprises privées et établissements de recherche après la guerre.[40] En plus des microfilms, le projet Texas A & M a permis de récupérer des rapports appropriés du CIOS de temps de guerre et du FIAT d'après-guerre. Ces derniers étaient des rapports déposés par des consultants techniques et des missions techniques qui se sont rendus en Allemagne dans le cadre du programme du ministère du commerce pour mettre en œuvre le décret 9604 du président Truman, qui prévoyait l'acquisition *« d'informations concernant les processus, les inventions, les méthodes, les dispositifs, les améliorations et les progrès scientifiques, industriels et technologiques »* en Allemagne.

Nous pouvons maintenant nous tourner vers le programme de la FIAT visant à faciliter le travail des consultants techniques et des missions techniques, un programme qui est parallèle et complémentaire au projet de filmage des archives et des documents de la FIAT.

[40] R. Calvert et autres, « The German Document Retrieval Project », MS préparé par le Center for Energy and Mineral Resources, Texas A & M University, s.d., 12 p., en ma possession. Après la guerre, le Bureau des mines avait construit deux usines de démonstration de combustibles synthétiques en Louisiane et dans le Missouri, mais elles furent fermées par l'administration Eisenhower en 1954, apparemment sur la recommandation du Conseil national du pétrole et d'autres représentants de l'industrie pétrolière. Voir L. L. Newman, « Synthetic Oil », Federal Science Progress, 1 (Feb. 1947), pp. 11-13 ; Richard H. K. Vieter, « The Synthetic Liquid Fuels Program : Energy Politics in the Truman Era », Business History Review, 54 (1980), pp. 1-34.

CINQ

Consultants et Missions

Une fois que l'opération de renseignement scientifique et technique du temps de guerre est passée *« carrément dans le domaine commercial »*, comme l'a dit le général Clay en octobre 1946,[1] le Bureau des services techniques (OTS) à Washington et l'Agence d'information de terrain, technique (FIAT) en Allemagne ont transformé les premières opérations militaires en opérations civiles. En janvier 1946, dans un article décrivant les changements administratifs occasionnés par la transformation et reflétant les efforts de l'OTS pour recruter des consultants scientifiques et techniques pour aller en Allemagne, Chemical Industries a averti que la poursuite de la collecte d'informations techniques en Allemagne serait compromise *« à moins que l'industrie ne vienne à la rescousse »*. Il restait beaucoup à faire, et *« le travail consistant à fournir et à financer des experts pour la suite des travaux sur le terrain... a été laissé à l'industrie »*. Les entreprises chimiques américaines, poursuit l'article, avaient leurs propres intérêts en jeu ; un investissement de 2 000 à 3 000 $ afin d'envoyer quelqu'un en Allemagne pendant trois mois pourrait permettre à une entreprise d'obtenir des *« informations de première main »*, même si la personne envoyée devait voyager en tant que représentant du gouvernement et rédiger un rapport final qui serait rendu public.[2]

Recrutement de consultants et missions

La campagne de l'OTS visant à recruter des personnes issues de l'industrie privée, qui constitue une partie importante du plan destiné à *« utiliser des méthodes d'aspiration pour acquérir toutes les informations techniques*

---

[1] Clay à Echols, 4 oct. 1946, RG 165, boîte 351, fichier WDSCA 387.6, sec. 4, NA.

[2] « Technical Experts Needed », Chemical Industries, 58 (Jan. 1946), p. 46.

et scientifiques dont disposent les Allemands », a poré ses fruits.[3] Comme indiqué dans le chapitre précédent, John C. Green a demandé aux rédacteurs de tous les principaux journaux commerciaux de proposer des candidats et des volontaires pour le programme de documents de la FIAT. Dans le même mémorandum, il a invité les entreprises privées à dire à l'OTS ce qu'elles attendaient de l'Allemagne et à nommer ou à fournir des enquêteurs qui pourraient aller le chercher, soit comme consultants scientifiques individuels, soit comme membres de missions spéciales que le département du Commerce se proposait d'organiser au nom de groupes industriels ou scientifiques.[4] *« Nous avons l'intention de faire savoir à l'industrie »*, a écrit M. Green à la FIAT, *« que les entreprises peuvent envoyer leurs techniciens en Allemagne pour y effectuer des enquêtes, que les dépenses doivent être supportées par l'industrie et que les résultats doivent être communiqués au département du Commerce pour publication »*.[5] C'est précisément ce que l'OTS a fait, par le biais de communiqués de presse, d'appels téléphoniques aux dirigeants industriels, de visites aux associations professionnelles et aux sociétés techniques, et divers autres moyens. Par exemple, un fonctionnaire de l'OTS a passé une journée à visiter des sociétés d'ingénierie à New York ; un autre s'est rendu à New York, Chicago et Cincinnati pour rencontrer des représentants de diverses sociétés et discuter de *« l'opportunité de mener des enquêtes de renseignement supplémentaires en Allemagne »*. D'autres encore ont participé à des réunions et des conventions de l'American Chemical Society, du National Metal Congress and Exposition et de la National Association of Manufacturers, où Green lui-même a prononcé un discours.[6]

---

[3] La citation est tirée du projet de communiqué de presse, daté du 11 mars 1946, joint à E. W. Gruhn, JIOA, au Secrétaire, JIC, mémorandum, 11 mars 1946, RG 218, JCS fichiers décimaux centraux, boîte 95, fichier CCS 471.9, sec. 5, NA. Le communiqué proposé est reproduit en annexe à la fin de ce volume.

[4] Green aux éditeurs de tous les principaux documents commerciaux, 27 mars 1946, RG 40, boîte 99, dossier Recherche de documents, WNRC.

[5] Green à Haertel, 10 avril 1946, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Correspondance générale, 1945-46, WNRC.

[6] Reiss à Green, sujet : rapport d'avancement, 12 avril 1946, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Rapports d'avancement de Reiss, WNRC ; TIID, rapport d'avancement n° 10, 1er novembre 1946, RG 40, boîte 99, WNRC ; TIID, rapport d'avancement n° 11, 10

En réponse à la campagne de l'OTS, comme l'ont fait de nombreuses autres publications spécialisées, un rédacteur de *Food Industries* a écrit que *« votre gouvernement vous offre une chance de participer aux réparations de la guerre – des réparations sous forme d'informations technologiques… dans tous les domaines de l'industrie et de la recherche »*, y compris des choses comme *« les méthodes de test, la recherche chimique, les nouveaux produits, les nouvelles méthodes de production de matériaux et le développement d'usines »*.[7] Dans un article similaire, *Science News Letter* a cité les produits chimiques, l'aéronautique, l'industrie automobile, les machines-outils, les équipements industriels, les carburants et lubrifiants, les métaux et minéraux, les équipements de communication, les instruments scientifiques, la construction navale et les textiles parmi les domaines dans lesquels l'OTS recherchait des personnes compétentes. *« Si une industrie ou un groupe scientifique souhaite enquêter sur les méthodes industrielles allemandes »*, conseillait l'histoire, *« l'oncle Sam prendra les dispositions nécessaires pour qu'une mission se rende en Allemagne. »*[8]

La manière dont ces missions ont été organisées peut être illustrée par le domaine des produits pharmaceutiques. Après avoir lu l'article paru dans *Chemical Industries*, mentionné ci-dessus, C. R. Addinall, le directeur adjoint de la recherche chez Merck & Company, a écrit à l'OTS qu'il avait prévu un voyage d'affaires en Europe pour recueillir des informations commerciales et scientifiques *« utiles pour Merck & Co, Inc. »* et qu'il aimerait discuter de la possibilité de se rendre en Allemagne en tant que représentant du gouvernement pour acquérir *« des informations qui seraient d'intérêt public et également utiles à Merck & Co, Inc. »*. Les principaux intérêts de Merck étaient les vitamines, les hormones, les antibiotiques et les produits chimiques pharmaceutiques *« de tous types »*, avait-il noté, mais la société s'intéressait également aux herbicides, fongicides, insecticides, germicides et *« diverses matières*

---

décembre 1946, Ibid ; Webb à George C. Richert, 23 décembre 1946, RG 40, boîte 102, dossier chronologique n°. 4, WNRC.

7 Priscilla A. Deutsch, « What Do We Want from Germany? » Food Industries, 18 (juin 1946), pp. 81-82.

8 « Industries Asked to Probe German Technology », Science News Letter, 49 (4 mai 1946), p. 279.

premières et divers procédés pour la préparation de produits chimiques organiques de base utiles pour le travail de synthèse dans les domaines les plus variés ».[9] L'OTS a ensuite invité les principales firmes pharmaceutiques américaines à envoyer des représentants à Washington pour participer à une réunion.[*] Lors de la réunion, M. Addinall a dit qu'il avait étudié les rapports des personnes qui avaient suivi les armées en Europe et avait trouvé que certains d'entre eux étaient assez bons, mais que la plupart étaient insuffisants dans les détails essentiels. *« Si une entreprise veut fabriquer un produit chimique »*, aurait-il déclaré, *« elle veut savoir ce que ce produit peut faire, connaître ses antécédents et ce qui peut être fait – elle veut un processus de fabrication complet, et elle veut connaître la situation des brevets – si un brevet a été demandé ou délivré et s'il a été transféré à une entreprise aux États-Unis ».*[10] Après avoir été informés par des représentants de l'OTS sur des questions telles que les coûts pour les entreprises, les exigences en matière de passeport et d'examen physique, la nécessité d'acheter des uniformes de l'armée et l'obligation pour l'OTS de préparer des rapports à rendre publics, les représentants de l'industrie présents à la réunion ont été priés de retourner voir leurs directeurs *« aussi vite que possible en gardant cela à l'esprit ».* Cinq jours plus tard, l'OTS a publié un communiqué de presse indiquant que des équipes d'enquêteurs américains étaient organisées pour passer au peigne fin l'industrie pharmaceutique allemande à la recherche d'informations utiles aux entreprises américaines. *« Des dizaines de documents sur les nouveaux produits et méthodes de production déposés dans les bureaux et les laboratoires allemands sont à portée de main »*, poursuivait le communiqué de presse. *« D'autres informations peuvent être obtenues par des entretiens avec des techniciens*

---

[9] Addinall à l'unité chimique, TIIB, 21 fév. 1946, RG 40, boîte 163, dossier retourné, WNRC.

[*] Outre M. Addinall de Merck, des représentants de Monsanto Chemical Company, Upjohn, Pfizer, Dow Chemical, Parke-Davis, Mallinckrodt Chemical Works, E. R. Squibb & Sons, Sharp & Dohme et Abbott Laboratories sont cités comme ayant assisté à la réunion (voir la note 10 de ce chapitre). Bien entendu, il n'est pas clair s'ils étaient intéressés à aller en Allemagne ou simplement à garder un œil sur la concurrence.

[10] « Notes sur la réunion pharmaceutique du 10 avril 1946 », RG 40, boîte 163, dossier Procès-verbal, WNRC.

allemands... sur place... Souvent, un enquêteur qui connaît son domaine peut détecter des déclarations évasives ou fausses faites par des techniciens allemands et retouver les faits réels de l'affaire. »[11]

Tout au long de 1946 et du premier semestre 1947, le département du Commerce a parrainé des centaines de missions de ce type, qui étaient composées d'un ou plusieurs représentants de groupes industriels ou d'associations commerciales, comme la Society of Automotive Engineers. Par exemple, l'industrie cinématographique a envoyé une mission pour enquêter sur les procédés de fabrication des films en couleur en Allemagne et l'industrie textile a envoyé deux missions de suivi pour approfondir les conclusions des enquêtes sur le textile en temps de guerre.[12] Comme indiqué ailleurs dans cette étude, l'industrie pétrolière a soutenu une mission technique pétrolière d'après-guerre dirigée par W. F. Faragher, de Houdry Process Corporation, et Harold V. Atwell, de la Texas Company – puis a coopéré avec d'autres pour envoyer une deuxième mission de suivi de Faragher. Chacune de ces missions devait compléter les conclusions de la précédente mission technique pétrolière du temps de guerre, suggérée à l'origine par le ministre de l'intérieur Harold Ickes.[13] Souvent, cependant, une « mission » consistait en une seule personne à la recherche d'informations spécifiques utiles à son entreprise. Par exemple, Sosthenes Behn, le président d'ITT, a accepté de faire don des services d'un employé d'ITT, le Dr T. M. Odarenko, au département du Commerce, *« étant entendu que le Dr Odarenko sera autorisé à obtenir pour nous des informations auxquelles nous sommes seuls intéressés en*

---

[11] Département du commerce, Publication Board, communiqué de presse OPB- 93, 15 avril 1946, RG 40, boîte 108, dossier 1-99, WNRC.

[12] « Scientific Cleanup », Business Week, 18 mai 1946, pp. 19-20 ; Gruhn, JIOA, à SecState Byrnes, 23 novembre 1945, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Correspondance générale, 1945-46, WNRC ; TIID, Electronics and Communications Unit, review, 1er janvier 1947, RG 40, boîte 99, dossier Year End Review, WNRC ; « German Technical Developments », Federal Science Progress, I (Feb. 1947), p. 18.

[13] Warren F. Faragher, « Collecting German Industrial Information », Chemical and Engineering News, 26 (27 déc. 1948), pp. 3816-20 ; Albert E. Miller, président de l'API Technical Oil Mission Study, à John C. Green, 24 janvier 1951, RG 330, JIOA General Correspondence, boîte 33, dossier Armée-Divers, NA.

raison de nos sociétés affiliées ».[14*] De plus, W. H. Reynolds, un consultant scientifique de l'American Instrument Company, qui, selon lui, est la seule entreprise américaine qui *« construit des appareils à haute pression et à haute température pour les réactions chimiques catalytiques »*, s'est rendu en Allemagne sous les auspices de l'OTS et a visité les deux seules entreprises allemandes qui faisaient la même chose. À son retour, il a exprimé des doutes sur la valeur générale de ses enquêtes, mais a affirmé : *« Dans mon cas, elles ont été d'une grande valeur pour mon entreprise et nous en avons tiré profit dès que cela a été rendu public ».*[15]

Quoi qu'il en soit, le *New York Times* rapportait en mai 1947 – alors que le 80e Congrès, soucieux de l'économie, semblait sur le point de mettre un terme au projet d'exploitation de l'OTS allemand – que *« le projet allemand de 'sélection des cerveaux' est une entreprise commune des entreprises et du gouvernement »*, ajoutant que *« pour aider les employés du [département du] Commerce à extraire les documents, l'industrie américaine a envoyé 6 000 de ses propres experts en Allemagne à la recherche des dossiers, des brevets et des usines de I. G. Farben ».* L'article donnait ainsi l'impression trompeuse que le programme était destiné exclusivement à I. G. Farben, ou au mieux aux géants industriels allemands qui avaient fourni la machine de guerre allemande et méritaient ce qu'ils obtenaient en retour.[16] Quant à l'étendue du programme des consultants scientifiques et des missions techniques, un tableau préparé par la FIAT à la veille de sa dissolution montre que, dans l'année qui s'est terminée le 31 mai 1947, la FIAT avait traité et autorisé 1 398 enquêteurs américains et 1 075 autres

---

[14] Edwin Y. Webb à Sosthenes Behn, 21 mars 1946 ; Behn à Webb, 8 avril 1946 ; Webb à Behn, 9 avril 1946, tous dans RG 40, boîte 116, dossier ITT, WNRC.

[*] Edwin Y. Webb, de l'OTS, a déclaré dans une lettre adressée à Behn : *« Le fait que vous ayez accepté de confier les services du Dr Odarenko à ce bureau pour poursuivre notre travail en Allemagne est très gracieux et très coopératif, et je vous assure de mes efforts pour que les résultats soient mutuellement bénéfiques à toutes les parties concernées. »* Webb à Behn, 9 avril 1946, RG 40, boîte 116, dossier ITT, WNRC.

[15] Reynolds à Reiss, 5 sept. 1946, RG 40, dossiers OTS Webb, boîte 123, dossier TJB-Amo Desk, WNRC.

[16] *New York Times*, 26 mai 1947, p. 35.

examinateurs de documents pour 969 et 640 visites sur le terrain, respectivement.[17**]

Vivre et travailler en Allemagne

Les experts sélectionnés pour aller en Allemagne se rendaient normalement d'abord à Washington, où ils achetaient des uniformes, se faisaient vacciner et remplissaient les formalités administratives nécessaires pour devenir *« consultants scientifiques »* de l'OTS et recevoir leurs missions à la FIAT. De Washington, ils se rendaient à New York et prenaient l'avion – normalement via Gander, Shannon et Amsterdam – pour Francfort ; là, ils étaient emmenés au siège de la FIAT à Höchst (après le 1er janvier 1947 à Karlsruhe). À la FIAT, ils étaient informés par les chefs de division et – pendant qu'ils attendaient les autorisations militaires et les ordres de déplacement vers les cibles de leur choix – avaient accès à la bibliothèque de la FIAT et aux rapports d'évaluation et d'appréciation des cibles de la FIAT ainsi qu'à ceux recueillis par le CIOS et d'autres services de renseignement pendant la guerre.[18]

---

[17] N. G. Gillis, informations statistiques sur le matériel et les enquêtes, FIAT, 13 juin 1947, RG 26o, 7 748e unité, boîte 3, dossier Rapports, WNRC.

[**] L'OMGUS officiel non publié, Historical Office, *History of Field Information Agency, Technical (FIAT)*, *Période du 1er juillet 1946 au 30 juin 1947*, MS dans RG 319, CMH, Historical Manuscripts file, NA, montre qu'entre le 1er juillet 1946 et le 30 juin 1947, FIAT a traité 4 994 enquêteurs alliés pour 2 922 sorties sur le terrain. Mes propres recherches montrent que les enquêteurs alliés venaient des États-Unis, de Grande-Bretagne, de France, de Russie, des Pays-Bas, de Norvège, de Tchécoslovaquie, du Danemark, de Belgique, du Canada, d'Australie, d'Inde, du Brésil et de Chine, la plupart d'entre eux étant issus des trois premiers pays. Je n'ai pas pu trouver de chiffres officiels ou fiables pour la période antérieure au 1er juillet 1946, et je ne sais pas d'où vient le chiffre de 6 000 du *New York Times*.

[18] OMGUS, FIAT, Enemy Documents Branch, revue quotidienne, 29 juin 1946, RG 260, FIAT records, box 17/8, file 3, WNRC, dit que la bibliothèque de la FIAT avait 23 381 rapports dans ses dossiers à cette date. T. G. Haertel, FIAT, à Green, rapport d'avancement n° 52, 5 déc. 1946, RG 40, fichiers OTS Worden et Mayer, boîte 98, dossier Rapports d'avancement, 1946, WNRC, dit que la bibliothèque de la FIAT avait plus de 30 000 rapports techniques à la disposition des enquêteurs.

Bien que beaucoup d'entre eux se soient plaints des retards *« inutiles »* au siège de la FIAT, les experts vivaient dans un confort relatif au Ritter's Park Hotel, à Bad Homburg, une *« très belle »* et *« relativement intacte »* station balnéaire dans le Taunus, l'un des sites naturels idylliques de l'Allemagne. L'hôtel et le parc, qui auraient fourni des dortoirs avec *« de nombreuses salles de bains »*, des courts de tennis, des sources minérales, des bains publics, un bar avec des boissons alcoolisées bon marché, un cinéma et d'autres installations de divertissement – dont *« le célèbre restaurant et dancing civil »* – étaient gérés par les services spéciaux de l'USFET et entièrement animés par du personnel allemand qui était rémunéré par des sources locales et qui était apparemment *« soucieux de faire plaisir »* en échange de cigarettes, de chocolat, de savon et d'autres commodités. Selon la FIAT, l'idée était que *« tout le personnel technique soit logé ensemble afin… qu'ils puissent passer tout leur temps libre à converser sur des sujets d'intérêt mutuel et à avoir des contacts sociaux les uns avec les autres »*.[19]

Une fois qu'ils quittaient le siège de la FIAT et se rendaient sur le terrain pour mener les enquêtes pour lesquelles ils étaient venus en Allemagne, les consultants scientifiques étaient confrontés à des changements considérables dans leurs conditions de vie et de travail. Ils se déplaçaient dans des Jeeps, des voitures de commandement, des berlines ou des porteurs d'armes, que l'armée leur attribuait en fonction de leur disponibilité et de la taille de leurs groupes, et ils transportaient leurs propres bagages et rations. Sur ou près de leurs cibles, qui étaient généralement dispersées et nombreuses, ils logeaient dans des maisons et des appartements allemands réquisitionnés – certains apparemment bons, d'autres rudimentaires – qui leur étaient assignés par des détachements du gouvernement militaire local ou des unités de l'armée.

---

[19] FIAT à tous les présidents de commission, sujet : nouvelles dispositions de cantonnement du personnel technique, 9 juillet 1946, RG 40, boîte 26, dossier TIID Correspondance générale, 1945-46, WNRC ; Reiss aux chefs d'unité, 16 juillet 1946, RG 40, dossiers OTS Hilbourne, boîte 147, dossier Reiss, WNRC ; Richard J. Fontera, FIAT, à M. Mayer, THC, 17 septembre 1946, RG 40, boîte 86, dossier Fontera, WNRC ; T. G. Haertel, « Three Months in Germany : A Factual Account in Fiction Form of the Investigation of German Industrial 'Know-How' », Federal Science Progress, 1 (avril 1947), p. 7.

Leurs ordres de mission et leurs laissez-passer FIAT les autorisaient à visiter les usines allemandes, à examiner les procédés et les produits, à prendre des photographies et des échantillons, à demander des dessins, des plans et des schémas, à interroger le personnel des usines et, selon John C. Green, à *« prendre toutes les autres mesures appropriées pour l'extraction complète des informations »* qu'ils recherchaient.[20]

« Mesures appropriées » et autres méthodes

Une photo accompagnant un article intitulé « World's Greatest Treasure Hunt » [« La plus grande chasse au trésor du monde »], publié dans *Nation's Business*, un organe de la Chambre de commerce américaine, montre un Américain en uniforme pointant un doigt accusateur sur un individu gros et insolent en présence de deux autres personnes en vêtements de travail qui pointent également du doigt. La légende se lit comme suit : *« Un fonctionnaire du gouvernement américain interroge un industriel allemand sur son usine tandis que les esclaves russes qui travaillaient pour lui lui rafraîchissent la mémoire »*.[21] La directive établissant la FIAT donnait aux enquêteurs le pouvoir d'éloigner, d'arrêter et d'interner des Allemands à titre individuel, et le manuel de la FIAT destiné aux équipes de terrain leur demandait pour instruction de soumettre les cas difficiles à l'agent de renseignement militaire le plus proche, puis de déposer un rapport d'incident auprès de la FIAT.[22]

---

[20] Green à qui de droit, 20 mai 1949, RG 40, boîte 107, dossier Rapports déclassifiés FIAT, WNRC. Voir aussi FIAT, « Manuel pour l'orientation des membres et des responsables des équipes de terrain opérant sous l'autorité de l'Agence d'information de terrain, technique (États-Unis) », 6 sept. 1945, copie dans RG 260, FIAT 7 771st Document Center, boîte 14, WNRC ; Reiss aux chefs d'unité, 16 juillet 1946, RG 40, dossiers OTS Hilbourne, boîte 147, dossier Reiss, WNRC ; Worden à Reiss, sujet : discours prononcé lors de la réunion annuelle de l'American Body Engineering Society, 23 avril 1947, RG 40, boîte 88, dossier Inter-Office Memoranda, Reiss, WNRC.

[21] Edwin Ware Hullinger, "World's Greatest Treasure Hunt", *Nation's Business*, 33 (oct. 1945), p. 21.

[22] USGpCC, sujet : établissement de la Field Information Agency, Technical (FIAT), composante américaine, 14 juillet 1945, RG 260, documents USGpCC, 1944-45 box

Mais si l'on lit sans esprit critique les comptes-rendus publiés des enquêtes, on est porté à croire que – à quelques exceptions près – les Allemands ont volontiers, voire même avec enthousiasme, partagé leur savoir-faire. *« L'un des développements les plus intéressants du travail de renseignement en Allemagne »*, selon l'un de ces rapports, *« était la coopération presque universelle de la part des scientifiques, des responsables d'usine et du personnel allemands. Quelques-uns étaient revêches, d'autres se taisaient, d'autres encore essayaient délibérément de tromper les enquêteurs »*, mais la plupart parlaient librement et divulguaient leur expertise.[23] Selon un autre compte rendu publié, les enquêteurs de retour ont rapporté que les Allemands donnaient librement des informations, en partie parce qu'ils espéraient que leurs informations étaient suffisamment importantes pour qu'on les invite aux États-Unis pour y travailler, mais aussi parce qu'ils craignaient d'être soumis à une *« enquête militaire plus poussée »* et de se retrouver dans *« un camp avec des Nazis purs et durs et d'autres qui ne coopéreront pas »*.[24] *« Nous avions le pouvoir d'exiger leur emprisonnement pour deux ans s'ils nous mentaient, mais ce n'est pas la peur qui les rendait trop désireux de coopérer »*, a déclaré un enquêteur à ses étudiants du Massachusetts Institute of Technology. Il a expliqué :

> *« Tout d'abord, ils étaient impressionnés par l'uniforme d'une armée conquérante et, deuxièmement, ils espéraient faire bonne impression dans l'espoir que nous pourrions nous arranger pour qu'ils aillent aux États-Unis ou en Angleterre où ils pourraient être au chaud et manger trois repas*

---

in, WNRC ; FIAT, « Manuel pour l'orientation des membres et des chefs des équipes de terrain opérant sous l'autorité de la Field Information Agency, Technical (U.S.) », 6 sept. 1945, copie dans RG 260, FIAT 7 771st Document Center, boîte 14, WNRC.

[23] Walter J. Murphy, « The Job Still Is Unfinished: Some Thoughts on the Collection and Dissemination of Technical and Scientific Information from Occupied Countrie », *Chemical and Engineering News*, 23 (10 sept. 1945), p. 1530.

[24] « German Industrial Know-How at 5 & in Prices », Modern Industry, 11 (15 juin 1946), pp. 150-62. Voir aussi « Technical Investigations in Germany: Some Observations by a Recent Investigator », Chemistry and Industry, 27 sept. 1947, 08, pour un commentaire britannique selon lequel *« la plupart des Allemands semblaient désireux de coopérer avec l'équipe et ne faisaient que rarement des tentatives pour supprimer des faits ou induire les enquêteurs en erreur »*.

par jour copieux. L'idée de devoir aller en Russie qui, dans bien des cas, semblait la seule autre alternative, leur faisait horreur. »[25]

Enfin, un autre compte-rendu publié, après avoir commenté que les *« vaincus »* ne pouvaient pas se permettre d'être *« trop réfractaires »* et avoir remarqué la *« tendance naturelle de l'homme à se vanter du travail bien fait »*, est même allé jusqu'à conclure, dans la meilleure circonlocution militaire de l'époque, qu' *« il était possible de convaincre de nombreux scientifiques de premier plan que leur carrière dans la recherche militaire était terminée, et que leur meilleur recours pour préserver leur travail scientifique consistait à le transmettre à une institution scientifique qui soit au-dessus de tout plagiat, qui développerait leurs idées et qui leur accorderait un crédit approprié. »*[26*]

Les réalités étaient cependant souvent quelque peu différentes. Les dossiers américains montrent que des enquêteurs ont emmené des Allemands de leur domicile et de leur lieu de travail à « Dustbin », un centre de détention et d'interrogation pour les scientifiques et les industriels, où ils pouvaient être détenus indéfiniment à des fins d'exploitation.[27] Ils y ont subi des indignités qui leur étaient étrangères, car ils étaient habitués à la déférence et au respect traditionnellement

25 Paul M. Tyler à Robert Reiss, TIID, 7 mai 1947, avec en annexe « Technical Intelligence Investigations of Metals and Minerals in Germany », s.d. [préparé quelques mois avant mai 1947 pour un exposé aux étudiants], RG 40, dossiers OTS Hilbourne, boîte 152, dossier Tyler, WNRC.

26 Leslie E. Simon, *German Research in World War II: An Analysis of the Conduct of Research* (New York, 1947), vii.

* Une vision légèrement différente de la coopération allemande apparaît dans une lettre du 8 septembre 1981 adressée à l'auteur par R. D. Dunlop, un chercheur de la Monsanto Chemical Company qui fut un WOC (sans indemnisation) en Allemagne de novembre 1946 à mars 1947. Il affirme que les Allemands se sont montrés coopératifs et ouverts dans leurs discussions avec les Américains, apparemment parce qu'ils pensaient que les Américains se fourniraient chez eux ; ils étaient beaucoup moins coopératifs lorsque les équipes étaient multinationales.

27 Les détenus « Dustbin » peuvent également être détenus brièvement sans être exploités. Voir FIAT, sujet : qualifications des nouveaux détenus DUSTBIN, 7 janv. 1946, RG 332, ETO, MIS-Y Section records re FIAT, 1945-47, boîte 103, WNRC, qui stipule : *« Si l'exploitation du nouveau venu n'est pas commencée dans les quatre semaines, les procédures pour sa libération seront lancées automatiquement. »*

accordés à une *« aristocratie scientifique de la classe dirigeante ».*[**] Les détenus de « Dustbin » devaient *« nettoyer leur chambre, faire leur lit et laver leur linge »* et on leur donnait des *« devoirs »* consistant à rédiger des rapports sur leur travail et leurs domaines d'expertise.[28]

D'autres documents américains montrent, par exemple, qu'un enquêteur a pris des documents au domicile du Dr H. Küppenbender, un responsable de la Zeiss Optical Company, *« pendant son absence temporaire de Heidenheim »* et a laissé un bref reçu au détachement du gouvernement militaire local montrant qu'il avait pris *« diverses notes... concernant le développement d'un nouveau type d'obturateur d'appareil photographique ».*[29] Les responsables de Brown-Boveri et Cie, AG, ont refusé de donner des informations aux enquêteurs, en prétendant que l'entreprise était partiellement détenue par des intérêts étrangers et était donc exemptée. Par la suite, le quartier général du gouvernement militaire américain à Francfort a informé la FIAT que les responsables de Brown-Boveri devaient répondre à *« toutes les questions des équipes d'enquêteurs alliés autorisés »*, que la propriété étrangère n'était pas une excuse acceptable de non-conformité, et que tous les agents de la FIAT

[**] Fritz Ebner, lors d'un entretien à Darmstadt le 12 mai 1981, m'a donné une description graphique de cette *« aristocratie ».* Ses membres étaient conduits par des chauffeurs en uniforme. Leurs bureaux, leurs lieux de travail et leurs laboratoires étaient leurs châteaux, où le calme régnait et où personne ne dépassait les bornes. Leurs vies étaient *« régularisées et routinisées »*, et ils désapprouvaient l'informalité, par exemple, lorsqu'un fonctionnaire portait son col de chemise ouvert à une *« occasion ».* Ebner a ajouté […] qu'ils méprisaient les adultes qui mâchaient de la gomme.

[28] Roger Adams, chef du département de chimie de l'université de l'Illinois, à Frank B. Jewett, président de l'Académie nationale des sciences, 25 juin 1946, dossier GOVT : IR : OMGUS, 1945, 1946, National Academy of Sciences papers, Washington, D.C. La description par Adams des tâches subalternes exigées des détenus de la « Dustbin » est peut-être révélatrice de l'originalité de ce traitement. Voir également RG 332, ETO MIS-Y Section, FIAT (DUSTBIN), boîte 102, dossier Period Status Reports, 1945-47, WNRC, pour les rapports couvrant la période d'août 1945 au 25 novembre 1946, qui indiquent la nature des devoirs et les dates de leur achèvement.

[29] USFET, G-2, objet : lettre d'autorisation, 12 déc. 1945 ; Major Myron W. Warren, OMG W/B, à l'officier de sécurité publique, OMG Heidenheim, objet : réception de documents, 19 déc. 1945, RG 26o, boîte 12/197-2, dossier 3, WNRC.

opérant sur le terrain devraient en être informés en conséquence. En outre, poursuivait l'avis, *« il est suggéré que [les enquêteurs] informent les personnes interrogées que tout manquement de leur part à répondre correctement concernant les activités de [leurs entreprises] exposera cette personne à des sanctions en vertu de l'ordonnance no 1 du gouvernement militaire »*.[30] Lorsque les enquêteurs de la FIAT ont appris que les entreprises allemandes avaient souvent entreposé des papiers et des documents importants afin de les mettre à l'abri des raids aériens, il serait devenu *« habituel »* pour les enquêteurs de la FIAT *« d'interroger les directeurs d'usines à ce sujet »*. Quand un fonctionnaire d'I. G. Farben à Offenbach a admis avoir entreposé des documents dans un coffre-fort d'une banque voisine, mais que les clés avaient été perdues, la FIAT *« s'est arrangée pour faire exploser les coffres »*.[31] Dans les locaux de l'usine Ernst Leitz à Wetzlar, des enquêteurs qui *« avaient eu beaucoup de mal avec les fonctionnaires... à déterminer l'étendue des dossiers techniques... ont eu recours à de sévères méthodes de pression et ont ainsi pu accéder à l'ensemble de leur matériel. »*[32]

Les archives allemandes regorgent de récits d'incidents similaires et sont riches en références à des tentatives infructueuses de refuser l'accès aux dossiers, aux installations et au savoir-faire non breveté : à des demandes de reçus infructueuses ; et aux efforts vains pour obtenir une compensation pour ce que les Allemands ont livré en

---

[30] OMG U.S. Zone à FIAT. Objet : actions d'individus allemands à Brown-Boveri et Cie, AG, 3 janv. 1946, RG 40, dossiers OTS Webb, boîte 126, dossier DI 254-78, WNRC ; Charles Fahy, Directeur, Division juridique, OMGUS, à FIAT, objet : droit des États-Unis de retirer d'Allemagne des documents et des informations, et questions connexes, 3 nov. 1945, RG 260, boîte 11/2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC.

[31] FIAT, Direction de l'industrie, rapport hebdomadaire d'activité, 1-15 mai 1946, RG 40, boîte 99, dossier Staff Memoranda, 1946, WNRC.

[32] Reiss à Green, sujet : rapport d'avancement n° 6, 28 juin 1946, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Rapports d'avancement de Reiss 1946-47, WNRC. Les unités de la T-Force britannique considéraient apparemment le non-respect par les Allemands des conditions de la reddition comme une violation des ordres juridiques et donc comme une infraction aux Conditions supplémentaires de reddition, section V, article 12, *« une infraction grave »*. Voir le capitaine H. Howard, unité n° 1 de la T-Force, au directeur du Gutehoffnungshütte Forschungsinstitut, Oberhausen-Sterkrade, 29 septembre 1947, dossier NW 99, n° 28, HSA Düsseldorf.

matière de savoir-faire scientifique et technique. Elles contiennent également des commentaires pathétiques à partir desquels il est facile de déceler la contrainte implicite sous laquelle ils ont cédé.

Peu après la capitulation de l'Allemagne – peut-on lire dans le commentaire d'une personne qui a préféré ne pas donner le nom de son entreprise *« parce que la question est si sensible »* – toutes les entreprises ayant une quelconque position dans leur domaine ont été submergées par les commissions françaises, britanniques et américaines. Celles-ci exigeaient des informations sur les expériences techniques, sur les méthodes de production, sur les savoir-faire industriels de toutes sortes. Il était quasiment impossible de retenir ces informations car les commissions, grâce à diverses manœuvres et techniques, étaient généralement en mesure de trouver d'autres sources d'information qui leur permettaient de surprendre les Allemands en exigeant de plus en plus de détails.[33] Selon une lettre de Degussa au ministre de l'économie et des transports de la Hesse, les visites ne visaient pas seulement à recueillir des informations, mais aussi à inspecter les usines et les équipements et à prendre des photos, des échantillons de produits, des recettes et des formules, des dessins et des plans, ainsi que des documents relatifs à l'ensemble de l'entreprise. Parfois, lorsque les enquêteurs arrivaient sans laissez-passer de la FIAT ou avec des laissez-passer qui semblaient peu clairs ou incorrects aux yeux des responsables de l'entreprise, il y avait des confrontations désagréables, que Degussa a tenté de résoudre en contactant des unités des forces d'occupation américaines. Dans ces cas, les enquêteurs revenaient généralement avec des laissez-passer en règle pour faire ce qu'ils avaient voulu faire au départ.[34] Représentants de deux entreprises – E. Merck (Darmstadt) et Alexander Wacker (Munich) – ont rapporté lors d'une réunion du Comité allemand de contrôle de la recherche de la

[33] Ernst Rogowski à Eberhardt, Staatssekretariat für besondere Aufgaben (DBfF), 12 février 1947, dossier EA 1/11, 16, HSA Stuttgart.

[34] Degussa au ministre de l'Économie et des Finances, sujet : Besuche industrieller Betriebe durch amerikanische und nicht-amerikanische Wirtschaftsoffiziere, 8 oct. 1946, dossier Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 avr. 1945 à..., Archives Degussa.

zone américaine que des enquêteurs se sont rendus dans des entreprises allemandes avec des rapports qu'ils avaient achetés dans des librairies aux États-Unis ou Grande-Bretagne.[*] Pour compléter ces rapports, ils ont demandé des informations sur les processus de production et les directives internes. Ils voulaient des informations complètes et détaillées sur les équipements, les formules, les pressions, les températures et les durées, ainsi que des spécifications et des dessins pour les bâtiments, les laboratoires, les équipements, etc. Les représentants des entreprises ont conclu que l'industrie allemande était ainsi privée de son capital intellectuel le plus précieux *(« das wertvollste geistige Kapital »),* et ce sans aucun contrôle *(« vollig unkontrolliert »),* donc sans crédit sur le compte de réparations de l'Allemagne.[35] Enfin, la société H. A. Waldrich, GmbH, Maschinenfabrik (Siegen/Westfalen) a signalé à son association industrielle de Düsseldorf que des enquêteurs avaient demandé des plans et des échantillons de raboteuses, de perceuses verticales et de tours, ainsi que des plans de production (incluant commandes et contrats, informations sur les coûts, techniques de production, dossiers techniques, des études de temps et de mouvements), des études scientifiques, des calculs, des tests de laboratoire, des méthodes de contrôle et de mesure, de la littérature technnique, des revues professionnelles, des catalogues, des formulaires imprimés et des listes de divers types, y compris les noms de clients et de fournisseurs.[36]

---

[*] En fait, il s'agissait de copies des rapports du CIOS du temps de guerre, des rapports d'évaluation des cibles de la FIAT ou des rapports déposés par les enquêteurs précédents, fournis aux enquêteurs par l'OTS ou la bibliothèque de la FIAT.

[35] Auszug aus Aktenvermerk über die 8. Sitzung « Forschungskontrolle » im Länderrat 25 Mar. 1947, subj : Betriebsbesichtigung durch Ausländer, file EA 6/3, 321, HSA Stuttgart.

[36] H. A. Waldrich, GmbH, Maschinenfabrik, Siegen/W., au Wirtschaftsverband Maschinenbau, Düsseldorf-Oberkassel, 29 avril 1947, dossier NW 99, n° 63, HSA Düsseldorf.

Quelques exemples de cas

Cas 1 : Le suivi de la mission technique pétrolière américaine. Comme indiqué précédemment, après le retour de la U.S. Technical Oil Mission du temps de guerre aux États-Unis, le Bureau des Mines, l'American Petroleum Institute et d'autres acteurs de l'industrie ont identifié les sujets qui nécessitaient une enquête plus approfondie en Allemagne et ont nommé un comité d'étude pour effectuer le travail. L'un des membres du comité, le Dr W. F. Faragher, de la Houdry Process Corporation, s'est ensuite rendu en Allemagne en tant que consultant technique de l'OTS/FIAT avec pour instructions d'obtenir des rapports sur une quinzaine de sujets, dont la synthèse Fischer-Tropsch, l'oxosynthèse et les huiles lubrifiantes synthétiques, qui, selon Faragher, étaient nécessaires pour combler les lacunes laissées par la première mission pétrolière.[37] Au début de janvier 1947, il a réuni à Leverkusen un nombre important d'experts de l'industrie chimique allemande et leur a assigné des sujets sur lesquels ils devaient préparer des documents, apparemment sans demander d'abord à ces experts s'ils étaient disposés à le faire et, dans un cas au moins, en confiant la tâche à un expert, le Dr Robert Gehrke, qui n'était même pas présent à la réunion.[38]

Les Promesses de Faragher de payer les experts pour leurs services n'ont jamais été tenues, un fait consigné dans de nombreuses lettres par

---

[37] W. C. Schroeder, « Investigation by the U.S. Government Technical Oil Mission », American Petroleum Institute Proceedings, 25, no. 3 (1945), pp. 24-29 ; Warren F. Faragher, « Collecting German Industrial Information », Chemical and Engineering News, 26 (27 déc. 1948), pp. 3816-20.

[38] Robert Gehrke au Wirtschaftsministerium Düsseldorf, 25 juillet 1950, dossier NW 99, no. 58, HSA Düsseldorf. Ewers, Wirtschaftsministerium NRW Düsseldorf, au commissaire du Land, BAOR 4, Düsseldorf, 19 août 1950, Ibid. Ewers déclare : « Im Januar 1947 hatte Dr. Faragher von der Field Information Agency Technical (FIAT) eine grössere Zahl von Fachkräften aus der chemischen Industrie zu einer Besprechung nach Leverkusen gebeten. Auf dieser Besprechung wurde den deutschen Wissenschaftlern die Ausarbeitung von Berichten über das Fischer-Tropsch-Verfahren zur Synthese von Kohlenwasserstoffen übertragen. Eine Befragung der einzelnen Herren über die Bereitwilligkeit zur Übernahme der zugewiesenen Arbeiten fand nicht statt ».

la suite.[39] Le problème était que nombre des experts en question vivaient dans les zones britannique et française, où l'élément américain de la FIAT ne pouvait pas simplement ordonner aux autorités locales de les payer au titre des coûts d'occupation – la méthode typique de paiement des services de la FIAT – et Faragher préférait apparemment ne pas passer par les fonctionnaires britanniques et français de l'occupation pour de telles ordonnances. De plus, suivant son propre récit publié, *« certains des auteurs désirés avaient été exclus de toute occupation autre que le travail manuel »* en raison de leurs *« affiliations au parti nazi… Heureusement, il a été possible d'utiliser ces auteurs »*, écrivait-il, *« en prenant des dispositions avec les branches appropriées du gouvernement militaire et des agences allemandes »*.[*] Faragher qualifiait ces dernières de fastidieuses et *« un grand handicap »*, mais a omis toute référence au paiement.[40] Quoi qu'il en soit, quatre ans après les faits, le président du comité d'étude de la mission technique pétrolière de Faragher a avisé John C. Green que les dispositions pour payer les rapports étaient tombées à l'eau et que Faragher, qui se sentait moralement obligé de faire quelque chose, avait envoyé des colis alimentaires, pour lesquels une sollicitation de l'American Petroleum Institute auprès de diverses entreprises du secteur avait permis de récolter 1 650 $. L'objectif principal de sa lettre était toutefois de demander à l'OTS de l'aider à obtenir les rapports qui n'avaient pas encore été livrés, en particulier celui du Dr Heinrich

[39] Diverses lettres dans le dossier NW 99, no. 58, HSA Düsseldorf.

[*] Auparavant, la FIAT avait demandé aux fonctionnaires locaux de définir les services d'experts à la FIAT comme un substitut au travail commun exigé d'eux en vertu des lois de dénazification, mais rien n'indique que cela ait été fait dans ce cas. Voir Peter J. A. Cusack, FIAT, au Bürgermeister de Höchst, 28 novembre 1945, RG 40, fichiers OTS Webb, boîte 126, dossier DI 254.82 (FIAT), WNRC.

[40] Warren F. Faragher, « Collecting German Industrial Information », Chemical and Engineering News, 26 (27 déc. 1948), p. 3818. Voir aussi Haertel à Green, rapport hebdomadaire n° 32, 11 avril 1946, RG 40, boîte 156, dossier FIAT lettres de Haertel, WNRC : *« La question de la rémunération des scientifiques allemands pour la préparation de documents pour nous est particulièrement délicate, surtout lorsque les scientifiques étaient connus pour être des nazis ».*

Tramm, de la Ruhrchemie AG à Oberhausen, qu'il savait être terminé mais que Tramm avait refusé de remettre.[41]

Dès décembre 1948, la Ruhrchemie AG avait saisi la Joint Import-Export Agency (JIEA), une agence de régulation anglo-américaine du commerce extérieur bizonal, sur la question des paiements.[42] L'agence a décidé que l'entreprise devait être payée, non seulement pour le travail réel et les coûts immédiats liés à la préparation du rapport, mais aussi pour la valeur intrinsèque des informations contenues dans le rapport. Ce dernier point était un sujet que ni la FIAT américaine ni les Forces-T britanniques n'avaient voulu aborder avec qui que ce soit dans le passé, et qu'elles n'aborderaient pas non plus à l'avenir. Le Haut-Commissariat des États-Unis (HICOG), successeur du Bureau du gouvernement militaire pour l'Allemagne (OMGUS), a néanmoins insisté pour que le rapport soit livré sans paiement, certifiant dans une lettre adressée à Tramm que Faragher avait en fait été un employé de bonne foi du gouvernement américain au moment où il a demandé le rapport *« et qu'il était spécifiquement autorisé à obtenir le rapport en question »*.[43] La Ruhrchemie a alors porté la question devant le ministère de l'Économie de Rhénanie-du-Nord-Westphalie à Düsseldorf, qui l'a à son tour transmise au commissaire du Land britannique. La réponse du commissaire ne figure pas dans les documents disponibles, mais elle n'a évidemment pas découragé la Ruhrchemie de persister dans ses efforts.[44]

Pendant ce temps, le directeur de la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) à Washington, qui estime que *« le Dr Tramm utilise tous les subterfuges et toutes les excuses pour retarder l'exécution »* des demandes

---

[41] Albert E. Miller, président de l'API Technical Oil Mission Study, à Green, 24 janvier 1951, RG 330, correspondance générale de la JIOA, boîte 33, dossier Armée - Divers, NA.

[42] Voir John H. Backer, *Priming the German Economy : American Occupational Policies, 1945-1948* (Durham, N.C., 1971), en particulier le chap. 5, pp. 126-56, pour des détails sur l'Agence commune d'import-export (JIEA).

[43] HICOG, Office of Economic Affairs, to Dr. H. Tramm, 12 mai 1950, RG 330, JIOA General Correspondence, boîte 31, file Department of State, NA.

[44] Dr. Ewers, Wirtschaftsministerium NRW Düsseldorf, au commissaire du Land, BAOR 4, Düsseldorf, 19 août 1950, dossier NW 99, no. 58, HSA Düsseldorf.

américaines de libération de son rapport, a rédigé un câble pour le Département d'État à envoyer au HICOG. Il a suggéré de dire à Tramm que la remise du rapport serait une preuve de sa bonne foi dans ses relations avec le gouvernement des États-Unis et que cette preuve *« est une condition préalable à l'obtetnion de son approbation, en son nom et au nom des entreprises qu'il représente dans les projets en cours dans votre siège ».* Ce que cela signifiait, c'est que : dites à Tramm de livrer les rapports si la Ruhrchemie veut obtenir l'approbation de sa demande en cours auprès de l'Administration de la coopération économique (ECA) pour un équipement d'une valeur de 245 000 $.[45] Mais la sagesse l'emportant, et le résultat a été une approche plus douce.

Reflétant les changements intervenus dans les relations germano-américaines au cours des cinq années qui ont suivi la fin de la guerre, en particulier après la formation de la République fédérale et l'adoption d'un statut d'occupation, le département d'État – en consultation avec des responsables de la JIOA et du département du Commerce – a rejeté la recommandation comme étant coercitive, ainsi qu'une autre suggestion visant à ce que l'ECA achète le rapport sur les fonds de contrepartie de l'ECA. Il a finalement accepté de renvoyer Faragher en Europe en tant que consultant temporaire du gouvernement afin qu'il négocie directement les matériaux que le Bureau des mines, l'Army Quartermaster Corps et l'American Petroleum Institute réclamaient toujours.[46] Ainsi, avec l'approbation de la Houdry Process Corporation,

---

[45] Directeur, JIOA, à Geoffry W. Lewis, GER, Département d'État, sujet : Rapport Tramrn, 25 juillet 1950, RG 330, Correspondance générale du JIOA, boîte 31, dossier Département d'État, NA. Voir Ralph M. Osborne, Département de l'Armée, au JIOA, sujet : rapport Tramm, 7 février 1951, RG 330, JIOA General Correspondence, boîte 35, dossier Army-Miscellaneous, NA, dans lequel Osborne fait référence à un câble qui montrait Ruhrchemie demandant à l'ECA du matériel d'une valeur de 245 000 $, et suggère que si Ruhrchemie avait besoin de ce matériel, peut-être pourraient-ils faire pression sur Tramm pour qu'il livre le manuscrit préparé pour la FIAT.

[46] Directeur, JIOA, au Quartermaster General, sujet : Rapport Tramm sur le processus Fischer-Tropsch, 1er février 1951, RG 330, Correspondance générale du JIOA, boîte 35, dossier Armée-Divers, NA ; Green à Ellis, JIOA, sujet : JIOA-Mission commerciale pour acquérir le rapport scientifique, 28 mars 1951, *Ibid.*., boîte 35, dossier Ministère du commerce, NA ; Green, note de service, sujet : rapport

l'autorisation du département d'État, les indemnités journalières du département du Commerce et le transport de l'armée, Faragher – un exemple vivant du complexe militaro-industriel à l'œuvre – est parti pour l'Europe en avril 1951, pour une mission qui devait durer trois semaines. Mais les semaines sont devenues des mois. En septembre, John C. Green lui a écrit à Francfort, approuvant à contrecœur une nouvelle prolongation de six semaines (la moitié de ce que Faragher avait demandé) et l'informant que le département du Commerce n'avait initialement envisagé ni une mission étendue ni des dépenses au-delà du 1er juillet. Finalement, Green lui a ordonné de cesser d'agir en tant que représentant du gouvernement des États-Unis.[47]

Le fait que Faragher ait ou non reçu le rapport Tramm n'est pas révélé dans les dossiers disponibles, et il n'existe pas de loi sur la liberté de l'information pour les entreprises privées ou l'American Petroleum Institute. Mais Arnold Krammer, un historien qui a travaillé sur le projet de documentation des carburants synthétiques de Texas A & M dans les années 1970, a écrit en 1981 que la Houdry Process Corporation avait fait venir sept experts allemands en carburants synthétiques aux États-Unis après la guerre pour mener des recherches sous la direction du Dr Faragher.[48] Enfin, il existe des preuves cryptiques selon lesquelles, lorsque les entreprises allemandes ont été à nouveau autorisées à se lancer dans la production de caoutchouc synthétique et de carburant synthétique, certaines d'entre elles détenaient des licences de la Houdry Process Corporation pour utiliser le savoir-faire technique développé par cette dernière pendant la

Tramm, 9 février 1951, *Ibid.* ; JIOA à CINCEUR, JCS-87396, 2 avril 1951, Ibid. boîte 34, dossier Câbles, NA.

47 Green à Faragher, Excelsior Hotel, Francfort, 5 sept. 1951, RG 330, JIOA General Correspondence, boîte 35, dossier Department of Commerce, NA. Une feuille de référence croisée dans les dossiers du JIOA fait référence à une lettre de Green à Faragher, mais sans donner la date de la lettre, lui enjoignant de cesser d'agir en tant que représentant du gouvernement américain dès réception de la lettre.

48 Arnold Krammer, « Technology Transfer as War Booty : The U.S. Technical Oil Mission to Europe, 1945 », Technology and Culture, 22 (Jan. 1981), p. 99.

période où les carburants et le caoutchouc synthétiques étaient des industries interdites aux Allemands.[49]

Cas 2 : La mission de l'industrie cosmétique. Fin mai 1946, un communiqué de presse de l'OTS annonçait que *« des entreprises cosmétiques américaines intéressées »* parrainaient le Dr Stephen A. Karas, l'ancien chimiste en chef de Helena Rubinstein, Incorporated, pour une mission visant à enquêter sur *« les secrets commerciaux de l'industrie cosmétique allemande »* et à *« étudier la fabrication des arômes de produits alimentaires, un domaine étroitement lié ».*[50] En octobre, l'OTS avait noté dans un autre communiqué que *« l'un des objectifs de l'étude du Dr Karas était d'obtenir des formules pour les cires de base que les fabricants américains importaient d'Allemagne avant la guerre ».*[*] Il venait de *« revenir avec des détails complets sur les procédés allemands et les formules originales pour la fabrication de cires glyco synthétiques, pour l'extraction du cholestérol de la graisse de laine, et pour la fabrication de nombreux parfums, savons de toilette, crèmes et autres produits cosmétiques à base de ces matériaux »*, qui seraient tous disponibles à l'avenir auprès de l'OTS sous la forme de deux rapports FIAT.[51]

Moins de deux semaines plus tard, un aide-mémoire de la légation de Suisse à Washington, D.C., faisait état auprès du département d'État que Karas, vêtu d'un uniforme américain et en possession d'un laissez-passer l'autorisant à *« enquêter dans les locaux de la société »*, avait visité Haarmann & Reimer, une usine chimique à Holzminden, près de Hanovre, en août 1946, et avait pris la formule secrète de *« Coffarom »*,

---

[49] « Buna Is Back at Hills », Chemical and Engineering News, 36 (6 oct. 1958), pp. 124-28 ; « West German Synthetic Rubber Plant », The Engineer, 208 (23 oct. 1959), pp. 489-90.

[50] Department of Commerce, Publication Board, communiqué de presse, 29 mai 1946, RG 40, fichiers OTS Worden et Mayer, boîte 98, fichier Press Releases, WNRC.

[*] Bien que l'OTS ait toujours décrit sa mission comme étant la collecte de technologie et de savoir-faire en temps de guerre, on notera que, dans ce cas, la recherche portait sur des matériaux *« importés d'Allemagne avant la guerre ».*

[51] OTS, communiqué de presse, OTS-45o, 30 oct. 1946, RG 40, dossiers OTS Hilbourne, boîte 146, dossier Publication Board, WNRC.

un arôme de café synthétique développé dans les années 1920 par la société suisse « Inga » (Internationale Nahrungs & Genussmittel AG à Schaffhausen) et dont la licence avait été accordée à Haarmann & Reimer en 1928, dans le cadre d'un accord toujours en vigueur.[52] Le résultat immédiat a été la décision prise par le Comité pour la diffusion de l'information scientifique (CORSI), un jour après la protestation suisse, pour que l'armée classe la formule et empêche ainsi sa diffusion au public. Selon Green, qui a par la suite refusé de voir le Dr Karas, la classification minimiserait les difficultés pour l'entreprise suisse, mais laisserait les principes en cause *« non altérés »*.[53] En d'autres termes, l'OTS ne distribuerait pas la formule secrète suisse et éviterait ainsi d'avoir à discuter des sujets délicats du droit de la FIAT de retirer le savoir-faire scientifique et technique d'avant-guerre, de séquestrer la propriété privée à titre de réparation et de prendre des bien étrangers privés en Allemagne en tant que *« réparations intellectuelles »*.[54]

Cas 3 : L'appel de Degussa pour la réduction et le contrôle des visiteurs de la FIAT. Degussa, une entreprise très diversifiée qui produisait des métaux spéciaux, des produits chimiques, de la céramique, du noir de carbone (*Aktivruss*), et bien d'autres choses encore, a tenté durant l'été 1946 d'obtenir à la fois une réduction du nombre de visites et un contrôle plus strict de la FIAT sur les souhaits et les exigences des visiteurs. L'entreprise a déclaré avoir reçu plus de 200 visites de commissions techniques et de spécialistes individuels entre avril 1945 et mars 1946, et a spécifiquement enregistré 50 autres visites similaires

[52] Légation de la Suisse, aide-mémoire, 13 nov. 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 156, dossier lettres FIAT de Haertel, sept.-nov., WNRC.
[53] Green à Reiss, bordereau de transmission, 15 novembre 1946, *Ibid.*
[54] Voir RG 40, boîte 107, dossier Memoranda OTS, WNRC, pour une note interne du 16 décembre 1946, jointe à l'aide-mémoire suisse, montrant que l'OTS avait soigneusement vérifié que les rapports de Karas ne contenaient aucune référence à « Coffarom » et que Karas avait été averti *« de ne pas mentionner cette formule en public »*, une phrase qui figurait dans la note dactylographiée, mais qui fut reprise au crayon plus tard.

entre avril et septembre 1946.[55] Après deux visites particulièrement odieuses, l'une en mars par un Norvégien intéressé par la natrium, l'autre en avril par un Canadien intéressé par la céramique,[56] dont aucune n'a pu être atténuée par des appels directs au Bureau du gouvernement militaire du Land de Grande-Hesse, le directeur juridique du cabinet a demandé au gouvernement de Hesse d'intervenir auprès de la FIAT afin de modifier ses règles et procédures.

Par le biais de différents canaux, notamment la Industrie- und Handelskammer à Francfort, le ministère de l'Économie de la Hesse et le ministre-président du Grande-Hesse nommé par les Américains (Dr Karl Geiler), les responsables de Degussa ont rassemblé des preuves et présenté des arguments pour montrer que les enquêtes de la FIAT empiétaient sur les droits de brevet et les accords de brevet (en l'occurrence entre Degussa et DuPont), révélaient des secrets industriels non brevetés, interféraient avec les activités de production actuelles et approuvées, restreignaient les efforts allemands pour reconstruire la production allemande dans le cadre du plan de niveau industriel du Conseil de contrôle allié, et menaçaient finalement de rendre impossible l'autosuffisance économique allemande souhaitée par les Américains.[57] Un certain argument énonce que *« Notre usine de*

---

[55] Degussa au Grosshessisches Staatsministerium, sujet : Visites d'usines industrielles par des agents économiques américains et non américains [avec tableau joint], 8 oct. 1946, dossier Négociations avec les autorités d'occupation, 1er avril 1945 à... Archives de Degussa.

[56] Dr. Harant, visite d'une commission économique norvégienne, 18 mars 1946, dossier Knapsack, 1 mars 1944-31 décembre 1946, sodium, archives Degussa ; Harder, note concernant la visite d'un membre de l'armée canadienne avec interprète le 3 mars 1946, dossier Keram. Farben, 1er mars 1944-30 septembre 1949, *Ibid.* ; W. Kersten, visite du lieutenant canadien Abbott, dans le département Keramische Farben Werk Gutleutstrasse, les 16, 17 et 18 avril 1946, *Ibid.*

[57] Ingénieur diplômé Anderson, recherche opérationnelle par des membres alliés de la Wehrmacht, 17 mai 1946, dossier Négociations avec les autorités d'occupation, 1er avril 1945 à... Archives de Degussa ; Degussa au ministre de l'économie et des transports, sujet : visite d'installations industrielles par des membres d'États alliés non américains, 24 mai 1946, *Ibid* ; Degussa à l'IHK de Francfort, sujet : visite d'installations industrielles... F. Scheller, Notiz, Objet : Visites de ressortissants alliés dans des usines allemandes, 27 juin 1946, *Ibid.* ; Ing. Anderson, Objet : Entretien avec

couleurs céramiques [keramische Farben] a dû préparer une documentation considérable comprenant de nombreuses formules et directives de production [Rezepte und Arbeitsvorschriften] qui avaient été tenues dans le plus grand secret. C'est une grave intrusion dans le capital intellectuel de l'entreprise au profit de notre concurrence à l'étranger. » Alors que l'effet immédiat d'une telle action détermine souvent la vie ou la mort d'une entreprise individuelle, le rapport concluait que les répercussions à long terme de l'ensemble du programme d'exploitation des Alliés se traduiraient par une détérioration de la base industrielle de l'Allemagne et que la capacité déjà limitée de la nation allemande à atteindre l'autosuffisance économique serait compromise.[58]

De nombreuses communications, réunions et discussions personnelles ont eu lieu – leur occurrence est enregistrée, souvent sans grand détail cependant – entre les responsables de Degussa, de l'Industrie- und de Handelskammer à Francfort, du gouvernement de la Hesse, de la FIAT, et de l'Office of Military Government du Grand-Hesse. Par la suite, le chef de la division industrielle de cette dernière a préparé un communiqué écrit contenant des *« informations concernant les enquêteurs qui visitent des installations industrielles allemandes »* et a autorisé sa distribution *« à toutes les entreprises allemandes du Grande-Hesse »*. En résumé, le communiqué indiquait que tous les enquêteurs devaient avoir un laissez-passer signé, qu'aucun document original *« ne sera évacué en aucune circonstance »*, mais que *« des duplicatas facilement disponibles dans l'usine peuvent être retirés si cela est indiqué dans le laissez-passer FIAT »*. En outre, il faisait état qu'*« aucun enquêteur n'aura le pouvoir de retirer le matériel »*, mais que *« toutes les informations demandées sur le laissez-passer FIAT seront mises à disposition »*, et enfin, que *« les entreprises allemandes ne seront pas tenues de supporter le coût de la reproduction des documents »*. En ce qui concerne ce dernier point, soit la FIAT enverrait du personnel photographique pour effectuer le travail de reproduction, soit, lorsque

le Premier ministre, le professeur Geiler, le 19 juin 1946, concernant les visites d'usines par des membres alliés des forces armées allemandes, 24 juin 1946, *Ibid.*

58 Degussa au ministre de l'Économie et des Transports, objet : Position de Degussa sur la notification concernant les visites de ressortissants non américains, 24 mai 1946, *Ibid.*

l'entreprise était tenue de le faire, les coûts seraient remboursés par les organismes financiers allemands compétents sur présentation des formulaires de réquisition du gouvernement militaire et – cela pourrait être ajouté aux coûts de l'occupation.[59]

Le nouveau communiqué écrit d'information ne disait rien sur la réduction du nombre d'enquêtes, pas plus qu'il ne changeait ce qui se passait dans les entreprises individuelles à l'arrivée des enquêteurs. Un mémorandum interne de Degussa du 16 juillet 1946 note que le ministère de l'économie de la Hesse avait informé le 8 juillet 1946, le ministre-président Geiler, qu'il devait considérer l'affaire comme close et que les Américains ne pouvaient aller au-delà du communiqué écrit pour faire des exceptions dans des cas particuliers.[60] Trois mois plus tard, le 8 octobre 1946, Degussa a écrit une nouvelle fois au ministre de l'Économie de la Hesse, déclarant qu'en dépit des nombreuses protestations écrites et orales de la société, ainsi que des rapports qu'elle avait adressés au ministre, aux agences américaines, et au ministre-président lui-même, le nombre et la fréquence des visites des Alliés étaient encore exceptionnellement élevés (*« ungewöhnlich hoch »*). La lettre poursuivait en disant que les visiteurs, qui disposaient généralement de laissez-passer FIAT, demandaient toujours des échantillons, des formules, des dessins et des documents de tous les services, et lorsque le personnel de l'entreprise refusait ou résistait parce que leur laissez-passer était vague ou incomplet, les visiteurs revenaient plus tard avec des laissez-passer FIAT dûment signés pour prendre ce qu'ils voulaient en premier lieu.[61]

---

59 OMG Greater Hesse, Division de l'économie, au ministre de l'économie et des transports, 24 juin 1946, RG 260, FIAT 7 748e unité, boîte 1 dossier 200.2-77, WNRC.

60 Dr. F. Scheller, Notiz. Betr. Besuche industrieller Betriebe durch Auslander, 16 juillet 1946, dossier Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 avril 1945 à..., archives Degussa.

61 Degussa au Grosshessische Staatsministerium, sujet : Besuche industrieller Betriebe durch amerikanische und nicht-amerikanische Wirtschaftsoffiziere, 8 octobre 1946, *Ibid.*

Cas 4 : « Absence de tact » à Stuttgart. Le 20 mars 1946, le directeur général de Robert Bosch, GmbH, a écrit au colonel Gerald B. O'Grady, responsable de la branche industrie du bureau du gouvernement militaire du Würtemberg-Baden, apparemment après avoir discuté au préalable avec lui de manière informelle et orale, que *« nous recevons de temps en temps des visiteurs civils en uniforme militaire, dont la plupart sont membres de nos entreprises concurrentes à l'étranger ».* Habituellement, ils commençaient par demander des informations identifiées dans leurs laissez-passer, poursuivait la lettre, mais ils demandaient également *« des plans, d'autres données techniques et même des spécimens de pièces, de produits et d'outils »* qui étaient *« le résultat de nombreuses années de recherche et de développement à un coût élevé que, en temps normal, nous ne donnerions aux entreprises qu'en échange d'une rémunération appropriée ».* Dans ces circonstances, Bosch a suggéré que le bureau du colonel O'Grady demande aux visiteurs potentiels de la FIAT de préciser leurs demandes lorsqu'ils seraient autorisés à répondre aux demandes en indiquant (1) les articles qui pourraient être libérés sans objection, (2) les articles qui ne devraient être libérés uniquement contre un paiement adéquat, et (3) les articles qui devraient être refusés et la justification de ce refus.[62]

Le colonel O'Grady, qui a dit un jour à un enquêteur de la FIAT qu'il « désapprouvait totalement un tel vol » et dont le bureau était connu à la FIAT pour avoir fait des difficultés aux enquêteurs *« à diverses occasions »* a envoyé à l'OMGUS à Berlin la lettre Bosch et des données sur les visites de la FIAT à Würtemberg-Baden (73 visites en février 1946 ; 103 autres jusqu'au 26 mars) déclarant que *« pratiquement aucun [des enquêteurs] n'est ici dans l'intérêt d'un gouvernement, mais dans un but purement personnel. En fait »,* poursuivit-il, *« une équipe de trois Britanniques a dit à M. Gillen, à l'usine Kodak de Stuttgart, que la raison de leur visite était qu'ils se lançaient dans la fabrication d'appareils photographiques et voulaient voir les procédés utilisés chez Kodak ».*[63] Lorsque l'affaire, après avoir été

[62] Steins, Mgr Robert Bosch, à O'Grady, sujet : données techniques, 20 mars 1946, RG 260, boîte 11/2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC.

[63] O'Grady à OMGUS, Division de l'économie, sujet : visiteurs et articles retirés des préoccupations allemandes [avec tableau joint des visites en février et mars 1946], 28

transmise par les canaux militaires appropriés, a atterri sur le bureau du colonel Ralph M. Osborne, le chef américain de la FIAT, sa réponse courroucée a été que *« la suggestion de cette entreprise [Bosch] visant à leur faire des recommandations sur les besoins des enquêteurs gouvernementaux, qu'ils soient britanniques, américains, français ou russes, est un manque de tact ».* Finalement, a-t-il déclaré, les Allemands devront respecter les termes d'un traité de paix, tout comme les États-Unis. En attendant, "le retrait des idées ou du savoir-faire n'est qu'une forme de réparation", et les entreprises touchées sont soumises *« aux désirs de la puissance occupante, indépendamment de ce que... [les entreprises] peuvent penser ou désirer… Si nous avions perdu la guerre, je doute fort que les dirigeants de Bosch eussent envisagé une telle proposition à partir de nos préoccupations aux États-Unis, comme ils l'ont fait pour le Colonel O'Grady. »*[64]

Après avoir rejeté la suggestion de Bosch, Osborne a braqué ses canons – lourdement chargés de munitions – contre le Colonel O'Grady. La FIAT fonctionne selon des politiques élaborées et approuvées par le Président des États-Unis, le Comité des chefs d'État-major interarmées, le Congrès des États-Unis et le gouverneur militaire adjoint pour l'Allemagne, avait-il déclaré avec force. Plaidant la cause de l'obéissance aux ordres supérieurs – comme aucun accusé allemand n'a été autorisé à le faire lors du procès pour crimes de guerre à Nuremberg ou lors des procédures de dénazification – Osborne a écrit :

> *« Une fois la politique établie par le Comité des chefs d'État-major interarmées et acceptée par le gouverneur militaire adjoint, il nous incombe d'exécuter les dispositions de ces directives au mieux de nos capacités et dans l'intérêt du gouvernement américain. On se rend compte que certains Allemands ou entreprises allemandes n'approuvent pas nos procédures, mais*

---

mars 1946, *Ibid.* Pour les difficultés de la FIAT avec l'OMG W/B, voir F. H. McBerty à F. O. Robitschek, sujet : difficultés et mission à Stuttgart, 4 avril 1946, et T. G. Haertel au chef adjoint de la FIAT, sujet : difficultés d'enquête à Stuttgart, 12 avril 1946, tous deux *Ibid.*

64 Osborne, FIAT, à OMGUS, Division économique, sujet : visiteurs et objets retirés des préoccupations allemandes, 11 avril 1946, RG 260, boîte 11/2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC.

jusqu'à ce qu'un traité de paix ou toute autre action convenant à notre gouvernement soit conclu afin de modifier les directives présidentielles et celles du Comité des chefs d'État-major interarmées, nous devons agir selon les directives de notre gouvernement et non selon les souhaits des personnes ou des entreprises allemandes concernées... [Par conséquent] il est demandé que des mesures soient prises pour informer le personnel de votre bureau des responsabilités générales de la FIAT... [et que] toute mesure nécessaire soit prise pour que les enquêteurs civils travaillant sous contrat gouvernemental sur le théâtre des opérations et, dans bien des cas, à leurs propres frais, soient épargnés de toute réflexion personnelle sur leurs activités ou leur caractère. »[65]

Avant d'aborder les gains américains et les pertes allemandes dans le cadre du programme de consultants et de missions FIAT, c'est-à-dire le savoir-faire technique allemand que les consultants et missions américains ont transféré aux États-Unis, on peut noter qu'en choisissant les cas précédents pour illustrer la nature du programme et la réponse allemande à celui-ci, des dizaines d'autres cas pour lesquels des documents sont disponibles ont été exclus. Parmi ceux-ci, on peut citer les suivants :

1. Une équipe néerlandaise a utilisé un laissez-passer FIAT pour inspecter et exploiter des informations et des technologies chez A. W. Faber-Castell, J. S. Staedtler, et d'autres entreprises de l'industrie bavaroise de fabrication de crayons à mine, en ne cachant pas qu'elle prévoyait d'utiliser ces informations pour construire une usine aux Pays-Bas afin d'y produire ce que les Hollandais avaient auparavant importé d'Allemagne.[66]
2. Une équipe américaine composée de deux personnes – jugées par la société comme étant très compétentes – a visité

[65] Osborne, FIAT, au chef de la direction de l'industrie, division de l'économie, OMG W/B, sujet : difficultés dans l'autorisation d'enquête à Stuttgart, 17 avr. 1946, *Ibid.* Osborne a envoyé une lettre similaire à l'OMG Bavière le 9 mai 1946, après avoir eu connaissance de plaintes émanant de ce pays. Voir FIAT au chef de la division des finances de l'OMG Bavière, sujet : communication d'informations, 9 mai 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, boîte 1, dossier 321.01, WNRC.

[66] Association des usines de crayons bavaroises, Nuremberg, Bureau Furth, auprès du ministère bavarois du Commerce extérieur, 21 mai 1947, dossier B 102/3767, BA.

Optische Werke C. A. Steinheil Sohne à Munich, munie d'un laissez-passer FIAT qui l'autorisait à inspecter l'usine, à étudier *« l'ensemble du programme de recherche et de développement »* de la société et à photographier tout ce qu'ils choisissaient de copier.[67]

3. Un consultant technique français a rendu visite à Degussa avec un laissez-passer FIAT l'autorisant à microfilmer des rapports et des documents techniques qu'une équipe américaine avait fini de copier seulement deux semaines auparavant, obligeant ainsi l'entreprise à *« faire en français ce qu'elle venait de faire en anglais »*.[68]

4. Une équipe britannique a pris les plans et les dessins d'un modèle de travail d'un moteur de bicyclette nouvellement construit que la société Victoria-Werke AG, à Nuremberg, avait exposé à une foire d'exportation en 1946, et que cette société a découvert être reproduit trois ans plus tard au Canada, en Autriche et en Grande Bretagne.[69]

---

[67] Optische Werke C. A. Steinheil Sane au IHK de Munich, 27 août 1947, dossier B 102/3767, BA.

[68] Degussa au ministère d'État de la Hesse, sujet : visites d'usines : Remise de documents techniques aux enquêteurs, 29 mai 1947, négociations de dossiers avec les autorités d'occupation, 1er avril 1945 à..., archives Degussa.

[69] Victoria-Werke AG au Bundeswirtschaftsministerium, sujet : Les brevets de construction allemands comme butin de guerre, 22 nov. 1949, dossier B 102/ 3768, BA ; Osborne, FIAT, au chef de la direction des opérations, 28 oct. 1946, RG 260, FIAT 7 748e unité, boîte 17/1, dossier 15, WNRC.

SIX

Transfer du savoir-faire technique

Les consultants scientifiques et les missions techniques étaient tenus, selon les termes de leurs contrats avec le Bureau des services techniques (OTS), de déposer des rapports auprès de la FIAT avant de quitter l'Allemagne et de retourner aux États-Unis. La FIAT, grâce à son énorme équipe de spécialistes allemands payés sur des fonds indigènes imputés aux coûts de l'occupation, a résumé et indexé les rapports, et a ensuite expédié le matériel à Washington avec des photocopies de documents, des échantillons de produits et d'équipements, et d'autres choses que les enquêteurs jugeaient essentielles à leurs rapports. À Washington, les rapports ont d'abord été transmis à la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) et au Committee on the Release of Scientific Information (CORSI) afin d’obtenir une habilitation de sécurité, puis au département du Commerce aux fins de diffusion par l'intermédiaire du Publication Board.[1]

L'OTS a fonctionné selon le principe que *« l'enquête sur l'industrie allemande représente la moitié de notre travail ; l'autre moitié consiste à mettre les*

[1] FIAT, « Manuel pour l'orientation des membres et des responsables des équipes de terrain opérant sous l'autorité de l'Agence d'information de terrain, technique (États-Unis) », 6 septembre 1945, copie dans RG 260, FIAT 7 771st Document Center, boîte 14, WNRC ; T. G. Haertel, « Three Months in Germany : A Factual Account in Fiction Form of the Investigation of German Industrial ‘Know-How’ », Federal Science Progress, 1 (avril 1947), 7 ; John C. Green, to Whom It May Concern, 20 mai 1949, RG 40, boîte 107, dossier Declassified Reports, WNRC.

informations entre les mains de l'industrie et du public »[2], et a fait diverses choses pour accomplir cette dernière. Il a publié des communiqués de presse sur des missions spécifiques et a soumis des articles à des revues, magazines et des bulletins d'information professionnels. Il a tenu des réunions avec des groupes de commerce et d'industrie ; a accueilli des visiteurs qui sont venus à Washington ; et a répondu aux demandes écrites d'entreprises individuelles et de divers groupes industriels et de recherche.[3] Il a publié une *Bibliography of Scientific and Industrial Research Reports* [*« Bibliographie des rapports de recherche scientifique et industrielle »*] hebdomadaire, qu'il a vendue par abonnement et distribuée gratuitement à des bibliothèques sélectionnées, des agences gouvernementales, des sociétés scientifiques, et peut-être à d'autres.[4] Décrites par l'OTS comme un guide de *« tout ce que nous avons pu apprendre sur la science et l'industrie allemandes, et tout ce que l'on peut maintenant dire sur la recherche en temps de guerre et les développements industriels en Amérique »*, les bibliographies hebdomadaires annotées étaient complétées de temps à autre par d'autres instruments de recherche et des bibliographies spéciales sur des sujets choisis, tels que les plastiques, les adhésifs, le papier, la céramique, les produits laitiers, les graisses et les huiles, et les magnétophones à fil et à bande magnétique.[5]

---

[2] Robert Reiss à tous les chefs d'unité, mémorandum, sujet : publicité sur les résultats de l'IITB, 15 mars 1946, RG 40, fichiers Worden de l'OTS, boîte 88, fichier IITB, WNRC.

[3] John C. Green, le directeur du Bureau des services techniques, déclara en janvier 1946 à la Commission des appropriations de la Chambre que son bureau avait eu plusieurs centaines de visiteurs personnels et avait reçu environ 5 000 demandes écrites de groupes industriels et de recherche. Voir Congrès américain, Chambre, Audiences devant la sous-commission de la commission des crédits, 79e cong., 2nd sess. 26 janv. 1946, p. 84.

[4] John C. Green, « Scientific Information from Enemy Sources and Government Sponsored Research », Chemical and Engineering News, 24 (10 juillet 1946), 1796 ; Lawrence S. Thompson, « The Bibliography of Scientific and Industrial Reports », The journal of Documentation, 3 (juin 1947), pp. 3-8.

[5] OTS, brochure publicitaire, juillet 1946, RG 40, boîte 99, dossier Publicité, WNRC ; OTS, sept guides de la technologie, OTS technology guide circular no. 1, RG 40, dossier Reiss de l'OTS, boîte 153, WNRC. Voir aussi RG 40, boîte 108, pour un dossier de bibliographies spéciales.

Pendant une courte période, l'OTS a également publié *Federal Science Progress*, un magazine mensuel léché contenant beaucoup de propagande sur le travail et les avantages de l'OTS et du Conseil de publication. Publié pour la première fois en février 1947, le magazine a été critiqué par les revues commerciales avec lesquelles il était en concurrence et par le député Karl Stefan, du Nebraska – un champion de la reprise économique allemande qui voulait mettre fin à toute l'opération FIAT/OTS – ce qui a entraîné son interruption en juin 1947, après la publication de cinq numéros seulement.[6] Parmi ses nombreuses activités visant à mettre l'information en provenance d'Allemagne entre les mains de l'industrie et du public, les projets les plus visibles de l'OTS ont été la publication et la vente de rapports de la FIAT et du Conseil de publication, ainsi que l'exposition et la démonstration de matériel allemand apporté aux États-Unis à la demande de consultants et de missions techniques.

Rapports de la FIAT et du Conseil de publication

Si le nombre de rapports achetés par les Américains est une juste mesure, l'OTS s'est comporté comme un véritable cadastre dans la diffusion du savoir-faire scientifique et technique allemand. Dans un article du *Harper's Magazine* d'octobre 1946, « Secrets by the Thousands » [« Des secrets par millier »], qui était clairement basé sur des informations fournies par l'OTS, C. Lester Walker rapportait que les commandes reçues par le Comité de publication étaient alors d'environ 1 000 par jour et que pas moins de 20 000 commandes avaient été exécutées en un mois. Déclarant que les Américains n'utilisaient pas seulement les secrets de l'Allemagne, mais qu'ils les *« dévoraient »*, Walker a écrit que *« les cadres des entreprises se garent*

---

6 Congrès américain, Chambre des représentants, Audiences devant la sous-commission de la commission des appropriations, les deux congrégations, 1ère session, 26 février 1947, 113-15 et 129. Voir aussi Hanns D. Ahrens, *Demontage: Nachkriegspolitik der Alliierten* (Munich, 1982), p. 62 sq., pour un compte-rendu de la réception du député Karl Stefan à Kamen, Allemagne, la ville sœur de Bloomfield, Nebraska, le 31 mai 1948, lorsqu'il a livré cent paquets de CARE donnés par un fermier du Nebraska.

pratiquement aux portes de l'OTS, voulant être les premiers à mettre la main sur un rapport ou une publication particulière ».[7] Un article du *New York Times* du 26 mai 1947 disait que le département du Commerce vendait des rapports dont le prix moyen était de 3 à 4 $ – le coût réel de la reproduction – à raison de 6 000 $ par semaine, et qu'il avait vendu plus de 400 000 rapports pour un total de 1 500 000 $.[8*] Un an plus tard, un article paru dans *Scientific American* déclarait que *« de nombreux de rapports, contenant des descriptions de procédés et d'équipements, des formules, la disposition des usines et d'autres données techniques, se vendent à moins d'un dollar ! » et que « les entreprises et les individus américains les achètent à un taux de 1 000 $ par jour ».*[9]

Les sujets des rapports mis en vente par l'OTS touchaient pratiquement tous les aspects de l'industrie et de la technologie allemandes : la chimie de l'acétylène, les combustibles synthétiques et le caoutchouc, les huiles lubrifiantes synthétiques, les fibres synthétiques et la fabrication de textiles, la céramique, les moteurs diesel, l'optique et le verre, les souffleries, les presses lourdes, l'infrarouge, les magnétophones et les bandes plastiques métallisées, l'extrusion à froid de l'acier, les microscopes électroniques, les condensateurs électriques, une machine à fabriquer du beurre, les jus de fruits, une machine à emballer le chocolat, un procédé de conservation de l'huile de soja, le

---

[7] C. Lester Walker, "Secrets by the Thousands", *Harper's Magazine*, 193 (oct. 1946), pp. 335-36.

[8] *New York Times*, 26 mai 1947, p. 35.

[*] Par exemple, on pouvait acheter un rapport sur les travaux du Dr Julius W. Reppe, le chimiste de I. G. Farben, célèbre pour ses progrès en chimie de l'acétylène, pour 10 cents. Voir *Chemical and Metallurgical Engineering*, 52 (nov. 1945), pp. 220-28, et "German Chemical Industries", *Chemical Engineering*, 53 (nov. 1946), pp. 245-46. Les responsables de Degussa ont appris, en lisant *Chemical Engineering* à la bibliothèque Amerika Haus de Francfort, qu'un rapport rédigé par un des leurs en 1945 à la demande d'un enquêteur pouvait être acheté à l'OTS pour 2 $: voir H. Kohl, Notiz für Herrn Scheller/ZSV Betreffend Schreiben v. 15 janvier 1947 (Bibliothèque américaine), dossier Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1er avril 1945 à..., Degussa Archives.

[9] John L. Kent, "Manufacturing Advances in Wartime Germany: Machines and Processes Which Were developed in Competition with Allied Engineering Brains Are Now Available to U.S. Industry", *Scientific American*, 178 (Apr. 1948), pp. 161-64.

noir de carbone blanc, les produits de cellulose et les sucres de bois, les fournitures dentaires, les paillettes de mica synthétique, les saphirs synthétiques pour les roulements de montres, d’horloges et d'instruments, les films couleur et le traitement des films couleur, les horloges à quartz, les produits pharmaceutiques, les insecticides, le plasma sanguin synthétique, le cuir artificiel, les plastiques, les couleurs et les colorants, les savons et les détergents, les machines à bois, les fermetures à glissière, les aiguilles à coudre, le matériel de fromagerie, les potentiomètres et autres instruments de mesure précis, les bidons de lait, les épandeuses de fumier, les motocyclettes, les appareils photo et le matériel photographique, entre autres.

Ni les enquêteurs qui ont rédigé les rapports du comité de publication ni les entreprises qui les ont achetés à l'OTS n'étaient tenus de rendre compte de l’utilisation de ces rapports ou des avantages qui en découlaient. Certains d'entre eux l'ont toutefois fait, donnant ainsi un aperçu sur ce qui reste essentiellement un livre fermé.[10]

Magnétophones et bandes magnétiques. Richard H. Ranger, propriétaire de Rangertone dans le New Jersey et colonel des Services des transmissions pendant la guerre, a écrit qu'il n'aurait manqué pour rien au monde son expérience du renseignement scientifique et technique en temps de guerre et a exprimé l'espoir que *« les résultats justifieront tout »*.[11] Il s'est également efforcé de concrétiser cet espoir. Il a apporté aux États-Unis un modèle de magnétophone allemand

[10] Le 15 août 1946, l'OTS a sollicité des réponses volontaires de 425 anciens enquêteurs, mais les réponses, dont certaines ont été classées dans un dossier intitulé « Boosters », étaient peu nombreuses et apparemment décevantes. Un rapport d'activité du 30 août montre que trente-sept réponses avaient été reçues à la fin du mois, mais il n'est pas fait mention du nombre de réponses dans les rapports ultérieurs. J'ai cependant trouvé quelques réponses portant des dates ultérieures dans les dossiers de l'OTS. Voir John C. Green, OTS, mémorandum pour tous les anciens enquêteurs de TIIC, 15 août 1946, RG 40, boîte 116, dossier « Inter-Office Memoranda », WNRC, et TIID, rapport d'activité n° 8, 30 août 1946, RG 40, boîte 99, WNRC.

[11] Dick Ranger to Dear R. S., 10 juin 1945, RG 40, boîte no, dossier Reports of TIIC, dossier TIIC/C Investigators' Reports-Informal, WNRC.

(Magnetophone), l'a d'abord déposé dans les laboratoires des Services de transmission à Fort Monmouth, dans le New Jersey, puis – après sa démobilisation en octobre 1946 – l'a montré au département du Commerce dans le cadre d'une réunion de l'Institut des ingénieurs radio.[12] En mai 1947, il a écrit à l'OTS que Rangertone venait de terminer un modèle de préproduction de *« notre enregistreur magnétique »*, en travaillant sous *« l'inspiration directrice de savoir... tout à fait ce que les Allemands avaient fait »*, et en accordant *« une attention infinie aux détails »*. L'enregistreur magnétique *« est l'objet que nous avons choisi comme premier grand travail de reconversion [d'après-guerre] »*, et il espérait l'avoir sur le marché dans un mois.[13] Deux mois plus tard, il a déclaré avoir reçu une commande du Bureau des normes pour le composant de transmission mécanique de son modèle d'enregistreur et qu'il avait montré son équipement chez CBS et NBC, qui ont tous manifesté suffisamment d'intérêt pour qu'il en conclure que *« il semble que nous soyons vraiment sur la bonne voie »*.[14]

Pendant ce temps, William C. Speed, le président d'Audio Devices, l'entreprise qui fabriquait les bandes pour le nouveau magnétophone Rangertone, a indiqué à l'OTS que *« la fabrication de ce matériel et une grande partie du succès que nous avons obtenu sont dus presque entièrement aux informations, rapports et documents qui nous ont été fournis par le département du Commerce »*. *« Les Allemands avaient porté le magnétophone et la bande d'enregistrement à l'oxyde de fer… à un haut degré de perfection »*, a-t-il écrit ; *« Audio Devices se prépare maintenant à une production de masse afin de commercialiser les bandes sous la marque 'AUDIOTAPE', qui seront mises à la disposition des fabricants de machines d'enregistrement, des* studios de

[12] TIID, rapport d'activité n° 10, 1er novembre 1946 ; TIID, rapport d'activité n° 11, 10 décembre 1946, tous deux dans RG 40, boîte 99, WNRC.

[13] Ranger à Robert Reiss, OTS, 2 mai 1947, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 153, dossier Réponses aux lettres du 29 avril 1947, WNRC.

[14] A. Orden, Electronics Section, Bureau of Standards, à E. Y. Webb, OTS, 3 juin 1947, RG 40, boîte 115, dossier Magnetophone, WNRC ; Ranger à Webb, 2 juillet 1947, RG 40, boîte 117, dossier Ranger, WNRC.

radiodffusion et du public par l'intermédiaire de nos deux cents distributeurs agréés réguliers ».[15]

Préservation de l'huile de soja. Warren H. Goss, le directeur adjoint des laboratoires de recherche du département américain de l'Agriculture à Peoria dans l'Illinois, s'était rendu en Allemagne en 1945 en tant que consultant technique de l'OTS et enquêteur de la FIAT. En décembre 1946, il a écrit à l'OTS que l'industrie américaine du soja a régulièrement souffert dans le passé d'un phénomène connu sous le nom de *« réversion »* dans l'huile de soja, qui entraînait des pertes toute pour l'ensemble de l'industrie d'environ 50 millions de dollars par an (barèmes de 1946) en raison de la détérioration. L'industrie, a-t-il poursuit, a dépensé des sommes considérables en recherche pendant une quinzaine d'années pour résoudre le problème de la réversion, mais n'a obtenu *« qu'un succès limité ».* M. Goss a ajouté qu'au cours de ses enquêtes en Allemagne, il avait découvert et rédigé des rapports sur deux méthodes allemandes pour surmonter la réversion, *« qui semblent toutes deux avoir été des secrets commerciaux »*, et dont l'une avait depuis été testée par l'agence de Goss et s'était révélée très efficace. Plusieurs grands opérateurs aux États-Unis étaient parvenus à des conclusions similaires, a-t-il indiqué, mais il n'est pas certain qu'ils utiliseront précisément le savoir-faire allemand, car certains producteurs devront changer radicalement leurs équipements. En outre, comme il me l'a écrit en 1981, *« les raffineurs d'huiles alimentaires sont assez secrets sur les détails de leurs procédures de fonctionnement ».* Néanmoins, il a conclut en décembre 1946 : *« il semble assez certain... qu'une partie substantielle des pertes importantes dues à la réversion sera éliminée grâce à ces découvertes et que la qualité des produits vendus au détail aux consommateurs s'en trouvera grandement améliorée ».*[16]

---

[15] Speed à Webb, 28 janv. 1947, joint au rapport d'avancement n° 13, janv. 1947, p. 21, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Rapports d'avancement de Reiss 1946-47, WNRC.

[16] Goss à Robert Reiss, TIID, 12 déc. 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 153, dossier TIID, WNRC ; Goss à l'auteur, 28 oct. 1981, en ma possession. John C. Green a lu des parties de la lettre de Goss du 12 décembre 1946 lors de son témoignage devant une sous-commission de la commission des appropriations de la Chambre le 26 février 1947. Voir Congrès américain, Chambre des représentants,

Plus d'un an plus tard, Robert Reiss, administrateur en chef du programme OTS/FIAT au sein du département du Commerce, s'est entretenu avec M. Goss en réponse à des questions sur l'utilisation du procédé allemand pour la fabrication d'huile de soja – questions qui ont apparemment surgi à la suite des contestations de l'industrie face aux affirmations publiques de l'OTS concernant la grande valeur du procédé pour les utilisateurs américains. Goss, qui entre-temps avait quitté la fonction publique et accepté un poste de directeur associé de la recherche pour Pillsbury Mills à Minneapolis, a toutefois réitéré ses conclusions antérieures, estimant cette fois-ci que les économies réalisées se situent entre 30 et 40 millions de dollars par an, et a ajouté quelques détails et observations intéressants. Il aurait dit à Reiss que les fabricants américains sont *« très discrets sur ce qu'ils font avec les données allemandes »*, mais a néanmoins remarqué *« que probablement toutes les entreprises dans les secteurs de la transformation et de l'équipement de l'industrie du soja utilisent ou ont été affectées par les données allemandes ».* Il a cité en exemples quatre entreprises, Armour and Company de Chicago, Clinton Industries de Clinton, dans l'Iowa, Allis-Chalmers de Milwaukee, dans le Wisconsin, et la French Oil Mill Machinery Company de Piqua, dans l'Ohio, notant toutefois que *« les quatre entreprises nieront probablement avoir utiliser les données allemandes si on leur pose la question ».*[17]

Textiles, fibres et teintures. À partir d'octobre 1945, lorsqu'une équipe d'experts de l'industrie textile qui venait de rentrer d'Allemagne a présenté ses conclusions lors d'une réunion de quelque 750 représentants de l'industrie à New York et a annoncé son intention de publier un rapport écrit officiel de plus de 1 000 pages, les avantages potentiels du savoir-faire technique allemand pour l'industrie textile américaine ont retenu l'attention du public. Par exemple, *Business Week* a rapporté que des experts américains avaient découvert un *« équipement*

Audiences devant la sous-commission de la commission des appropriations, Both Cong, 1ère session, 26 février 1947, p. 131.

[17] Reiss à Green, mémorandum, 2 mars 1948, RG 40, dossiers Reiss de l'OTS, boîte 153, dossier Budget, WNRC.

supérieur », et a décrit une usine expérimentale du gouvernement à Denkendorf, une petite ville du sud de l'Allemagne, qui comportait plusieurs types d'isolation des sols et des murs, un toit unique en dents de scie qui maximisait la lumière du jour, un éclairage artificiel qui se rapprochait de la lumière du jour, la climatisation dans toute l'usine, un procédé sous vide pour enlever les peluches des machines textiles plutôt que de les *« souffler »*, comme cela se faisait aux États-Unis. *Textile World* a décrit la même usine à l'époque, et a publié des récits similaires en 1946 et 1947. L'un d'eux annonçait la disponibilité de plus de soixante-quinze rapports sur l'industrie textile allemande au département du Commerce, dont certains contenaient des milliers de formules de colorants allemands qui *« pourraient faire progresser l'industrie américaine des colorants de cinq à dix ans ». Chemical and Metallurgical Engineering*, dans un article annonçant la publication d'un rapport du comité de publication en février 1946, déclarait que *« l'industrie allemande de la rayonne et des fibres synthétiques a fait quelques tours de passe-passe ».* Enfin, *Mechanical Engineering* décrivait divers dispositifs, machines et procédés allemands *« ingénieux »* utilisés dans l'industrie de la rayonne, dont l'un *« augmente la production, par rapport à la surface au sol, de 100 à 150 % »,* et un autre *« élimine les six ou sept opérations distinctes dans la production conventionnelle ».*[18]

L'un des experts en textile qui s'était rendu en Europe, L. G. Costa, de l'entreprise de fabrication et d'exportation de machines et d'équipements textiles Oscar Kohorn and Company, a écrit à John C. Green en octobre 1946 que son entreprise prévoyait d'utiliser immédiatement les informations provenant d'Allemagne. *« Nous serons en mesure d'appliquer rapidement les leçons apprises, tant positives que négatives, et donc de présenter assez rapidement au monde entier une technologie américaine*

[18] « German Fibers », *Business Week*, 13 octobre 1945, pp. 63-66 sq. ; « German Textiles Relied Heavily on Synthetics », *Textile World*, 95 (octobre 1945), p. 139 sq. ; Ernest C. Grier, « Germans Trailed U.S. in Throwing and Twisting », *Ibid.* 96 (avril 1946), pp. 123-25 ; « Denkendorf Reports Disclose Advanced German Technology », *Ibid*, 97 (mars 1947), pp. 133-37 ; « La technologie textile allemande peut faire progresser l'industrie américaine », *Ibid.* p. 96 (mai 1946), pp. 101-15 ; « Les fibres allemandes », Génie chimique et métallurgique, 53 (février 1946), pp. 162-63 ; « Rapports de l'Allemagne », Génie mécanique, 68 (juillet 1946), pp. 657-58.

améliorée. Nous n'hésitons pas à apporter immédiatement des modifications à nos installations... et il est fort possible que, dans ce domaine, l'expérience allemande... aura une influence importante non seulement sur la fabrication nationale mais aussi, dans notre cas, sur notre commerce extérieur ».[19] Moins de trois ans plus tard, un rapport publié cataloguant l'impact des scientifiques et des techniciens allemands aux États-Unis indiquait qu'Oscar Kohorn and Company avait fait appel à deux de ces experts allemands – apparemment dans le cadre du Projet Paperclip – l'un étant un ingénieur qui avait aidé l'entreprise à ouvrir de nouvelles usines d'une valeur de 60 millions de dollars, l'autre, un chimiste qui exploitait une usine de 30 millions de dollars au Brésil.[20]

Autres technologies allemandes. Albert J. Phillips, le directeur de recherche de l'American Smelting and Refining Company, a souligné que les méthodes allemandes de raffinage de la ferraille d'aluminium promettaient de faire économiser plusieurs milliers de dollars dans ce pays, et a signalé que son entreprise travaillait sur deux projets issus des enquêtes de l'OTS et de la FIAT. Aucun des deux projets ne s'inspirait exactement des informations allemandes, a-t-il poursuivi, mais *« dans chaque cas, la démonstration allemande nous a donné la confiance nécessaire pour entreprendre le projet ».*[21] John D. Waugh, de la division des hélices d'avion de la Koppers Company, a signalé que son entreprise travaillait avec un revêtement plastique pour les pales d'hélice que les Allemands avaient appliqué directement sur la pale, plutôt qu'avec des agrafes, du fil de fer et de la soudure. En outre, il a dit qu'il savait que Curtiss-Wright Corporation avait dupliqué et testait un *« système de pales à balayage arrière »* mis au point par les Allemands, qui était très prometteur pour les turbines.[22]

---

[19] Costa à Green, 19 oct. 1946, RG 40, boîte 99, dossier Bilan de fin d'année, WNRC.
[20] Peter J. Whelihan, « German Genius Pays a Debt », *Nation's Business*, 37 (mai 1949), p. 80.
[21] Phillips à Reiss, TIID, 4 sept. 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 153, dossier TIID, WNRC.
[22] Waugh à Green, 16 déc. 1946, RG 40, fichiers OTS Worden, boîte 90, fichier John D. Waugh, WNRC.

M. C. Banca, du département des produits d'ingénierie de RCA, a écrit que le développement allemand des tubes infrarouges a permis d'obtenir des images de télévision plus nettes avec un meilleur contraste. *« D'un point de vue technique, cette caractéristique est d'une valeur inestimable »*, a-t-il observé. *« Si notre équipe n'avait rien appris d'autre, ce seul élément aurait valu le déplacement. »*[23] John S. Buck, le cytologiste principal du Service de santé publique des États-Unis, expliquant comment son agence avait utilisé un microscope Zeiss exproprié que l'OTS avait confié aux National Institutes of Health, a déclaré qu'il avait également eu l'occasion de tester un microscope à contraste de phase construit par Bausch et Lomb et qu'il avait constaté qu'il *« se comparait favorablement à l'allemand, ce qui n'est pas surprenant, puisqu'il s'agit apparemment d'une copie presque exacte »*.[24]

C. M. Jackson, le chimiste en chef de la marine de la DeVoe and Raynolds Company, a déclaré savoir que DuPont utilisait du cyanamide de plomb, que les Allemands avaient largement utilisé pendant la guerre comme pigment anticorrosif et comme substitut du chromate de zinc, et que *« l'une de nos grandes compagnies pétrolières est en train d'ériger une usine de glycérine synthétique, qui, je crois, est construite généralement sur le principe de celle utilisée en Allemagne »* pour produire cet *« article très rare »*.[25]

Enfin, en mai 1947, Robert Reiss, de l'OTS, a énuméré, sans donner de détails, les noms de sept entreprises connues pour utiliser les procédés chimiques allemands à l'acétylène, trois entreprises utilisant la technologie allemande des disjoncteurs, deux entreprises utilisant du mica synthétique développé en Allemagne, deux entreprises utilisant la technologie des carburants synthétiques Fischer-Tropsch apportée d'Allemagne, et de entreprises individuelles qui utilisaient des informations provenant d'Allemagne sur les condensateurs radio, les

---

[23] Banca à Albert M. Orme, TIIC, 21 janv. 1946, RG 40, fichiers OTS Webb, boîte 124, fichier Banca, WNRC.

[24] Buck à Webb, 27 oct. 1947, RG 40, boîte 102, n° de dossier chronologique 6, WNRC.

[25] Jackson à Reiss, 17 déc. 1946, RG 40, boîte 99, dossier Bilan de fin d'année, WNRC.

magnétophones, les microscopes à contraste de phase, l'extrusion à froid de l'acier et les fibres synthétiques.[26]

Expositions et démonstrations

En plus de la publicité et de la vente des rapports qui avaient été préparés par ses consultants scientifiques et ses missions techniques, l'OTS a parrainé et fait connaître des démonstrations de produits et d'équipements allemands expédiés aux États-Unis par la FIAT à la demande de ces consultants et missions. Au début du mois de

[26] Reiss à Green, sujet : produits ou procédés actuellement fabriqués ou utilisés dans l'industrie américaine à la suite de nos enquêtes en Allemagne, 20 mai 1947, RG 40, dossiers OTS Hilbourne, boîte 147, dossier Reiss, WNRC. Il est révélateur de la difficulté à obtenir des informations sur l'utilisation de la technologie allemande par les entreprises américaines. En effet, après que John C. Green ait présenté certaines des informations de Reiss lors de son témoignage devant le Congrès, certaines entreprises ont vigoureusement nié avoir, en fait, utilisé ou bénéficié de la technologie allemande. Par exemple, Bruce K. Brown, de la Standard Oil Company, a nié l'affirmation de Green selon laquelle la Stanolind Oil and Gas Company du Kansas utilisait des techniques de procédé Fischer-Tropsch, en faisant valoir que les informations étaient disponibles avant la guerre et que les principes de base étaient généralement connus. Les laboratoires de recherche et les usines pilotes américains, a-t-il dit, existaient aux États-Unis *« depuis bien avant la Seconde Guerre mondiale »*. Mais cet argument va à l'encontre du fait vérifiable que la Technical Oil Mission américaine a essaimé en Allemagne en 1945 et que l'American Petroleum Institute et le Bureau of Mines ont envoyé plusieurs missions de suivi en Allemagne pour recueillir des informations sur le procédé Fischer-Tropsch – informations que, comme nous l'avons vu ailleurs dans cette étude, l'industrie américaine et le gouvernement américain ont continué à tenter d'exproprier jusqu'en 1951. Voir Brown au représentant Karl Stefan, dans Congrès américain, Chambre, Congressional Record, 8e Cong., 2e sess., 5 mars 1948, 2238, et ci-dessus, chap. 5, pp. 85-88. En outre, W. A. Steiger, l'avocat en brevets de la Westinghouse Electric Company, a écrit au membre du Congrès Karl Stefan – également en réponse au témoignage de Green devant le Congrès – que l'opération OTS/FIAT avait été inutile à sa société. *« En ce qui concerne notre société, j'ai enquêté sur la situation, et je pense personnellement que cette activité gouvernementale particulière n'a aucune valeur pour nous. »* Steiger à Stefan, 1er mars 1948, *Ibid.*, pp. 2238-39. Green réagit en informant Steiger que les dossiers de l'OTS montrent qu'entre 1945 et février 1948, Westinghouse a acheté 388 copies de rapports pour un coût total de 795,75 dollars. Voir Green à Steiger, 30 mars 1948, RG 40, dossiers Reiss de l'OTS, boîte 153, dossier Green, WNRC.

décembre 1946, un résumé des activités de l'OTS déclarait que *« dès le début du programme, les enquêteurs en Allemagne ont réservé des articles pour l'évacuation vers les États-Unis ».* Il a indiqué que le département du Commerce avait déjà reçu environ 2 500 articles, allant d'*« échantillons chimiques d'une demi-livre à des pièces de machines de dix ou douze tonnes »*, et il a noté que *« des échantillons et du matériel arrivaient en quantités toujours croissantes ».* Étant donné que le ministère du commerce recevait ces documents au profit de l'industrie américaine, le résumé poursuivait, l'OTS informait normalement les revues professionnelles et commerciales appropriées et *« toutes les entreprises connues pour être intéressées »* chaque fois que des articles dans leurs domaines d'intérêt ou d'activité étaient arrivés.[27] Il a également fait en sorte que des articles ou des groupes d'articles soient testés et exposés par des laboratoires gouvernementaux, des sociétés scientifiques et des associations professionnelles, et parfois par des entreprises privées.

Matériel de transport à Fort Monroe, en Virginie. Début mars 1946, en coopération avec l'Army Transportation Corps, l'OTS a exposé quelque trente-cinq objets à Fort Monroe, en Virginie. Après une présentation spéciale pour la presse et les membres intéressés du Congrès le 5 [mars], l'exposition a été prolongée de trois jours supplémentaires au profit des ingénieurs, des scientifiques, des fabricants et d'autres représentants de la science et de l'industrie. Les produits exposés – y compris des moteurs diesel, des locomotives, des wagons, des moteurs d'aiguillage et des équipements marins – provenaient d'entreprises allemandes aussi connues que Daimler-Benz, Klockner-Humboldt-Deutz, Henschel & Sohn, J. M. Voith et M.A.N. (Maschinenfabrik Augsburg-Nurnberg). Selon un communiqué de presse du département du Commerce sur l'exposition, *« les réparations intellectuelles et scientifiques de ce type permettent aux entreprises américaines d'introduire de nouveaux produits ou d'améliorer les anciens, et ne coûtent à l'Allemagne que son leadership dans certaines industries et techniques. Les petites*

---

[27] OTS, TIID, « Collection of Technical Industrial Intelligence in Germany », 10 déc. 1946, en particulier p. 13, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Enquêtes… 1946-47, WNRC.

entreprises ainsi que les grandes sociétés aux États-Unis bénéficieront de la libre diffusion de ces informations ».[28]

Matériel d'ingénierie à Fort Belvoir, en Virginie. Du 16 au 18 avril 1946, le département du Commerce a collaboré avec l'Army Corps of Engineers dans le cadre d'une exposition similaire qui s'est tenue à Fort Belvoir, en Virginie. Dans la brochure et l'invitation qu'il a envoyées aux *« membres de la science et de l'industrie »*, l'OTS promettait un transport gratuit du département du Commerce de Washington à Fort Belvoir et a indiqué qu'environ deux cents articles distincts seraient exposés pendant trois jours. Il s'agissait notamment d'équipements d'arpentage, de cartographie et de photogrammétrie, d'équipements électriques et électroniques, de matériel de construction, d'équipements d'approvisionnement en eau et d'unités de distillation, et d'équipements de pont, ainsi que de pièces d'équipements militaire allemand capturées, telles que des bateaux d'assaut et de tempête, des moteurs hors bords, power launches, des pontons et des engins de démolition.[29]

Machines-outils et autres articles à l'Arsenal de Frankford, à Philadelphie. Parrainée conjointement par l'OTS, l'Association nationale des constructeurs de machines-outils, le Département de l'armement et l'Association de l'armement, l'exposition de machines-outils, d'équipements de mesure et d'essai et d'équipements de transformation des matières plastiques de l'Arsenal de Francfort s'est déroulée du 31 mars au 2 mai 1947 et a présenté quinze expositions de *« machines-outils et autres équipements de conception et de fonctionnement nouveaux ».* Parmi ces

---

[28] Publication Board, communiqué de presse OPB-57, 3 mars 1946, RG 40, boîte 108, dossier 1-99, WNRC ; programme, « Transportation Corps Display of Captured Materiel », Army Service Forces, Fort Monroe, Virginie, 4-8 mars. 1946, RG 40, boîte 85, WNRC ; coupures de presse de l'époque des chemins de fer, 9 février 1946 et 16 mars 1946, dans une lettre d'Anne O. Benoff, directrice des services éducatifs et d'information, Association of American Railroads, à l'auteur, 5 août 1981, en ma possession.

[29] Brochure et notice dans RG 40, boîte 85, WNRC.

machines figuraient un tour de la Süddeutsche Kühlerfabrik à Feuerbach, une meuleuse de Schmidt & Schmidt à Stuttgart, un tour à rectifier de chez Fortuna Werke à Stuttgart, une machine à fileter de chez Ernst Grob à Munich et un tour à rectifier de précision à assistance optique de chez Ultra Präzisionswerk, à Aschaffenburg.[30] La machine Ultra Präzisionswerk – que les Allemands avaient utilisée pour fabriquer des gabarits, des formes cylindriques et d'autres formes complexes – avait été décrite dans un précédent communiqué de presse de l'OTS comme *« une réalisation exceptionnelle en terme de compétence et de travail de construction »* avec un *« système optique inédit qui permet à l'opérateur de comparer son travail avec le dessin de l'ingénieur au fur et à mesure de l'avancement des travaux »*. Elle aurait suscité un vif intérêt parmi les plus de 1 000 experts ayant visité l'exposition. En fait, avant même l'ouverture de l'exposition, Bausch and Lomb Optical Company, l'American Jeweled Watch Manufacturers Association, la National Machine Tool Builders Association et d'autres avaient adressé des demandes à l'OTS.[31]

Les visiteurs de l'exposition ont été informés par l'OTS que les rapports techniques des équipements exposés pouvaient être achetés auprès du département du Commerce et que les entreprises pouvaient envoyer des experts en mission technique en Allemagne pour un examen approfondi de la conception de la construction, des spécifications précises, des accessoires et des techniques de fabrication. L'OTS a également invité les visiteurs et leurs entreprises à participer à son programme visant à mettre les machines-échantillons à disposition pour un examen détaillé, des essais expérimentaux et des tests de performance, en précisant que lorsque les dessins et les spécifications n'existaient pas, les machines-échantillons pouvaient être démontées

---

[30] Programme, « Exposition de machines-outils allemandes », Arsenal de Francfort, RG 40, fichiers OTS Worden, boîte 92, WNRC.

[31] C. S. Weaver, FIAT, à Albert M. Orme, Civilian Production Administration, 3 sept. 1946, RG 40, boîte 115, dossier Correspondance, OTS, WNRC ; OTS, communiqué de presse, OTS-4o4, 27 sept. 1946, RG 40, boîte 108, dossier 400-499, WNRC ; OTS, communiqué de presse sur l'exposition de l'Arsenal de Francfort, 16 avril 1947, RG 40, OTS dossiers Worden et Mayer, boîte 98, dossier Communiqués de presse 300-, WNRC.

afin de réaliser des dessins et fournir des spécifications pour leur duplication.[32]

La machine à condensateur Bosch chez Western Electric, à Chicago. L'OTS a décrit à plusieurs reprises la machine à condensateur Bosch comme *« une machine ingénieuse »* qui promettait de révolutionner la fabrication des condensateurs pour les radios, les allumages automatiques, les appareils auditifs, les émetteurs de télévision, les radars et autres équipements électriques et électroniques. Elle permettrait à l'industrie américaine des condensateurs d'économiser *« des millions de dollars par an »* en produisant des condensateurs 50 % plus petits et 40 % moins chers que ceux produits aux États-Unis.* Elle avait été introduite aux États-Unis à l'initiative de Howland H. Sargeant, le dépositaire des biens étrangers, qui avait confisqué le brevet allemand de la machine détenu par les États-Unis et l'avait mis à la disposition des fabricants américains pendant la guerre, pour apprendre que *« les informations du brevet à elles seules [s'avéraient] insuffisantes afin de permettre à un fabricant d'adopter le procédé »*.[33] Après la guerre, Sargeant a demandé à l'OTS d'envoyer une de ses missions en Allemagne afin d'obtenir plus d'informations, et l'OTS a chargé Frederick E. Henderson, le surintendant de l'ingénierie de fabrication de Western Electric à Baltimore, de cette tâche. Henderson, qui travaillait comme consultant scientifique pour FIAT, s'est rendu dans les locaux de Robert Bosch,

---

[32] TIID, Unité des machines, rapport d'avancement pour l'Unité des machines, nov. 1946, RG 4o, boîte 99, fichier Rapports d'avancement, 1946, WNRC ; programme, « Exposition des machines-outils allemandes », Arsenal de Francfort, RG 40, fichiers OTS Worden, boîte 92, WNRC.

* L'OTS a publié ces chiffres en 1948 (voir ci-dessous, la note 34 pour ce chapitre). Le Comité de publication avait précédemment annoncé que les condensateurs produits par la machine étaient 40 % plus petits et 20 % moins chers. Voir Publication Board, communiqué de presse OPB-60, 6 mars 1946, RG 40, boîte 108, dossier 1-99, WNRC. Voir aussi « Capacitators without Foil », *Electronics*, 19 (mai 1946), p. 303.

[33] E. Y. Webb à Robert Reiss, OTS, avec le communiqué de presse de l'OTS joint, « La technologie allemande dans l'industrie américaine », 26 mars 1948, RG 40, boîte 102, n° de dossier chronologique. 6, WNRC.

GmbH, à Stuttgart, a fait les recherches, a rédigé un rapport FIAT de six pages – que le Comité de publication a finalement vendu pour 10 cents l'exemplaire aux États-Unis – et a fait expédier une des machines de douze tonnes aux États-Unis comme spécimen aux fins de recherches et d'études.[34]

La machine-échantillon a été attribuée par l'OTS à la Western Electric Company et à Bell Telephone Laboratories pour démonstration publique.[35] Des ingénieurs et techniciens des deux entreprises ont assemblé la machine à l'usine de Western Electric à Hawthorne, près de Chicago. Là, elle a été mise à disposition pour inspection et observation en fonctionnement par les fabricants intéressés des États-Unis et du Canada, dont environ deux cents auraient manifesté un intérêt pour la machine après que l'OTS ait annoncé l'acquisition de celle-ci. Le registre des visiteurs de l'exposition, que Bell Téléphone a compilé à la demande de l'OTS, contient les noms d'ingénieurs, de présidents, de vice-présidents, de contremaîtres, de directeurs généraux, de surintendants, de chimistes, de physiciens, de consultants et d'autres personnes provenant de cent-trente-et-une entreprises et agences, dont le U.S. Army Signal Corps, le National Bureau of Standards, ITT, General Electric et Bausch and Lomb Optical Company.[36]

Les dossiers du département du Commerce montrent que l'exposition a été transférée de la Western Electric à Chicago à la Good-All Electric Company à Ogallala, dans le Nebraska, et de là à la Sprague Electric Company à North Adams, dans le Massachusetts. Ils

[34] Commission de publication, communiqué de presse OPB-6o, 6 mars 1946, RG 40, boîte 108, dossier 1-99, WNRC.

[35] Publication Board, communiqué de presse OPB-60, 6 mars 1946, RG 40, boîte 108, dossier 1-99, WNRC ; Henry A. Wallace, « A Way to Check Depressions », *The American Magazine*, 141 (juin 1946), p. 132 ; TIID, rapport d'activité n° 10, 1er novembre 1946, RG 40, boîte 99, WNRC.

[36] Reiss à Green, sujet : rapport d'avancement n° 6, 28 juin 1946, RG 40, boîte 26, dossier THD - Rapports d'avancement de Reiss 1946-47, WNRC ; TIID, rapport d'avancement n° 10, 1er novembre 1946, RG 40, boîte 99, WNRC ; « Register of Visitors Observing Bosch Condenser Tissue Lacquering and Metallizing Facilities », s.d. [exposition commencée le 26 septembre 1946], RG 40, boîte 128, WNRC.

indiquent en outre que Western Electric a construit cinq machines similaires à celle apportée d'Allemagne et que la société prévoyait de les utiliser pour la fabrication de vingt-cinq millions de condensateurs pour les téléphones de bureau, qui pourraient maintenant être reconçus pour utiliser les condensateurs compacts et donc être rendus plus petits que ceux couramment utilisés aux États-Unis.[37] Robert A. Goodall, le président de Good-All Electric, avait un contrat militaire pour produire huit millions de condensateurs pour les fusibles de proximité. S'étant enquis auparavant de la possibilité de faire venir deux experts allemands aux États-Unis dans le cadre du Projet Paperclip, Goodall écrit à l'OTS en mai 1948 que Good-All Electric a vérifié la machine et étudié les rapports disponibles, et que cela *« nous a permis d'avancer et de commencer la construction de notre propre machine »* pour fabriquer les condensateurs de type Bosch. *« Tout cela »*, a-t-il conclu, *« est le fruit de notre observation du matériel allemand »*.[38]

Autres expositions et démonstrations. Le département du Commerce a parrainé de nombreuses expositions de matériel technique allemand en plus de ceux identifiés et décrits ci-dessus. L'American Lava Company de Chattanooga dans le Tennessee, et plus tard, la General Ceramics Company de Keasbey dans le New Jersey, ont exposé deux machines qui utilisaient *« une technique entièrement nouvelle et inconnue dans ce pays »*, l'une étant une presse mécanique qui *« estampait automatiquement les pièces de céramique sèches plutôt que les [pièces] humides comme cela se faisait auparavant »*, l'autre une machine pour souder par points et riveter des

[37] E. Y. Webb à Robert Reiss, OTS, avec le communiqué de presse de l'OTS joint, « La technologie allemande dans l'industrie américaine », 26 mars 1948, RG 40, boîte 102, n° de dossier chronologique. 6, WNRC.

[38] Goodall à Webb, OTS, 4 mai 1948, RG 40, fichiers OTS Webb, boîte 124, fichier TIIC, WNRC. L'information selon laquelle il avait un contrat avec l'armée se trouve dans Webb à Reiss, 26 mars 1948, RG 40, boîte 102, n° de dossier chronologique. 6, WNRC ; les informations qu'il a demandées à deux experts – sur lesquels je n'ai pas pu trouver d'informations complémentaires – se trouvent dans TIID, rapport d'activité n° 10, 1er novembre 1946, RG 40, boîte 99, WNRC.

cosses métalliques, des goujons et d'autres pièces à la céramique.[39] Les machines, qui provenaient de Steatit-Magnesia AG à Lauf-Pegnitz, avaient été expédiées aux États-Unis à la demande de Hans Thurnauer, vice-président et directeur de la recherche de l'American Lava Company, qui a écrit plus tard que sa visite en Allemagne en tant que consultant scientifique pour l'OTS et la FIAT était *« comme une partie de chasse en territoire inexploré »*.[40] La Society of Automotive Engineers (SAE) a combiné une exposition de matériel automobile allemand à Détroit avec un programme officiel comprenant douze conférenciers qui s'étaient rendus en Allemagne. Le *SAE Journal* a publié les articles des orateurs dans son numéro de juin 1946, et la SAE a ensuite coopéré avec l'OTS afin de dresser une liste de questions et de problèmes qui devaient être étudiés plus avant en Allemagne. En novembre 1946, la FIAT a signalé qu'elle avait reçu deux cents-quatre-vingt-dix problèmes et questions de membres de la SAE, sur lesquels elle avait enquêté.[41]

Richard H. Ranger, comme indiqué ci-dessus, après sa libération du Corps des transmissions de l'armée, a pris la parole lors d'une réunion de l'Institut des ingénieurs radio dans l'auditorium du département du Commerce et a fait une démonstration d'un modèle de magnétophone allemand (Magnétophone) qu'il avait ramené en sa qualité d'enquêteur de la FIAT. Il a également montré des films et des diapositives en

---

39 Département du commerce, communiqué de presse, RG 40, boîte 114, dossier American Lava Company, WNRC ; Webb to Reiss, OTS, 26 mars 1948, RG 40, boîte 102, dossier n° chronologique. 6, WNRC.

40 Thurnauer à Webb, OTS, 9 mai 1947, RG 40, boîte 114, dossier American Lava Company, WNRC ; instructions d'expédition, FEA pour JIOA, à l'attention du Safety and Technical Subcommittee, s.d., RG 260, dossiers FIAT, boîte 17/18, dossier 25, WNRC.

41 Avis de publicité concernant la réunion d'évaluation technique de la SAE allemande, Detroit, 4 mars 1946, qui m'a été envoyé par la SAE, Warrendale, Pa., en ma possession ; SAE Journal, 54 (juin 1946), 20-32 ; T. G. Haertel, FIAT, « Summary of 1946 Overseas Operations, TIID », 20 nov. 1946, RG 40, OTS Reiss files, boîte 156, dossier FIAT lettres de Haertel, sept.-Nov. 1946, WNRC ; Worden à Haertel, 27 mai 1946, RG 40, OTS Worden files, boîte 87, dossier Foreign Offices : Correspondance, 1946, WNRC ; Ray L. Hicks à Robert Frye, 10 juin 1946, RG 40, boîte 101, dossier Day OTS, WNRC.

couleurs qu'il avait recueillis en tant que chef d'une mission technique parrainée par l'OTS et financée par Remington Rand, Ansco Film Corporation, Hollywood Colorfilm Corporation, Eastman Kodak, et d'autres entreprises du secteur.[42] Suite à la conférence et à la démonstration de Ranger, Edwin Y. Webb, le chef de la section électronique et des communications de l'OTS, a souvent montré les échantillons de films confisqués à l'Institute of Radio Engineers, à des invités, et même à une classe d'allemand de l'Université George Washington.[43]

Parmi les longs métrages figurait, *Die Frau Meiner Träume*, qui raconte l'histoire d'un homme à la recherche effrénée de la femme de ses rêves, filmée en partie dans les Alpes allemandes. Il s'est avéré si populaire – en partie pour la qualité de sa photographie couleur – qu'une organisation américaine de secours aux Allemands a demandé si elle pouvait utiliser le film pour aider à collecter des fonds.[44]

---

[42] TIID, rapport d'activité n° 10, 1er novembre 1946, RG 40, boîte 99, WNRC ; TIID, rapport d'activité n° 11, 10 décembre 1946, ibid. ; E. W. Gruhn, JIOA, à la SecState Byrnes, 23 novembre 1945, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Correspondance générale, 1945-46, WNRC ; AmEmbassy Paris à l'USPOLAD, 18 février. 1946, RG 84, boîte 760, dossier 7 (854 brevets, marques, droits d'auteur), WNRC ; TIID, Unité de l'électronique et des communications, revue, 1er janvier 1947, RG 40, boîte 99, dossier Revue de fin d'année, WNRC.

[43] S. R. Ryan à Webb, OTS, 15 nov. 1946, RG 40, boîte 99, dossier Rapports d'avancement, 1946, WNRC ; « German Technical Developments », Federal Science Progress, 1 (fév. 1947), p. 18 ; George H. Copeland, « Nazi Science Secrets: A Technological Treasure Hunt in Conquered Germany Enriches U.S. Research and Business », New York Times Magazine, 23 février 1947, pp. 33-35 ; « Introductory Speech for the Showing of the 'Girl of My Dreams' », George Washington University, 21 mars 1947, RG 40, OTS Webb files, boîte 102, dossier chronologique, WNRC.

[44] O. R. Hauser, président, et B. Hofmann, secrétaire national, American Relief for Germany, Inc. à E. Webb, OTS, 1er février 1947, RG 40, boîte 115, dossier Correspondance sénatoriale, WNRC. Hauser et Hofmann ont également demandé aux sénateurs James O. Eastland, du Mississippi, et Alexander Wiley, du Wisconsin, d'intercéder en leur faveur. Voir Eastland à Webb, 1er février 1947, *Ibid*. et Webb à Wiley, 20 février 1947, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 153, dossier Webb, WNRC. Copeland, « Nazi Science Secrets », rapporte que *la « couleur du film a été décrite de façon presque lyrique par les critiques »*.

Probablement mal à l'aise à l'idée d'utiliser le film de cette manière – peut-être simplement à la recherche d'un moyen facile de dire non – John C. Green a demandé au département d'État de se prononcer sur la question, pour ensuite recevoir un commentaire cinglant du secrétaire adjoint Willard L. Thorp sur l'irrégularité de toute l'opération de l'OTS : *« À l'heure actuelle, le département d'État n'a pas d'intérêt direct dans les biens qui ont été déplacés d'Allemagne vers ce pays mais qui n'ont pas été attribués à ce gouvernement à titre de réparation ».*[45] Sans se laisser décourager, Webb s'est rendu en Allemagne où il a essayé – sans succès – de rassembler des copies supplémentaires du film, d'abord en Bavière, puis à Berlin. En Bavière, où il a trouvé treize copies complètes du film mais n'a pas réussi à convaincre ses propres compatriotes de les sortir, il a rapporté que les forces américaines avaient stocké environ 3 000 films allemands complets dans les studios de la Bavarian Film Company et qu'il était question de les détruire ou de les laver pour les stocker. *« Cette décision serait une grave erreur et une perte irréparable »*, a-t-il écrit à Washington, *« en privant le peuple et les écoles d'Amérique de biens qui leur reviennent de droit [sic] grâce aux millions de dollars déjà investis ici en nourriture et en fournitures ».*[46]/[47] À Berlin, où il a dit qu'il irait afin d'essayer d'obtenir une certaine coopération, le chef de la division cinématographique du bureau américain de contrôle de l'information – un civil allemand et ancien directeur de la Bavarian Film Company – lui aurait dit que *« le problème avec vous, les Américains, c'est que vous venez ici et pensez pouvoir tout prendre ; si vous voulez obtenir ce film, vous devrez aller voir le général Clay ».*[48]

Il n'y a aucune preuve qu'il ait vu Clay ou qu'il ait eu le film.

---

[45] Thorp à Green, 29 avril 1947, RG 40, boîte 115, dossier Correspondance sénatoriale, WNRC.

[46] Webb à Reiss, 6 mai 1947, *Ibid.* On notera qu'en l'occurrence, il n'est pas fait référence à des « réparations intellectuelles » pour justifier la prise de position de la FIAT. Il s'agit maintenant de payer de la nourriture et des fournitures.

[47] [NdT : Lire *Tempête diabolique* de Thomas Goodrich, ed. Didi18.]

[48] Webb à Reiss, 17 nov. 1947, RG 40, boîte 102, n° de dossier chronologique 6, WNRC.

Comme nous le verrons au chapitre suivant, Clay avait déjà stoppé l'opération FIAT cinq mois auparavant, le 1er juillet 1947. Avant d'aborder cette histoire, cependant, il convient de commenter le transfert de savoir-faire scientifique et technique allemand vers les États-Unis sans bénéficier de rapports et en violation flagrante des procédures établies.

Les « Réparations Intellectuelles » non rapportées

Compte tenu de la nature des opérations de l'OTS/FIAT, et notamment de la dépendance de l'OTS à l'égard de sociétés privées pour fournir et financer les consultants scientifiques que la FIAT a mis au courant et a lâchés en Allemagne pour mener leurs propres enquêtes, généralement sur les cibles de leur choix, il est maintenant possible de déterminer exactement ce que les Américains ont retiré *« officieusement »* d'Allemagne sous forme de *« réparations intellectuelles »* après la guerre.

Il est vrai que la FIAT a exigé des experts qu'ils rédigent des rapports sur leurs conclusions et que ces rapports – c'est-à-dire ceux qui n'étaient pas classifiés – ont finalement été rendus publics par l'OTS par l'intermédiaire du Comité de publication. Ces rapports et d'autres dossiers de la FIAT et de l'OTS permettent d'illustrer la nature du savoir-faire scientifique et technique enlevé à l'Allemagne, mais une grande partie de ce que les Américains ont gagné et les Allemands ont perdu n'a pas été signalé.

Des rapports incomplets. Les enquêteurs, qui n'étaient pas tenus de discuter des raisons pour lesquelles ils voulaient visiter des cibles spécifiques s'ils pensaient que cela révélerait leurs propres secrets industriels ou commerciaux, passaient souvent des jours et des semaines dans un endroit donné en Allemagne sans inclure plus qu'une brève référence dans leurs rapports à ce qu'ils y faisaient. Parfois, ils ont admis très franchement qu'ils avaient été *« exposés à toutes sortes de petits gadgets intéressants et d'astuces du métier qui sont trop nombreux et trop*

détaillés, pense-t-on, pour être couverts dans ce rapport ».[49] En écho à ces propos, un rapport de synthèse de la FIAT du 20 novembre 1946 parle *« des différents 'savoir-faire', gadgets et 'astuces du métier' que les enquêteurs observent en passant dans les usines, ne faisant peut-être aucune note ou enregistrement mental particulier à ce moment-là »*, mais qu'ils peuvent utiliser *« plus tard, de retour au travail et face à un problème où la même application peut être faite ».*[50] Le directeur de l'OTS, John C. Green, qui a fait publiquement l'éloge de son opération comme étant la source *« des seules réparations solides et permanentes que nous allons obtenir de cette guerre »* et comme étant le fournisseur *« de prix de victoire intellectuels, qui peuvent être partagés par chaque homme d'affaires américain »,* a néanmoins noté que *« dans d'innombrables cas, un processus, un dispositif ou un outil observé par un enquêteur en Allemagne sera transmis à une entreprise américaine pour accroître l'efficacité et réduire les coûts ».*[51] En outre, dans au moins un cas, il a admis en privé que les enquêteurs et les examinateurs de documents *« gardaient certaines informations obtenues au lieu de les inclure dans leurs rapports ou de les verser sur des microfilms ».*[52]

---

[49] F. J. Baum, Northrop Aircraft ; W. C. Heath, Solar Aircraft Co. ; et L. R. Worden, ARCO, au secrétaire exécutif, sous-comité aéronautique, rapport, 25 mai 1946, RG 40, boîte 86, dossier Heath, WNRC.

[50] T. G. Haertel, FIAT, « Summary of 1946 Overseas Operations, TIID », 20 nov. 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 156, dossier FIAT lettres de Haertel, sept.-nov. 1946, WNRC. Voir aussi George Scatchard à Clay, sujet : évaluation des informations FIAT, 4 novembre 1946, RG 260, expédition 3, boîte 176-3, dossier 9 (brevets – évaluations FIAT), WNRC, pour un commentaire attribué à Bradley Dewey, le président de l'American Chemical Society – *« que le matériel le plus précieux n'est pas dans les rapports mais dans les idées que [l'] enquêteur garde dans sa propre tête ».*

[51] Congrès américain, Chambre, Audiences devant la sous-commission de la Commission des crédits, 79e Cong., 2e sess., 26 janvier 1946, p. 77 ; John C. Green, « Last Call for Germany », *Federal Science Progress*, 1 (février 1947), pp. 24-25 ; John C. Green, « Technology Imports from Germany: New World-Trade Opportunities », *Foreign Commerce Weekly*, 27 (3 mai 1947), p. 3. Il convient de noter que Green utilise le singulier (« entreprise américaine »), ce qui implique que l'information ne fait pas partie de celle qui est partagée avec le reste de l'industrie.

[52] Green à Haertel, 12 novembre 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 156, lettres FIAT à Haertel, WNRC. Kent, dans « Manufacturing Advances in Wartime Germany », commente que *« certains des plus petits détails peuvent s'avérer très avantageux pour une entreprise américaine ».* (p. 164).

Face à cette situation, les responsables de la FIAT ont parlé de concevoir *« un système pour quasi-radiographier les enquêteurs et les agents de contrôle avant leur retour aux États-Unis ».* Mais la FIAT, accablée à l'époque par les préparatifs de son déménagement de Höchst à Karlsruhe, n'a apparemment jamais dépassé le stade de la *« mise en demeure écrite... quant à ses responsabilités »*, qui n'était certes qu'une *« répétition de ce que »* leurs contrats leur imposaient et de ce que l'OTS et la FIAT leur avaient régulièrement dit oralement lors de réunions d'information à Washington et en Allemagne, respectivement.[53]

Rapports inadéquats. « Nous avons connu des moments plutôt critiques », écrivait John C. Green au représentant de l'OTS à la FIAT en mars 1946, parce que les enquêteurs étaient de retour, que leurs conclusions avaient été divulguées et que l'OTS n'avait pas leurs rapports disponibles pour publication. Les rapports n'étaient pas disponibles soit parce qu'ils étaient retardés, soit parce qu'ils étaient trop mal faits pour être publiés.[*] Green a cité en exemple les deux rapports FIAT de C. H. Reynolds, de la Sheffield Corporation, qui ont été jugés par le Conseil de publication si mal faits qu'ils étaient impossibles à publier, même si la propre société de Reynolds considérait ses conclusions suffisamment importantes pour le renvoyer en Allemagne avec un de ses collègues pour des enquêtes plus approfondies. Pendant ce temps, le reste de l'industrie ne savait rien des détails de ce que Reynolds avait appris, bien qu'ils en aient eu connaissance en général.[54] La réponse de

---

[53] Haertel à Green, 21 nov. 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 156, dossier FIAT lettres de Haertel, WNRC.

[*] Le Dr Walter Grimme m'a dit dans une entrevue le 18 février 1981 à Munster qu'après qu'il soit devenu possible pour les Allemands d'acheter les rapports de la FIAT et de BIOS, lui et ses collègues ont lu des rapports sur leur propre entreprise et sur les concurrents de l'entreprise. Ils ont trouvé que certains rapports étaient très bons et d'autres de mauvaise qualité. Dans certains cas, les enquêteurs ont semblé naïfs, a-t-dit, car ils sont passés à côté de faits importants tout en soulignant d'autres qui étaient généralement connus dans l'industrie. Et parfois, des choses que les associés de Grimme avaient dites aux enquêteurs n'apparaissaient jamais dans les rapports publiés.

[54] Green à Haertel, 14 mars 1946, *Ibid.*, dossier des lettres FIAT à Haertel, WNRC.

la FIAT, bien que dépourvue de solutions, montre que le cas de Green n'était que la partie émergée de l'iceberg. Selon T. G. Haertel, le représentant en chef de l'OTS à la FIAT, bon nombre des rapports rédigés par les enquêteurs avant de quitter l'Allemagne étaient mal rédigés, certains n'étaient que superficiels, d'autres traduisaient une maîtrise insuffisante de l'anglais. En conséquence, les responsables de la FIAT avaient décidé de ne pas envoyer à Washington ceux *« qui mettraient en danger la réputation technique de cette mission »*. Si nous avions quand même été de l'avant, a conclu Haertel, certains des rapports *« auraient été ridiculisés s'ils avaient été publiés tels quels »*.[55]

Absence de rapports. Dans une lettre du 11 avril 1946 adressée au Bureau du gouvernement militaire pour l'Allemagne (OMGUS), dont la succursale de Stuttgart s'était plainte que les opérations de la FIAT n'était guère plus qu'une courroie de transmission aux fins d'espionnage industriel,[56] le Colonel Ralph M. Osborne, chef de la FIAT aux États-Unis, écrivait que même si les enquêteurs venaient d'entreprises privées, ils étaient tous soumis à des contrats gouvernementaux qui leur imposaient de rendre compte de leurs conclusions et leur interdisaient de tirer parti de leur position dans le but d'obtenir des informations spéciales pour leur propre entreprise. *« Naturellement »*, a observé Osborne, *« de temps en temps, un individu peut essayer de tricher et il est très difficile de contrôler de telles actions. D'autre part, toute tentative majeure de piratage qui pourrait prendre la forme d'une extraction secrète de brevets ou de plans de nouveaux procédés serait inévitablement découverte,*

[55] Haertel à Green, rapport hebdomadaire n° 39, 30 mai 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 156, classez les lettres FIAT de Haertel, WNRC. Il existe des références internes d'entreprises allemandes à des enquêteurs qui ont déclaré qu'ils devaient déposer des rapports dans le cadre de leurs missions mais qui ont laissé l'impression qu'ils seraient au mieux superficiels. Voir H. Kohl, Zweiter Besuch von Dr. Harbert …au 24 avril 1946, dossier Keram. Farben 1 mars 1944-30 septembre 1949 ; Albrecht, Notiz betr. Besuch des Herm Waterfall ...au 5 août 1946, dossier Durferrit, 1er avril 1946-30 septembre 1963, no. 4, archives Degussa.

[56] Gerald B. O'Grady, OMG W/B, à OMGUS, Division de l'économie, sujet : visiteurs et objets retirés des préoccupations allemandes, 28 mars 1946, RG 260, boîte 11/2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC.

et le gouvernement prendrait vraisemblablement des mesures à l'encontre du contrevenant ».[57] L'offuscation d'Osborne et une lettre caustique qu'il a écrite directement au colonel Gerald B. O'Grady, l'auteur de la plainte de Stuttgart, ont apparemment mis l'affaire au placard temporairement.[58] Mais ses termes (*« inévitablement »* et *« vraisemblablement »*) révèlent à la fois l'absence de procédures de la FIAT et son incapacité à contrôler efficacement ses enquêteurs, une situation qui a d'ailleurs été fréquemment discutée à Washington et en Allemagne, et pour laquelle aucune solution efficace n'est enregistrée.

Robert Reiss, l'officier administratif de l'OTS basé à Washington pour l'opération outre-mer, écrivait à ses chefs d'unité le 3 avril 1946 – environ une semaine avant que le chef de la FIAT n'ait réussi à endormir l'OMGUS et à intimider le colonel O'Grady à Stuttgart – pour leur faire part de rapports *« de diverses sources selon lesquels certains enquêteurs qui avaient été récemment envoyés en Allemagne sans frais pour le gouvernement ont estimé qu'ils n'étaient pas tenus de préparer des rapports écrits à l'étranger à l'issue de leur mission ».* Il a indiqué à ses chefs d'unité que les enquêteurs étaient *« des représentants du gouvernement qui sont tenus de respecter les règles et règlements... pour l'accomplissement de leurs missions »* et leur a demandé de *« faire comprendre aux enquêteurs l'importance de préparer des rapports écrits avant leur départ d'Allemagne ».*[59] Mais les conditions ne s'étaient pas améliorées trois mois plus tard, lorsque le colonel Osborne s'est rendu aux États-Unis et a discuté avec l'OTS de ce qu'il avait caché à OMGUS auparavant. En écrivant aux mêmes chefs d'unité le 7 juin 1946, Reiss a relayé la plainte d'Osborne selon laquelle certains enquêteurs *« sont maintenant envoyés sur place... sans frais pour le gouvernement, ont l'impression que lorsqu'ils sont en Allemagne, ce sont des citoyens privés qui travaillent pour leur propre entreprise au lieu de représentants du gouvernement américain ».* Après avoir rapporté la conclusion d'Osborne selon laquelle *« la situation est grave »* et répété sa propre demande du 3

[57] Chef, FIAT, à la Division de l'économie, OMGUS, 11 avril 1946, *Ibid.*

[58] Osborne à O'Grady, sujet : difficultés dans l'autorisation d'enquête à Stuttgart, 17 avr. 1946, *Ibid.*

[59] Reiss, mémorandum pour toutes les unités industrielles, 3 avril 1946, RG 40, dossiers OTS Hilbourne, boîte 145, dossier Rapports sur les cibles, WNRC.

avril pour de meilleurs briefings, Reiss a averti que, à moins que les choses ne changent, il pourrait être nécessaire de réorganiser l'ensemble des opérations de l'OTS/FIAT. Mais rien n'a changé, apparemment, car un mois plus tard, il a de nouveau fait état de nouvelles en provenance d'Allemagne : souvent, les enquêteurs du WOC (sans indemnisation) n'ont pas coopéré. Certains d'entre eux avaient manifestement utilisé la FIAT *« comme prétexte pour entrer en Allemagne »* afin de mener leurs propres affaires privées ; ceux qui avaient eu des relations d'affaires antérieures en Allemagne étaient particulièrement difficiles à manipuler. De nombreux enquêteurs se sont simplement servis des rapports d'évaluation des cibles dans les dossiers de la FIAT comme modèles pour leurs propres rapports finaux superficiels ; certains d'entre eux ont refusé de rédiger des rapports ; et d'autres, qui avaient initialement refusé de rédiger des rapports, en ont rédigé de mauvais lorsqu'ils ont été contraints de le faire.[60]

La solution de l'OTS au problème des rapports incomplets, inadéquats et inexistants a été d'ouvrir les vannes et d'envoyer autant de personnes que possible en Allemagne, vraisemblablement pour que le plus grand nombre puisse obtenir ce qu'il voulait pour son propre compte. Les concurrents s'inquiètent lorsque des enquêtes sont menées par des représentants d'autres entreprises, a écrit Reiss à T. G. Haertel à la FIAT en juillet 1946, même si les enquêteurs signent des déclarations selon lesquelles ils ont été avertis de ne pas utiliser les informations provenant d'Allemagne dans leurs propres entreprises et usines tant que leurs rapports n'auront pas été publiés et repris dans la bibliographie de l'OTS. Néanmoins, il a observé que *« même si nous faisons confiance à l'honnêteté et au jugement de nos enquêteurs, nous ne pouvons bien sûr pas connaître le degré précis d'efficacité de cet avertissement... et leurs concurrents sont naturellement dans une incertitude encore plus grande »*. Une façon de résoudre le problème, a conclu M. Reiss, est d'envoyer beaucoup d'enquêteurs, même s'il y a des doubles emplois.[61]

---

[60] Reiss à tous les chefs d'unité, 7 juin 1946 et 16 juillet 1946, RG 40, boîte 99, dossier Staff Memoranda, 1946, WNRC.

[61] Reiss à Haertel, 25 juillet 1946, RG 40, dossier OTS Reiss, boîte 156, dossier lettres FIAT à Haertel, WNRC.

La politique consistant à envoyer autant de personnes que possible pour surmonter les effets de rapports inadéquats explique en partie pourquoi l'OTS s'est empressé d'envoyer des personnes après que le Bureau du gouvernement militaire pour l'Allemagne (OMGUS) ait fait part de son intention de mettre fin à l'opération OTS/FIAT dans l'intérêt de la reprise économique allemande.[62] George Scatchard, le conseiller scientifique du général Clay, qui était à Washington à la fin de 1946 afin de discuter de ces plans entre autres, a rapporté à Clay que l'un des arguments utilisés à Washington contre le démantèlement de la FIAT était que les grandes entreprises avaient été prioritaires et avaient obtenu les informations qu'elles voulaient, et que le programme devait donc être poursuivi *« jusqu'à ce que les petites entreprises puissent libérer des hommes pour qu'ils y aillent en tant qu'enquêteurs »*.[63] En décembre 1946, lorsque T. M. Odarenko – l'homme que Sosthène Behn, d'ITT, avait libéré étant entendu qu'il serait *« autorisé à obtenir pour nous des informations qui n'intéressent que nous »* – est retourné aux États-Unis, l'OTS a publié un communiqué de presse le citant : *« Les hommes d'affaires et les fabricants américains devraient envoyer immédiatement des enquêteurs en Allemagne, car à mesure que les usines allemandes se reconvertiront dans des opérations de temps de paix, elles deviendront moins facilement accessibles aux enquêteurs américains. »*[64]

Entre-temps, l'OTS a poursuivi ses *« efforts accrus... pour persuader l'industrie d'envoyer des enquêteurs en Allemagne dès que possible »*.[65] En février 1947, John C. Green aurait déclaré lors d'une réunion de la section new-yorkaise de la Society for the Advancement of Management que le

---

[62] Clay, OMGUS, à AGWAR, 20 oct. 1946, RG 260, boîte 4/2-1, dossier AG 072, WNRC.

[63] Scatchard à Clay, sujet : évaluation des informations FIAT, 4 nov. 1946, RG 260, expédition 3, boîte 176-3, dossier 9 (Brevets-Evaluation FIAT), WNRC.

[64] Behn à Edwin Y. Webb, TIID, 8 avril 1946, RG 40, boîte 116, dossier ITT, WNRC ; OTS, communiqué de presse, RG 40, boîte 116, dossier Odarenko, WNRC. Voir également « Improving American Production », *Mechanical Engineering*, 69 (fév. 1947), p. 149, pour un article basé sur le communiqué d'OTS. L'histoire reprend l'appel d'Odarenko à envoyer immédiatement des enquêteurs parce que *« la signature éventuelle d'un traité de paix et le retour à des conditions plus normales en Allemagne pourraient éventuellement mettre un terme aux enquêtes américaines »*.

[65] TIID, rapport d'activité n° 10, 1er novembre 1946, RG 40, boîte 99, WNRC.

gouvernement américain *« ne tiendrait pas la porte ouverte longtemps »*. Le même mois, il a publié « Last Call for Germany » [Dernier appel pour l'Allemagne]. *« La possibilité d'entrer dans n'importe quelle usine, de voir n'importe quel document, d'inspecter n'importe quel équipement et d'interroger n'importe quel expert ne peut pas durer indéfiniment »*, a-t-il averti. *« C'est la dernière chance pour l'industrie américaine d'acquérir, à peu de frais, une mine d'informations scientifiques et techniques. »* N'ayant pas besoin de rappeler à ses lecteurs, comme le faisaient quotidiennement les médias, que le Conseil des ministres des Affaires étrangères se préparait à se réunir prochainement à Moscou pour examiner le problème allemand et un éventuel traité de paix, Green a observé que *« la victoire a ouvert les portes et les dossiers des usines et des laboratoires allemands aux enquêteurs américains »*. Il a conclu que *« ce sera une tragédie nationale... si nous laissons les portes se refermer avant d'avoir ajouté le meilleur des connaissances techniques de l'Allemagne aux nôtres. »*[66]

[66] *New York Times*, 21 février 1947, 17L ; Green, « Last Call for Germany", pp. 24-25.

PARTIE III

Fin de la FIAT et évaluation du butin

SEPT

Gouverneurs et exploiteurs

Les premiers plans du général Clay, tels qu'il les a rapportés à Washington en juin 1945, étaient d'utiliser la FIAT pour coordonner les enquêtes scientifiques et techniques en cours en Allemagne jusqu'à ce que *« les intérêts des agences américaines au pays déclinent »*, puis de l'utiliser pour compiler les données sur l'économie, la production et la recherche dont le Bureau du gouvernement militaire pour l'Allemagne (OMGUS) avait besoin dans le cadre de ses fonctions de contrôle permanents.[1] Mais, comme décrit au chapitre 2, les plans et les procédures élaborés par les départements du Commerce et de la Guerre à Washington pour appliquer le décret 9604 du Président Truman et ainsi convertir le programme de renseignement scientifique et technique du temps de guerre en un programme d'exploitation commerciale d'après-guerre, ont désigné la FIAT comme l'agence en Europe par laquelle les États-Unis allaient collecter des *« réparations intellectuelles »*. Les conceptions divergentes du rôle de la FIAT et les désaccords fondamentaux sur les buts et les objectifs américains qui se sont développés au fur et à mesure de l'occupation de l'Allemagne ont provoqué des tensions entre l'OMGUS et la FIAT – entre les gouverneurs et les exploiteurs – jusqu'à ce que l'OMGUS réussisse à faire fermer la FIAT le 30 juin 1947.

Enlèvements effectués par la FIAT à titre d'exportation ou de réparation ou aucun des deux

Dès octobre 1945, la division de l'économie de l'OMGUS a rédigé un amendement aux réglèments militaires gouvernementaux existants

[1] Clay à McCloy, 29 juin 1945, dans Jean Edward Smith, *The Papers of General Lucius D. Clay: Germany 1945-1949*, vol. 1 (Bloomington, III, 1974), pp. 39-40.

afin d'interdire tout nouveau transfert de la FIAT hors d'Allemagne *« en attendant l'attribution de réparations aux États-Unis »*.[2] Ce projet a suscité une protestation immédiate et urgente de la FIAT, qui a déclaré que *« l'ordre proposé »* mettrait fin à son entreprise et l'empêcherait d'exécuter les ordres du département de la Guerre.[3] Il a également apporté une déclaration formelle d'opposition et de non concurrence de la division des forces armées de l'OMGUS, qui a suggéré que le matériel encore recherché par Washington soit exempté des interdictions de la nouvelle directive proposée : équipements militaires, souffleries, carburants synthétiques et équipements de production de caoutchouc synthétique, et autres « équipements spécialisé de recherche et d'expérimentation ».[4] Enfin, le projet d'amendement a fait l'objet d'une série de conférences de l'OMGUS peu concluantes, au cours desquelles les représentants de la division juridique de l'OMGUS auraient regardé *« avec les activités de la FIAT avec beaucoup d'inquiétude »*.[5]

Le 6 décembre 1945, comme il le fera dans d'autres circonstances pendant son mandat de gouverneur militaire, le général Clay soumet la question au département de la Guerre, fait une recommandation sur ce que devrait être, selon lui, la politique, puis prend des mesures en prévision de l'approbation de cette politique. Il a ordonné à la FIAT de ne plus expédier quoique ce soit depuis l'Allemagne jusqu'à l'arrivée de la réglementation du JCS.[6] Comme le résume le message de Clay à

---

[2] OMGUS, Division économique, [projet] « Amendement à la directive concernant l'administration du gouvernement militaire dans la zone américaine de l'Allemagne », octobre 1945, RG 260, expédition 3, boîte 150-2, dossier 3, WNRC.

[3] Mémorandum de conversation téléphonique concernant le projet d'ordre de la division économique d'arrêter les expéditions de FIAT, 1er novembre 1945, *Ibid.*

[4] OMGUS, Division des forces armées, à OMGUS, Division de l'économie, sujet : équipement de recherche et d'expérimentation situé dans la zone américaine, 24 novembre 1945, *Ibid.*

[5] Charles D. Ginsburg, OMGUS, Division de l'économie, à Clifford S. Strike, OMGUS, Direction de l'industrie, sujet : enlèvements de biens d'équipement industriels par la FIAT, 15 fév. 1946, RG 260, FIAT 7 748e unité, boîte 4, dossier 24, WNRC.

[6] Clay, OMGUS, au ministère de la Guerre, CC-19959, 6 déc. 1945, RG 218, fichiers décimaux JCS, boîte 229, fichier CCS 350.05, sec. 1, NA. Clay a également profité de l'occasion pour réitérer sa position selon laquelle les enquêtes et le travail du comité

Washington, les orientations politiques du JCS du 3 octobre 1945, sur le contrôle de la recherche et de l'enseignement scientifiques et industriels allemands, autorisent OMGUS à transférer aux États-Unis des projets de recherche et des équipements expérimentaux dans les domaines des armements, des munitions, de la physique atomique et d'autres matériels de guerre. Mais la FIAT avait *« reçu des instructions pour exporter du matériel de recherche à d'autres fins, comme une usine d'hydrogénation du charbon pour le Bureau des mines »*. Nous croyons comprendre, a poursuivi M. Clay, *« qu'en vertu du protocole de Potsdam, les équipements autres que le matériel de guerre ne peuvent être exportés d'Allemagne qu'à titre de réparation ou pour être vendus en dollars américains en tant qu'articles d'exportation. »* En conclusion, Clay a noté que *« nous avons à plusieurs reprises demandé aux autres pays de ne pas retirer d'Allemagne des biens autres que du matériel de guerre »*, et il a averti que *« les transferts de ce type [c'est-à-dire sans paiement et sans réparation] peuvent entraîner des déplacements massifs d'autres zones »*.[7]

Utilisant la demande du Bureau des Mines pour l'évacuation de l'usine d'hydrogénation du charbon comme cas test, le JCS a observé

---

de publication ne devraient pas être menés depuis Washington indépendamment du gouvernement militaire allemand, en déclarant que si les personnes impliquées rendaient compte directement à Washington, il pourrait tout aussi bien liquider FIAT. Voir OMGUS à AGWAR, CC-20113, 8 déc. 1945, RG 260, fichiers décimaux OMGUS AG, boîte 64, fichier AG 322 (FIAT), WNRC. Le ministère de la Guerre a répondu deux jours plus tard que toutes les parties intéressées à Washington étaient d'accord pour dire que le programme de publication en Allemagne était sous l'entière responsabilité d'OMGUS, sous la supervision du colonel Ralph Osborne, le chef de la FIAT. AGWAR to USFET, W-87832, 10 déc. 1945, in OMGUS, Historical Office, History of Field Information Agency, Technical (FIAT), Période 8 mai 1945-30 juin 1946, app. 24, p. 130, MS dans RG 319, CMH, dossier des manuscrits historiques, NA. Voir Osborne, FIAT, à tous les chefs de section, mémorandum, sujet : acquisition et expédition de matériel, 7 déc. 1945, FIAT 7 748e unité, boîte 4, dossier 400.7-76, CMH, pour une référence à l'ordre de Clay de retenir toutes les expéditions FIAT d'Allemagne jusqu'à l'arrivée de la politique du JCS.

[7] Clay, OMGUS, au ministère de la Guerre, CC-19959, 6 déc. 1945, RG 218, fichiers décimaux JCS, boîte 229, fichier CCS 350.05, sec. 1, NA. Pour la directive du JCS du 3 oct. 1945, voir JCS à CG, USFET, WAR-72620, 3 oct. 1945, RG 218, JCS, fichiers décimaux des chefs d'État-major combinés, 1942-45, boîte 246, fichier CCS 350.05 (5-15-45), Sec. 1, NA.

que puisque les Allemands avaient utilisé l'usine pour la production, elle ne pouvait *« être considérée comme un équipement de recherche allemand même si son utilisation aux États-Unis est proposée à des fins de recherche ».* Par conséquent, le JCS a conclu que *« la saisie et le transfert de ce matériel »* ne pouvaient avoir lieu qu'en vertu des dispositions de réparation du JCS 1067/6, la directive de base existante sur le gouvernement militaire pour l'Allemagne.[8] L'interprétation de Clay ayant ainsi été validée par le JCS, l'OMGUS a émis des ordres selon lesquels seules deux catégories d'évacuations étaient autorisées à l'avenir : [1] le matériel de guerre et les articles de recherche militaire, qui pouvaient être évacués directement en tant que matériel ennemi capturé (c'est-à-dire en tant que butin de guerre), et [2] les échantillons de biens d'équipement et de produits non militaires, qui pouvaient être évacués soit en tant qu'articles d'exportation, à payer en dollars américains, soit en tant que réparations, en utilisant les procédures adoptées qui exigeaient des demandes et des allocations à l'Inter-Allied Reparation Agency (IARA) à Bruxelles.[9]

Il semble qu'il y ait eu un accord universel avec le colonel Ralph M. Osborne, le chef de la FIAT, qui a dit un jour qu'il détestait *« devoir dépenser de bons dollars américains pour obtenir des équipements qui peuvent peut-être être obtenus gratuitement par le biais de réparations ».*[10*] L'armée de terre,

---

[8] JCS à Clay, OMGUS, WAR-91413, 4 janv. 1946, RG 218, fichiers décimaux JCS, boîte 229, fichier CCS 350.05, sec. 1, NA.

[9] Charles D. Ginsburg, OMGUS, Division de l'économie, à Clifford S. Strike, OMGUS, Direction de l'industrie, sujet : enlèvements de biens d'équipement industriels par la FIAT, 15 fév. 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, boîte 4, dossier 24, WNRC ; FIAT, circulaire no. 19, série d'opérations 4, sujet : Procédure opérationnelle de la FIAT pour l'évacuation de matériel de renseignement technique d'Allemagne, 17 avr. 1946, RG 260, expédition 11, boîte 2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC.

[10] Osborne à Green, 13 avril 1946, RG 260, expédition 11, boîte 2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC.

[*] Osborne répondait à John C. Green à la recherche d'un *« raccourci qui amènerait le matériel dans ce pays ». « Franchement »*, avait écrit Green, *« à moins que nous ne trouvions une méthode pour faire venir ce matériel ici sans investir de dollars américains ou sans passer par le 'round-robin' actuel des procédures de réparation, je crains que tout cela ne s'enlise »*. Green à

la marine, l'armée de l'air et le bureau des services techniques du département du Commerce ont d'abord choisi d'essayer la voie des réparations pour se procurer des échantillons de biens d'équipement et de produits non militaires ; mais ils ont changé de tactique assez rapidement. Par exemple, le Bureau des mines a d'abord demandé l'usine d'hydrogénation du charbon en réparation. Il a cependant été informé par le département d'État que l'obtention de la centrale pour les États-Unis en tant qu'allocation de réparation de l'IARA prendrait un temps considérable et qu'un certain risque était encouru si d'autres nations faisaient également des offres pour la centrale. Le Bureau des Mines, soutenu par l'armée, la marine et le département du Commerce – chacun ayant sa propre liste d'articles recherchés par l'Allemagne – a fait pression sur l'OMGUS d'abord, puis sur le département d'État, pour que l'équipement d'hydrogénation du charbon soit expédié aux États-Unis en dehors des canaux de réparation convenus et, bien sûr, sans paiement en dollars. En effet, le Bureau des mines a finalement admis qu'*« aucun argent n'est disponible sur ses crédits pour payer les équipements et les matériaux demandés »*.[11]

Le général Clay avait d'abord supposé, comme il l'avait souligné en soumettant la question au département de la Guerre le 6 décembre 1945, qu'il n'aurait aucune difficulté à obtenir des matériaux et des équipements non militaires demandés par la FIAT à titre de réparation. *« Lorsque les États-Unis souhaitent obtenir ce type d'équipement »*, écrivit-il, *« nous proposons de le signaler [à l'IARA] comme étant disponible dans le cadre des réparations et de déposer en même temps une demande d'indemnisation pour les États-Unis. Compte tenu de nos faibles demandes de réparation, nous ne devrions pas avoir de difficultés à obtenir une allocation »*. Il a fait valoir que *« quelle que*

Osborne, 29 mars 1946, RG 260, expédition 11, boîte 2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC.

[11] R. R. Sayers, Bureau des Mines, à E. Q. Gruhn, JIOA, 28 janv. 1946, RG 260, FIAT 7 771st Document Center, boîte 14, dossier Ind ACE 24, WNRC ; AGWAR à OMGUS, WX-97199, 1.5 fév. 1946, ibid. Pour la déclaration selon laquelle le Bureau des Mines n'avait pas d'argent disponible, voir OMGUS, FIAT, Osborne, à OMGUS, Division économique, sujet : paiements en dollars pour l'équipement de pétrole synthétique et autres matériaux demandés par le Bureau des Mines, 25 juin 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 5, file 400.7-76, WNRC.

soit la justice de nos revendications », prendre du matériel *« qui n'a pas été correctement réclamé en réparation ou payé à l'exportation »* serait incompatible avec *« les accords internationaux relatifs aux réparations »* ainsi qu'avec le *« protocole de Potsdam... Nous répétons que, compte tenu de nos faibles requêtes, nous n'anticipons aucune difficulté à obtenir nos allocations d'équipements souhaités en réparation. »*[12] Mais il a parlé trop vite, car il ne savait pas encore à quel point les procédures d'attribution de l'IARA seraient complexes une fois achevées.[13] Il n'avait pas non plus été informé du refus du département du Commerce de payer pour que des spécimens de machines et d'équipements soient prélevés en Allemagne. Il n'avait pas non plus été informé de la réticence du département d'État à utiliser la puissance américaine pour influencer les décisions de l'IARA à Bruxelles en matière d'allocations. Une fois que ces choses lui sont apparues clairement, le général Clay s'est incliné devant ses supérieurs à Washington et a approuvé l'envoi de matériel demandé par la FIAT en dehors des canaux de réparation et sans paiement en dollars. La manière dont cela s'est produit est complexe, mais importante pour illustrer le conflit entre les gouverneurs en Allemagne et les exploiteurs à Washington.

Deux mois après son message optimiste du 6 décembre 1945 à Washington, Clay a envoyé au JCS une liste FIAT d'articles dont l'évacuation avait été demandée par diverses agences à Washington, expliquant que certains de ces articles pouvaient être pris immédiatement comme matériel de recherche militaire (c'est-à-dire comme butin de guerre), mais que les autres biens d'équipement et produits non militaires ne pouvaient être obtenus que par achat ou dans le cadre des réparations selon des procédures désormais claires. Ces dernières comportaient quatre grandes étapes : [1] Déclaration de disponibilité des États-Unis, [2] prospection d'autres demandeurs de réparations, [3] allocation initiale par l'Allied Control Council (ACC) entre l'URSS et les puissances occidentales, et [4] allocation finale par

---

[12] Clay, OMGUS, au ministère de la Guerre, CC-19959, 6 déc. 1945, RG 218, fichiers décimaux JCS, boîte 229, fichier CCS 350.05, sec. 1, NA.

[13] Voir Agence interalliée de réparation, Premier rapport du Secrétaire général pour l'année 1946 (Bruxelles, 1947), passim.

l'IARA au bénéficiaire. Clay a estimé que, compte tenu de la durée de ces procédures, l'achat serait plus facile et pourrait être géré administrativement en Allemagne, les articles achetés étant classés comme des exportations de la production courante. Mais le JCS a décidé que les articles *« devraient être déclarés disponibles et demandés en réparation »*, expliquant que le département du Commerce avait *« assumé la responsabilité... de recevoir et de présenter les demandes de ce type d'équipement pour l'industrie [et] n'est maintenant pas disposé à payer des dollars pour l'importation »*.[14] Des consultations entre M. Clay et les représentants américains auprès de l'IARA à Bruxelles ont eu lieu et ont abouti à une visite de trois jours à Berlin de Russell Dorr, le principal délégué américain auprès de l'IARA. Lors de cette visite, Clay a *« vivement réagi »* à la nouvelle selon laquelle Dorr ne pouvait garantir l'attribution de la liste FIAT aux États-Unis. Le 3 mai 1946, Clay – déjà frustré à l'époque par son échec à obtenir un accord des quatre puissances pour lier le plan industriel allemand – les réparations, les importations et les exportations dans une politique commune de l'ACC, et dans une colère évidente – a modifié sa recommandation initiale.[15]

Dans un message adressé au département de la Guerre un jour après qu'il ait arrêté tous les envois de réparations en provenance de la zone américaine et immédiatement après la visite de Russell Dorr à Berlin, Clay a signalé que la FIAT avait rassemblé du matériel de recherche et scientifique d'une valeur d'environ 800 000 $, que l'OMGUS n'avait pas expédié aux États-Unis parce que cela violerait *« l'accord d'import-export »*, à moins que ce matériel ne soit affecté au titre des réparations. Il poursuivit en disant que l'OMGUS avait espéré l'allouer à titre de réparation, puis le récupérer par le biais des mécanismes de l'ACC et de l'IARA, mais Dorr venait de lui dire qu'il ne pouvait être certain que les États-Unis l'obtiendraient. Déclarant que les Russes et les Français

[14] Clay, OMGUS, à JCS, CC-22783, 7 février 1946 ; JCS à Clay, WAR 80137, 11 mars 1946, tous deux dans RG 218, fichiers décimaux JCS, boîte 229, fichier CCS 360.05, Sec 1, NA.

[15] Dorr, AmEmbassy Brussels, au SecState, 3 mai 1946, RG 59, boîte C-247, dossier 740.00119 EW, NA. Pour une discussion sur le contexte plus large et les frustrations de Clay, voir mon « The American Reparations Stop in Germany : An Essay on the Political Uses of History », The Historian, 37, no. 2 (fév. 1975), pp. 276-96.

avaient retiré des équipements et d’autres matériels de leurs zones sans allocation et sans paiement, il s'est déclaré prêt à faire de même dans la zone américaine en changeant sa recommandation d’allocation par le biais de machines à quatre moteurs à l’envoi direct aux États-Unis. Manifestement inquiet de son brusque revirement sur les transferts unilatéraux, il a toutefois conclu que les États-Unis pourraient déclarer la valeur des transferts directs à l'IARA et imputer ces derniers à leur part des réparations.[16*]

Lorsqu'il a reçu du département de la Guerre la recommandation révisée de M. Clay concernant la coordination de routine des politiques, le département d'État a d'abord hésité, puis a fait des compromis. Les fonctionnaires du département d'État étaient alors engagés par des accords internationaux dans le programme de réparations décrit de façon si concise et si convaincante par Clay dans son message du 6 décembre au département de la Guerre, et ont donc été surpris et piqués au vif par la décision de Clay du 3 mai 1946 de stopper les envois de réparations de la zone américaine sans avoir consulté au préalable Washington. Ils ont d'abord réagi à sa recommandation en faisant valoir qu'il ne pouvait guère espérer expédier directement les matériels FIAT aux États-Unis en même temps qu'il empêchait les livraisons de réparations depuis la zone américaine. Mais le département de la Guerre, s'exprimant au nom des services armés, et le département du Commerce, s'exprimant au nom de l'industrie américaine, ont exercé de fortes pressions pour soutenir la recommandation de Clay, John C. Green faisant valoir que la reconversion économique américaine d'après-guerre dépendait de l'accès au savoir-faire technique et scientifique allemand.[17] Charles P.

---

[16] Clay, OMGUS, au ministère de la Guerre, pour Echols, 4 mai 1946, RG 165, boîte 351, dossier WDSCA 387.6, sec. 2, NA.

[*] Dans le même message, Clay a également suggéré que les États-Unis pourraient vendre l'équipement et utiliser le produit pour se rembourser des importations allemandes actuelles de nourriture et d'autres articles, mais il a dit préférer l'autre solution.

[17] Chesldine [WDCAD] à mon cher général [Clay ou Draper, OMGUS], 12 juin 1946, RG 260, envoi 3, boîte 150-2, dossier 3, WNRC, note que l'une des raisons pour lesquelles le Département du Commerce souhaitait expédier directement était d'éviter

Kindelberger, le chef de la division des affaires économiques allemandes et autrichiennes du département d'État, a décrit le dilemme de ce dernier face à ces pressions et à ces arguments : *« L'autorisation d'embarquer implique implicitement le jugement que le gain que les États-Unis tirent de la réception du matériel l'emporte sur le coût dans les bonnes relations avec les pays non occupants, qui ne reçoivent actuellement aucune réparation. La question fondamentale est de savoir si le département préfère embarrasser le département de la Guerre, le département du Commerce et de l'industrie américaine, ou lui-même dans ses relations avec les autres pays »*.[18] Il a fini par se mettre dans l'embarras, mais seulement après avoir envisagé et échoué à obtenir un accord sur diverses autres alternatives – qui auraient toutes modifié ou retiré l'ordre de Clay d'arrêter les expéditions de réparations depuis la zone américaine – et après de nombreuses discussions à Washington et à Bruxelles sur ce que, le cas échéant, les États-Unis devraient dire à l'IARA.[19]

---

de devoir payer pour le matériel. En outre, il note que les représentants du Département d'État ont mis en doute l'argument de Green selon lequel les États-Unis avaient besoin de ce matériel, puisque le Département du Commerce rassemblait également des plans, des dessins et d'autres documents pour les distribuer à l'industrie américaine.

[18] Kindelberger au UnderSecState, office memorandum, 13 juin 1946, RG 59, boîte 3865, dossier 750.00119 EW, NA.

[19] SecState à AmEmbassy Bruxelles, 29 mai 1946, RG 59, boîte C- 248, dossier 740.00119 EW, NA ; Clay, OMGUS, au War Department, 5 juin 1946, et Clay au War Department, 18 juin 1946, tous deux dans RG 165, boîte 351, dossier WDSCA 387.6, Sec. II, NA. Les discussions internes sur la façon de traiter avec l'IARA pourraient nous égarer, mais l'essentiel est intéressant. Une suggestion, attribuée à John Kenneth Galbraith, qui se trouvait à Bruxelles à l'époque, était que les États-Unis ne tentent pas de justifier l'octroi de réparations unilatérales en invoquant l'urgence, même si une telle justification pourrait être étayée par l'absence d'une politique commune sur l'unité économique allemande. *« D'autres nations ressentiront certainement que leurs besoins sont plus pressants »* que les nôtres, affirme un compte-rendu de la suggestion de Galbraith, et *« le Royaume-Uni et la France... pourraient prendre notre déclaration comme un signal d'intensification des éloignements unilatéraux avec des répercussions évidentes pour l'IARA »*. Les États-Unis ne devraient même pas annoncer leurs enlèvements unilatéraux pour le moment, *« en particulier au vu de l'ordre de Clay d'arrêter les livraisons de réparations »*. Ils devraient plutôt attendre et les annoncer en réponse à une demande de l'IARA (du 20 juin 1946) aux États-Unis, au Royaume-Uni et à la

Le 29 juin 1946, le département de la Guerre a télégraphié à l'OMGUS l'autorisation d'expédier immédiatement le matériel figurant sur la liste FIAT. Le département de la Guerre a déclaré qu'un compte-rendu serait fait plus tard et des explications à l'IARA seraient incluses dans la réponse des États-Unis à une demande du secrétariat de l'IARA adressée à la Grande-Bretagne, à la France et aux États-Unis pour un rapport de leurs zones respectives sur les enlèvements de matériels soumis à un traitement dans le cadre des réparations.[20] Le câble poursuivait qu'en autorisant cet envoi en dehors des voies normales de réparation, il était *« fermement entendu qu'il n'y aurait plus de retraits de cette nature »* et que les futures demandes seraient traitées par l'IARA avec les représentations d'intérêt américaines appropriées pendant le processus de répartition.[21] Une semaine plus tard, l'OMGUS déchargeait la FIAT de toute responsabilité supplémentaire pour les déménagements d'équipements hors d'Allemagne et transférait la fonction à la branche Commerce de l'OMGUS (pour les déménagements par exportation) et à la section Réparations de la branche Industrie (pour les enlèvements

---

France pour des déclarations sur les éloignements de toutes sortes. Au moment où une telle déclaration pourra être préparée pour les États-Unis, *« il est vraisemblablement possible que l'ordre de Clay soit retiré… L'annonce du retrait de l'ordre de Clay et l'attribution de quotas avant la déclaration sur les éloignements unilatéraux adoucirait considérablement la réaction de l'IARA »*. En attendant, les États-Unis devraient adopter la position selon laquelle les équipements figurant sur la liste de la FIAT ne concernent pas l'IARA puisque la FIAT était un projet de renseignement de guerre coopératif entrepris aux dépens des puissances occupantes, et que le retrait des matériaux recueillis comme renseignements de guerre n'est *« pas incompatible avec la politique américaine d'opposition aux retraits unilatéraux »*. *« À condition qu'aucun autre retrait ne soit effectué »*, aurait estimé Galbraith, *« cette position peut être maintenue comme toute autre »*. Murphy, USPOLAD, à Clay, mémorandum, 25 juin 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 64, fichier AG 322 FIAT, WNRC.

[20] La demande de l'IARA du 20 juin 1946 est identifiée et résumée dans SWNCC 328/3, 19 mai 1947, RG 218, fichiers décimaux centraux du JCS, CCS 007 (3-13-45), sec. 7, NA. Ce document indique également que les États-Unis n'ont pas encore répondu.

[21] AGWAR à OMGUS, W-93067, 29 juin 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 5, file 400.7-77, WNRC. Voir Acheson to USPOLAD, 12 juillet 1946, RG 59, box C-249, file 740.00119 EW, NA, dans lequel Acheson a demandé à Murphy d'attirer l'attention d'OMGUS sur la partie du câble du ministère de la guerre *« qui interdit tout nouveau déplacement unilatéral sauf dans le cadre des procédures normales de réparation »*.

par affectation à titre de réparations). Ainsi, l'OMGUS a établi les procédures et les mécanismes pour mettre en œuvre la politique recommandée par Clay au JCS le 6 décembre 1945, mais seulement après que les États-Unis aient supprimé – en dehors des canaux de réparation – ce qu'ils voulaient.[22]

Bien que la comptabilité promise par le département d'État n'ait jamais eu lieu – sujet sur lequel je reviendrai – les documents disponibles montrent que la liste FIAT approuvée pour l'expédition directe le 29 juin 1946 comprenait 37 articles, dont le poids était estimé à environ 500 tonnes et la valeur à environ 800 000 $.[23] On y trouvait notamment la machine de fabrication de condensateurs Robert Bosch, l'équipement de moulage sous pression Mahle Werke, la rectifieuse Ultra Präzisionswerk, un magnétophone et le laboratoire d'essai des matériaux de la Maschinenfabrik Augsburg-Nürnberg (M.A.N.), ainsi que d'autres matériaux et équipements de I. G. Farben, Klöckner-Humboldt-Deutz, Bavarian Motor Works (BMW), Messerschmitt, Friedrich Deckel, Adlerwerke et d'autres.[24]

La reprise économique allemande et le transfert de technologie

Les efforts américains pour établir et promouvoir une économie allemande d'après-guerre autonome et ainsi réduire les coûts de l'occupation pour les contribuables américains ont été documentés et décrits ailleurs.[25] Les responsables américains en Allemagne estimaient

---

[22] OMGUS à FIAT, sujet : envoi d'échantillons de matériel aux États-Unis, 5 juillet 1946, RG 260, FIAT 7 748e unité, boîte 5, dossier 400.7-77, WNRC.

[23] Clay, OMGUS, au ministère de la Guerre, pour Echols, 4 mai 1946, RG 165, boîte 351, dossier WDSCA 387.6, sec. 2, NA. Clay, OMGUS, au ministère de la Guerre, pour CAD, 18 septembre 1946, Ibid, énumère les articles par numéro et indique la valeur estimée de chacun en Reichsmarks, pour un total de 2 554 555 RM.

[24] OMGUS au ministère de la Guerre, sujet : comptabilité des réparations, 5 août 1946, RG 260, expédition 3, boîte 150-2, dossier 3, WNRC.

[25] John H. Backer, *Priming the German Economy: American Occupational Policies, 1945-1948* (Durham, N.C., 1971), et mon livre *The American Occupation of Germany : Politics and the Military, 1945-1949* (Stanford, Calif., 1968) et *The Origins of the Marshall Plan* (Stanford, Calif., 1976).

que la poursuite des enquêtes scientifiques et techniques constituait un sérieux obstacle à la reprise économique allemande, car elle interférait avec la production en cours, approuvée, et violait la sécurité des processus de recherche et de commerce allemands, dont les Allemands pouvaient utiliser la valeur pour payer les importations de denrées alimentaires et de matières premières. Dans une lettre adressée au département de la Guerre le 20 octobre 1946, le général Clay a déclaré que les enquêtes de la FIAT constituaient un sérieux handicap pour la reprise économique allemande. Il doutait que « le développement industriel allemand dans l'industrie et la recherche en temps de paix... puisse être poussé vigoureusement jusqu'à ce qu'une certaine sécurité industrielle soit assurée pour les processus commerciaux qui sont développés dans ces industries ».[26]

Le fait que les enquêtes aient posé problème est peut-être évident, mais l'évolution de la situation en Autriche prouve qu'elles étaient généralement reconnues comme telles. En septembre 1946, en réponse aux protestations des autorités autrichiennes selon lesquelles *« l'examen et la publication des procédés, formules et autres secrets nécessaires propres à l'industrie autrichienne pourraient être extrêmement préjudiciables au redressement de l'économie du pays »*, les commissions de contrôle américaine et britannique pour l'Autriche ont rejeté la demande d'accès au pays d'une équipe de la FIAT. La FIAT a fait appel au département d'États. Mais ce dernier aurait voulu reconnaître l'Autriche *« comme un pays libéré »*, cesser d'entraver l'industrie autrichienne et *« contrecarrer l'influence russe dans ce domaine »*. Il a donc soutenu la décision des commissions de contrôle, et a ainsi approuvé une politique selon laquelle *« les futures demandes d'entrée en Autriche par le personnel d'enquête doivent être limitées à celles visant à examiner uniquement des cibles industrielles qui étaient auparavant engagées dans la fabrication de matériel de guerre réel »*.[27]

---

[26] Clay, OMGUS, à AGWAR, pour Echols, CC-5929, 20 oct. 1946, RG 84, boîte 760, dossier 7 (854 brevets, marques, droits d'auteur), WNRC.

[27] OMGUS, Historical Office, History of Field Information Agency, Technical (FIAT), Période 1 juillet 1946-30 juin 1947, 9, MS dans RG 319, CMH, fichier des manuscrits historiques, NA ; USFA à USFET, P-3995, 16 sept. 1946, et Reiss à

Mais le message de Clay protestant contre l'entrave de la FIAT à la reprise économique allemande est né de l'expérience américaine en Allemagne.

Pour répondre à la demande du général Clay de placer la FIAT sous la juridiction du Bureau du gouvernement militaire pour l'Allemagne (OMGUS), la Direction des opérations de la FIAT a envoyé ses fonctionnaires à Munich, Stuttgart et Wiesbaden au début de l'année 1946 afin de coordonner les activités de la FIAT sur le terrain avec les Bureaux du gouvernement militaire américain pour la Bavière, pour le Würtemberg-Baden et pour la Hesse. Le rapport de synthèse du 15 mars 1946 sur ces visites décrit les procédures à suivre par les équipes de la FIAT dans chacun des trois *Länder* (États). Mais il contient également une liste de plaintes sur les opérations de la FIAT formulées par les responsables du gouvernement militaire régional qui ont été consultés : le nombre d'enquêteurs se rendant dans certaines usines était excessif. Certaines équipes étaient trop nombreuses pour l'objet de l'enquête. Les enquêteurs se sont immiscés dans les opérations des usines des entreprises qui avaient repris la production avec l'approbation des autorités gouvernementales militaires. Les équipes n'étaient pas suffisamment informées, et souvent elles ne se limitaient pas à des *« enquêtes purement techniques ».* Enfin, selon la liste, les équipes se présentaient avec des laissez-passer FIAT expirés, et certaines d'entre elles voulaient inscrire des cibles non mentionnées sur leurs laissez-passer.[28]

Green, 18 sept. 1946, tous deux dans RG 40, fichiers Reiss de l'OTS, boîte 156, fichier des lettres FIAT de Haertel, WNRC.

[28] FIAT, Operations Branch, au chef de la FIAT, sujet : entrée des enquêteurs techniques dans les usines de la zone américaine d'Allemagne, 15 mars 1946, RG 260, FIAT 7 748e unité, boîte 4, dossier 10 (370.2 Correspondance…), WNRC. Voir le mémorandum manuscrit de « Chess » au Major Clay, s.d. (joint à OMGUS, Division économique [Ginsburg to Strike], sujet : enlèvement de biens d'équipement industriels, 15 février 1946), RG 260, expédition 11, boîte 2-2, dossier 19 (98 Scientific Research), WNRC, qui indique que *« le colonel McGiffert, Bavière, a téléphoné aujourd'hui qu'il y a 4 équipes britanniques en Bavière sans autorisation à Munich ; une [composée de] 6 lieutenants-colonels, opère avec un laissez-passer expiré. Il a refusé de les laisser entrer dans ses usines ».*

Ce dont les responsables du gouvernement militaire régional des *Länder* se sont plaints aux visiteurs de la FIAT, ils l'ont également rappporté à leurs supérieurs à Berlin, ce qui a amené le chef d'État-major de l'OMGUS à demander à la FIAT un rapport sur les activités du département du Commerce en Allemagne. Le colonel Ralph M. Osborne, le chef de la FIAT, a répondu par un bref historique des origines du programme d'exploitation d'après-guerre de l'OTS/FIAT (décrit précédemment dans cette étude). Il a souligné l'autorisation contenue dans le décret présidentiel, les directives du Comité des chefs d'État-major interarmées et le soutien financier du programme par le Congrès américain. Le financement du Congrès, a-t-il dit, est en fait si important qu'il permet une expansion considérable du programme ; en fait, des plans étaient déjà en cours.[29*] Au fur et à mesure que le programme se développait, le manque d'harmonie entre celui-ci et l'importance toujours plus grande accordée par l'OMGUS à la reprise économique allemande vers l'autosuffisance devenaient de plus en plus évidents, les plaintes sur le terrain se multipliaient et devenaient plus vives, et le conflit entre les gouverneurs et les exploiteurs prenait de nouvelles proportions.

Comme décrit précédemment dans cette étude, le colonel Gerald B. O'Grady, chef de la branche Industrie du Bureau du gouvernement militaire du Würtemberg-Baden, s'est plaint directement à l'OMGUS à Berlin que son district était envahi par des enquêteurs, qui exigeaient et prenaient des informations techniques pour leur propre usage. En guise de preuve, il a offert une lettre du directeur général de Robert Bosch, GmbH, et d'autres données que son bureau avait recueillies. La

---

[29] Osborne à C/S, OMGUS, sujet : informations générales sur les activités du ministère du commerce en Allemagne, 22 mai 1946, RG 260, expédition 17, boîte 1, dossier 51, WNRC.

[*] Osborne a noté que le Congrès avait approuvé un crédit compensatoire afin de couvrir le fonctionnement de la FIAT jusqu'au 30 juin 1946, et qu'il attendait l'approbation d'une demande de six millions de dollars pour l'année fiscale 1947. Cela aurait permis de faire passer l'effectif du 1er mars 1946 de soixante-dix conseillers scientifiques, analystes de documents, experts en langues techniques, sténographes, traducteurs, opérateurs de microfilms et personnel administratif à environ cent-quatre-vingt-dix personnes à la fin du mois d'avril 1946. Voir note 29 de ce chapitre.

valeur du savoir-faire exproprié, selon lui, constituait une perte directe pour l'économie allemande. Pour cette raison et *« d'autres raisons »*, qu'il n'a pas précisées, la réduction des enquêtes était justifiée dans l'intérêt de la reprise économique allemande.[30] En outre, nous avons vu que l'appel de Degussa en faveur d'une réduction et d'un meilleur contrôle des visiteurs de la FIAT a reçu le soutien de la Frankfurt Industrie- und Handelskammer, du ministre de l'Économie de la Hesse et du ministre-président du Grand-Hesse. Tous ces fonctionnaires ont travaillé ensemble et ont finalement obtenu du lieutenant-colonel Samuel S. Graham, le chef de l'industrie du Bureau du gouvernement militaire de la Hesse, un document écrit énumérant les pouvoirs des enquêteurs de la FIAT et les droits des entreprises allemandes pendant les enquêtes.[31] La concession du colonel Graham était clairement inférieure à ce que les Allemands avaient espéré ; trois mois plus tard, Degussa se plaignait que le nombre et la fréquence des enquêtes des Alliés étaient encore anormalement élevés et que les visiteurs de la FIAT demandaient encore des échantillons, des formules, des dessins et des documents.[32] Néanmoins, le colonel Graham avait conseillé au ministre de l'Économie de la Hesse de *« veiller à ce que cette information soit diffusée à toutes les entreprises allemandes du Grand-Hesse »*, ce qui permettrait aux entreprises allemandes de faire des difficultés aux visiteurs de la FIAT. Une fois l'information diffusée,[33] les responsables de Degussa ont appris, lors de conférences avec le ministre de l'Économie de la Hesse que son bureau était prêt à reprendre le dossier avec les Américains, si de nouvelles plaintes d'entreprises venaient à arriver. Entre-temps,

---

[30] O'Grady à OMGUS, Division de l'économie, sujet : visiteurs et objets retirés des entreprises allemandes, 28 mars 1946, RG 260, expédition 11, boîte 2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC. Voir ci-dessus, chap. 5, pp. 91-92.

[31] OMG Hesse, Division de l'économie, au ministre de l'économie et des transports, 24 juin 1946, RG 260, FIAT 7 748e unité, boîte 1, dossier 200.2-77, WNRC. Voir ci-dessus, chap. 5, pp. 89-91.

[32] Degussa au Grosshessische Staatsministerium, Minister für Wirtschaft und Verkehr, subj : Besuche industrieller Betriebe durch amerikanische und nicht-amerikanische Wirtschaftsoffiziere, 8 oct. 1946, file Verhandlungen mit Besatzungsbehorden, 1 apr. 1945 à... Archives Degussa.

[33] Voir Ministre de l'économie et des transports, Wiesbaden, à divers destinataires, 10 juillet 1946, dossier Abt. 507, n° 716(180), HSA Wiesbaden.

comme le montre un mémorandum de Degussa, des fonctionnaires du ministère de l'Économie de la Hesse ont indiqué aux entreprises qu'il était possible de réduire au minimum les informations qu'elles devaient remettre en donnant des instructions appropriées aux experts et autres personnes qui donnent normalement des informations, et en établissant dans chaque usine une réception centrale pour examiner méticuleusement les laissez-passer FIAT des visiteurs avant qu'ils ne voient les techniciens et experts de l'entreprise.[34]

Entre-temps, des responsables américains à Munich ont signalé des difficultés en Bavière semblables à celles de Würtemberg-Baden et du Grand-Hesse,[35] et diverses associations industrielles et commerciales allemandes ont conseillé leurs membres sur la manière de traiter avec les enquêteurs. Par exemple, l'Industrie- und Handelskammer de Francfort a demandé à ses membres de préparer un bref rapport sur chaque visite et d'en envoyer trois copies à la section appropriée de la Handelskammer. En outre, le Wirtschaftsverband Maschinenbau, dont le siège est à Düsseldorf-Oberkassel, a publié une lettre circulaire sur la remise de dessins et de plans aux membres des forces d'occupation et a conseillé aux entreprises individuelles de demander des réquisitions, d'exiger des reçus et d'obtenir autant d'informations que possible afin d'étayer leurs futures demandes de restitution ou d'indemnisation.[36]

---

[34] Dr. Scheller, Notiz. Betr. Besuche industrieller Betriebe durch Auslander, 26 juillet 1946, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, Apr. 1945 à . . . , archives Degussa.

[35] FIAT au chef de la division des finances, OMG Bavière, sujet : communication d'informations, 9 mai 1946, RG 260, FIAT 7 748e unité, boîte 1, dossier 321.01, WNRC.

[36] Mitteilungen der Handelskammer Frankfurt a. Main, n° 8, 1er avril 1946, p. 5o, copie dans le dossier Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1er avril 1945 à..., archives Degussa. Voir Maschinenfabrik Sack, Düsseldorf- Rath, à Wirtschaftsverband Maschinenbau, Düsseldorf-Oberkassel, 13 juillet 1946, dossier NW 99, no. 63, HSA Düsseldorf, et Wirtschaftsverband Maschinenbau à Demag AG, Duisburg, 12 septembre 1946, sujet : Rundschreiben M 10/46, Lieferung von Zeichnungen an die Besatzungsbehorden, dossier NW 99, no. 6o, HSA Düsseldorf, qui se réfèrent tous deux au Wirtschaftsverband Maschinenbau Rundschreiben M 10/46, dont je n'ai pas pu trouver de copie. Voir également Oberprasident der Nord-

Réaffirmation de l'autorité de la FIAT

La FIAT s'est donc trouvée confrontée à des incidents de résistance de la part de certaines entreprises allemandes. Il était également nécessaire de tenir compte du fait que les opinions des officiers du gouvernement militaire américain sur le terrain correspondaient à celles des entreprises allemandes, des associations industrielles et commerciales, et des fonctionnaires du gouvernement avec lesquels les officiers américains sur le terrain traitaient au quotidien. Des signes sont également apparus de Berlin indiquant que les jours de la FIAT étaient comptés – sujet sur lequel je reviendrai. Tout cela, ajouté aux premières preuves de la collaboration entre la branche Industrie du Bureau du gouvernement militaire de Stuttgart et les entreprises du Würtemberg-Baden,[37] a incité la FIAT à réaffirmer son autorité et à consolider son empire en Allemagne.

La nouvelle selon laquelle les enquêteurs de la FIAT avaient rencontré des difficultés à Stuttgart *« en diverses occasions »*, difficultés qui *« n'étaient pas nécessairement causées par les Allemands, mais par des représentants de notre propre gouvernement militaire »*, a provoqué une vive réaction de la part du colonel Ralph M. Osborne, chef de la FIAT. L'objet immédiat de sa colère était le colonel Gerald B. O'Grady, chef de la branche Industrie du Bureau du gouvernement militaire pour le Würtemberg-Bade, à qui Osborne a fait remarquer avec véhémence que l'autorité de la FIAT venait directement du gouverneur militaire et, en dernier lieu, du Comité des chefs d'État-major interarmées, du

Rheinprovinz, Düsseldorf, an die Industrie- und Handelskammern [et autres], 21 juin 1946, dossier NW 99, no. 58, HSA Düsseldorf.

[37] Gerald B. O'Grady, OMG W/B à OMGUS, Division de l'économie, sujet : visiteurs et articles retirés des préoccupations allemandes, 28 mars 1946 ; F. H. McBerty à F. O. Robitschek, FIAT, sujet : difficultés et course de Stuttgart, 4 avril 1946, tous deux dans RG 260, expédition 11, boîte 2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC.

Congrès américain, et du Président des États-Unis.[38] Moins d'un mois plus tard, en mai 1946, Osborne a envoyé une lettre similaire, bien que plus modérée, au Bureau du gouvernement militaire pour la Bavière après avoir entendu leurs plaintes. Dans cette lettre, il notait que le Congrès américain dépensait de l'argent pour obtenir des informations scientifiques et techniques de l'Allemagne au profit de l'industrie américaine, *« avec l'idée que ces informations seront une source majeure de réparations de la part de l'Allemagne »*.[39] Puis, en août 1946, il a réussi à faire publier par le quartier général des forces américaines, l'European Theater (USFET), une directive stipulant que les enquêteurs du renseignement technique en Allemagne étaient des employés du gouvernement engagés *« dans la poursuite du programme du Comité de publication pour le filtrage et le microfilmage de documents techniques et scientifiques »* en vertu de directives *« pour enquêter, examiner, interroger ou photographier des cibles spécifiques de renseignement technique allemands »*, qui comprenaient *« les installations, l'équipement, les documents ou le personnel allemands »*.[40] Pendant ce temps, John C. Green, le directeur de l'Office of Technical Services (OTS) du département du Commerce, assurait la défense de la FIAT à Washington.

Osborne et Green se sont rencontrés à Washington et à Höchst, respectivement, en juin et juillet 1946. Leurs discussions ont porté sur [1] les problèmes rencontrés par les enquêteurs sur le terrain, [2] les propositions de la division des plans et des opérations du département de la Guerre et de la division des effectifs de l'USFET visant à réduire

---

[38] Osborne à O'Grady, sujet : difficultés dans l'autorisation d'enquête à Stuttgart, 17 avril 1946, *Ibid.* Pour une discussion sur le contexte plus large de la lettre d'Osborne, voir ci-dessus, chap. 5, pp. 91-92.

[39] FIAT au chef de la division des finances de l'OMG Bavière, sujet : communication d'informations, 9 mai 1946, RG 260, FIAT 7 748e unité, boîte 1, dossier 321.01, WNRC.

[40] Osborne, FIAT, au général Sibert, G-2, USFET, 3 août 1946, RG 332, ETO, section G-2 de l'USFET, documents divers, 1942-46, boîte 19, WNRC ; USFET aux généraux commandants [et autres], sujet : entrée des enquêteurs du renseignement technique dans les zones occupées d'Allemagne et d'Autriche, 10 août 1946, dans OMGUS, Bureau historique, Histoire de l'Agence d'information de terrain, technique (FIAT), période 1er juillet 1946-30 juin 1947, app. 22, pp. 105-6, MS dans RG 319, CMH, dossier des manuscrits historiques, NA.

le soutien financier et logistique des opérations FIAT/OTS en Allemagne[41] et [3] l'opposition à la poursuite de l'exploitation de la science et de la technologie allemandes émanant de l'OMGUS, en particulier de George Scatchard, conseiller scientifique du général Clay et chef de la branche Recherche scientifique et contrôle de l'OMGUS.[42*]

À son retour d'Europe, Green a rédigé des lettres similaires au commandant général de l'USFET (le général Joseph T. McNarney) et à l'ambassadeur des États-Unis à Londres (W. Averell Harriman) et les a envoyé au secrétaire au Commerce Henry A. Wallace. Dans sa lettre à Wallace, Green note : *« Lors de mon voyage à l'étranger, j'ai constaté que*

---

[41] Pour les détails et les propositions, voir AsstSecWar Petersen to SecWar Patterson, 26 juin 1946, RG 335, dossier sujet SecWar Patterson (Safe), boîte 6, dossier Scientific Research no. 2, WNRC ; Osborne to C/S, USFET, sujet : Washington discussions on Publication Board program, 17 juin 1946, RG 260, dossiers OMGUS AGTS, boîte 11, dossier 7 (334 Public Board), WNRC ; Osborne au General Sibert, G-2 USFET, 3 août. 1946, RG 332, ETO, USFET G-2 Section, Miscellaneous Records, 1942-46, box 19, WNRC ; OMGUS, Gailey à Clay, mémorandum, 13 août 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, box 64, dossier AG 322 FIAT, WNRC.

[42] Scatchard, professeur de chimie au Massachusetts Institute of Technology, avait succédé à Roger Adams en tant que conseiller scientifique de Clay au début de 1946. Voir FIAT, Planning Office, daily journal, 26 juillet 1946, RG 260, dossiers FIAT, boîte 17/8, dossier 4, WNRC, qui indique qu'un fonctionnaire de la FIAT *« a passé la majeure partie de la matinée »* à escorter Scatchard dans les différentes branches et sections de la FIAT et à lui expliquer les opérations de la FIAT.

[*] Pour le point de vue de Scatchard, voir Reiss à Green, 30 août 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 156, dossier lettres FIAT de Haertel, WNRC, que Reiss a écrites en Allemagne alors qu'il observait les activités de la FIAT. Il y rapporte l'inquiétude d'Osborne quant à l'avenir de la FIAT et le principal argument de Scatchard à son encontre, à savoir qu'il ne peut pas agir pour rétablir la recherche allemande tant que la FIAT n'est pas éliminée. Osborne pensait qu'un compromis pourrait être trouvé si les usines allemandes et les instituts de recherche approuvés par l'OMGUS étaient affectés à l'exclusion des enquêteurs ; Reiss a donné son propre avis selon lequel *« la meilleure solution serait d'interdire la reprise de la recherche allemande tant que notre programme d'investigation n'est pas terminé »*. Il a toutefois averti que Scatchard avait gagné en influence du fait que *« les Britanniques arrêtent définitivement leurs enquêtes d'ici la fin de cette année »*.

certains membres clés du personnel ne connaissaient pas nos opérations en Allemagne et à Londres et ne s'y intéressaient donc pas. Des lettres du type de celles indiquées dans les projets ci-joints, signées par le Président Truman, contribueraient grandement à assurer à notre personnel à l'étranger le soutien et l'encouragement nécessaires pour mettre en œuvre les directives du Président concernant l'exploitation de la science et de la technologie allemandes ».[43] Wallace, qui aurait exprimé un *« vif intérêt »* pour l'exploitation de la technologie allemande au profit de l'industrie américaine lors de la réunion suivante du département du Commerce, a demandé des *« exemples spécifiques d'enquêtes ayant une valeur actuelle ou potentielle dans l'industrie américaine ».* Green a alors sollicité ces informations auprès de tous les anciens enquêteurs en Allemagne.[44] Sans attendre les exemples, Wallace a cependant envoyé les projets de lettres de Green à Matthew Connelly, secrétaire du Président, expliquant leur origine et demandant qu'elles soient transmises à Truman. *« Je ne crois pas, a déclaré Wallace, que l'envoi de ces lettres aurait des répercussions sur les services ou d'autres agences, et serait réellement bénéfique pour notre programme ».*[45]

Le personnel de la Maison Blanche, après avoir supprimé la déclaration intéressée de Green selon laquelle la FIAT *« a fait un travail splendide en ce qui concerne l'exploitation de la science et de la technologie allemandes »* et atténué la référence aux *« secrets scientifiques et industriels de l'Allemagne [mis] à disposition pour notre avantage national »*, a emmené les projets révisés à bord du USS Williamsburg, où Truman les a approuvés et signés pour expédition. Ainsi la lettre à McNarney déclarait que *« L'Agence d'information sur le terrain, technique, dont le siège est*

---

[43] Green à Wallace, 8 août 1946, Truman papers, dossier officiel, boîte 677, dossier 192 (1945-août 1947), Truman Library. La raison de la lettre proposée à Harriman était que la FIAT avait un bureau de liaison à Londres dont la fonction était de faciliter l'échange des informations recueillies par les enquêteurs britanniques et américains, respectivement.

[44] Reiss aux chefs d'unité, sujet : exemples de conclusions de TIID utiles à l'industrie, 14 août 1946, RG 40, dossiers OTS Hilbourne, boîte 147, dossier Reiss, WNRC ; Green, mémorandum pour tous les anciens enquêteurs de TIIC, 15 août 1946, RG 40, boîte 116, dossier Mémorandums interbureaux, WNRC.

[45] Wallace à Connelly, 14 août 1946, documents Truman, dossier officiel, boîte 677, dossier 192 (1945-août 1947), bibliothèque Truman.

à Höchst, en Allemagne, rend un service important en mettant à la disposition de notre économie les découvertes et les développements de la science et de la technologie allemandes. J'espère que cette unité des forces armées continuera à recevoir le soutien important qui est un facteur vital pour rendre les secrets scientifiques et industriels de l'Allemagne disponibles dans notre intérêt national ». À Harriman, Truman a dit :

> *« J'apprends qu'une mission a récemment été créée à l'ambassade à Londres, composée de personnel du département du Commerce, dont le but est d'obtenir l'accès aux technologies capturées sous contrôle britannique et de réaliser un échange de technologies avec le personnel de recherche britannique. Ces objectifs sont d'une valeur immédiate et à long terme pour notre économie et j'espère que vous apporterez à cette mission le soutien solide nécessaire pour assurer le succès de ses efforts. »*[46]

Harriman a répondu depuis Londres : *« Je partage pleinement l'opinion selon laquelle les objectifs de la mission tels qu'ils sont décrits dans votre lettre sont d'une importance immédiate et à long terme pour nous. »* À Francfort, le général de division C. R. Huebner, chef d'état-major de l'USFET, s'est prosterné verbalement :

> *« Je désire, en l'absence du général McNarney, vous informer qu'en tant que Gouverneur général militaire, McNarney a suivi de près les progrès de la Field Information Agency, Technical, depuis sa création. Cette agence a toujours reçu le soutien du Centre opérationnel ... [et] continuera à recevoir le soutien qui lui a été accordé dans le passé et sera autorisé à conserver le personnel et l'équipement nécessaires à l'accomplissement de son travail essentiel. »*[47]

Reflétant l'urgence apparente qu'il attribuait à l'intervention du Président, Huebner a fait téléphoner à son personnel le contenu de la lettre de Truman au bureau de Clay à Berlin.[48] Trois jours plus tard, un

---

46 Truman à McNarney, 28 août 1946, et Truman à Harriman, 28 août 1946, tous deux *Ibid.*

47 Harriman à Truman, 13 sept. 1946 ; Huebner à Monsieur le Président, 9 sept. 1946, tous deux *Ibid.*

48 C. K. G. au général Clay, mémorandum, 9 sept. 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 25, fichier 2 (AG 090 Général), WNRC.

message sur l'importance nationale du programme de la FIAT a été envoyé par l'OMGUS aux directeurs des gouvernements militaires des Länder, ordonnant que *« tout le personnel sous votre commandement soit informé que le but de la FIAT est l'exploitation de la science et de la technologie allemandes et qu'elle opère sous les directives du Président avec le ferme soutien du Congrès ».*[49] Ironiquement, cependant, ce qui avait été conçu comme une manœuvre visant à consolider l'empire FIAT/OTS et à donner une nouvelle vie au programme en Allemagne s'est avéré être le début de sa fin, car cela a inspiré le général Clay à soulever la question d'une comptabilité *« en termes de dollars »* – un sujet sur lequel je reviendrai – puis à travailler à la dissolution anticipée de la FIAT.[50]

Fin de la FIAT

Avant même que Clay ne s'implique personnellement en octobre 1946, la FIAT et l'OTS avaient reçu divers signaux indiquant que *« le gouvernement militaire veut que [le] programme prenne fin ».*[51] En Allemagne, par exemple, T. G. Haertel, le représentant de liaison de l'OTS à la FIAT, rapportait à Green le 12 septembre 1946 : *« Nous savons qu'à un moment indéterminé, dans un avenir pas trop lointain, nos opérations sur le terrain vont devoir être réduites ou interrompues. »* Cela se produirait, a-t-il dit, soit parce que l'Office allemand des brevets serait rétabli, soit parce que la paix serait conclue avec l'Allemagne, soit parce qu'un accord à quatre pourrait obliger la FIAT à interrompre ses enquêtes techniques, soit, enfin, parce que les responsables du gouvernement militaire qui souhaitaient restaurer l'industrie allemande continueraient à causer

---

[49] OMGUS, C/S par intérim, aux directeurs des terres, sujet : importance nationale du programme FIAT, 12 sept. 1946, RG 260, expédition 17, boîte 1, dossier 15, WNRC.

[50] Voir Clay au général H. S. Aurand, directeur de la recherche et du développement, WDGS, 9 sept. 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS AG, boîte 120, fichier AG 322 (FIAT), WNRC, écrit le jour où le bureau de Clay a reçu le contenu de la lettre de Truman du 28 août 1946, par téléphone depuis Francfort.

[51] FIAT, procès-verbal de la réunion des chefs techniques et des chefs d'unité, 11 sept. 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 156, dossier lettres FIAT de Haertel, WNRC.

difficultés et des retards.[52] À Washington, à peu près au même moment, la division des affaires civiles du département de la Guerre a demandé à l'OMGUS de commenter l'anxiété du département du Commerce concernant les *« rapports qu'ils ont reçus selon lesquels l'OMGUS allait interrompre le programme FIAT au printemps prochain »* malgré le fait qu'il avait *« le soutien actif du Congrès et du Président. »* Clay a répondu que *« toute recommandation de coupure du programme de la FIAT sera signalée à l'avance au département de la Guerre afin qu'elle puisse être discutée avec toutes les parties concernées avant toute action »*.[53] Un mois plus tard exactement, il a fait ce qu'il avait promis.

Le 20 octobre 1946, Clay a envoyé un télégramme au département de la Guerre pour lui dire qu'il envoyait un membre de son personnel à Washington afin de discuter de la politique américaine en matière de brevets et d'une date limite pour le recours à des enquêteurs privés afin d'exploiter les processus commerciaux et les activités de recherche de l'industrie allemande. Le câble disait :

> *« Il est pleinement apprécié que ces équipes aient obtenu des informations précieuses pour les États-Unis, ce qui représentera peut-être notre seul retour en réparations... Cependant, le travail se poursuit depuis notre entrée en Allemagne et la plupart des informations qui existaient en Allemagne au moment de la capitulation devraient être désormais disponibles. Il est peu probable que le développement industriel allemand dans l'industrie du temps de paix et les activités de recherche dans ces industries puissent être poussés*

[52] Haertel à Green, rapport d'activité n° 46, 12 septembre 1946, et Reiss à Green, 18 septembre 1946, tous deux ibid. Robert Reiss, l'administrateur de l'OTS au ministère du Commerce, était en visite en Allemagne à l'époque et rapporta la nouvelle que les enquêteurs de la FIAT s'étaient vu refuser l'accès à l'Autriche. Il a comparé les raisons de cette décision (le désir du Département d'État de cesser d'aggraver l'industrie autrichienne *« pour contrer l'influence russe dans cette région »*) avec les motivations derrière *« le mouvement à Berlin (c'est-à-dire Scatchard, etc.) pour réduire nos enquêtes et notre programme de filtrage des documents »*.

[53] C/S à DMG, OMGUS, mémorandum, sujet : Conférence TWX sur la FIAT, 18 septembre 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 25, fichier 2 (AG 080 General), WNRC ; OMGUS à AGWAR, CC-4090, 20 septembre 1946, *Ibid*, boîte 64, fichier 11 (AG 322 FIAT), WNRC.

vigoureusement jusqu'à ce qu'une certaine sécurité industrielle soit assurée pour les processus commerciaux qui sont développés dans ces industries. »[54]

Le membre du personnel que Clay envoyait (Richard Spencer, un fonctionnaire de la Division juridique de l'OMGUS) venait d'adresser une longue lettre sur le même sujet au secrétaire adjoint à la Guerre Howard C. Petersen. Spencer y fait référence au discours du secrétaire d'État James F. Byrnes à Stuttgart, le 6 septembre 1946, dans lequel Byrnes avait exprimé le désir de laisser le peuple allemand reprendre sa vie économique en temps de paix. Selon Spencer, l'objectif de Byrnes nécessitait deux changements fondamentaux dans la politique américaine : [1] l'établissement rapide de la sécurité industrielle, et [2] la réouverture de l'Office allemand des brevets, associée à l'abandon de la politique américaine en vigueur exigeant que tous les brevets allemands au pays et à l'étranger soient non exclusifs, non restrictifs et non discriminatoires. Juste après la guerre, se souvient Spencer, le Président avait approuvé une politique visant à mettre la technologie de fabrication allemande à la disposition de l'industrie américaine. *« En conséquence* », poursuit-il, *« des techniciens et des équipes de terrain ont pénétré dans la zone américaine (et si possible dans les autres zones occupées) afin d'obtenir des copies de documents scientifiques et techniques, des microfilmages photographiques de procédés secrets, et de demandes de brevets et, dans certains cas, pour obtenir des prototypes de nouvelles machines, de nouveaux équipements et de nouveaux produits... Le programme est en vigueur depuis plus d'un an maintenant et le baril devrait être à peu près vide. »* En tout état de cause, a-t-il conclu, le moment est venu de trouver un équilibre, de déclarer la fin de cette exploitation et de rétablir la sécurité industrielle dans l'intérêt de la reprise économique allemande *« annoncée »* par Byrnes à Stuttgart.[55]

L'initiative Clay-Spencer a vu le jour – apparemment de manière informelle – en novembre 1946, lors des discussions anglo-américaines à Washington sur la fusion de leurs deux zones d'occupation et sur l'accord financier pour soutenir un programme de reprise économique

---

[54] Clay, OMGUS, à AGWAR, pour Echols, CC-5929, 20 oct. 1946, RG 84, boîte 760, dossier 7 (854 brevets, marques, droits d'auteur), WNRC.

[55] Spencer à Petersen, 15 oct. 1946, RG 260, expédition 3, boîte 176-3, dossier 9 (Brevets-Evaluation de la FIAT), WNRC.

bizonale. Les documents disponibles créés par la suite montrent que les Britanniques avaient proposé le 31 mars 1947 comme date butoir pour toutes les opérations d'exploitation britanniques et américaines en Allemagne, que Clay avait soutenu la proposition britannique et que John H. Hilldring, le secrétaire d'État adjoint pour les zones occupées, lui avait dit qu'il obtiendrait l'accord du département du Commerce et du département d'État.[56] Lorsque plus rien ne s'est produit à la fin du mois de janvier 1947, Clay a envoyé un câble au ministère de la Guerre pour demander un rapport sur l'état des préparatifs à Washington, disant qu'il voulait faire une annonce bien avant la date limite effective. Une semaine plus tard, il a de nouveau envoyé un télégramme, disant cette fois que les Britanniques voulaient faire une annonce anticipée.[57] Mais à Washington, Hilldring n'avait pas réussi à obtenir l'accord du Bureau des services techniques du département du Commerce.

John C. Green, qui défendait sans relâche le programme d'exploitation de l'OTS/FIAT, a fait pression sur le Département d'État pour obtenir plus de temps. Dans son « Last Call for Germany » [« Dernier appel pour l'Allemagne »], publié dans le numéro de février 1947 du *Federal Science Progress*, l'organe officiel de l'OTS, il écrivait que l'armée avait déjà recueilli une grande partie de ce qu'elle attendait de l'Allemagne, mais que *« notre travail consiste à aider les hommes de l'industrie qui veulent entrer en Allemagne. »* Ce serait *« une tragédie nationale »*, a-t-il déclaré, *« si nous laissions les portes se fermer avant d'avoir ajouté le meilleur des connaissances techniques de l'Allemagne aux nôtres ».* Au département d'État, après avoir répété son refrain favori selon lequel les connaissances scientifiques et techniques *« sont les seules réparations tangibles que nous*

[56] Département d'État, mémorandum de conversation entre Todd et Rudlin (États-Unis) et Albert Frost (Royaume-Uni), 7 février 1947, RG 59, archives du bureau du secrétaire d'État adjoint pour les zones occupées, 1946-49, boîte 1, dossier Allemagne, NA ; mémorandum de conversation, sujet : clôture des enquêtes techniques en Allemagne, 11 février 1947, *Ibid.*, boîte 5, dossier 333.5, NA.

[57] Clay, OMGUS, à la WARCAD, pour Noce, CC-7866, 30 janv. 1947, dans OMGUS, Bureau historique. Histoire de l'Agence d'information de terrain, technique (FIAT), période 1er juillet 1946-30 juin 1947, app. 8, MS dans RG 319, CMH, dossier Manuscrits historiques, NA ; OMGUS au ministère de la Guerre, 7 fév. 1947, RG 165, boîte 354, dossier WDSCA 387.6, sec. 9, NA.

obtiendrons probablement de la Seconde Guerre mondiale », M. Green s'est plaint qu'une date butoir du 31 mars était contraire aux plans actuels visant à poursuivre le programme jusqu'à la fin de l'année. Le département du Commerce, l'Association nationale des fabricants et la presse scientifique et technique, a-t-il fait remarquer, avaient informé l'industrie *« qu'elle doit agir rapidement si elle veut profiter de l'occasion pour mener à bien les enquêtes en Allemagne »*. Si le programme était interrompu en mars, poursuivait-il, le département du Commerce devrait revenir sur les engagements qu'il avait déjà pris pour le printemps envers de grandes entreprises telles que Texaco, Upjohn, Colgate-Palmolive, Pittsburgh Plate Glass, Radio Patents Corporation, et la Standard Oil Development Company. Les Britanniques, a-t-il fait valoir, avaient travaillé beaucoup plus vite que les États-Unis dans cette exploitation, en partie à cause de leur proximité physique avec l'Allemagne. Ils avaient envoyé environ 4 000 personnes en Allemagne, alors que les États-Unis n'en avaient envoyé que 600 environ ; il semble donc *« raisonnable que les Britanniques aient 'tout raflé' et ne ressentent plus la pression industrielle pour l'accès alors que l'industrie américaine estime qu'il y a beaucoup à faire. »*[58]

Après diverses négociations interministérielles, ainsi que des conférences avec des représentants de l'ambassade britannique à Washington, le département de la Guerre a informé Clay, le 18 février 1947, que des discussions se poursuivaient, mais qu'il semblait que les enquêtes sur le terrain ne pourraient pas être terminées le 31 mars 1947.[59] Clay répondit qu'il s'était engagé à respecter le 1er avril et que les États-Unis faisaient de même. Hilldring se souviendra sûrement, dit-il, que les Britanniques avaient voulu fixer une date dans l'accord de fusion bizonale de Washington du 2 décembre 1946, mais qu'ils avaient

[58] John C. Green, « Last Call for Germany », *Federal Science Progress*, 1 (fév. 1947), p. 24 ; Green à Joseph A. Todd, Département d'État, sujet : rumeur d'une « date limite » immédiate pour les enquêtes industrielles en Allemagne, 6 fév. 1947, RG 59, archives du secrétaire d'État adjoint pour les zones occupées, boîte 5, dossier 333.5, NA.

[59] War Department à OMGUS, pour Clay, 18 fév. 1947, RG 165, boîte 354, fichier WDSCA 387.6, sec. 9, NA. Pour les références aux discussions en cours, voir ci-dessus, n. 56 pour ce chapitre.

retiré leur suggestion sur l'assurance de Hilldring qu'il obtiendrait un accord pour une date limite du 1er avril. Les Britanniques seraient probablement d'accord maintenant, pensait Clay, pour terminer les enquêtes commencées avant le 1er avril, mais pas pour commencer de nouvelles enquêtes après cette date. Trois jours plus tard, le département de la Guerre annonça qu'un accord définitif avait été conclu avec les Britanniques : aucune nouvelle enquête ne serait autorisée après le 15 mai ; toutes les enquêtes seraient terminées avant le 30 juin 1947 ; et une annonce à cet effet, indiquant que la reprise économique allemande exigeait la fin de nouvelles enquêtes sur le terrain, pourrait être faite à Berlin.[60] Le reste est un épilogue. Les activités de relations publiques de Green n'impressionnaient plus les membres du Congrès (c'était le 80e Congrès soucieux de l'économie) comme auparavant. La commission des crédits de la Chambre des représentants a réduit de moitié la demande de crédits de l'OTS et *« a recommandé que le travail inachevé [des opérations de l'OTS à l'étranger] soit*

[60] Clay, OMGUS, à AGWAR, CC-8116, 21 fév. 1947, dans OMGUS, Bureau historique, Histoire de l'Agence d'information de terrain, technique (FIAT), période 1er juillet 1946-30 juin 1947, app. 10, MS dans RG 319, CMH, fichier des manuscrits historiques, NA. Département de la guerre à OMGUS, 25 février 1947, RG 165, boîte 354, dossier WDSCA 387.6, sec. 9, NA. Comme le communiqué de Berlin sur la dissolution de la FIAT reflète des aspects importants de l'interprétation officielle et publique de la nature et des objectifs de la FIAT ainsi que la raison principale de la dissolution de la FIAT, il vaut la peine de le citer intégralement : *« Les enquêtes techniques alliées sur l'industrie allemande sous les auspices du BIOS et de la FIAT se poursuivent depuis juin 1945. Tous les Alliés ont été invités à participer à ces enquêtes et de nombreux gouvernements alliés ont envoyé des équipes d'enquêteurs qui ont bénéficié des facilités offertes par les autorités de la zone. Les résultats de ces enquêtes sont, sous réserve de considérations de sécurité, publics et accessibles à tous. Les autorités britanniques, américaines et françaises, compte tenu de la situation économique actuelle de l'Allemagne dans les zones occidentales et des difficultés croissantes d'hébergement, etc., ont décidé de mettre un terme à toutes les enquêtes techniques dans ce domaine sous les auspices du BIOS et de la FIAT. Après le 15 mai 1947, aucun enquêteur technique industriel des organisations susmentionnées ne sera autorisé à pénétrer dans les zones britanniques, américaines et françaises de l'Allemagne et toutes ces enquêtes techniques industrielles prendront fin le 30 juin 1947. Cette annonce ne modifie ni n'annule l'article 12 des Conditions supplémentaires de remise publiées dans la Proclamation numéro 2 du Conseil de contrôle ».* Texte tel que répété dans Keating, OMGUS, à AGWAR, CC-8566, 28 mars 1947, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1947, boîte 120, fichier AG 322 (FIAT), WNRC.

transféré soit au Bureau des normes, soit à l'Office des brevets, soit aux deux, et que cette activité en tant que telle soit abolie ».[61]

Green a néanmoins obtenu que la Commission des conférences du Sénat et de la Chambre rétablisse des fonds suffisants au département du Commerce pour que le programme à l'étranger soit mené à bien de manière ordonnée après le 30 juin 1947. Mais Clay s'est fermement opposé à la poursuite de la FIAT après cette date, arguant que les États-Unis avaient un accord avec les Britanniques et les Français pour arrêter le 30 juin et que le microfilmage et la rédaction de rapports en Allemagne après cette date ne vaudraient pas les malentendus internationaux qui en résulteraient. En outre, a-t-il observé, ces activités pourraient être menées plus efficacement et à moindre coût à Washington qu'en Allemagne.[62] Finalement, Clay a informé le département de la Guerre qu'il mettrait fin aux opérations de la FIAT le 30 juin, à moins que le département de la Guerre ne lui ordonne le contraire.[63] Clay n'ayant reçu aucun ordre de ce type à cette date, la

---

[61] Voir Osborne à Green, 25 mars 1947, et Osborne à Green, 28 mars 1947, tous deux dans RG 260, FIAT 7,748th Unit, boîte 3, dossier 350.09-76, Intelligence General, WNRC, pour les références aux activités de relations publiques de Green. Voir Reiss to TIID Units, 5 mai 1947, RG 4o, fichiers OTS Worden, boîte 88, fichier Inter-Office Memoranda, WNRC, pour un résumé des actions du Congrès ainsi que la citation de la Commission des crédits de la Chambre.

[62] Reiss aux unités TIID, 26 mai 1947, RG 4o, dossiers OTS Hilbourne, boîte 147, dossier Reiss, WNRC ; FIAT à C/S, OMGUS, sujet : cessation des activités de la FIAT (étude du personnel), 29 mai 1947, RG 260, dossiers décimaux OMGUS, AG 1947, boîte 120, dossier 322 (FIAT), WNRC ; War Department à OMGUS, 7 juin 1947, RG 165, boîte 356, dossier WDSCA 387.6, sec. 13, NA ; Clay, CINCEUR, à AGWAR, pour Noce, CC-9459, 7 juin 1947, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1947, boîte 120, fichier 322 (FIAT), WNRC.

[63] Département de la guerre à CINCEUR, 21 juin 1947, RG 165, boîte 239, dossier WDSCA 014 Allemagne, sec. 23, NA ; Clay, CINCEUR, à AGWAR, pour Petersen, 23 juin 1947, RG 84, boîte 767, dossier 35 (mai-juin/400a), WNRC. Dans le même temps, Clay recommandait de mettre fin à la phase de refus du Project Paperclip, cet autre aspect du programme d'exploitation scientifique et technique américain en Allemagne : *« Je tiens à souligner l'illégalité et l'impraticabilité de la détention d'un scientifique ou de tout autre individu uniquement en raison de ses connaissances scientifiques, de ses capacités ou de sa prééminence dans son domaine. La détention pour une durée indéterminée de tous les scientifiques ou de l'un d'entre eux figurant sur vos listes de refus pour ces raisons est antidémocratique et illégale*

FIAT a cessé d'exister à la fin de la journée de travail du 30 juin 1947. Osborne a soumis un rapport final de synthèse des activités de la FIAT le lendemain.[64]

Note finale

Les documents allemands publics et privés dont j'ai disposé pour cette étude sont riches d'exemples d'enquêtes britanniques continues menées par les Forces-T et d'autres après le 30 juin 1947, et de protestations des Allemands selon lesquelles ces activités étaient en

---

en vertu des lois actuelles. Tous les efforts visant à établir un gouvernement allemand basé sur des principes démocratiques… seraient définitivement compromis ». Après avoir commenté les problèmes pratiques du déni, tels que le manque de logements convenables, le manque de fonds pour en construire, et le manque de gardes et de personnel d'entretien selon les tableaux d'effectifs actuels, Clay a conclu que *« les scientifiques qui devraient être refusés aux autres nations et qui sont politiquement acceptables devraient se voir offrir des contrats PAPERCLIP et être envoyés aux États-Unis. ... le programme de refus en Allemagne devrait être abandonné à la fin de la phase d'acquisition de PAPERCLIP ».* Clay à JCS, sujet : détention du personnel scientifique allemand, 25 juin 1947, RG 260, dossiers OMGUS AGTS, boîte 17, dossier 5 (370.2 Paperclip), WNRC. Pour les critiques antérieures de Clay sur le programme de déni (en juillet 1946), voir ci-dessus, chap. 3, p. 47.

64 OMGUS, ordres généraux, non. 54, 23 juin 1947, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1947, boîte 120, fichier AG 322 (FIAT), WNRC ; FIAT, « Final Summary Report, Field Information Agency, Technical (FIAT », 1er juillet 1947, 10 pp., avec pièces jointes, *Ibid.* Pour mémoire, le secrétaire adjoint à la Guerre Howard C. Petersen a répondu à la décision de Clay d'aller de l'avant, à moins qu'on lui ait ordonné de ne pas le faire. Il transmit à Clay le texte d'un mémorandum que W. Averell Harriman (qui avait entre-temps succédé à Henry A. Wallace au poste de secrétaire au Commerce) avait envoyé au ministre de la Guerre. Dans ce mémorandum, Harriman résumait la position du ministère du Commerce et demandait au ministère de la Guerre d'ordonner à Clay de poursuivre la FIAT jusqu'au 1er octobre 1947 ; mais Petersen déclara qu'il laisserait cette tâche à Clay. Petersen à Clay, W-80999, 27 juin 1947, RG 84, boîte 767, dossier 35 (mai-juin/400a), WNRC. Voir également Petersen à Clay, W-81201, 1er juillet 1947, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1947, boîte 120, fichier AG 322 (FIAT), WNRC, qui indique que Harriman avait vu les câbles de Clay, qu'il était convaincu du bien-fondé des arguments et qu'il était d'accord pour dire que Clay était le meilleur juge de ce qui devait être fait.

violation de la politique annoncée.[65] Lorsqu'ils ont été mis en cause, les responsables britanniques sur le terrain ont prétendu disposer de listes FIAT/BIOS (British Intelligence Objectives Subcommittee) établies avant le 1er juillet 1947, listes qui indiquaient les documents que les entreprises allemandes devaient livrer à la demande des représentants des forces d'occupation dûment parrainés.[66] Finalement, le 16 octobre, le 22 octobre et le 8 décembre 1947, le gouvernement militaire britannique a publié des listes d'entreprises qui devaient encore livrer des documents aux Forces-T et à d'autres. Les Britanniques ont franchement admis que certaines des entreprises concernées ne savaient peut-être pas qu'elles avaient encore des documents à livrer, mais ont déclaré que le vice-gouverneur militaire britannique avait décidé que cela ne serait pas accepté comme excuse valable de non conformité.[67]

Étant donné les références répétées aux désirs britanniques de mettre fin aux enquêtes techniques en Allemagne que Clay et d'autres Américains avaient utilisées pour faire pression en faveur de leurs

---

65 Pour des exemples, voir Adlerwerke, Francfort, à Filiale Hambourg, 8 juillet 1947, dossier C 1211/5, Beschlagnahme von Maschinen… Beuchel, Wirtschaftsverband Maschinenbau, au VfW, Referat Demontagefragen, Schmid, 3 septembre 1947, tous deux dans le dossier B 102/3767, BA.

66 Siège du Land de Basse-Saxe, Hanovre, au ministre-président du Land de Basse-Saxe, sous réserve de production de documents, 3 septembre 1947, dossier B 102/3767, BA. L'autorité citée en l'occurrence est l'article 12 des Conditions supplémentaires de reddition, publiées sous la forme de la Proclamation n° 2 du Conseil de contrôle allié, qui stipule, entre autres, ce qui suit *« Sans préjudice des obligations spécifiques contenues dans les dispositions de la Déclaration [concernant la défaite de l'Allemagne, signée à Berlin le 5 juin 1945] ou de toute proclamation, ordre, ordonnance ou instruction émanant de celle-ci, les autorités allemandes et toute autre personne en mesure de le faire fourniront ou feront fournir tous les renseignements et documents de toute nature, publics ou privés, que les représentants alliés pourront exiger. »* Le texte intégral des Conditions supplémentaires de reddition est imprimé dans James K. Pollock, James H. Meisel, et Henry L. Bretton, eds, Germany Under Occupation : Illustrative Materials and Documents (Ann Arbor, Mich., 1949), pp. 24-32.

67 Siège, Land NRW, BAOR, au Wirtschaftsministerium, sujet : Beschaffung technisch-industrieller Informationen aus deutschen Quellen, 16 oct. 1947, dossier B 102/3936, BA. Pour les listes supplémentaires des 22 octobre et 8 décembre, voir les lettres similaires, *Ibid.*

propres recommandations, cette information peut sembler étrange en effet. Cela peut également suggérer que les Américains ont menti. Une explication plus probable, qui est indiquée par certains des documents auxquels j'ai eu accès, est que les Britanniques avaient leur propre conflit interne entre les gouverneurs et les exploiteurs, mais que les gouverneurs britanniques ont moins bien réussi que le général Clay à faire cesser les activités des exploiteurs.[68]

[68] Voir, par exemple, Dr Kutscher, Aufzeichnung, Herrn Sen. Rat Schmid vorgelegt, 11 octobre 1947, *Ibid*, qui rend compte des informations confidentielles que Kutscher avait reçues d'une « Miss Collins » dans les bureaux du groupe bipartite de contrôle économique. Selon Kutscher, les fonctionnaires britanniques de ces bureaux avaient demandé un changement de la politique britannique afin d'interdire toute enquête supplémentaire par les Forces T, le ministère de l'approvisionnement et tous les autres ministères et agences britanniques. Kutscher a déclaré qu'il avait obtenu l'information oralement, mais qu'on lui avait également montré des copies de la correspondance.

HUIT

Évaluation du butin

Lors de la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères (CFM) à Moscou au début de 1947, V. M. Molotov, ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, en plaidant la demande de son gouvernement contre l'Allemagne pour dix milliards de dollars de réparations, aurait déclaré que la Grande-Bretagne et les États-Unis avaient déjà reçu des réparations considérables de l'Allemagne sous forme de brevets et d'autres savoir-faire techniques. *« Les rapports de presse indiquent que ces réparations s'élèvent à plus de dix milliards de dollars »*, a déclaré M. Molotov. Il a identifié une source pour la valeur des réparations prises par les Américains et les Britanniques comme étant une déclaration de John C. Green dans laquelle il a *« commenté l'immense valeur de ces brevets pour les États-Unis »*.[1] Le secrétaire d'État George C. Marshall a répondu avec colère, d'une

[1] FRUS, 1947, 2 : pp. 259-60. Bien qu'il n'ait pas identifié l'endroit précis de la déclaration de Green, Molotov a peut-être fait référence à un article de George H. Copeland, « Nazi Science Secrets : A Technological Treasure Hunt in Conquered Germany Enriches U.S. Research and Business », *New York Times Magazine*, 23 février 1947, pp. 33-35. Mais il est plus probable qu'il ait tiré ses informations d'articles de la presse soviétique, articles que le *New York Times* a identifiés et résumés au début de 1947. Selon ce dernier (qui considérait ces articles comme un écran de fumée pour les propres demandes de réparation de la Russie), D. Melnikov, l'auteur d'un article du *New Times* (reproduit dans la *Pravda*), a déclaré que les États-Unis et le Royaume-Uni n'avaient pas annoncé leurs demandes de réparation, mais qu'ils avaient *« déjà reçu d'Allemagne des réparations évaluées à plus de 10 000 000 000 $ »*. *New York Times*, 10 février 1947, p. 11, et 16 février 1947, p. 3.

manière tout à fait inhabituelle pour lui, comme l'a fait remarquer un observateur des plus estimé.[2] Marshall a déclaré :

> *« Nous avons fait appel à des scientifiques américains afin d'obtenir des informations sur la science allemande, y compris les brevets, toutes ces informations étant publiées dans des brochures et mises à la disposition du reste du monde. En fait, Amtorg, l'agence d'achat soviétique aux États-Unis, a été jusqu'à présent le plus gros acheteur de ces brochures. Celles-ci coûtent une somme symbolique pour couvrir les frais d'impression et d'administration. Il ne s'agit pas de dix milliards de dollars en réparations. »*[3]

Dans le but d'amplifier les remarques de Marshall, la délégation américaine à Moscou a ensuite fait circuler un document parmi les autres délégations du CFM et l'a simultanément communiqué à la presse. Il énumérait les reçus de réparation américains sous forme de navires, les avoirs extérieurs allemands, les allocations de l'Agence interalliée de réparation (IARA) et les enlèvements directs, le tout évalué à moins de 275 millions de dollars. Pour expliquer les enlèvements directs, le document indique que *« les États-Unis ont effctué certains transferts de biens d'équipement industriels en provenance Allemagne qui n'ont pas été effectués par l'intermédiaire de l'Inter-Allied Reparation Agency. Ces prélèvements ont été ordonnés pour poursuivre notre effort de guerre avant la reddition du Japon. »* Leur valeur, qui *« est en cours de calcul... n'est pas importante et ne devrait pas dépasser 10 000 000 $ »*.[4] Ce document, qui

---

[2] Alexander Werth, « Marshall's Role in Moscow », *The Nation*, 164 (29 mars 1947), p. 350.

[3] FRUS, 1947, 2 : 261. Marshall, visiblement préparé à l'échange, lit dans le dossier des parties d'une lettre qu'il a reçue de Green le 18 février 1947, dans laquelle Green lui demande de s'informer auprès du Conseil des ministres des affaires étrangères de Moscou (CFM) sur les transferts de technologie russe dans leur zone d'occupation, et sur la question de savoir s'ils autoriseraient l'accès à cette technologie *« dans des conditions similaires à celles dans lesquelles ils acquièrent la masse de matériel mis à disposition par ce bureau [le Bureau des services techniques] »*.

[4] Département d'État, communiqué de presse, 26 mars 1947, imprimé dans le Department of State Bulletin, 16 (6 avril 1947), 609. Voir Herbert Feis, *From Trust to Terror : The Onset of the Cold War, 1945-1950* (New York, 1970), p. 214, où il résume le document américain et fait remarquer qu'il *« ne contenait aucune estimation de la valeur des*

équivaut à l'ensemble du programme d'exploitation commerciale et industrielle de l'après-guerre décrit dans cette étude, a contribué à garantir que l'évaluation qu'il rapporte être en cours n'aurait jamais lieu. Une telle évaluation, que le général Clay avait demandée dès le début, était en effet en cours de discussion. Mais, comme nous le verrons bientôt, les discussions ont suscité des objections à la fois pratiques et fondamentales avant même la Conférence de Moscou. Une fois que le département d'État a consigné cette déclaration incomplète concernant les reçus de réparation américains, ce n'était qu'une question de temps avant que les opposants ne l'emportent. Toute évaluation approchant la vérité aurait sans aucun doute été embarrassante pour Marshall et certainement pour les fonctionnaires du département d'État qui l'ont conseillé à Moscou, car elle aurait révélé à quel point la déclaration publiée à Moscou était déformée, trompeuse et propagandiste.

Évaluations proposées par Clay

La première trace de la volonté du général Clay de faire évaluer les enlèvements opérés par l'OTS/FIAT d'Allemagne se trouve dans les rapports d'un visiteur du département de la Guerre qui l'a rencontré à Francfort, le 13 mars 1946. Selon le visiteur, Clay *« s'est dit préoccupé par le fait que des informations scientifiques et techniques étaient prises aux entreprises et aux particuliers allemands sans qu'aucune disposition ne soit prise pour évaluer... leur valeur monétaire en tant que... crédit de réparation »*.[5] Puis, le 9 septembre 1946, le jour où il a reçu le texte de la lettre de Truman à McNarney sur l'importance nationale de la FIAT et trois jours seulement après les

---

brevets et des procédés obtenus, qui étaient probablement d'une valeur finale plus grande que tous les autres ».

5 Edward A. Routheau, représentant du ministère de la Guerre, Commission des publications, à l'USFET, sujet : rapport de visite, 20 mars 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 64, fichier AG 322 FIAT, WNRC ; Routheau au C/S adjoint, ministère de la Guerre, Division des nouveaux développements, sujet : rapport de visite au théâtre européen dans le cadre des activités de la Commission des publications, 1er avril 1946, RG 165, fichiers décimaux de la Division des nouveaux développements, boîte 136, fichier 334 Commission des publications n° 1, NA.

remarques encourageantes du secrétaire d'État James F. Byrnes à Stuttgart sur la future reprise économique de l'Allemagne, Clay a fait part de ses préoccupations au major-général H. S. Aurand, directeur de la recherche et du développement au département de la Guerre. Clay s'est dit préoccupé par le problème de la comptabilisation des enlèvements de la FIAT et a demandé qu'une réflexion soit menée à ce sujet à Washington. *« Je suis certain »*, a-t-il expliqué, *« que les recherches et les résultats scientifiques utilisés chez nous doivent être évalués en termes de dollars. Certes, les États-Unis ne paieront pas en dollars, mais ils doivent évaluer les valeurs en jeu afin de les inclure dans les comptes de réparation. De même, il faut protéger le droit des Allemands à recevoir une indemnisation à une date ultérieure de la part d'un gouvernement allemand. Ceci, en soi, nécessiterait une évaluation pour information »*.[6]

Moins d'un mois plus tard, Clay a répété, quoique avec beaucoup moins de retenue, essentiellement ce qu'il avait écrit au général Aurand. Cette fois, il s'exprime dans une lettre personnelle du 4 octobre au général Oliver P. Echols, qui avait été l'adjoint de Clay à Berlin avant de retourner à Washington pour devenir directeur de la division des affaires civiles du département de la Guerre. Prétendant ne pas connaître la politique de Washington, Clay a déclaré que les États-Unis prenaient, par l'intermédiaire de la FIAT, toutes les informations qu'ils pouvaient concernant les processus commerciaux et la pensée scientifique avancée. La position des États-Unis était que l'information était disponible pour tous les pays ; mais, selon lui, le niveau avancé du développement industriel américain la rendait manifestement plus précieuse pour les États-Unis que pour les autres. Lorsque les États-Unis ont cessé de recueillir les informations nécessaires pour poursuivre la guerre avec le Japon, ils sont entrés *« carrément dans le*

6 Clay à Aurand, 9 sept. 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1947, boîte 120, fichier AG 322 (FIAT), WNRC. Pour l'enregistrement de la réception par OMGUS de la transmission téléphonique du message de Truman du 28 août 1946 au général McNarney, voir C. K. G., mémorandum pour le général Clay, 9 sept. 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 25, fichier 2, WNRC. Pour le discours de Byrnes à Stuttgart, voir mon « Sur l'application de l'accord de Potsdam: An Essay on U.S. Postwar German Policy », Political Science Quarterly, 37, no. 2 (juin 1972), pp. 242-69.

domaine commercial... Nous faisons peut-être la même chose que la Russie en prenant la production actuelle de l'Allemagne sans la comptabiliser, et que la France fait en retirant les biens d'équipement de l'Allemagne sans les comptabiliser. » Enfin, a-t-il répété, les scientifiques allemands méritent une certaine compensation pour leurs efforts, ils ont le droit de faire des réclamations contre leur futur gouvernement, et la valeur de leurs contributions devrait donc être consignée dans les registres.[7]

Réponses à Washington

George Scatchard, directeur de la Direction de la recherche scientifique et du contrôle de l'OMGUS et conseiller de Clay pour les affaires scientifiques, était aux États-Unis au début de novembre 1946 pour une réunion de la National Academy of Sciences et pour des consultations à Washington concernant la FIAT et son avenir. Le 4, il a rapporté à Clay que presque tous les scientifiques qu'il avait consultés étaient d'accord sur l'importance d'une évaluation, mais que la plupart des représentants gouvernementaux doutaient qu'une évaluation précise puisse jamais être faite. Certains responsables, a-t-il dit, pensaient que les États-Unis pourraient aussi bien fixer une valeur de manière arbitraire, tandis que d'autres pensaient *« que toute tentative de fixer une valeur serait préjudiciable »*.[8] L'initiative de Clay avait, en fait, donné lieu à de nombreuses discussions dans et entre plusieurs

---

[7] Clay à Echols, 4 oct. 1946, RG 165, boîte 351, fichier WDSCA 387.6, sec. 4, NA.

[8] Scatchard à Clay, sujet : évaluation des informations FIAT, 4 nov. 1946, RG 260, expédition 3, boîte 176-3, dossier 9 (Brevets-Evaluation FIAT), WNRC. Parmi les scientifiques qu'il a consultés, Scatchard a nommé, cité ou cité Frank B. Jewett, le président de l'Académie nationale des sciences ; James B. Conant, le président de l'Université de Harvard ; Karl T. Compton, le président du MIT ; Bradley Dewey, le président de l'American Chemical Society ; et Roger Adams, W. A. Noyes, Jr, Linus Pauling, et Detver Bronk, tous membres de l'Académie nationale des sciences. Parmi les fonctionnaires du gouvernement, il a nommé, cité ou cité John H. Hilldring, secrétaire d'État adjoint pour les zones occupées ; Howard C. Petersen, secrétaire d'État adjoint à la guerre ; Willard L. Thorp, secrétaire d'État adjoint aux affaires économiques ; Charles P. Kindelberger, chef de la division des affaires allemandes et autrichiennes du département d'État ; et John C. Green, directeur du bureau des services techniques du département du commerce.

agences, et elle allait se poursuivre longtemps après le retour de Scatchard à Berlin le 7 novembre 1946.

Au département du Commerce. Les fonctionnaires de l'Office of Technical Services (OTS) du département du Commerce et leurs représentants de liaison à la FIAT ont discuté de la lettre de Clay du 9 septembre 1946 au général Aurand, pour conclure qu'ils n'étaient *« nullement sûrs qu'il soit possible de faire une telle comptabilité, même pour l'inclure dans les comptes de réparation et même si les États-Unis ne payaient pas en dollars ».* Le colonel Osborne, le chef de la FIAT, aurait préféré laisser le travail aux négociateurs du traité de paix. Néanmoins, il a envoyé à l'OMGUS un extrait d'un rapport de l'OTS qui concluait qu'une évaluation *« nécessiterait un grand nombre d'experts dans tous les domaines examinés ».* L'extrait mentionnait également la lettre type de l'OTS qui a été envoyée aux anciens enquêteurs le 15 août 1946, après que le secrétaire du commerce Wallace ait demandé *« des exemples spécifiques d'enquêtes qui ont une valeur actuelle ou potentielle pour l'industrie américaine ».* Conscient du fait que ce n'était pas du tout ce que Clay avait en tête – et sans révéler que Wallace avait en fait demandé des informations pour aider à persuader Truman d'écrire une lettre sur l'importance nationale de la FIAT – Osborne a déclaré que les discussions se poursuivaient et qu'une tentative serait faite *« pour résoudre le problème ».*[9]

Mais les discussions ont soulevé plus de problèmes qu'elles n'en ont résolus. Par exemple, T. G. Haertel, le représentant de l'OTS à la FIAT, a déclaré que *« les efforts de renseignement sont intangibles et ne peuvent être mesurés en unités d'effort déployées ou en résultats obtenus »* et a conclu qu'une évaluation était impossible tant que l'industrie américaine n'avait pas eu la possibilité d'utiliser les informations contenues dans les

[9] Reiss à Green, 17 sept. 1946, RG 40, fichiers OTS Reiss, boîte 156, fichier FIAT lettres de Haertel, WNRC ; Osborne à C/S, OMGUS, sujet : évaluation des informations techniques obtenues en Allemagne, 14 oct. 1946, avec extrait de FIAT joint, rapport d'avancement n° 8, 30 août 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1945-46, boîte 6, fichier 5, WNRC. Voir ci-dessus, chap. 7, pp. 126-27, pour les origines et le contexte de la demande de Wallace.

rapports. John C. Green a convenu qu'*« un jugement définitif ne sera probablement pas possible avant cinq ou dix ans »*. Il a écrit dans sa revue annuelle des opérations d'OTS pour 1946 : *« Des mois et des années de travail sont nécessaires avant qu'une nouvelle idée de fabrication puisse passer par les étapes nécessaires de développement, de test, de fonctionnement en usine pilote, et enfin de production à grande échelle »*.[10]

Au département de la Guerre. Les fonctionnaires du département de la Guerre voulaient que quelqu'un d'autre fasse les évaluations, si tant est qu'elles devaient être faites. Le général Aurand a écrit à Clay, par exemple, que *« la nécessité d'évaluer les biens que nous retirons de l'Allemagne est avant tout une question de politique internationale et devrait être déterminée par le département d'État »*. Peut-être, pensait-il, que la question devrait être prise en charge par l'Agence interalliée de réparation, qui pourrait établir un chiffre arbitraire et le répartir ensuite équitablement entre toutes les nations représentées là-bas. L'information étant mise à la disposition de tous, il ne voyait aucune raison pour les États-Unis de procéder à une évaluation unilatérale. Quoi qu'il en soit, étant donné la valeur intangible du bien et la difficulté d'évaluer les futures applications commerciales, il estimait qu'il était peu pratique d'essayer de fixer une valeur monétaire précise pour le moment.[11]

Le général Echols, qui a déclaré que le problème de Clay ne concernait son bureau que *« sur une base économique ou métaphysique »*, a envoyé au général Aurand la lettre de Clay du 4 octobre 1946 et lui a suggéré de s'adresser au bureau de John C. Green au département du Commerce afin *« que les départements de la Guerre et du Commerce [puissent] d'abord se mettre d'accord sur une politique qui représente et protège leurs intérêts*

[10] T. G. Haertel, FIAT, « Summary of 1946 Overseas Operations, TIID », 20 nov. 1946, RG 40, dossiers Reiss de l'OTS, boîte 156, dossier FIAT lettres de Haertel, WNRC ; Green, OTS, revue, 1 jan. 1947, RG 40, dossiers Reiss de l'OTS, boîte 153, dossier TIID, WNRC.

[11] Aurand à Clay, 16 oct. 1946, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1947, boîte 120, fichier AG 322 (FIAT), WNRC.

avant de discuter du problème avec le département d'État ».[12] Deux semaines plus tard, lors de la visite de George Scatchard à Washington, Echols a écrit à Clay pour commenter les discussions de Scatchard avec le secrétaire d'État adjoint Hilldring et le secrétaire d'État adjoint à la Guerre Petersen, et pour signaler que Hilldring avait accepté de mettre le problème des évaluations à l'ordre du jour du Comité de coordination État-guerre-marine (SWNCC). *« Certains groupes ici estiment que les évaluations seraient tellement imprécises qu'elles seraient inutiles »*, a observé M. Echols, notant toutefois que Scatchard avait un plan qui, *« selon moi… peut donner une bonne approximation... »*.[13]

Scatchard a envoyé son plan à Clay le 4 novembre 1946 en faisant remarquer que les scientifiques étaient généralement d'accord sur l'importance d'une évaluation mais que les fonctionnaires du gouvernement faisaient des vagues. Le plan se présentait sous la forme de deux propositions pour le SWNCC : la première était que le SWNCC demandait à John C. Green d'obtenir *« du chef de chacune de ses équipes FIAT une estimation de la valeur des informations obtenues de l'Allemagne sur chacun des sujets étudiés par son équipe, y compris les informations obtenues par l'étude des brevets, des microfilms, des appareils envoyés dans ce pays et par les enquêtes de sa propre équipe et d'autres équipes »*. La seconde était que le SWNCC demandait à la National Academy of Sciences de nommer un comité spécial chargé de le conseiller sur l'opportunité d'une telle évaluation, sur la nature des questions à poser aux chefs d'équipe de la FIAT, sur la coordination et l'intégration des résultats de la sollicitation de Green, et sur toute autre question pouvant survenir.[14] Pendant ce temps, le département d'État, qui était évidemment élu pour faire les

---

[12] Echols à Aurand, sujet : comptabilité des déménagements FIAT d'Allemagne, 17 oct. 1946, papiers Aurand, boîte 33, dossier Staff Memorandum -vol. 1, Bibliothèque Eisenhower. Echols a également dit à Aurand qu'il ne voulait pas toucher à l'idée des évaluations dans le but d'établir une base pour que les entreprises et les individus allemands puissent déposer des réclamations pour leurs pertes, une idée que Clay avait liée à sa proposition de comptabilité des réparations.

[13] Echols à Clay, W-84549, 1er nov. 1946, RG 260, expédition 3, boîte 150-2, dossier 13, WNRC.

[14] Scatchard à Clay, sujet : évaluation des informations FIAT, 4 nov. 1946, RG 260, expédition 3, boîte 176-3, dossier 9 (Brevets-Evaluation FIAT), WNRC.

évaluations par tous les autres acteurs, a fait les plus grandes vagues de toutes.

Au département d'État. Willard L. Thorp, le secrétaire d'État adjoint aux Affaires économiques, a donné un aperçu de la réponse de son département à la demande d'évaluations de Clay lorsqu'il a déclaré à Scatchard qu'une telle évaluation ne servirait à rien d'autre qu'à *« garder la conscience américaine propre »*.[15] Charles P. Kindelberger, le chef de la Division des affaires allemandes et autrichiennes du département d'État, a informé Hilldring le 19 novembre 1946 que les discussions parrainées par le Secrétariat germano-autrichien avaient abouti au jugement *« que le matériel de la FIAT ne devait pas être évalué à des fins d'une réparation »*. Les interlocuteurs avaient essentiellement trois raisons : premièrement, étant donné les centaines de tonnes de documents et de matériels détenus par le département du Commerce, il serait physiquement impossible de trier et d'évaluer les différents éléments avec le personnel qui pourrait y être affecté. Deuxièmement, le matériel n'était pas destiné uniquement aux États-Unis, et il était peu probable que d'autres pays acceptent d'imputer leurs comptes de réparation de la même manière. Troisièmement, la question des réparations était une préoccupation internationale et faisait à juste titre l'objet d'un accord international.[16]

---

15 *Ibid.*

16 Kindelberger à Hilldring, avec en annexe « Evaluation du matériel FIAT à des fins de réparation », 19 nov. 1946, RG 59, dossier 862.542/11-1946, NA. La seule dissidence enregistrée provient de Fritz P. Oppenheimer, le conseiller juridique du groupe de discussion, qui a écrit un mémorandum séparé à Hilldring dans lequel il dit être d'accord avec Clay pour qu'une évaluation soit faite, même *« très fictive »*, afin qu'elle puisse être utilisée comme monnaie d'échange pour réduire le compte de réparations de l'Allemagne si jamais un montant était déterminé. Oppenheimer à Hilldring, 29 novembre 1946, ibid. Mais d'autres fonctionnaires du Département d'État ont également réfléchi à l'avenir. Parmi les documents sur cette question dans les dossiers du Département d'État, on trouve un projet non daté et non signé de *« Disposition proposée dans le traité de paix avec l'Allemagne concernant la technologie capturée »*. Il suggère une formulation dans le traité de paix qui rendrait impossible de déposer des plaintes contre les États-Unis pour avoir divulgué des informations scientifiques

Comme indiqué précédemment, à la fin du mois de novembre 1946, lors des négociations à Washington sur la formation de la Bizone, Clay et les Britanniques ont fait pression pour que les enquêtes de la FIAT prennent fin le 31 mars 1947, et Hilldring promit de demander l'accord du département du Commerce et du département d'État. Les documents disponibles ne permettent pas de savoir si Hilldring avait promis de discuter également des évaluations, mais le 17 janvier 1947, le général Daniel Noce, qui avait entre-temps remplacé le général Echols en tant que chef de la division des affaires civiles (CAD) du département de la Guerre, a informé Clay que des conversations sur le sujet avaient eu lieu entre des représentants des département du Commerce, et de la Guerre, ainsi que du département d'État. Ils n'ont cependant fait que renforcer le point de vue du général Aurand selon lequel le montant du crédit de réparation en question *« devrait, selon toute probabilité, être basé sur un chiffre arbitraire, et il devrait être réparti équitablement entre toutes les nations recevant des réparations, puisque toutes ont profité de ces connaissances ».* Selon Noce, lorsque le général Echols a renoncé à son poste, il a laissé un mot – mais aucun dossier officiel – indiquant que Clay voulait agir sur la question. Noce a conseillé à Clay de présenter officiellement son point de vue au département de la Guerre afin que

---

et techniques prises à l'Allemagne en vertu des décrets 9568 et 9604 du président Truman, ou contre les destinataires des informations distribuées aux États-Unis. Le projet est classé dans RG 59, archives du secrétaire d'État adjoint pour les zones occupées, 1946-69, boîte 1, dossier Allemagne, NA. Je n'ai pas tenté de retracer le cheminement des idées exprimées dans ce projet, mais elles figurent dans les Accords contractuels du 26 mai 1952 et les Accords de Paris du 23 octobre 1954. Voir *« Convention sur le règlement des questions découlant de la guerre et de l'occupation »*, signée le 26 mai 1952, amendée le 23 octobre 1954 et entrée en vigueur le 5 mai 1955, *The American Journal of International Law*, 49, supp. (1955), pp. 69-120, en particulier p. 97, chap. 6, « Réparation », article 3, qui se lit comme suit : « *1) La République fédérale ne formulera à l'avenir aucune objection contre les mesures qui ont été ou seront prises à l'égard des avoirs extérieurs ou autres biens allemands saisis à des fins de réparation ou de restitution, ou en raison de l'état de guerre, ou sur la base d'accords conclus ou à conclure par les Trois Puissances avec d'autres pays alliés, des pays neutres ou d'anciens alliés de l'Allemagne. [Le paragraphe 2 traite des avoirs en Autriche.] 3) Aucune réclamation ou action ne sera recevable contre des personnes qui auront acquis ou transféré des titres de propriété... ou contre des organisations internationales, des gouvernements étrangers ou des personnes qui auront agi sur instruction de ces organisations ou gouvernements. »*

l'ensemble du problème puisse être soumis au département d'État et au Comité de coordination État-Guerre-Marine (SWNCC).[17] La réponse de Clay a été immédiate, complète et sans ambiguïté.

Ce que Clay a câblé le 22 janvier 1947, disant : *« Ce que je pense de la comptabilité des informations de la FIAT »* a en effet été notifié à Echols dans une lettre du 4 octobre 1946. Clay a rappelé le contenu de la lettre comme suit :

> *« Grâce à la FIAT, nous recueillons en Allemagne toutes les informations que nous pouvons obtenir sur les processus commerciaux et la pensée scientifique avancée. Bien que nous mettions ces informations à la disposition de tous, notre propre progrès industriel les rend plus précieuses pour nous que pour les autres. Nous avons pris ces informations d'abord pour faciliter notre effort de guerre contre le Japon, et ensuite définitivement à des fins commerciales. Selon moi, la prise en compte de ces informations sans comptabilité est parallèle à l'action soviétique qui consiste à prendre la production courante et à l'action française qui consiste à retirer les biens d'équipement en dehors des réparations. Enfin, nous nous approprions la pensée des scientifiques allemands et nous la façonnons à notre guise. Il est évident que ces hommes devraient avoir droit à un certain retour financier de la part du futur gouvernement allemand. À moins d'une évaluation en termes monétaires maintenant, il sera difficile d'établir un bilan par la suite. Je pense que le travail accompli par la FIAT s'avérera être principalement des réparations de l'Allemagne vers États-Unis. Toutefois, si tel est le cas, des mesures doivent être prises pour évaluer les informations de manière suffisamment détaillée afin de permettre une comptabilisation dans le cadre des réparations avec nos alliés et également dans la comptabilisation finale avec le gouvernement allemand. Notre bilan concernant ce type d'informations devrait être aussi clair que notre bilan en matière de prélèvement de biens d'équipement et de production. Il est certain que cette évaluation ne peut se faire qu'à Washington et qu'elle devrait suivre une formule empirique. Il me semble qu'il est important que la tentative soit*

[17] AGWAR à l'OMGUS, pour Clay, WX-89926, 17 janv. 1947, RG 84, boîte 767, dossier 33 (400a Réparations), WNRC.

consignée au procès-verbal. Je répète que l'objectif de la comptabilité n'est pas le paiement mais l'inclusion dans la comptabilité des réparations finales. »[18]

On peut peut-être comprendre, étant donné le chemin semé d'embûches que les demandes de Clay avaient déjà parcouru et les nombreux autres problèmes et questions qui exigeaient l'attention du nouveau secrétaire d'État, George C. Marshall, au début de 1947, alors que lui et son équipe se préparaient pour la Conférence de Moscou, que les documents disponibles ne font état d'aucune autre activité à Washington sur cette question jusqu'à ce qu'elle se produise immédiatement après l'échange Molotov-Marshall décrit au début de ce chapitre.

Washington évalue la FIAT

Deux jours après la réaction furieuse de Marshall aux déclarations de Molotov du 18 mars 1947 – des déclarations que les fonctionnaires du département d'État qualifieront plus tard d'*« accusations non fondées »* sur la base de chiffres *« extravagants »* – les responsables du département d'État à Washington se sont mis à la recherche des données sur les extractions américaines en Allemagne. Apparemment par téléphone, mais aussi par une lettre du 20 mars (à laquelle il est fait référence dans les réponses, mais que je n'ai jamais vue), Hilldring a demandé aux différentes agences concernées des listes et des valeurs estimées des

---

[18] Clay, OMGUS, au ministère de la Guerre, pour Noce, CC-7783, 22 janv. 1947, RG 165, boîte 357, dossier WDSCA 387.6, sec. 15, NA, également imprimé dans Jean Edward Smith, éd. *The Papers of General Lucius D. Clay: Germany 1945-1949*, vol. 1 (Bloomington, III., 1974), pp. 305-6. Voir Richard Spencer à Clay, sujet : comptabilité des informations scientifiques et techniques obtenues par l'intermédiaire de la FIAT (réparations), 31 janvier 1947, RG 260, fichiers décimaux OMGUS, AG 1947, boîte 66, fichier 5 (AG 211 Science et Technologie), WNRC, pour un avis de la division juridique d'OMGUS selon lequel rien dans l'Accord de Paris sur les réparations n'indique que les autres nations devraient voir leurs comptes de réparation imputés pour les biens reçus des États-Unis par l'intermédiaire de la FIAT, en un sens de seconde main. La section de l'Accord de Paris sur les réparations citée dans le mémorandum est la suivante *« Chaque gouvernement signataire devra, selon les modalités qu'il aura choisies, détenir ou disposer des avoirs de l'ennemi allemand. ... et imputera [ces biens] sur sa part des réparations »*.

objets enlevés d'Allemagne qui étaient soumis à une évaluation à titre de réparations.[19] Entre-temps, selon un document du département d'État préparé plus tard pour le SWNCC, *« afin de contrecarrer dans une certaine mesure les accusations soviétiques et en l'absence de tout rapport fiable et détaillé sur les extractions américaines, le Secrétaire d'État a néanmoins indiqué au CFM qu'il ne s'attendait pas à ce que la valeur des transferts américains dépasse les dix millions de dollars. Il a également déclaré que des évaluations détaillées étaient en cours de préparation et seraient soumises au CFM »*.[20]

Plus tard, en mars 1947, le département d'État a reçu des rapports du Bureau des mines, du département de la Marine et du département de la Guerre, mais apparemment aucun ne provenait du département du Commerce.[21] Hilldring a envoyé les documents à Moscou – bien qu'après que les Américains les aient déjà rendus publics – mais il a également signalé de sérieux problèmes avec ce qui avait été soumis. Le département d'État, écrivit-il au secrétaire d'État adjoint à la Guerre M.

---

[19] Pour une indication de la nature de la demande – ou peut-être de l'accueil qui lui a été réservé – en ce qui concerne les renvois de FIAT, voir CNO to COMNAVFORGER, 221813, 23 mars 1947, RG 84, boîte 767, dossier 34 (mars-avril/ 400a), WNRC, dans lequel le chef des opérations navales a demandé au commandant des forces navales en Europe la liste avec les valeurs estimées des articles dans la mesure du possible. Il a ajouté que *« les déménagements de personnes, les articles de moins de 100 dollars* ***et les déménagements FIAT ne doivent pas être inclus*** *»* (souligné par l'auteur).

[20] SWNCC 328/3, 19 mai 1947, RG 218, JCS fichiers décimaux centraux, CCS 007 (3-13-45), sec. 7. NA. Pour mémoire, le procès-verbal de la délégation américaine, CFM, …au 18 mars 1947, dans FRUS, 1947, 2, p. 261, ne montrent pas que Marshall lui-même ait dit que des évaluations détaillées étaient en cours de préparation pour être soumises au CFM, mais le relevé des reçus de réparations américaines diffusé dans le CFM et communiqué à la presse le 26 mars 1947 dit : *« L'évaluation des renvois effectués par les États-Unis est en cours de compilation »*. Département d'État, communiqué de presse, 26 mars 1947, imprimé dans le Department of State Bulletin, 16 (6 avril 1947), p. 609.

[21] W. C. Schroeder, Bureau des mines, à Joseph A. Todd, 28 mars 1947, RG 40, fichiers OTS Worden, boîte 92, WNRC ; UnderSecNavy John L. Sullivan à Hilldring, 31 mars 1947, et AsstSecWar Petersen à Hilldring, 31 mars 1947, tous deux dans RG 165, fichier ABC 387 Allemagne (18 déc. 1943), sec. 20, NA. Pour un rapport tardif du ministère du commerce, voir Green à Saltzman, 10 nov. 1947, RG 40, fichiers OTS Reiss, boîte 153, fichier Worden, WNRC.

Petersen, le 9 avril 1947, avait besoin de meilleures descriptions des articles déjà répertoriés, de précisions sur ce qui constitue un butin de guerre ou des réparations, et d'une méthode communément acceptée pour déterminer les valeurs ; il devait également entendre les agences qui n'avaient pas encore soumis de rapport. Pour obtenir ces choses, il a suggéré la création d'un sous-comité du SWNCC. Mais le département de la Guerre a refusé. Le secrétaire à la Guerre, Robert P. Patterson lui-même, a fait valoir que *« des questions de politique peuvent être concernées et pour lesquelles un comité ad-hoc... ne serait ni autorisé ni qualifié pour prendre des décisions »*. Il a suggéré *« que la procédure appropriée consiste à renvoyer la question au Comité de coordination État-Guerre-Marine... pour une étude plus approfondie et pour une solution »*.[22]

La politique du SWNCC et le sort des évaluations de la FIAT

Une fois que SWNCC s'est saisi de la question, la question des évaluations de la FIAT pour les crédits de réparation s'est trouvée irrémédiablement imbriquée au problème lancinant de savoir ce qui, le cas échéant, devait être signalé à l'Inter-Allied Reparation Agency (IARA) comme étant des prélèvements unilatéraux dans la zone américaine d'Allemagne. Des représentants du département d'État sont venus au SWNCC pour annoncer que les États-Unis n'avaient jamais répondu à une demande de l'IARA du 20 juin 1946, concernant de telles informations, même si l'IARA avait effectué deux enquêtes informelles par l'intermédiaire du délégué américain à l'IARA.[23] En outre, il était apparemment clair pour tous que l'échange Molotov-Marshall à Moscou avait eu lieu au cours d'un débat sur la question de savoir si les ministres des Affaires étrangères devaient entendre des représentants de l'IARA et que les États-Unis avaient été un objecteur

[22] Hilldring à Petersen, 9 avril 1947, RG 107, SecArmy Patterson, fichier décimal du projet, 1946-47, boîte 8, fichier Allemagne, NA ; Patterson à Hilldring, 21 avril 1947, Ibid ; LeR. Lutes, mémorandum : biens retirés d'Allemagne par le ministère de la Guerre, 17 avril 1947, *Ibid.*

[23] SWNCC 328/3, 19 mai 1947, RG 218, JCS fichiers décimaux centraux, CCS 007 (3-13-45), sec. 7, NA.

majeur.[24] Il était également évident que la question se poserait à nouveau lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères, prévue plus tard dans l'année à Londres. Quoi qu'il en soit, les représentants du département d'État ont ouvert les discussions du SWNCC le 19 mai 1947 en se plaignant du nombre et de la nature des rapports que celui-ci avait reçus et en demandant officiellement un rapport complet, que le département d'État souhaitait que le département de la Guerre prépare avant le 15 juin 1947.[25]

Il s'en est suivi deux mois d'intenses querelles interministérielles. Entre-temps, la France a menacé de se retirer des négociations du Plan Marshall récemment entamées, à moins qu'un nouveau plan industriel au niveau bizonal ne soit modifié, et le général Clay a menacé de démissionner de son poste de gouverneur militaire si c'était le cas.[26] Le SWNCC a finalement approuvé un document politique de compromis sur les enlèvements d'Allemagne à des fins de réparations unilatérales.[27] Bien que les conflits internes aient souvent porté sur la procédure, la véritable question était évidemment une question de fond. Par exemple, le département de la Guerre a accepté de dresser une liste de ses propres enlèvements, mais pas de ceux des autres agences. Ses porte-paroles ont fait remarquer que le département de la Guerre n'avait *« programmé ni les installations ni les fonds nécessaires afin d'entreprendre à l'échelle gouvernementale la tâche de préparer un rapport général sur tous les biens sortis d'Allemagne ».* En outre, selon eux, les informations recherchées étaient destinées à être utilisées dans des négociations internationales qui étaient la prérogative du département d'État, et ce dernier devait donc déterminer la forme et le contenu des rapports qu'il souhaitait et

---

[24] Voir FRUS, 1947, 2 : 258-62, pour l'échange Marshall-Molotov.

[25] SWNCC 328/3, app. B, 19 mai 1947, RG 218, JCS fichiers décimaux centraux, CCS 007 (3-13-45), sec. 7, NA.

[26] Voir Caffery au SecState, 11 juillet 1947, FRUS, 1947, 2, pp. 983-86, et mes livres *The Origins of the Marshall Plan* (Stanford, Calif., 1976), surtout pp. 223-46, et *The American Occupation of Germany: Politics and the Military, 1945-1949* (Stanford, Calif., 1968), en particulier pp. 151-59.

[27] SWNCC, décision sur SWNCC 328/5, « Unilateral Removals from Germany to Be Accounted for as Reparation », 8 août 1947, RG 218, JCS central decimal files, CCS 007 (3-13-45), sec. 7, NA.

traiter directement avec les autres agences et départements qui avaient reçu des biens de l'Allemagne.[28]

Le document directif, intitulé « Unilateral Removals from Germany to Be Accounted for as Reparation » [Les extractions unilatérales d'Allemagne à prendre en compte dans le cadre des réparations], que le SWNCC a approuvé *« par une action informelle »* le 8 août 1947, prévoyait que les département de la Guerre et de la Marine établissent leurs propres listes et que le département d'État *« demande à toutes les autres agences gouvernementales compétentes... de soumettre des rapports sur les biens qu'ils ont enlevés ou qui leur ont été livrés »*. Les départements de la Guerre et de la Marine devaient également *« fournir au département d'État toutes les informations dont ils disposaient concernant les biens enlevés par ou pour d'autres organismes »*. Aucune date d'échéance n'a été fixée pour ces rapports et listes, mais un *« traitement rapide »* a été demandé. Ils devaient inclure tous les retraits d'Allemagne, à l'exception de dix catégories de matériel de guerre que le Conseil de contrôle allié avait précédemment définies comme butin de guerre plutôt que des réparations. En outre, le SWNCC a décrit trois autres catégories d'exclusion : [1] tous les biens enlevés pour répondre aux besoins militaires pendant la période des opérations militaires actives en Europe, ou pour répondre aux besoins civils des zones libérées dans le cadre de programmes des Affaires civiles approuvés ; [2] les biens enlevés par des individus sans autorisation officielle et jamais remis à la garde officielle d'une agence du gouvernement américain ; et [3] *« les données techniques, industrielles et scientifiques immatérielles de tous types »*. Comme si cela ne suffisait pas, le document du SWNCC comprenait une clause échappatoire stipulant que toute agence de notation pouvait demander *« l'exclusion de tout élément ou catégorie majeur non expressément »* prévu dans les catégories

[28] SWNCC 328/3, 19 mai 1947, et SWNCC 328/4, 9 juin 1947, tous deux *Ibid.* ; G. A. L., mémorandum pour la guerre d'agression, sujet : les déplacements unilatéraux d'Allemagne à comptabiliser comme réparations (SWNCC 328/3), 3 juin 1947 ; W. H. G., mémorandum pour le colonel Harris, sujet : les déplacements unilatéraux... (SWNCC 328/3), 7 juin 1947 ; L. Wilkinson, OMGUS Economics Division, memorandum for Colonel Harris, subj : unilateral removals... (SWNCC 328/3), 26 juin 1947, tous les trois dans RG 260, expédition 3, boîte 133-2, dossier 15 (311.15 Papiers classifiés), WNRC.

d'exclusion nommées, et que ces demandes devraient *« être renvoyées pour examen initial »* à un comité ad hoc devant être créé pour les recevoir et les examiner.[29*]

Les bureaucraties étant ce qu'elles sont, la Division des affaires civiles (CAD) du département de la Guerre n'a reçu que le 21 août une copie officielle du document d'orientation du SWNCC du 8 août. Parallèlement, le général Noce, directeur du CAD, ne savait apparemment pas précisément ce qui avait été fait par le SWNCC, bien qu'il ait été globalement conscient que des discussions étaient en cours pour déclarer la valeur des prélèvements des États-Unis à l'IARA à Bruxelles. Le 11 août, il a écrit au secrétaire d'État adjoint Hilldring, qui était le président du SWNCC, pour lui rappeler que Clay avait officiellement demandé une telle évaluation en janvier 1947. Notant

[29] SWNCC, décision sur SWNCC 328/5, « Unilateral Removals from Germany to Be Accounted for as Reparation », 8 août 1947, RG 218, fichiers décimaux centraux JCS, CCS 007 (3-13-45), sec. 7, NA. Les italiques ont été ajoutés pour souligner la décision de ne pas évaluer les éloignements FIAT et donc de rejeter la demande de longue date de Clay de le faire. Le comité ad hoc mentionné dans la clause dérogatoire était composé d'un représentant de chacun des départements d'État, de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air. Je n'ai pu trouver aucun compte rendu de ses délibérations ou recommandations. (Pour la composition, voir SWNCC 328, W. A. Schulgren, secrétaire par intérim, SANACC, 1er décembre 1947, sujet : reconstitution du comité ad hoc, dans SWNCC 328, microfilm SR, bobine 27, trame 1131, NA).

[*] Je n'ai pas pu trouver les rapports faits au département d'État, sauf pour l'un d'entre eux du département du Commerce daté du 10 novembre 1947, qui estimait la valeur totale de tous les matériaux qu'il avait reçus à 1 561 819,00 *Reichsmarks* (soit 624 727,60 $ au taux de conversion indiqué par le département du Commerce, soit 1 RM = .40 $ U.S). Ce chiffre est remarquable lorsqu'on le compare à celui d'un mémorandum interne du département du Commerce du 21 août 1947, qui indiquait que les équipements pris dans le laboratoire de moteurs diesel de Klöckner-Humboldt-Deutz à Oberursel et finalement donnés à l'Université A et M d'Oklahoma était évalué à environ 4 millions de dollars. Voir Green à Saltzman, 10 nov. 1947, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 153, dossier Worden, WNRC, et mémorandum, 21 août 1947, classé parmi les lettres exprimant un intérêt pour l'équipement, *Ibid.* boîte 96, dossier Diesel Engine Laboratory Correspondence. Un autre mémorandum interne du département du Commerce, du 3 avril 1948, estimait cependant la valeur de l'équipement reçu par Oklahoma A et M à *« plus de 1 000 000 $ »*. *Ibid*, case 96, dossier KHD Laboratory.

que Clay avait de nouveau soulevé la question lors de la récente visite du secrétaire de l'armée Kenneth C. Royall en Allemagne, Noce a demandé l'avis du département d'État sur la question ou *« tout conseil qui pourrait être offert pour une solution »*.[30] La réponse du département d'État, qui émanait de Charles E. Saltzman, le successeur désigné de M. Hilldring, mérite une plus grande attention, car elle résume les arguments en faveur de la décision du gouvernement américain de ne pas évaluer l'ensemble du programme d'exploitation de FIAT/OTS d'après-guerre en Allemagne, pour obtenir un crédit de réparation.

La suggestion du général Clay d'évaluer les prélèvements de la FIAT pour la comptabilité des réparations avait *« été longuement discutée au département d'État »*, a écrit Saltzman au département de la Guerre le 29 août 1947, mais *« la conclusion est que les inconvénients l'emportent très nettement sur les avantages »* de le faire. Bien que Clay ait laissé entendre que l'évaluation distinguerait la conduite américaine *« des réparations soviétiques et françaises inappropriées »*, a poursuivi Saltzman, les responsables du département d'État ont estimé qu'il était *« beaucoup plus sûr... pour les États-Unis... de continuer à affirmer qu'ils n'ont tiré aucun avantage particulier du matériel de la FIAT »* parce qu'il *« a été mis dans le domaine public »*. Reflétant clairement les craintes selon lesquels la déclaration américaine des reçus de réparation publiée lors de la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères (CFM) de Moscou soit exposée comme frauduleuse, Saltzman a écrit :

> *« Admettre la responsabilité d'une charge pour les États-Unis au titre de réparation et tenter d'évaluer l'information laisserait les États-Unis ouverts à la propagande soviétique selon laquelle le montant des réparations que nous avons récupérées de l'Allemagne est en réalité bien plus élevé que ce que nous avons déclaré. L'attaque ad hominem soviétique au Conseil des ministres des Affaires étrangères, à Moscou, en 1947, selon laquelle les*

[30] Noce à Hilldring, 11 août 1947, RG 165, boîte 354, dossier WDSCA 387.6, sec. 8, NA. L'une des fonctions de Royall en Allemagne était d'essayer de brosser le poil de Clay et de l'empêcher de démissionner parce que le Département d'État lui avait ordonné de retarder la publication du nouveau plan de niveau d'industrie bizonal jusqu'à ce qu'un accord puisse être négocié avec les Français. Voir mon livre *Origins of the Marshall Plan*, pp. 238 et 243.

États-Unis avaient tiré d'énormes réparations de l'utilisation de brevets allemands, montre le danger de reconnaître une imputation sur le compte de réparation pour les matériaux FIAT. »

À l'argument de Clay selon lequel le niveau plus élevé de développement industriel américain rendait les matériels de la FIAT plus précieux pour les États-Unis que pour d'autres nations, Saltzman a répondu que *« le département [d'État] ne peut accepter que les États-Unis aient tiré pour eux-mêmes... la part prépondérante de la valeur des informations FIAT. »* Comme l'information était disponible pour tous les pays à un coût nominal, *« on pourrait tout aussi bien soutenir que les pays industriellement plus arriérés en tirent proportionnellement plus d'avantages que les États-Unis, en raison de leur plus grande dépendance à l'égard de l'industrie allemande dans le passé et de leur plus petite quantité d'informations techniques indigènes ».*

Concernant la possibilité d'imputer les prélèvements de la FIAT sur la part américaine des réparations, la lettre de Saltzman indique que les responsables du département d'État avaient prévu deux problèmes majeurs, l'un national, l'autre international. Sur le plan intérieur, l'évaluation des enlèvements de la FIAT donnerait lieu à *« de graves problèmes de comptabilité interne »*, dont la nature *« peut être suggérée par... des problèmes [qui existent déjà], car plusieurs des agences de service qui ont bénéficié d'équipements physiques retirés d'Allemagne à des fins expérimentales ne souhaitent pas que leurs crédits soient imputés à la valeur totale à laquelle les équipements sont portés au compte des réparations des État-Unis ».* Sur le plan international, les responsables du département d'État ont estimé qu'*« il ne serait pas possible »* d'obtenir des autres pays membres de l'IARA qu'ils imputent les informations de la FIAT sur leurs comptes de réparation. Cependant, même s'ils étaient d'accord sur le principe, *« la tâche de procéder à des réparations équitables entre les différents pays serait insurmontable ».*

Dans son résumé des arguments du département d'État, Saltzman a conclu : *« Il ne semble pas nécessaire d'établir une imputation spécifique sur les comptes de réparation pour qu'une indemnisation puisse être versée aux particuliers en Allemagne. Si un futur gouvernement allemand souhaite verser des indemnités pour ce type de pertes* », ni l'évaluation précise des enlèvements de la FIAT pour la comptabilité des réparations ni un *« montant globale »* estimé ne

seraient utiles, *« dans la mesure où des évaluations individuelles en Allemagne seraient encore nécessaires ».*[31]

Le général Noce a envoyé à Berlin des copies de sa propre lettre à Hilldring et de la réponse de Saltzman. La réponse brève et remarquablement retenue de Clay a été qu'il n'avait *« aucun commentaire »,* excepté que *« nous ici et le département de l'Armée avons été honnêtes dans l'expression de nos opinions ; le Département d'Etat a pris la responsabilité et je suis prêt à ce que tout cela cesse ».*[32] Une note de service versée au dossier de la Division des affaires civiles du département de la Guerre indique que le département d'État a *« réfuté le point de vue du général Clay »*, de sorte qu'aucune autre mesure n'a été nécessaire, et que l'affaire a été classée.[33]

Affaire classée ?

Bien que les prélèvements de FIAT/OTS d'Allemagne n'aient jamais été évalués et que nous ne disposions donc d'aucune trace précise de ce que John C. Green et d'autres ont souvent appelé les seules réparations que les États-Unis obtiendraient, les dossiers utilisés pour cette étude sont remplis de déclarations, d'affirmations, d'estimations et de spéculations sur la valeur du savoir-faire scientifique et technique transféré d'Allemagne aux États-Unis après la guerre. En général, on les qualifiait par des déclarations selon lesquelles la valeur réelle n'apparaîtrait que quelques années plus tard, après que les informations aient été testées et utilisée ; on parlait souvent d'une fourchette de cinq à dix ans.[34] Elles s'accompagnaient parfois de références au secret des bénéficiaires, à leur refus de donner du crédit aux sources étrangères et à leur prudence lorsqu'il s'agissait d' *« admettre*

---

[31] Saltzman à Noce, 29 août 1947, RG 165, boîte 357, dossier WDSCA 387.6, sec. 15, NA.

[32] Noce à Clay, 17 sept. 1947 ; Clay à Noce, 2 oct. 1947, tous deux *Ibid.*

[33] Mémorandum pour mémoire (Gorman), 14 oct. 1947, *Ibid.*

[34] Green, OTS, dans son examen, 1er janvier 1947, RG 4o, dossiers Reiss de l'OTS, boîte 153, dossier TIID, WNRC, a déclaré que *« selon toute probabilité, un jugement définitif ne sera pas possible avant cinq ou dix ans ».*

avoir reçu des faveurs qui pourraient devenir des obligations ».[35] Pour être juste envers ceux qui étaient enclins à évaluer et ceux qui ne considéraient pas simplement l'opération FIAT/OTS comme une licence de vol, on peut noter qu'un échantillon de la littérature sur le sujet de la licence de procédés et de savoir-faire technique suggère que l'ensemble du domaine n'a pris son essor qu'après la Seconde Guerre mondiale. En outre, ce type de licence est coûteux en *« temps de travail des ingénieurs, en déplacements, en frais d'option »,* et autres, et constitue une activité extrêmement complexe.[36*] Quoi qu'il en soit, et en l'absence d'une évaluation quantitative de la valeur des prélèvements de la FIAT, les différentes expressions de la valeur fournissent une base qualitative pour juger des proportions du butin.

Les fonctionnaires du département du Commerce évaluent. Dès le 1er août 1945, Howland H. Sargeant, le directeur du Comité technique de renseignement industriel (TIIC) du département du Commerce, a consigné ce que quatre enquêteurs récemment revenus lui avaient dit : *« D'après l'évaluation préliminaire du matériel qu'ils ont obtenu, eux et leur sous-comité estiment que,* **dans chaque cas**, *les résultats de leurs enquêtes ont été suffisants pour rembourser la totalité du coût de l'opération TIIC. »* La *« totalité du coût »* – on peut le noter – avait été estimée en janvier 1945 à environ

---

[35] « Value of Captured Technology to Industry, AAF, and Other Activities », ébauche, Feb. 1947, dans les dossiers de l'USAF, Maxwell AFB, microfilm, reel A 2055, frames 0621 sq.

[36] Peter H. Spitz, « How to Evaluate Licensed Processes », Chemical Engineering, 72 (20 déc. 1965), pp. 91-98 ; Dudley B. Smith et Ryle Miller, Jr, « The Buying and Selling of Concepts », Chemical Engineering, 74 (25 sept. 1967), p. 139-44. Voir également Bela Gold, Gerald Rosegger et Myles G. Boylan, Jr, « Evaluating Technological Innovations : Methods, Expectations, and Findings » (Lexington, Mass., 1980).

[*] Dudley B. Smith et Ryle Miller, Jr. dans « The Buying and Selling of Concepts » (voir note 36 pour ce chapitre), ont fourni une liste de 152 points à prendre en considération concernant les brevets, 86 concernant le savoir-faire et 69 concernant les « clauses communes ». Ils ont conclu que *« les accords de licence échangent de la propriété intellectuelle, par opposition à la propriété matérielle ; et plus les concepts sont difficiles et complexes, plus les négociations peuvent être difficiles et complexes »* (p. 140).

deux millions de dollars pour douze mois.[37] En février 1946, Edwin Y. Webb, le président du sous-comité de l'électronique et des communications du TIIC, a déclaré – en l'honneur de Howland H. Sargeant – que le Bureau des publications mettait à disposition aux États-Unis *« les secrets industriels techniques les mieux gardés de l'industrie allemande »*. Il était impossible d'en estimer la valeur pour l'industrie privée, a-t-il dit, mais *« il ne fait aucun doute que cela se chiffre en centaines de millions de dollars »*.[38] Lloyd R. Worden, un autre responsable du TIIC, a appris lors d'une visite sur le terrain à Wright Field, dans l'Ohio, qu'un fabricant avait admis avoir économisé 140 000 $ en utilisant un seul rapport provenant d'Allemagne et que Goodyear comptait économiser environ 20 000 $ en frais de recherche en utilisant les résultats des recherches menées en Allemagne sur la puissance des dispositifs de dégivrage.[39]

D'autres fonctionnaires du département du Commerce débordaient d'enthousiasme. L'un d'eux a écrit : *« Cette accumulation d'informations [l'accumulation sur deux ans des rapports FIAT, BIOS, CIOS et du Comité de publication] représente non seulement le plus grand transfert de renseignements de masse jamais effectué d'un pays à l'autre, mais aussi l'une des acquisitions plus précieuses jamais réalisées par ce pays. »*[40] Un autre a écrit que *« des techniciens qualifiés et familiers avec la masse d'informations recueillies, disent qu'il faudra dix ans avant que quelqu'un puisse en estimer pleinement la valeur. Mais sur la base de quelques rapports de quelques industries qui ont déjà tiré profit du matériel publié, la technologie allemande permettra à l'industrie américaine d'économiser des*

---

37 Sergent de Henry H. Fowler, chef de la branche ennemie, FEA, sujet : programme TIIC en Europe, 1er août 1945, RG 4o, dossiers OTS Reiss, boîte 157, dossier JIOA Early TIIC Papers, WNRC ; sergent de divers organismes, janvier 1945, *Ibid.* Italiques ajoutées.

38 Webb au sénateur Clyde R. Hoey, 11 fév. 1946, RG 40, boîte 102, dossier chronologique n° 2, WNRC.

39 Worden à Green, sujet : rapport sur le voyage à Wright Field, 20 août 1946, RG 40, fichiers Worden de l'OTS, boîte 88, fichier Mémorandums Inter-Office (Green), WNRC.

40 Lowell B. Kilgore, « Proposal for a Compendium of German War Time Technology », joint au mémorandum de Reiss à toutes les unités, 16 janvier 1947, *Ibid.*

milliards de dollars au cours des prochaines décennies et devrait faire progresser nos propres recherches de plusieurs années ».[41]

Et puis, il y a John C. Green, le directeur du Bureau des services techniques (OTS) et l'administrateur en service du programme du Conseil de publication, qui a souvent parlé et écrit sur la valeur de son opération. On ne peut pas détailler la valeur du savoir-faire allemand dans des tableaux mensuels, en partie parce que *« ces rapports et documents n'ont pas été achetés à des entreprises allemandes »*, écrivait-il en mai 1947. *« Il est impossible d'en évaluer la valeur monétaire, bien qu'il soit certain qu'elle atteigne des centaines de millions de dollars... Il faudra peut-être une décennie ou plus avant que les dossiers de l'OTS soient étudiés et leur contenu évalué »*, a-t-il déclaré, *« mais il est déjà suffisamment clair que les importations actuelles de technologie allemande [qu'il a également appelées 'importations invisibles'] apparaîtront dans le tableau des exportations de demain sous la forme de nouveaux produits et moins chers pour les clients étrangers de l'Amérique ».*[42] Les États-Unis pourraient bénéficier de plus d'un milliard de dollars que les Allemands ont dépensé en recherche pendant la guerre, a écrit Green dans sa revue annuelle des opérations de l'OTS/FIAT pour 1946. Les rapports des enquêteurs avaient

> *« …déjà produit des conclusions de grande valeur. Quelques-uns... ouvrent des possibilités d'une industrie complètement nouvelle ; beaucoup d'autres offrent des moyens moins chers ou meilleurs de produire des choses qui font déjà partie de notre économie ; même les résultats négatifs servent à orienter la recherche américaine loin des pistes coûteuses et infructueuses. Le plus précieux de tous, peut-être, est l'impulsion donnée à la recherche et au développement américains par le développement de ce que les esprits allemands ont accompli pendant les années de guerre. »*[43*]

---

[41] C. G. [Christopher Gerould], « Target Germany », Federal Science Progress, 1 (avril 1947), p. 6.

[42] John C. Green, « Technology Imports from Germany: New World-Trade Opportunities », *Foreign Commerce Weekly*, 27 (3 mai 1947), pp. 3 et 33.

[43] Green, OTS, review, 1 Jan. 1947, RG 40, dossiers Reiss de l'OTS, boîte 153, dossier TIID, WNRC.

[*] De peur que ces déclarations ne soient sommairement rejetées comme étant des exagérations et des éloges de la part des personnes impliquées dans le programme –

Les enquêteurs et les techniciens évaluent. Les enquêteurs qui ont découvert et exproprié la technologie allemande et les techniciens qui l'ont appliquée aux États-Unis ont rarement parlé de valeur en dollars et en cents, mais leurs actions telles que décrites tout au long de cette étude témoignent de la grande valeur qu'ils ont accordé à ce qu'ils ont trouvé. En plus des magnétophones, des condensateurs électroniques, des équipements de moulage sous pression, des formules de conservation de l'huile de soja, des procédés de film-couleur, des rectifieuses de précision, et de la foule d'autres choses déjà mentionnées dans cette étude, les experts qui s'étaient rendus en Allemagne ont déclaré avoir trouvé une *« merveilleuse capacité »* de production synthétique dans le textile, le caoutchouc, le pétrole, l'azote et d'autres matériaux. *« Sur le plan métallurgique, l'Allemagne ne nous a rien montré »*, écrivait-on, mais *« du point de vue de la conception, les Allemands étaient absolument incroyables »*. Selon *Business Week*, les enquêteurs ont rapporté avoir trouvé de meilleures méthodes de manipulation de l'acétylène sous pression, de meilleures méthodes de fabrication des vitamines, des disjoncteurs à haute tension meilleurs que ceux produits aux États-Unis, et un polymère synthétique que les Allemands utilisaient comme substitut du sang dans le traitement des chocs. Le *National Petroleum News* a écrit que *« l'histoire peut prouver que les connaissances »* recueillies par la Mission technique pétrolière *« pour être*

---

même si c'était le cas, bien sûr – il est bon de considérer, par exemple, « Spying on U.S. Business », *Newsweek*, 94 (12 nov. 1979), p. 43. Cet article décrivait l'activité soviétique visant à obtenir des secrets industriels aux États-Unis et la difficulté de la prévenir, et faisait remarquer à quel point un peu d'espionnage peut faire beaucoup pour un pays – même, pourrait-on ajouter, lorsque les vannes ne sont pas grandes ouvertes, comme ce fut le cas en Allemagne pour les enquêteurs de la FIAT. Ou bien encore le *Time*, 124 (10 sept. 1984), p. 44, qui rapporte que Procter and Gamble a poursuivi trois géants alimentaires rivaux pour violation de sa technique brevetée de biscuits aux pépites de chocolat Duncan Hines : *« Selon les poursuites, les concurrents... ont espionné une présentation de vente et des usines de biscuits, et on même survoler en avion une installation en construction. »*

distribuées dans ce pays, vaudront bien plus que tous les butins matériels qui auraient pu être pris dans le sillage de nos armées vengeresses. »[44]

Un enquêteur qui a pris la peine de répertorier les équipements exceptionnels qu'il avait trouvés aux usines d'optique de Zeiss et de Leitz (microscopes à contraste de phase et autres articles techniques) a conclu que les divers détails de ces technologies contribueraient à améliorer la qualité et à réduire les coûts des produits américains, à accélérer le développement d'équipements similaires fabriqués aux États-Unis pour l'industrie et la médecine, et à démontrer de manière générale aux Américains la nécessité de disposer d'organnismes de recherche bien dotés en personnel, bien rémunérés et bien équipés dans l'industrie optique.[45] Un autre, plus bref, a simplement déclaré que les informations allemandes qu'il avait trouvées permettraient probablement d'améliorer l'équipement américain à rayons X, d'augmenter les exportations américaines de cet équipement et d'améliorer la conception des bêtatrons, facilitant ainsi la recherche en physique nucléaire.[46] Se référant au développement allemand de la technologie infra-rouge et à son importance pour l'industrie télévisuelle américaine, un autre enquêteur a écrit : *« Il est difficile d'évaluer la valeur économique en dollars, mais d'un point de vue technique, cette caractéristique est d'une valeur inestimable. Si notre équipe n'avait rien appris d'autre, ce seul élément aurait fait que le voyage en aurait valu la peine ».*[47] Un autre encore, se référant à la recherche allemande sur les fibres synthétiques, a écrit que

[44] « Status of German Chemical Industry », Chemical Industries, 57 (août 1945), p. 278 ; « German Design Improvisation Described by Timken Metallurgist », Iron Age, p. 156 (16 août 1945), p. 109, qui rapporte les opinions de Martin Fleischmann, de la Timken Roller Bearing Company, qui avait passé quatre mois en Allemagne en tant qu'enquêteur du CIOS ; « Industry Getting Nazi Secrets », *Business Week*, 22 septembre 1945, p. 49 ; et « Widening Horizons », éditorial du *National Petroleum News*, 37 (7 novembre 1945), R-936.

[45] G. E. Guellich à Albert M. Orme, TIIC, 14 déc. 1945, RG 40, dossiers OTS Webb, boîte 123, dossier Rapports d'avancement, WNRC.

[46] Caperton B. Horsley à Orme, 13 décembre 1945, *Ibid.*

[47] M. C. Banca à Orme, 21 janvier 1946, Ibid, boîte 124, dossier Banca, WNRC.

« les Allemands font leur travail de recherche avec rigueur et nous n'aurons pas à répéter ce qu'ils ont fait – seulement reprendre la recherche et aller de l'avant ».[48]

Un colonel de l'armée du département de l'Intendance, s'adressant à un public parsemé d'enquêteurs revenus d'Allemagne, s'est réjoui du *« fait que jamais auparavant, dans l'histoire, une nation vaincue n'a fait l'objet d'une enquête aussi approfondie – sur les plans politique, industriel et scientifique – ou n'a été la source d'autant de renseignements techniques aussi précieux que l'Allemagne »*.[49] De manière beaucoup plus circonspecte, un professeur de chimie de l'université de l'Illinois a déclaré qu'il n'avait utilisé que les rapports sur le caoutchouc synthétique, mais a souligné leur *« extrême valeur »*. *« Une très grande partie de l'effort de recherche actuel dans le cadre du programme gouvernemental de caoutchouc synthétique »*, a-t-il poursuivi, *« est basée sur les pistes obtenues grâce à ces rapports de renseignements techniques »*.[50] Enfin, un expert en magnésium de Dow Chemical a commenté la *« tendance populaire et tout à fait naturelle de nombreux techniciens et industriels de ce pays à dénigrer »* la valeur et l'importance de ce qu'ils avaient fait sortir d'Allemagne. Mais cette tendance était erronée :

> *« Quiconque connaît les faits en la matière conviendra... qu'il n'y a aucun fondement à une telle opinion. Je peux vous assurer que dans l'industrie du magnésium, les Allemands étaient bien avancés, et tout à fait compétents et qu'ils possédaient des informations pouvant être utilisées de manière rentable dans ce pays. Ce sentiment quant à la compétence des techniciens et de la technologie allemands est partagé par la plupart de mes associés dans d'autres industries qui ont représenté l'industrie américaine dans l'enquête sur l'Allemagne. »*[51]

---

48 J. B. Quig à Howland H. Sargeant, JIOA, 19 fév. 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 153, dossier TIID, WNRC.

49 W. F. Sherman, « Technical Intelligence Traces German Defeat to Bungled Production », SAE Journal, 54, no. 4 (avril 1946), pp. 17-19.

50 C. S. Marvel à Robert Reiss, TIID, 19 août 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 153, dossier TIID, WNRC.

51 T. H. McConica à Ray L. Hicks, OTS, 11 déc. 1947, RG 330, JIOA General Correspondence, boîte 6, dossiers Department du Commerce, NA.

Les journalistes et autres évaluent. Bien que les participants aient souvent hésité à attribuer une valeur monétaire aux prélèvements de FIAT/OTS d'Allemagne, les journalistes et les rédacteurs scientifiques, qui obtenaient souvent leurs informations directement du département du Commerce, ont parfois suggéré des valeurs en termes globaux. Déjà à l'automne 1945, alors que l'opération FIAT/OTS venait tout juste de démarrer, un collaborateur fréquent de l'organe officiel de la Chambre de commerce américaine écrivait que *« le plus grand travail d'assainissement financier et industriel du monde est en marche... C'est une chasse au trésor sans précédent dans les affaires internationales. »* En février 1946, bien avant que l'on puisse prévoir le plein impact de l'opération FIAT, le rédacteur d'un magazine populaire a décrit ce qu'il appelait *« La plus grande chasse au trésor du monde »* et a conclu que les forces américaines avaient déjà *« découvert 2 000 000 000 000 $ de fonds cachés et des dizaines d'inventions scientifiques inestimables ». Stars and Stripes*, le journal de l'armée publié en Allemagne, estimait que *« les inventions »* d'I. G. Farben *« valant des millions de dollars »* étaient *« distribuées à la science et à l'industrie américaines ». Le Science News Letter*, citant une déclaration publiée par le département du Commerce au début de 1946, déclarait que les documents mis à la disposition des entreprises et de l'industrie contenaient des *« informations inestimables »*.[52]

Dans un article intitulé « Secrets by the Thousands », dans lequel C. Lester Walker décrit les avoirs scientifiques et techniques allemands de Wright Field, de la Bibliothèque du Congrès et du Bureau des services techniques, il ne donne pas de valeur totale, mais fournit de nombreux exemples à partir desquels ses lecteurs peuvent extrapoler l'énorme valeur totale en jeu. Une compagnie aérienne, écrivait-il, a acheté un rapport pour *« quelques dollars »* et a économisé *« au moins cent mille dollars ».* Le directeur de recherche d'une entreprise américaine a pris des notes pendant environ trois heures, puis il est parti en disant : *« Merci beaucoup, les notes de ces documents rapporteront au moins un demi-million*

---

[52] Edwin Ware Hullinger, « The World's Greatest Treasure Hunt », *Nation's Business*, 33 (oct. 1945), pp. 21-22 ; Ray Josephs, « The World's Greatest Treasure Hunt », *The American Magazine*, 141 (fév. 1946), p. 44 ; *The Stars and Stripes*, 13 avril 1946, p. 3 ; *Science News Letter*, 49 (4 mai 1946), p. 279.

de dollars à ma société ». Enfin, un fabricant américain, après avoir vu un rapport sur l'industrie allemande des fibres synthétiques, a déclaré : *« Ce rapport rapporterait vingt millions de dollars à ma société si elle pouvait l'avoir en exclusivité. »*[53]

Dans un article similaire, quoique moins richement illustré d'exemples, George C. Copeland a écrit pour le *New York Times* que, bien que la valeur en dollars du programme de l'OTS n'ait pu être déterminée, un incident survenu chez I. G. Farben était révélateur : lorsqu'un fonctionnaire a remis une formule chimique à un enquêteur de l'OTS, celui-ci a déclaré : *« Nous avons dépensé 500 000 $ pour développer ce procédé. »* Plus prudent que d'autres dans l'attribution de la valeur, John L. Kent a écrit pour *Scientific American* que *« les innombrables découvertes techniques »* rendent difficile *« l'évaluation de leur valeur réelle. Certains des plus petits détails peuvent s'avérer très avantageux pour une entreprise américaine. Seule une étude complète de nos propres ingénieurs dans nos propres usines peut déterminer la valeur réelle pour l'industrie américaine. »* Néanmoins, a-t-il conclu, les rapports FIAT/OTS/Conseil de publications *« présentent une occasion sans précédent de tirer profit des recherches et des découvertes payées par nos ennemis »*.[54]

Avant de quitter les efforts frustrés du général Clay pour faire évaluer les prélèvements de la FIAT aux fins de la comptabilité des réparations et de se tourner vers les tentatives allemandes d'évaluer la valeur des pertes de l'Allemagne dans le cadre du programme, il convient peut-être de se référer brièvement à un exposé de la valeur contenu dans un manuscrit sur l'histoire de la FIAT, que l'on peut trouver dans les archives de l'OMGUS Historical Office. Après avoir fait remarquer que le chiffre russe de dix milliards de dollars annoncé

---

[53] C. Lester Walker, « Secrets by the Thousands », *Harper's Magazine*, 193 (oct. 1946), pp. 329-36.

[54] George H. Copeland, « Nazi Science Secrets: A Technological Treasure Hunt in Conquered Germany Enriches U.S. Research and Business », *New York Times Magazine*, 23 février 1947, pp. 33-35 ; John L. Kent, « Manufacturing Advances in Wartime Germany: Machines and Processes which Were developed in Competition with Allied Engineering Brains Are Now Available to U.S. Industry », *Scientific American*, 178 (avril 1948), pp. 161-64.

par Molotov au CFM de Moscou était trop élevé, les auteurs non nommés ont fait valoir que ce n'est que dans le temps – après les tests, les essais et les applications – qu'une valeur précise pourrait être établie. Néanmoins, les auteurs *« ont estimé que les activités de la FIAT devraient permettre au gouvernement et à l'industrie des États-Unis d'économiser au moins cinq milliards de dollars »*.[55] Si nous devions accepter ce chiffre comme un chiffre global juste, et si nous devions faire l'hypothèse tout à fait raisonnable que les Britanniques ont reçu une valeur à peu près égale à celle des États-Unis, il en découlerait que Molotov au CFM de Moscou avait tapé en plein dans le mille.

---

[55] OMGUS, Bureau historique, Histoire de l'Agence d'information de terrain, technique (FIAT), période 8 mai 1945-3o juin 1946, pp. 18-19, MS dans RG 319, CMH, dossier des manuscrits historiques, NA.

NEUF

Les Allemands évaluent leurs pertes

Étant donné la nature du programme d'exploitation de la FIAT, la division de l'Allemagne d'après-guerre en quatre zones d'occupation et l'absence d'agences administratives centrales – que le général Clay et les Américains ont tenté sans succès de mettre en place – il n'est pas surprenant que les premières tentatives des Allemands afin d'évaluer leurs pertes dans le cadre de divers programmes alliés d'exploitation des connaissances scientifiques et techniques allemandes aient été sporadiques et qu'elles soient pratiquement impossibles à reconstituer aujourd'hui. De nombreuses organisations et agences se sont impliquées à différents moments, parmi lesquelles diverses chambres de commerce (Industrie- und Handelskammern), le Wirtschaftsverband Maschinenbau à Düsseldorf-Oberkassel, le Vorstand der Patentanwaltskammer à Hambourg, le Lord Mayor et le Sénat de Hambourg, la Conférence des ministres-présidents de la Bizone ; et par l'intermédiaire du dernier sénateur Gustav W. Harmssen, de Brême, d'une part, et l'Office allemand des questions de paix (Deutsches Büro für Friedensfragen) à Stuttgart, d'autre part ; et enfin, les gouvernements des *Länder* (états) du Grand-Hesse à Wiesbaden, de la Bavière à Munich, du Württemberg-Baden à Stuttgart et de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie à Düsseldorf.[1]

[1] Communications de la Chambre de commerce de Francfort, no 8, 1er avril 1946, p. 50, copie dans le dossier Négociations avec les autorités d'occupation, 1er avril 1945 à..., archives Degussa ; Dr Starke, secrétariat VAW, note pour le Dr. Strassmann, objet : Accès aux entreprises industrielles, 16 mai 1947, dossier B 102/3767, BA ; M.A.N. Werk Augsburg à IHK Augsburg, objet : Visites à l'étranger, 8 juillet 1947, dossier B 102/3767, BA ; Rud. Otto Meyer, Hambourg, à la Handelskammer Hamburg, 16 mai 1947, dossier C 1211/1, Réquisitions . . . Vol. 2, archives de la Chambre de commerce de Hambourg ; Optische Werke C. A. Steinheil

L'appareil administratif et l'incitation à coordonner les diverses initiatives et approches allemandes sont apparus à la fin de 1946 et au début de 1947, lorsque les Britanniques et les Américains ont créé des administrations centrales pour la Bizone et que les vainqueurs se sont préparés à aborder la question d'un traité de paix allemand lors de la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères à Moscou.

L'administration économique bizonale prend le relais

« Il est tout à fait clair », écrivait l'ancien maire de Hambourg au directeur des affaires économiques de Minden à la fin de décembre 1946, *« que l'administration économique bizonale* [*Verwaltungsamt für Wirtschaft*], *en coopération avec les différentes associations professionnelles et industrielles* [*Wirtschaftsverbände*], *est l'agence appropriée pour recueillir des données sur ce à quoi l'industrie allemande doit renoncer aux fins de réparation, et pour faire des recommandations sur la manière dont cela doit être évalué »*.[2] Pour répondre à ceux qui parlent vaguement de *« réparations envers l'Allemagne »* sous la forme d'envois de vivres pour prévenir les maladies et les troubles, un mémorandum interne du 2 janvier 1947, adressé au directeur du Verwaltungsamt für Wirtschaft (VAW), suggérait qu'il pourrait être utile de recueillir des informations exactes sur des points

---

Sohne, Munich, à IHK Munich, 27 août 1947, dossier B 102/3767, BA ; Fernseh GmbH Taufkirchen/Vils OBB. à IHK Munich, 12 août 1947, dossier B 102/3767, BA ; VfW, Reparationen, Dr. Kutscher au conseil d'administration de la Chambre des agents en brevets, section Nord, Hambourg, 30 avril 1947, dossier B 102/3767, BA ; Wirtschaftsverband Maschinenbau à l'Oberprasident, Nord-Rheinprovinz, Düsseldorf, 12 mars 1946, sujet : Méthode d'évaluation pour les plans de construction réquisitionnés, dossier NW 99, no. 59, HSA Düsseldorf ; IHK München à VfW, sujet : Évaluation de la propriété intellectuelle prise par les Alliés, 21 juillet 1948, dossier B 102/3793, BA ; Der Finanzminister des Landes NRW à Wirtschaftsminister NRW, 12 sept. 1946, dossier NW 99, no. 58, HAS Düsseldorf ; Ministère de l'économie W/B, aux associations professionnelles, IHK, et aux chambres de commerce, 6 mai 1947, dossier EA 6/3, 321, HSA Stuttgart ; Ministre de l'économie et des transports, Wiesbaden, à divers destinataires, 10 juillet 1946, dossier Abt. 507, no. 716(180), HSA Wiesbaden ; Deutsches Büro für Friedensfragen to VfW, 11 fév. 1948, dossier B 102/3767, BA ; G. W. Harmssen, Reparations, National Product, Standard of Living : Versuch einer Wirtschaftsbilanz, 2nd ed, 4 pts. (Brême, 1948).

[2] Le maire Rudolf Petersen (ret.) au ministre Muller, 23 déc. 1946, B 102/3754, BA.

tels que la contribution des scientifiques allemands à la recherche sur les fusées alliées et la valeur des découvertes scientifiques et techniques et des méthodes de fabrication allemandes, que la presse étrangère et nationale avait estimées représenter des *« sommes fantastiques »* pour les vainqueurs.[3] Encouragée par cette déclaration et d'autres manifestations de préoccupation, notamment une lettre du directeur de Krupp, une série de lettres et de rappels de suivi du ministère de l'Économie de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, et les discussions en cours parrainées par les comités économiques du Landerrat de la zone américaine, la VAW est passée à l'action.[4]

Au cours du printemps et du début de l'été 1947, la VAW bizonale a informé diverses entreprises et agences de ses plans. *« En ce qui concerne la suppression de la propriété intellectuelle »*, écrivait-elle à Krupp, par exemple, *« nous prévoyons de travailler avec toutes les agences existantes des gouvernements des Länder pour rassembler des données sur ce qui a été supprimé. Nous tenterons ensuite d'évaluer le matériel enlevé, de tout regrouper dans un seul rapport et de le présenter au Conseil de contrôle allié en vue de faire créditer le montant sur le compte de réparations de l'Allemagne* ».[5]

Mais la VAW et les organisations affiliées par l'intermédiaire desquelles elle travaillait ont rapidement été submergées par des rapports non coordonnés contenant des informations si diverses qu'elles les ont rendues quasiment indigestes. Des entreprises

---

[3] Darr, note pour le Dr. Muller, Minden, sujet : Réparations à l'Allemagne [sic], 2 janvier 1947, dossier B 102/3755, BA.

[4] Hans Kallen, Krupp, à V. Agartz, VAW, 25 avril 1947, dossier B 102/3768, BA ; Der Finanzminister des Landes NRW to Wirtschaftsminister NRW, 12 septembre 1946, dossier NW 99, n° 58 (et autres notes et correspondance dans le dossier), HSA Düsseldorf ; Wirtschaftsrat des Underrates, Arbeitsausschuss « Reparationen », Sitzung, 20 février. 1947, dossier B 102/ 3891, BA ; extrait de la note de service sur la 8e réunion « Contrôle de la recherche » au Länderrat le 25 mars 1947, sujet : visite d'entreprises par des étrangers, dossier EA 6/3, 321, HSA Stuttgart.

[5] VAW, Schmid, Département des réparations, au directeur Kallen, Krupp, 12 mai 1947, dossier B 102/3768, BA. Voir également VfW, Kutscher, Réparations, au conseil d'administration de la Chambre des agents en brevets, branche Nord, Hambourg, 30 avril 1947, et VfW, Schmid, A-Rep. au Dr Debritz, Institut de recherche économique pratique, Essen, 11 juin 1947, dossier B 102/3767, BA.

individuelles ont décrit leurs rencontres avec les enquêteurs et les équipes, elles ont expliqué en détail ce à quoi elles avaient dû renoncer et se sont plaintes du non-paiement par les Alliés de la valeur intrinsèque des biens enlevés par les équipes de la FIAT et de la Force-T. Dans un cas, par exemple, le ministère de l'Économie de Rhénanie-du-Nord-Westphalie a envoyé un lot de rapports d'entreprises et a demandé des conseils sur la façon dont les entreprises pourraient recueillir la valeur des idées, de l'expérience et du savoir-faire inhérents aux dessins, aux plans et aux schémas demandés par les enquêteurs. Les enquêteurs étaient prêts à remettre des formulaires de demande uniquement pour la valeur du papier et les coûts de reproduction de ces choses, poursuivait la lettre du ministère de l'Économie, mais ils refusaient catégoriquement de considérer ou même de discuter des valeurs intrinsèques impliquées. La pratique habituelle de l'industrie était de facturer pour les dessins et plans une redevance d'environ 15 % de la valeur de la machine elle-même, mais *« il est arrivé que »* lorsque les entreprises incluaient de tels montants dans leurs factures – ou si elles refusaient de présenter des factures reflétant uniquement les coûts du papier et de la reproduction (*« diese indiskutable kleine Summe »*) – elles ne recevaient aucun formulaire de demande d'achat.[6*]

Tentant de mettre de l'ordre dans ses procédures de recouvrement et d'uniformiser les rapports qu'elle recevait, la VAW a commandé une étude d'experts sur les moyens d'évaluer la propriété intellectuelle.[7] Elle a également tenu des discussions informelles avec divers représentants et groupes de l'industrie, et elle a rencontré à Stuttgart des représentants de l'industrie et le Deutsches Büro für Friedensfragen le

[6] Ministère des affaires économiques NRW à VfW, Minden, objet : confiscation de dessins, 23 mai 1947, dossier B 102/3767, BA.

[*] Une entreprise, Heidenreich & Harbeck de Hambourg, a par exemple rapporté en 1949 que sa tentative de facturer aux Britanniques 10 % de la valeur des machines pour lesquelles elle avait fourni des plans et des dessins a été rejetée par les Forces-T britanniques sous le nom de *« eine Unverschamtheit [insolence] »*. Voir Rolf Lambertz, Heidenreich Harbeck, à VfW, 24 janvier 1949, dossier B 102/3794, BA.

[7] Dr. Franz Petzold et Wilhelm Bruckner, « Gutachten über die Bewertung von Zeichnungslieferungen », 27 mai 1947, dossier Senatskanzlei II 039.26-2 Bd 2.

15 juillet 1947.[8] En annonçant les plans de cette dernière réunion, le directeur d'un Bureau des questions de réparation (Abteilung für Demontagefragen) nouvellement créé au sein de la VAW a écrit qu'il était exceptionnellement occupé à essayer de déterminer comment évaluer les machines et la propriété intellectuelle enlevées par les forces d'occupation. L'évaluation des plans et dessins de construction, des processus de production et de la planification du développement (« Konstruktionszeichnungen, Betriebsverfahren und Entwicklungsarbeiten ») est particulièrement difficile, a-t-il dit. Néanmoins, avait-t-il conclu avec optimisme, son bureau s'efforcerait de préparer un document de synthèse pour novembre 1947, apparemment en prévision de sa présentation à la réunion de Londres du Conseil des ministres des Affaires étrangères.[9] Mais on n'en est jamais arrivé là. Lors de diverses réunions avec des représentants de l'industrie, les responsables de la VAW ont appris que de nombreuses entreprises hésitaient à déclarer leurs pertes de propriété intellectuelle par peur que cela n'entraîne des désavantages fiscaux. Bien que les responsables des finances bizonales auraient officieusement informé les responsables de la VAW qu'une taxe n'entrerait en jeu que si les entreprises étaient dédommagées pour leurs pertes déclarées, certaines entreprises étaient apparemment réticentes à déclarer leurs pertes aux Alliés par crainte d'être imposées rétroactivement pour des biens qu'elles avaient omis de déclarer plus tôt aux autorités fiscales. Quelles qu'en soient les raisons, le processus de collecte d'informations ne fonctionnait pas bien. Par exemple, une tentative du Wirtschaftsverband Maschinenbau et du ministre de l'économie de Düsseldorf d'utiliser un questionnaire pour recueillir des données sur les enlèvements a dû être abandonnée car les informations qui leur ont été communiquées se sont avérées trop diverses pour être

---

[8] VfW, Schmid, A-Rep., au Dr Debritz, Institut fûr praktische Wirtschaftsforschung, Essen, 11 juin 1947, dossier B 102/3767, BA ; Handelsblatt, Westdeutsche Wirtschaftszeitung, 3 juillet 1947, 2 ; VfW, Schmid, A-Demt., au ministère de l'Économie NRW, département des questions de démantèlement, sujet : confiscation de dessins, 7 juillet 1947, dossier B 102/3767, BA.

[9] Schmid, VfW, au Dr Eugen Budde, 2 juillet 1947, dossier B 102/3755, BA ; Schmid au ministère de l'Économie de NRW, 7 juillet 1947, dossier B 102/3767, BA.

coordonnées. Selon un mémorandum interne de la VAW décrivant la fin du programme de questionnaires, il fallait un ensemble clair de directives convenues pour l'ensemble de la Bizone.[10]

Finalement, après des retards causés en partie par le transfert de la VAW de Minden à Francfort (où elle a été rebaptisée Verwaltung für Wirtschaft de l'administration économique bizonale combinée), un rassemblement de représentants des principales industries (par exemple, de Bosch, Krupp et BMW), d'associations industrielles (par exemple, Wirtschaftsverband Chemische Industrien) et de fonctionnaires bizonaux a passé la journée du 16 juin 1948 à discuter des problèmes et des solutions possibles. Senatsrat Schmid, le chef du Bureau des réparations de la Verwaltung für Wirtschaft (VfW), a souhaité parler des méthodes d'évaluation plutôt que des implications fiscales de la déclaration de la valeur du savoir-faire ; néanmoins, celles-ci ont pris le pas sur la discussion tout au long de la journée. Mais il y avait aussi de grandes divergences d'opinion sur les méthodes d'évaluation. Un représentant de l'industrie a suggéré que chaque entreprise décide du prix qu'elle aurait demandé dans le cadre d'un accord de licence commerciale normal. Un autre a parlé de l'utilisation des 10 à 18 % de la valeur du produit fini que les entreprises allemandes avaient facturés aux Japonais pour leurs plans pendant la guerre. D'autres voulaient prendre en compte les avantages pour les bénéficiaires (« Nutzen des Empfängers »). Un autre encore a suggéré qu'il serait peut-être préférable d'essayer de parvenir à un chiffre global et de répartir ensuite le montant en interne entre les entreprises ayant déclaré des pertes. Mais cette idée a été rejetée par d'autres comme étant pratiquement inutile pour traiter des cas individuels, et elle a été diffusée par d'autres encore qui ont observé que d'autres entreprises importantes, telles que Siemens, Farbwerke Höchst et M.A.N., n'étaient pas représentées et qu'elles devraient également être consultées. Après de longues discussions, il a finalement été convenu que les coûts de développement (« Entwicklungskosten »)

---

10 Note, cocher, soumise au conseil sénatorial Schmid, 28 oct. 1947, dossier B 102/3767, BA ; cocher, VfW, 1/5, note (soumise au conseil sénatorial Schmid), 5 déc. 1947, dossier B 102/3755, BA.

constitueraient au moins une base pour la poursuite des discussions et que la VfW demanderait aux chambres de commerce (Industrie- und Handelskammern) de la Bizone de recueillir des informations sur ces coûts auprès des entreprises relevant de leur juridiction. En outre, il a été convenu que la VfW demanderait aux entreprises individuelles, y compris celles qui n'étaient pas présentes, de faire connaître leur point de vue sur les méthodes d'évaluation. Inutile de dire que le Senatsrat Schmid a conclu la réunion en déclarant qu'il espérait davantage de progrès dans cette tâche difficile.[11] Il a néanmoins poursuivi le plan tel qu'il était.

Œuvrer par l'entremise des Chambres de commerce

Le 28 juin 1948, le Bureau de réparation de la Verwaltung für Wirtschaft (VfW) a envoyé des lettres similaires à l'Industrie- und Handelskammern (IHK) des Bizones britannique et américaine, leur demandant de recueillir auprès des entreprises de leur secteur des rapports concernant les sommes qu'elles avaient dépensées au cours des dix années précédentes pour développer des articles perdus au profit des Alliés à la suite de la confiscation de brevets et d'autres actions de la FIAT et des Forces T. Les IHK devaient demander aux entreprises et aux instituts de recherche d'estimer la valeur non seulement de leurs succès, mais aussi de leurs échecs au cours des dix dernières années, et il fallait leur rappeler que leurs propres intérêts étaient en jeu. Selon la VfW, les informations seraient utilisées dans les négociations avec les vainqueurs sur un statut d'occupation et sur le

[11] VfW, 1/5, Procès-verbal de la réunion avec des représentants d'entreprises et des experts tenue à Konigstein le 16 juin 1948 sur le thème : « Évaluation de la propriété intellectuelle prise par les Alliés », 30 juin 1948, dossier B 102/3899, BA. Voir Wirtschaftsministerium NRW, Gruppe Reparationen (Schwefer) to VfW, Demontageabteilung, 23 juillet 1948, dossier B 102/3793, BA, selon lequel le procès-verbal de la conférence de Konigstein montre qu'aucun progrès appréciable n'y a été réalisé.

traité de paix, et finalement par les agences gouvernementales allemandes dans le règlement des revendications.[12]

Au cours des mois suivants, les rapports des chambres de commerce se sont succédés, mais ils n'étaient ni uniformes ni adéquats. Par exemple, les rapports de l'IHK de Munich, qui avaient en fait été rassemblés pour le ministère bavarois de l'Économie à l'été 1947, ont été jugés insatisfaisants par le Bureau des réparations de la VfW, car ils ne contenaient pas suffisamment d'informations et ne présentaient pas une estimation uniforme des valeurs. Dans certains cas, ils ne contenaient aucune estimation de la valeur.[13] Le IHK zu Solingen a envoyé les rapports de trois entreprises et a déclaré que deux autres avaient promis de faire un rapport séparément et directement. *« La maigre réponse des entreprises à notre demande, en dépit des avis de la presse et une lettre circulaire »*, a écrit l'IHK zu Solingen, *« est très probablement due à un manque de confiance continu [Vertrauensmangel] persistant et à un malaise concernant les dommages et les prélèvements ultérieus »*.[14] La Handelskammer [Chambre de Commerce] de Hambourg a envoyé des copies de huit rapports succints et a fait part de ses regrets quant à la réponse si insatisfaisante. L'IHK de Darmstadt a transmis les rapports de neuf entreprises et en a nommé quatre autres qui ont déclaré que leurs pertes ne pouvaient même pas encore être estimées. En outre, elle a estimé qu'il y avait une quarantaine d'autres entreprises dans sa juridiction qui avaient sans doute perdu du matériel au profit des équipes FIAT et BIOS, mais toutes avaient déclaré n'avoir subi aucune perte sans autre explication.[15]

---

12 VfW, Schmid, aux IHK des États-Unis et du Royaume-Uni. Zones, sujet : Evaluation de la propriété intellectuelle prise aux alliés, 28 juin 1948, dossier B 102/3792, BA.

13 IHK München à VfW, sujet : Evaluation de la propriété intellectuelle prise aux alliés, 21 juillet 1948, dossier B 102/3793, BA ; VfW, Kutscher, 1/5, à IHK München, 3 août 1948, *Ibid.*

14 IHK Solingen à VfW, 31 juillet 1948, *Ibid.*

15 Handelskammer Hamburg au VfVV, 28 oct. 1948 ; IHK Darmstadt au VfW, 17 sept. 1948, tous deux *Ibid.*

Les raisons de cette réticence peuvent être similaires à celles décrites par l'IHK de Mannheim, qui a décrit en détail les problèmes qu'il avait rencontrés. De nombreuses personnes avec lesquelles il avait discuté du programme de collecte de la VfW avaient évoqué la délicatesse de la question, a rapporté l'IHK de Mannheim. Certains avaient fait des commentaires sur le caractère vague des lignes directrices de la VfW, et même les entreprises qui avaient soumis des rapports s'étaient opposées à la large marge de manœuvre que la VfW s'était apparemment laissée en ce qui concerne l'utilisation des informations.[16] Au printemps 1949, la VfW a convoqué une autre réunion de dirigeants de l'industrie, d'associations industrielles et de responsables de la VfW, après avoir entendu, de manière informelle de diverses sources et de manière officielle, l'IHK de Francfort, le Wirtschaftsverband Eisen- and Stahlindustrie à Düsseldorf et Robert Bosch, GmbH au sujet de l'inadéquation de l'approche des coûts de développement et d'autres questions.[17] Des représentants d'entreprises telles que Demag (Duisburg), Bosch (Stuttgart), M.A.N. (Augsbourg), BMW (Munich), Farbwerke Höchst, Krupp (Essen), diverses IHK et des groupes industriels, tels que le Wirtschaftsverband Maschinenbau (Düsseldorf-Oberkassel), ont participé à la réunion. Senatsrat Schmid, directeur du Bureau des réparations de la VfW, a indiqué que les enquêtes du IHK (« Umfrage ») sur les coûts de développement avaient produit de si mauvais résultats que rien de constructif ne pouvait en être tiré. Pour cette raison, et parce que les entreprises individuelles continuaient à exprimer leurs craintes quant aux conséquences fiscales de la déclaration de leurs pertes, M. Schmid a déclaré que la VfW se

---

16 IHK Mannheim au VfW, 16 oct. 1948, *Ibid.*

17 Robert Bosch, GmBH, Stuttgart, au VfW, Schmid, sujet : Bewertung des von den Alliierten entnommenen geistigen Eigentums, 28 mars 1949, dossier B 102/3794, BA ; IHK Francfort au VfW, sujet : Bewertung ...au 30 mars 1949, *Ibid* ; Wirtschaftsverband Eisen- und Stahlindustrie, Düsseldorf, à divers destinataires, 22 avril 1949, dossier NW 99, n° 15, HAS Düsseldorf. Voir également Schmid, VfW, IR 2, à Deutsche Treuhand- und Organisationsgesellschaft, sujet : Abteilung für Demontagefragen, 23 mars 1949, dossier B 102/3767, BA.

retirait de l'activité d'évaluation et la confiait aux associations industrielles et commerciales.[18]

Bien que certains participants (un peu comme certains Américains, comme nous l'avons vu) pensaient qu'une évaluation était impossible, voire dangereuse – dans ce cas, parce que la présentation d'un chiffre aux Alliés inviterait naturellement un contre-chiffre allié pour les dommages de guerre – la conférence a néanmoins conclu qu'un effort d'évaluation des pertes allemandes en matière de propriété intellectuelle (« geistiges Eigentum ») devait être fait. Par consensus, la conférence a convenu que les associations industrielles et commerciales devraient former un groupe de travail ad hoc pour planifier le projet, que la VfW devrait essayer de résumer les documents qu'elle avait déjà reçus et enfin – et c'est la plus haute priorité – que Senatsrat Schmid devrait essayer d'obtenir une déclaration écrite de l'Administration des finances bizonale (Verwaltung für Finanzen, VfF) sur la question des impôts.[19]

En ce qui concerne ce dernier plan, M. Schmid a échoué dans sa première tentative d'obtenir du VfF l'engagement selon lequel les associations industrielles seraient dispensées de communiquer aux autorités fiscales les informations relatives aux prélèvements de la FIAT. Il a décidé d'essayer à nouveau, cette fois en demandant aux ministres des Finances des *Länder* d'aborder la question lors de leur prochaine réunion ordinaire.[20] À l'appui de son appel, il a écrit le 28 juillet 1949 que la détermination de la valeur de la propriété intellectuelle perdue était extrêmement importante, car elle pourrait éventuellement servir de base à un crédit de réparation allemand estimé

[18] VfW, IR 2, Protokoll, Besprechung über die Bewertung des von den Alliierten entnommenen geistigen Eigentums …au 23 mai 1949, Konigstein, dossier B 102/171496, BA.

[19] *Ibid*.

[20] VfW, Schmid, IR 2, à diverses entreprises et associations, sous réserve de la Bewertung. 27 juillet 1949, dossier B 102/3794, BA. Dans cette lettre, Schmid déclare : *« Kompetenzmassig sieht sich die Verwaltung für Finanzen nicht in der Lage, hierfiir verbindliche Erklärungen abzugeben » [« En termes de compétence, l'administration financière n'est pas en mesure de faire ici des déclarations contraignantes. »]*

entre 15 et 25 milliards de *Deutschmarks*[*] (environ 6 à 10 milliards au taux de change de 1949), ainsi que de base pour le paiement éventuel des créances aux entreprises individuelles. L'expérience a montré, poursuit Schmid, que les entreprises ne déclareraient pas leurs pertes à moins que les autorités fiscales ne s'engagent clairement et par écrit à ce que les groupes industriels et les associations commerciales qui recueillaient les informations soient exemptés de l'obligation légale de mettre les informations et les dossiers à la disposition des fonctionnaires du fisc.[21] Lors de leur réunion suivante, les 11 et 12 août 1949, les ministres des finances des *Länder* ont convenu que le calcul des éventuels crédits de réparation était suffisamment important pour accorder l'exemption. Ils ont décidé d'adopter des règlementations appropriées et ont ainsi levé l'un des principaux obstacles aux tentatives allemandes de déterminer la valeur des informations scientifiques et techniques que les Alliés avaient prises comme *« réparations intellectuelles »*.[22]

Notgemeinschaft für Reparationsgeschädigte Industrie

Une fois la question de la fiscalité réglée de manière satisfaisante, le groupe de travail ad hoc des organisations industrielles a procédé à la création d'une organisation faîtière chargée de coordonner à la fois la collecte d'informations sur les prélèvements au titre des réparations et

---

[*] Depuis la réforme monétaire de juin 1948, la nouvelle unité monétaire allemande est le *Deutschmark*. Avant cela, c'était le *Reichsmark*. Aux fins de la comptabilité des réparations et du commerce international, le taux de change pour les deux était fixé à 1 = 0,40 $.

[21] VfW, Schmid, IR 2, à la Verwaltung für Finanzen, 29 juillet 1949, *Ibid*.

[22] Dans sa lettre du 29 juillet 1949, *Ibid*, Schmid avait demandé aux ministres des finances d'inscrire la résolution suivante à l'ordre du jour de leur réunion : *« Entbindung der Wirtschaftsverbande von der Auskunftspflicht gegenüber den Steuerbehörden in folgendem Spezialfall : statistische Erhebung über das von den Alliierten entnommene geistige Eigentum (Auslandspatente, Warenzeichen und nur in Deutschland geschützes oder überhaupt nicht durch Schutzrechte erfasstes Eigentum wie Konstruktionsunterlagen, Verfahren usw., die bei deutschen Betrieben entnommen wurden) für die Aufrechnung deutscher Reparationsleistungen. »* Un mémorandum du VfW, III S 11171-24/29, 10 oct. 1949, dossier B 102/3794, BA, note que les ministres des finances ont approuvé le 11/12 août 1949.

l'évaluation du savoir-faire scientifique et technique perdu par les entreprises allemandes dans le cadre des différents programmes d'exploitation des Alliés. Elle était connue sous le nom de Notgemeinschaft für Reparationsgeschädigte Industrie (Union d'urgence des industries endommagées par les réparations) et se composait d'un président, d'un conseil d'administration et d'un directeur commercial (Geschäftsführer) dont le siège était à Düsseldorf.[23] En collaboration d'abord avec le Bureau des réparations de l'administration économique bizonale (VfW), puis avec le ministère de l'Économie de la République fédérale (Bundesministerium für Wirtschaft), qui a absorbé l'organisation VfW, la Notgemeinschaft a préparé un questionnaire élaboré destiné à fournir des informations pour un registre statistique de tous les matériels, y compris la propriété intellectuelle, retirés d'Allemagne après la guerre. La Notgemeinschaft a également proposé d'établir – une fois les questionnaires distribués, remplis et renvoyés – une commission (Ausswertungsausschuss) afin de déterminer la valeur de tout cela.[24]

Le rapport final de la commission de la Notgemeinschaft chargée d'évaluer la propriété intellectuelle (« geistiges Eigentum ») prise à l'Allemagne par les Alliés a été préparé par le conseil en brevets Max Bunke, de Stuttgart. Il a été achevé le 14 février 1951. Le rapport estimait que la valeur totale des brevets, marques et autres propriétés intellectuelles (« geistiges Gut ») retirés d'Allemagne se situait dans une fourchette allant de 12 et 30 milliards de *Deutschmarks* (*DM*) (entre 4,8

---

[23] Le président était le Dr Otto Kampf, qui correspondait sur papier à lettre avec l'en-tête Gewerkschaft Victor, Chemische Werke, Castrop-Rauxel. Le directeur commercial était le Dr Heinrich Gattineau, au sujet duquel je n'ai pas d'autres informations. Voir Kampf à VfW, Schmid, 25 oct. 1949, dossier B 102/3794, et Notgemeinschaft für Reparationsgeschadigte Industrie à Wirtschaftsminister Nolting, NRW, 10 nov. 1949, dossier NW 203, no. 56, HSA Düsseldorf.

[24] Notgemeinschaft ...au VfW, Dr. Walrod, 26 novembre 1949, dossier B 102/3794, BA ; Notgemeinschaft ...au Wirtschaftsministerium NRW, 3 février 1950, dossier NW 99, no. 58, HSA Düsseldorf ; IR 2-1861/50, Aufzeichnung, sujet : Reparationskartei, Bonn, 15 avril 1950, dossier 4,94-I.C.f. 1, Reparationen, HSA Bremen.

et 12 milliards de dollars).[25] Dans son exposé détaillé sur la façon dont il était parvenu à ces chiffres, Bunke a fait référence aux reportages de la radio et des journaux russes qui avaient parlé de dix milliards de dollars, soit vint-cinq milliards de *DM*, et à une étude indépendante menée par le sénateur Gustav W. Harmssen, ministre de l'économie de Brême, qui avait avancé le chiffre de cinq milliards de dollars.[26]

---

[25] Notgemeinschaft . . . « Bericht über das Ergebnis der Umfrage 1950 'Geistiges Eigentum' (Bewertung 'geistigen Gutes') », 14 février 1951, dossier B 102/171458, BA.

[26] L'Étude et le Rapport Harmssen ont une histoire intéressante qui leur est propre. Autorisé très tôt par les ministres-présidents des Länder, ce rapport a été publié pour la première fois en novembre 1947, puis réédité en quatre parties sous la forme d'une deuxième édition en 1948 sous le titre *Reparationen, Sozialprodukt, Lebensstandard : Versuch einer Wirtschaftsbilanz* (Brême, 1948), puis révisé et publié une nouvelle fois en 1951, sous le titre *Am Abend der Demontage : Sechs Jahre Reparationspolitik. Mit Dokumentenanhang* (Brême, 1951). Bien qu'il ait reçu de nombreux éloges en Allemagne lors de sa première publication (voir *Die Welt*, 12 février 1948 ; *Wirtschafts Zeitung*, 13 février 1948 ; *Sozialistische Presse-Korrespondenz*, 25 août 1948, dans Hamburgische Weltwirtschafts- Archiv press clippings), les critiques des critiques britanniques et américaines étaient vicieuses. Le *London Economist* commentait qu'il devrait en effet être prise au sérieux, *« non pas parce qu'il est moral, objectif, précis et réaliste – il n'a aucune de ces qualités – mais parce qu'il pourrait devenir le* Mein Kampf *du nouveau nationalisme allemand »*. Cité dans John H. Backer, *Priming the German Economy: American Occupational Policies, 1945- 1948* (Durham, N.C., 1971), p. 167. Voir également E. Rosenbaum, International Affairs, 25 (avril 1949), p. 213-15, pour une revue très critique qui mentionne également la référence de *The Economist* à *« un peu de Mein Kampf »*. Une analyse américaine du rapport, réalisée en interne au sein de la division des affaires civiles du ministère de la guerre au début de 1948, a indiqué que Harmssen *« semble sortir le squelette de Versailles du placard »* et a conclu que les arguments de Harmssen suivaient les lignes du *« nationalisme allemand renaissant et du sentiment anti-allié croissant »*. F. E. Ropshaw au lieutenant-colonel Loux, CAD, mémorandum, sujet : Rapport Harmssen, 7 avril 1948, RG 165, dossier WDSCA 387.6, NA. En mai 1949, lors d'une discussion interne (VfW, IR 2, Protokoll, Besprechung über die Bewertung. Konigstein, 23 mai 1949, dossier B 102/171496, BA), un membre du personnel de Harmssen a admis que le chiffre de 5 milliards de dollars n'était pas basé sur des recherches, mais avait en fait été repris de la littérature russe – à une époque où *« les relations entre les Russes et les Alliés occidentaux n'étaient pas aussi tendues qu'aujourd'hui »*, a-t-il déclaré – simplement comme une *« estimation politiquement tactique »* de la valeur d'un élément qui ne pouvait pas être ignoré. Il n'a cependant pas expliqué pourquoi le chiffre russe de 10 milliards de dollars était

Parallèlement, comme l'ont montré d'innombrables livres et articles sur l'Allemagne et la guerre froide, l'Allemagne était divisée et les puissances d'occupation étaient engagées ouvertement et activement dans une guerre froide. Berlin, qui avait été bloquée par les Russes et approvisionnée par le pont aérien allié jusqu'à la levée du blocus, demeurait tel un îlot à l'Est. L'économie ouest-allemande – qui avait été intégrée dans le programme de relance européen, en grande partie sur l'insistance des Américains qui avaient élaboré et financé le plan Marshall – se redressait miraculeusement, et la République fédérale d'Allemagne est devenue membre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que d'autres organisations et agences internationales orientées vers l'Occident. Dans ce contexte plus large, qui dépasse manifestement le cadre de la présente étude, d'autres tentatives des Allemands pour obtenir des crédits de réparation pour leurs pertes de savoir-faire scientifique et technique ont été éclipsées, de même que toutes les tentatives futures des entreprises allemandes, des associations industrielles et des personnes les représentant pour déposer des demandes de compensation contre la République fédérale d'Allemagne.

Dans les Accords contractuels du 26 mai 1952, modifiés dans les Accords de Paris du 23 octobre 1954 (entrés en vigueur le 5 mai 1955), la République fédérale d'Allemagne, dans le cadre d'un accord de règlement de la dette d'après-guerre, a renoncé à tout droit qu'elle

---

devenu 5 milliards de dollars dans le rapport Harmssen, et mes propres recherches dans les archives de Brême, qui ont vérifié que le chiffre n'était pas basé sur des recherches, n'apportent aucun éclairage supplémentaire sur le sujet. En tout état de cause, en 1951, après avoir fait remarquer que la valeur du savoir-faire pour les bénéficiaires était aussi impossible à calculer avec précision que la perte pour les Allemands qui l'ont abandonné, Harmssen a écrit qu'à la lumière des informations publiées sur les secrets recueillis par les États-Unis par l'intermédiaire du Bureau des services techniques, il voulait réviser son estimation de 1948 à la hausse d'environ une fois et demie, passant de l'équivalent de 12,5 milliards de DM à environ 17 à 20 milliards de DM. Cela plaçait bien sûr sa propre estimation à mi-chemin entre les 12 à 30 milliards de DM estimés par Bunke et la Notgemeinschaft fur Reparationsgeschadigte Industrie. Harmssen, Am Abend der Demontage, p. 125.

aurait pu revendiquer à l'avenir pour exiger des crédits de réparation au titre des pertes de connaissances scientifiques et techniques ainsi que d'autres actifs. Les accords stipulaient :

> *« La République fédérale ne soulèvera à l'avenir aucune objection aux mesures qui ont été ou seront prises à l'égard des avoirs extérieurs ou autres biens de l'Allemagne, saisis aux fins de réparation ou de restitution, ou en raison de l'état de guerre, ou en vertu d'accords conclus ou à conclure par les Trois Puissances avec d'autres pays alliés, pays neutres ou d'anciens alliés de l'Allemagne... Aucune réclamation ou action ne sera recevable contre des personnes qui auront acquis ou transféré un titre de propriété... ou contre des organisations internationales, des gouvernements étrangers ou des personnes qui auront agi sur instruction de ces organisations ou gouvernements... »*[27]

En ce qui concerne les droits des entreprises et des particuliers allemands de réclamer le remboursement de leurs pertes, les Accords contractuels prévoyaient que la République fédérale d'Allemagne devait décider si elle voulait payer les dommages subis par ses citoyens sous l'occupation.[28] Bien que la question ait reçu beaucoup d'attention en Allemagne au cours des années qui ont suivi – et il existe une littérature considérable sur le sujet jusque dans les années 70 – aucune compensation n'a jamais été versée pour la perte de savoir-faire

---

[27] *« Convention sur le règlement des questions découlant de la guerre et de l'occupation »*, signée le 26 mai 1952, modifiée le 23 octobre 1954 et entrée en vigueur le 5 mai 1955, The American Journal of International Law, 49, supp. (1955), p. 97.

[28] *Ibid.* Pour un échantillon de littérature sur le sujet, voir Thomas C. Hennings, Jr, « Why Should We Pay for World War II Twice ? » *The New Republic*, 137 (18 oct. 1957), p. 7-8 ; Karl Pfeiffer, *Gleichheitsgrundgesetz und Reparationsentschiidigung* (Cologne, 1968), en particulier pp. 30-31 ; Ernst Feaux de la Croix, *Die Kriegsschlussgesetzgebung*. 1. Lieferung. Kommentar zum Gesetz iiber die Abgeltung von Besatzungsschiiden (Stuttgart, 1957), notamment pp. 11 et 54 ; Kurt Ehlers, « Die Bereinigung der Besatzungsschaden », *Der Betriebs-Berater*, 10 (10 décembre 1955), pp. 1075-77 Voir aussi Josef L. Kunz, « The Contractual Agreements with the Federal Republic of Germany », *The American Journal of International Law*, 47 (janvier 1953), p. 109, où il déclare que les puissances d'occupation ont obtenu un *« certificat de bonne santé pour les mesures prises dans leurs zones d'occupation depuis 1945 ».*

scientifique et technique en tant que tel, et il n'existe donc aucune trace des montants en jeu.[29]

Les cibles allemandes parlent d'elles-mêmes

Comme les Américains, mais pour des raisons différentes, les Allemands n'ont jamais calculé avec précision la valeur du savoir-faire scientifique et technique que les vainqueurs ont retiré à l'Allemagne.

[29] Pour une partie de la littérature, voir Notgemeinschaft für Reparationsgeschadigte Industrie Castrop-Rauxel und Studiengesellschaft für Privatrechtliche Auslandsinteressen e. V., ed, Dokumente zum Rechtsanspruch auf Reparationsentschiidigung, mit Stellungnahmen von Parteien und Bundesregierung sowie Gerichtsentscheidungen und Belege zur Reparationsabrechnung (Bremen, 1962), esp. p. 3 ; Georg Erler, « Die Entschadigung für Reparationsdemontagen vor der Entscheidung », *Juristenzeitung*, 17, no. 2 (19 janvier 1962), p. 48-53 ; Ernst Feaux de la Croix, « Die Abgeltung der Reparationsschaden », *Die Offentliche Verwaltung : Zeitschrift für Verwaltungsrecht und Verwaltungspolitik*, 15 (1962), p. 211-20 ; Bernard Wolf, « Die Abgeltung der Reparationsschaden », *Die Offentliche Verwaltung : Zeitschrift* . 18 (1965), p. 217-27 ; Erich Hesse, « Das Reparationsschadengesetz-ein Uberblick », *Wertpapier-Mitteilungen*, 23, no. 10 (8 mars 1969), p. 254-64 ; Eduard Wahl, « Die ungerechtfertigte Bereicherung der Bundesrepublik Deutschland als Rechtsgrundlage fiir die Ansprüche der Reparationsgeschadigten », *Juristenzeitung*, 26, no. 22 (19 novembre 1971), p. 715-21 ; l'un des arguments contre le paiement était que tout dommage continu subi par les particuliers pouvait être couvert par des demandes déposées en vertu des lois sur la péréquation des charges. Cependant, ces lois et d'autres destinées à compenser les dommages de guerre n'ont jamais prévu de « personnes morales », puisque – comme le précisent les arguments de la littérature – ces dernières avaient déjà bénéficié d'amortissements fiscaux, de prêts à faible taux d'intérêt, d'aides du plan Marshall et de divers autres avantages économiques et financiers qui leur avaient permis de reprendre la production et donc de réduire, minimiser ou récupérer leurs pertes immédiates d'après-guerre. Voir Karl Pfeiffer, Gleichheitsgrundgesetz und Reparationsentschiidigung, 31 ; Karl Pfeiffer, « Das neue Reparationsschadengesetz », *Aussenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters*, 14, no. 3 (mars 1968), pp. 104-5 ; et Gunter Troger, « Uberblick über das Reparationsschadengesetz », *Der Betrieb : Wochenschrift für Betriebswirtschaft, Steuerrecht, Wirtschaftsrecht, Arbeitsrecht,* 22, no. Il peut être intéressant de noter qu'en interrogeant des représentants d'entreprises allemandes dans le cadre de cette étude, j'ai régulièrement demandé si leurs entreprises avaient déjà reçu des compensations pour la propriété intellectuelle enlevée sous les auspices de la FIAT et d'autres agences ; la réponse a toujours été négative.

Mais, comme je l'ai montré dans le chapitre précédent pour le côté américain, les documents allemands utilisés pour cette étude sont riches en références de valeur. Parfois, les entreprises cibles ont exprimé la valeur en termes monétaires ; souvent, elles l'ont exprimée en termes d'années de recherche, de développement et d'expérience ; et dans d'autres cas, elles l'ont exprimée dans le cadre d'une discussion générale sur l'importance des éléments en question pour l'entreprise elle-même, pour l'industrie ou pour la capacité de l'Allemagne à développer une économie autonome grâce au commerce extérieur.

Le propriétaire d'une usine métallurgique de Düsseldorf a déclaré avoir été contraint à trois reprises de renoncer aux plans et dessins complets de ses *« Schleuderguss-Maschinen »* (machines à mouler par centrifugation), dont le type et le style étaient un secret d'entreprise bien gardé avant la capitulation. Les machines avaient coûté à l'entreprise environ dix à douze mille *Reichsmarks* (*RM*) pour les construire, a-t-il écrit, mais la valeur intrinsèque (*« ideale Wert »*) n'avait jamais été calculée ni même estimée.[30]

Une usine de machines-outils à Siegen, en Westphalie, a indiqué que les enquêteurs avaient demandé des plans ou des échantillons (ou les deux) de diverses machines, des dossiers techniques, des études scientifiques, des méthodes d'essai et de mesure, des calculs de coûts et de la documentation technique, ainsi que les listes des fournisseurs et clients de l'entreprise. Le rapport indiquait combien il était douloureux pour l'entreprise de devoir renoncer à des plans, des dossiers, des registres, des données de construction (*« Konstruktionsunterlagen »*), et autres biens de l'esprit (*« Gedankengut »*) que l'entreprise avait accumulés au cours de ses presque cent ans d'existence.[31]

Après s'être plaint que les fonctionnaires allemands n'étaient d'aucune aide pour réguler et contrôler les demandes des enquêteurs, la société Blohm & Voss de Hambourg a dressé une longue liste de

[30] J. G. Schwietzke, Metallwerke, au Wirtschaftsverband Maschinenbau, 2 avril 1947, dossier NW 99, n° 63, HSA Düsseldorf.

[31] H. A. Waldrich, GmbH, Maschinenfabrik, Siegen/W., au Wirtschaftsverband Maschinenbau, 29 avril 1947, *Ibid.*

catégories de matériel de guerre, de butin, de restitutions et de réparations qui avaient été pris à la compagnie. Elle a ajouté que divers enquêteurs de la Royal Navy, de la marine américaine et de la Commission de contrôle pour l'Allemagne avaient réquisitionné et emporté des dessins, des calculs, des données empiriques et toutes sortes de notes, de croquis et de documents (*« Zeichnungen, Berechnungsunterlagen, Erfahrungswerte et Aufzeichnungen aller Art »*), dans de nombreux cas sans bénéficier de documents de réquisition officiels et normalement sans fournir d'informations sur la forme et les moyens de paiement.[32]

Une usine de machines-outils de Munich a déclaré avoir été obligée par les enquêteurs de préparer et de photocopier des plans de quatre machines, ce qui avait coûté à l'entreprise environ 125 000 *Reichsmarks* (*RM*) à développer et à construire.[33]

Anorgana GmbH de Gendorf, une filiale d'I. G. Farben, a recensé les noms de 166 chercheurs et consultants scientifiques qui avaient visité l'entreprise entre le 1er janvier 1946 et juin 1947, et a estimé qu'entre deux cents et deux cent cinquante experts avaient visité l'entreprise avant cela. Ils ont inspecté des machines particulières, parfois l'ensemble de l'entreprise. Certains d'entre eux sont restés pendant des jours, et une équipe de microfilms est venue photographier *« la plupart de nos dossiers et de nombreux autres documents »* ainsi que les archives des principaux laboratoires d'I.G. Farben, qui avaient été transférées de Ludwigshafen et entreposées à Gendorf pour être mis en sécurité en 1944. L'entreprise n'avait aucun moyen d'estimer la valeur de ces prélèvements, selon le rapport Anorgana, mais ils représentaient *« une combinaison des installations individuelles les plus modernes, dont certaines ne se retrouvent nulle part ailleurs en Allemagne. La valeur de notre investissement total est d'environ 136 000 000 de Reichsmarks. »*[34]

---

[32] Blohm & Voss, « Kategorien von Inanspruchnahme seit 3. Mai 1945 », 7 mai 1947, dossier Senatskanzlei, II, 731.06-1, HSA Hambourg.

[33] Carl Hurth, Maschinen- und Zahnrad-Fabrik, München, à IHK München, sujet : Beschlagnahmungen von Zeichnungen, Patenten, Verfahren und dergleichen, 4 août 1947, dossier B 102/3767, BA.

[34] Anorgana, GmbH, Gendorf, à IHK München, 14 août 1947, *Ibid.*

Optische Werke G. Rodenstock de Munich, bien qu'elle se soit déclarée incapable d'estimer avec précision la valeur des prélèvements de l'entreprise, a néanmoins décrit les visites d'experts américains, britanniques et tchécoslovaques qui ont inspecté la fabrication de lunettes (*« Brillengläserfabrikation »*). L'homme de Tchécoslovaquie, que le rapport de l'entreprise identifiait comme le directeur d'une entreprise tchécoslovaque concurrente récemment socialisée, et un expert en mécanique de précision et en optique (*« Feinmechanik und Optik »*), a passé une semaine entière à étudier les installations de l'entreprise, à photographier les installations et les dossiers, et à faire réaliser des copies de divers plans et schémas directeurs. Expert qu'il était, selon le rapport, *« pas un seul secret d'entreprise ou de pratique ne pouvait lui être caché »*.[35]

La Bavarian Motor Works (BMW) de Munich a enregistré que des experts américains de l'aviation avaient emballé une cinquantaine de caisses de la société *« Entwicklungs- und Fertigungsmaterial (Zeichnungen, Berichte...) »* pour des moteurs d'avions et des fusées, et *« à notre connaissance, les avaient envoyées à Wright Field (États-Unis) »*. Le rapport de l'entreprise a calculé la valeur de ces prélèvements à 325 948 112,70 *RM*, ce qui, selon elle, correspond au montant que BMW avait dépensé en frais de développement depuis 1937. En outre, poursuit le rapport de l'entreprise, la division des motocyclettes de BMW possédait des dossiers sur le transfert (*« Übernahmeprotokolle liegen vor »*) de microfilms et de documents concernant sept de ses modèles de motocyclettes, dont elle estimait la valeur à neuf millions de *RM*. Enfin, la division automobile de BMW avait livré deux jeux complets de dessins et de plans pour son modèle 326 (*« Wagenbaumuster 326 »*), dont la valeur était estimée à environ quatre millions et demi de *RM*.[36]

Un fabricant de machines textiles de Bielefeld, après une tentative infructueuse de résistance à la fin de 1945, a dû renoncer à un jeu complet de dessins pour une machine spéciale, non brevetée, destinée à la fabrication de soie artificielle *(« Kunstseide »*). L'enquêteur britannique

[35] Optische Werke G. Rodenstock à IHK München, 31 juillet 1947, *Ibid.*
[36] BMW à IHK München, 18 sept. 1947, *Ibid.*

venu chercher les plans et les dessins aurait déclaré qu'ils étaient nécessaires pour réparer une machine qu'une entreprise britannique avait achetée avant la guerre, mais il a assuré à l'entreprise, selon son rapport, que selon toute probabilité, toute nouvelle machine nécessaire en Grande-Bretagne lui serait commandée. *« Comme cela ne s'est pas produit [plus de deux ans plus tard], on peut supposer qu'il s'agissait d'un cas d'espionnage industriel. »* L'entreprise a payé 80,95 *RM*, soit le coût réel de la préparation des schémas directeurs.[37]

De tels rapports, dont chacun est unique dans ses détails et ses ramifications, ne sont pas rares.[38] Une commission anglo-américaine, dont les membres auraient été bien informés sur l'industrie des fournitures dentaires en Allemagne, a visité Degussa et a demandé des informations sur les méthodes de production, les exportations, les conditions de travail, les salaires et traitements entre autres choses. Il est évident qu'ils recueillaient également des informations similaires auprès d'autres fournisseurs de produits dentaires, dont ils avaient dressé la liste.[39] Wilhelm Steeger GmbH, de Wuppertal-Vohwinkel, a dû renoncer à un jeu complet de dessins pour un épandeur de fumier (*« Scheibendüngerstreuer »*), pour lequel l'entreprise n'a reçu ni paiement ni promesse de paiement.[40] Aachener Maschinenbau, Heinrich Schirp, a dû céder à six reprises en 1946 et 1947 les plans des machines utilisées

---

37 Spinnereimaschinenfabrik Seydel & Co, Bielefeld, à IHK Bielefeld, 3 mai 1948, dossier NW 99, n° 63, HSA Düsseldorf.

38 Outre les références présentées dans ce chapitre, voir aussi celles à I. G. Farben Ludwigshafen ; Dunlop, Hanau ; Chemische Werke, Hüls ; et Degussa ci-dessus dans le chap. 1, p. 11-15 ; à Degussa ; I. G. Farben, Leverkusen ; Gesellschaft für Linde's Eismaschinen AG, et Dr. Alexander Wacker Gesellschaft für elektrochemische Industrie, GmbH, au chap. 4, p. 64-67 ; et à Haarmann & Reimer, Degussa, Bosch et autres au chap. 5, pp. 88-93.

39 Hirtes, Notiz, subj : Besuch einer englisch-amerikanischen Kommission in Dental-Angelegenheiten, 14 août 1945, dossier Besuchsberichte V. 1 avr. 1945-1 sept. 1945, archives Degussa.

40 Wilhelm Steeger, GmbH, au Wirtschaftsverband Maschinenbau, 26 juillet 1946, dossier NW 99, n° 63, HSA Düsseldorf.

par l'entreprise pour fabriquer des aiguilles de machines à coudre.[41] Une autre entreprise a dû renoncer à une machine spéciale pour affûter les lames de patins à glace, qu'elle avait achetée à un fabricant de Solingen.[42] Un fabricant de machines spécialisées de Langenfeld, près de Cologne, a dû renoncer à des jeux complets de plans et d'instructions de montage pour deux machines, l'une pour la production de serviettes en papier, l'autre pour la production de *« Registrierstreifen »* (rouleaux de caisse enregistreuse).[43] La société Milchkannenfabrik Latzer & Heimann, d'Essen-Werden, a dû renoncer à ses projets de quatre machines spécialisées pour la production de boîtes le lait.[44] La société Maschinenbau-Aktiengesellschaft Balacke, de Bochum, a renoncé aux dessins et aux instructions d'utilisation d'une chambre de séchage pour le tabac à cigarettes. (*« 1 Zeichnung... eines Vakuum-Trockenschrankes für die Trocknung von Zigarettentabak nebst Betriebsvorschrift »*).[45] W. Schlafhorst & Co, Maschinenfabrik, a déclaré avoir dû livrer environ mille exemplaires de plans et de dessins pour *« presque toutes les machines textiles que nous avons construites »* (*« 1000 Zeichnungskopien für nahezu alle von uns gebauten Textilmaschinen »*).[46]

Enfin, pour illustrer à quel point le programme d'exploitation scientifique et technique en Allemagne s'écartait des définitions généralement acceptées des réparations, il convient de noter le cas de

[41] Informations tirées du formulaire utilisé par le Wirtschaftsministerium NRW, pour la collecte d'informations sur les déménagements T-Force, dossier NW 99, n° 60, HAS Düsseldorf.

[42] Formulaire T-Force 2 (BAOR), « Demande d'attribution de matériel ennemi », n° de série 6961, dossier B 103, T-Force Unilaterale Entnahmen, n° de travail 5016, Hudora-Werk Radervormwald bei Remscheid, BA.

[43] Robert Giebeler, Spezialmaschinenfabrik, Langenfeld, au Wirtschaftsverband Maschinenbau, 17 février 1947, dossier NW 99, n° 61, HSA Düsseldorf.

[44] Fachabteilung Verzinnte Blechwaren im Fachverband Blechwaren Industrie, Hagen, à VAW Minden, sujet : Herausgabe von Werkstattzeichnungen, 18 juin 1947, dossier B 102/3768, BA.

[45] Maschinenbau-Aktiengesellschaft Balacke, Bochum, Meldung : Erfassung beschlagnahmter Werte auf Grund von T-Force-Aktionen, 4 mai 1948, dossier NW 99, no. 6o, HSA Düsseldorf.

[46] W. Schlafhorst & Co, Maschinenfabrik, au Wirtschaftsverband Maschinenbau, 12 décembre 1947, dossier NW 99, n° 63, HSA Düsseldorf.

Margarete Steiff GmbH de Giengen, près de Heidenheim. Ce fabricant de peluches de renommée mondiale, dont *« Teddy l'ourson »* avait apparemment été inspiré par une bande dessinée de Clifford K. Berryman de 1902 faisant allusion au penchant du Président Theodore Roosevelt pour le *« gros gibier »* plutôt que les oursons, signala au détachement du gouvernement militaire américain à Heidenheim, en octobre 1946, que l'entreprise était soumise au *« Werkspionage »*. Dans le cas immédiat, les « espions » étaient deux concurrents de l'industrie britannique du jouet. Ils auraient voulu tout voir. Ils prenaient des notes, faisaient des croquis et demandaient des échantillons. Ils voulaient voir comment les travailleurs effectuaient les opérations les plus difficiles, et ils ont même mesuré les bâtons utilisés pour empailler les animaux. Et ils ont pris des photos d'une machine spéciale (« Auf zeichnungsmaschine ») que l'entreprise avait gardée secrète. *« Ce type de fabrication de jouets est le travail le plus pacifique que les Allemands puissent faire »*, peut-on lire dans le rapport, qui demandait ensuite comment les Allemands pouvaient espérer exporter et gagner de l'argent pour payer la nourriture si de telles choses se passaient. Il a également observé qu'environ 30 % des actions de l'entreprise appartenaient à Mme Marianne Steiff Meisel, d'Ann Arbor, dans le Michigan, la fille du fondateur de l'entreprise (il était *« l'inventeur de Teddy l'ourson »*) – un fait qui a peut-être eu une certaine influence sur ce qui s'est passé par la suite, bien que je n'aie aucune information à ce sujet.[47]

[47] Margarete Steiff, GmbH, Giengen, à OMG Heidenheim, objet : demande d'informations concernant les visiteurs de notre usine, 31 oct. 1946, dossier B 102/3793, BA ; Karl Schonemann, employé de l'U.S. Army Exchange Service, Abschrift, « Report on Inspection of Firm Marg. Steiff, Giengen, par deux civils britanniques . ... le 24 octobre 1946 », s.d., joint à Margarete Steiff, GmbH, à IHK Heidenheim a. d. Brenz, 28 juillet 1948, *Ibid.* Voir « Teddy's Bear », *Newsweek*, 66 (2o déc. 1965), p. 85, et B. F. Michton, lettre à l'éditeur, *Newsweek*, 67 (17 janv. 1966), 2, pour des discussions sur les origines de l'ours en peluche. Voir Time, 91 (21 juin 1968), p. 74, pour l'information selon laquelle la firme possède un buste en bronze de Theodore Roosevelt exposé dans son hall d'entrée.

PARTIE IV

Conclusion

DIX

Observations et réflexions

Certaines questions abordées ci-dessus nécessitent peu de commentaires de conclusion au-delà de ce qui a déjà été proposé dans le corps principal de cette étude. L'ensemble du programme d'exploitation scientifique et technique visant à transférer les personnes, le savoir-faire et le matériel des vaincus aux vainqueurs après la guerre est le fruit d'une opération de renseignement en temps de guerre et pourrait être considéré comme une conséquence logique de la guerre moderne et totale. Le programme était certainement remarquable par son ampleur, par son application systématique et par son incapacité à faire la distinction entre le butin de guerre, les réparations et le pillage. Tout aussi remarquable est la manière dont le savoir-faire scientifique et technique est passé de mains privées à mains privées et le fait qu'aucune évaluation n'a jamais eu lieu, que ce soit pour la comptabilisation des réparations ou pour une éventuelle compensation des donneurs ou le paiement par les récepteurs.

Certaines autres questions, cependant, méritent une plus grande attention.

Sur la question des reçus de réparations américains

Le mythe populaire et tenace selon lequel les États-Unis n'ont pas ou peu reçu de réparations de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale, un mythe que j'ai entendu l'ambassadeur américain en République fédérale d'Allemagne répéter à Nuremberg jusqu'au 23 mai 1986, doit évidemment être dissipé.[1] Il est cependant impossible de

[1] Richard R. Burt, « Beyond the Zero Hour : The Creation of a Civic Culture in Postwar Germany », discours prononcé à l'Institut germano-américain, Amerika

déterminer un chiffre exact, car, comme nous l'avons vu, les Américains n'ont pas rendu compte du savoir-faire scientifique et technique qu'ils ont retiré à l'Allemagne, et les Allemands eux-mêmes n'ont pas évalué avec précision ni le montant ni la valeur de ce qu'ils avaient abandonné. Ces échecs peuvent s'expliquer en grande partie par la nature même du programme d'exploitation lui-même, la réticence de bon nombre des principaux intéressés, les problèmes pratiques et administratifs qui n'ont pu être surmontés et les problèmes complexes que pose la détermination de la valeur immédiate ou à long terme de la propriété intellectuelle, les machines et procédés non brevetés et la multitude d'autres biens retirés d'Allemagne dans le cadre du programme.

Au bout de quarante ans, dont une dizaine d'années de recherche soutenue en tant qu'historien (en aucun cas en tant qu'expert scientifique et technique), j'avoue très franchement que je ne suis pas plus proche d'une évaluation précise que quiconque. Ce que j'ai pu montrer, cependant, en décrivant les actions et les réactions des prélèveurs américains et des donneurs allemands, en fournissant des exemples représentatifs et en citant les diverses déclarations, témoignages et évaluations informelles des donneurs d'ordre américains et allemands, c'est que le montant et la valeur ne sont en aucun cas insignifiants. Le chiffre de dix milliards de dollars dont parlent les Russes et leurs amis et que les fonctionnaires du Département d'État qualifient d'*« extravagant »* n'est probablement pas loin de la vérité.[2]

Deux sujets qui ne sont pas pleinement développés ailleurs dans cette étude, bien qu'ils ne nous rapprochent pas d'un chiffre précis,

---

Haus, Nurnberg, 23 mai 1986, p. 40. Copie en ma possession. Pour une déclaration antérieure similaire selon laquelle les Américains n'ont pas demandé de réparations, voir Harry S. Truman, Years of Trial and Hope, 1946-1952 (Garden City, N.Y., 1956), p. 238.

[2] Pour les références du Département d'État aux chiffres *« fantastiques »* et aux *« accusations non fondées »* de Molotov lors de la réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères à Moscou, voir SWNCC 328/3, 19 mai 1947, RG 218, fichiers décimaux centraux JCS, fichier CCS 007 (3-13-45), Sec. 7, NA.

méritent d'être commentés si l'on considère la quantité et la valeur des informations scientifiques et techniques que les Américains ont enlevées à l'Allemagne.

Les profiteurs de l'après-guerre. Il est incontestable que les consultants scientifiques et les examinateurs de documents ont transféré des quantités substantielles de savoir-faire technique directement à leurs propres entreprises et pour leurs propres besoins. Parfois, ils le faisaient immédiatement après leur retour aux États-Unis et bien avant la publication par le Conseil de publication des rapports qu'ils avaient préparés pour la FIAT en Allemagne.[3] Parfois, ils l'ont fait en violation des procédures établies. Comme indiqué précédemment, le Bureau des services techniques (OTS) du département du Commerce dépendait d'entreprises privées pour fournir et financer des consultants scientifiques, que la FIAT a mis au courant et a laissé libres en Allemagne de mener leurs propres enquêtes, généralement auprès des cibles de leur choix. L'OTS n'a jamais pu résoudre les problèmes créés par les enquêteurs qui soumettaient des rapports incomplets, des rapports inadéquats voire aucun rapport.[4] La solution du département du Commerce, lorsque tout le reste s'est avéré inutile, a été de garder les portes ouvertes le plus longtemps possible et d'envoyer le plus de personnes possible – en somme, d'augmenter le nombre de profiteurs potentiels.

---

[3] À titre d'exemple, voir Robert Reiss à James M. Mead, président du Comité spécial chargé d'enquêter sur le programme de défense nationale, 17 octobre 1945, et F. E. Hilburn à John C. Green, 18 février 1946, tous deux dans RG 40, dossiers OTS Hilbourne, boîte 145, dossier Rapports sur les cibles, WNRC. Ces documents décrivent une vive controverse entre trois sociétés américaines concurrentes et l'intervention d'une commission du Congrès. Le président de l'une des entreprises s'est rendu en Allemagne pour enquêter et faire un rapport sur les développements allemands en matière de béryllium. À son retour, les deux autres sociétés étaient sûres qu'il utilisait les informations dans sa propre entreprise bien avant que le Conseil de publication ne soit prêt à publier son rapport au grand public.

[4] Voir ci-dessus, chap. 6, pp. 107-12.

Le volet « fuite des cerveaux » du projet Paperclip. Le Projet Paperclip, qui est généralement considéré comme un projet de guerre visant à exploiter la technologie des fusées allemandes, comportait également – comme nous l'avons vu – un élément important d'exploitation commerciale, tant dans sa conception que dans son application pratique. Bien que je ne sois certainement pas une autorité sur la manière dont le transfert d'individus entraîne le transfert de technologie, un examen de la littérature sélectionnée sur le sujet est évocateur. Un article paru en 1967 dans *Chemical Engineering*, par exemple, indique que *« bien que le savoir-faire soit diffusé par les individus d'une organisation, il réside dans les personnes ; et la perte de quelques personnes clés, par des changements de poste (ou même par une promotion dans la même entreprise) peut signifier la diminution effective du savoir-faire »*.[5] Plus précisément encore, une étude portant sur 908 anciens employés de la National Aeronautics and Space Administration (NASA) qui avaient quitté la NASA et pris un autre emploi a conclu que *« des taux élevés de transfert de technologie sont associés à des changements dans l'emploi et les circonstances de travail »*. Elle signalait, par exemple, que des transferts de technologie des procédures de recherche et de développement ont eu lieu dans 26,7 % des cas, des procédures de gestion dans 30,5 %, des processus de production dans 9,5 %, des changements de produits dans 7,6 % et des nouveaux produits dans 6,9 %. *« Compte tenu de l'existence d'un potentiel de transfert de technologie »,* résume l'étude, *« la probabilité qu'il se produise est élevée. »*[6] Le Projet Paperclip, tel que décrit plus haut, a en fait été conçu pour se concentrer sur les personnes ayant un tel *« potentiel de transfert de technologie ».* Les listes de refus compilées à Washington par la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) et utilisées afin de recruter des spécialistes de Paperclip pour le service aux États-Unis étaient essentiellement des listes de personnes ayant *« une importance ou des capacités exceptionnelles dans n'importe quel*

---

[5] Dudley B. Smith et Ryle Miller, Jr, « The Buying and Selling of Concepts », *Chemical Engineering*, 74 (25 septembre 1967), p. 141. Smith est identifié comme le président de la Licensing Executives Society et un ancien avocat spécialisé dans les brevets d'entreprise ; Miller comme rédacteur en chef adjoint de Chemical Engineering.

[6] Clarence H. Danhof, « Transferring Technology by Transferring People », *Monthly Labor Review*, 93 (mai 1970), pp. 62-63.

domaine » et de personnes ayant *« la polyvalence... de transférer… leurs talents scientifiques ou techniques d'un domaine à l'autre »*.[7]

Comme nous l'avons également vu, les forces armées ont partagé leurs spécialistes du Paperclip avec leurs sous-traitants, leur permettant à l'occasion de faire la navette entre les installations militaires et les entreprises privées et, dans de nombreux cas, de les libérer entièrement pour travailler dans le secteur privé. Un rapport statistique de la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) de 1951, par exemple, montre des spécialistes du Paperclip travaillant dans diverses entreprises et agences privées, parmi lesquelles Bendix Aviation Corporation, Grumann Aircraft Company, Packard Motor Company, Hydropress, Incorporated, de New York, Phillips Petroleum Company, Dow Chemical Company, Pillsbury Mills, Wollensak Optical Company, Hydrocarbon Research, et les universités de l'Indiana, de Chicago, du Minnesota, de l'Illinois et du Missouri, entre autres.[8] Clarence G. Lasby, dans son étude pionnière du Projet Paperclip, publiée en 1971, a répertorié de nombreuses universités (Yale, Wisconsin, Kansas, Ohio State, et autres) et sociétés (Boeing, Raytheon, General Electric, Bell, Westinghouse, et autres) où les spécialistes du Paperclip étaient allés dans les années 1950 et 1960, *« souvent à des postes de direction »*.[9*]

---

[7] JCS to USFET, WAR-82433, 28 mars 1946, RG 260, OMGUS AGTS files, box 4, file 23, WNRC.

[8] JIOA, « Statistical Report of Specialists and Dependents Brought to the US under the Paperclip Program », 2 juillet 1951, RG 40, boîte 85, WNRC.

[9] Clarence G. Lasby, *Project Paperclip: German Scientists and the Cold War* (New York, 1971), p. 265-66. Pour d'autres discussions sur ce qui est arrivé aux spécialistes du Paperclip, voir Arthur J. Olsen, « Trackdown of the German Scientist », *New York Times Magazine*, 22 septembre 1963, en particulier p. 73 ; James McGovern, *Crossbow and Overcast* (New York, 1964), en particulier p. 252 ; et « The Harvest of Operation Paperclip », *Newsweek*, 74 (7 juillet 1969).

[*] « The Profession », *Product Engineering*, p. 35 (23 nov. 1964), qui traite des ingénieurs et des spécialistes des fusées allemands amenés aux États-Unis dans le cadre du Projet Paperclip, déclare : *« Ceux qui ont quitté le service gouvernemental américain se sont généralement taillé une place dans le secteur spatial privé ou dans les entreprises d'électronique [américains]. Aujourd'hui, ces mêmes entreprises pénètrent sur les marchés allemands dans le domaine spatial et de l'électronique et, tirant parti des connaissances linguistiques des expatriés et de*

Sur la légalité, les précédents historiques et les questions connexes

En juillet 1950, William G. Downey, chef de la branche du droit international de l'armée au bureau du Juge-avocat général, a rédigé un article détaillé et très technique sur la question des biens ennemis capturés, dans lequel il cite longuement les règles de la Convention de La Haye sur la saisie des biens privés ennemis.[**] *« C'est un principe généralement reconnu du droit international de la guerre »*, a déclaré Downey, *« que la propriété privée de l'ennemi ne peut être saisie que si elle est susceptible d'être utilisée directement à des fins militaires »*, et qu'*« une armée d'occupation ne peut prendre possession… que de biens appartenant à l'État »*.[10]

Bien qu'elles aient été éclipsées par les arguments en faveur du programme, les considérations de légalité et de précédent historique n'étaient apparemment jamais loin de l'esprit de ceux qui ont développé et administré l'exploitation scientifique et technique d'après-guerre en Allemagne. Elles n'ont pas non plus échappé à l'attention des Allemands qui ont été touchés.

Scrupules américains. Dès le 28 août 1944, lorsque Vannevar Bush a suggéré pour la première fois que les États-Unis obtiennent *« des informations techniques allemandes à caractère industriel »*, Bush a recommandé que cette opération, si elle était approuvée, ait l'assentiment du Président, en raison des incertitudes quant à l'autorité nécessaire pour

---

l'Allemagne, renvoient ces hommes dans le Vaterland en tant que représentants d'entreprises, éclaireurs ou agents de liaison technique. » (p. 59).

** Il est intéressant de noter que, bien que l'article de Downey soit riche en exemples de biens confisqués pendant la guerre (par exemple, des chevaux hongrois, des devises prises par les troupes, et des biens et brevets saisis par le gardien des biens étrangers), il ne contient pas une seule référence à la FIAT et au programme d'exploitation scientifique et technique d'après-guerre en Allemagne.

10 William G. Downey, « Captured Enemy Property: Booty of War and Seized Enemy Property », *The American Journal of International Law*, 44 (juillet 1950), pp. 488-504, en particulier pp. 496 et 497 pour les documents cités.

le faire.[11] En mai 1945, Fred M. Vinson, directeur du Bureau de la mobilisation de guerre et de la reconversion, a demandé au Comité des chefs d'État-major interarmées (JCS) que les rapports de renseignement scientifique et industriel recueillis pour l'armée soient déclassifiés afin que l'industrie et les entreprises puissent les utiliser pour *« augmenter la variété, la qualité et la quantité de notre production en temps de paix »*. Dans sa réponse, le JCS s'est couvert, affirmant que les décisions concernant les droits de propriété et de brevet qui pourraient être violées dans le processus étaient au-delà de sa juridiction.[12] Roger Adams, après son retour de service en Allemagne en tant que conseiller scientifique de Clay, a écrit dans une lettre au président de l'Académie nationale des sciences en juin 1946 que les Américains avaient *« adopté l'attitude selon laquelle tout ce qu'ils peuvent obtenir en Allemagne sous forme d'informations techniques, qu'il s'agisse d'articles de temps de paix ou de temps de guerre, est un butin légitime en temps de guerre »*. Bien qu'il ne soit pas allé aussi loin que l'officier de l'industrie du gouvernement militaire à Stuttgart, qui aurait qualifié le programme d'exploitation de vol, Adams a exprimé son inquiétude : *« Toute la question est de savoir si le fait que nous ayons gagné la guerre justifie l'acquisition d'informations gouvernementales et privées que nous pouvons obtenir »*.[13] Enfin, en novembre 1946, lors des discussions à Washington sur la demande du général Clay d'évaluer les renvois de la FIAT, un fonctionnaire non identifié du département d'État a noté : *« Il convient de souligner que la justification juridique précise des activités de la FIAT n'est pas claire »*.[14*]

---

[11] Bush au SecWar Stimson et au SecNavy Forrestal, 28 août 1944, RG 165, dossier ABC 334.8 Post-War Intelligence (343 juin 1944), NA.

[12] William D. Leahy à Vinson, 8 juin 1945, RG 165, boîte 204, dossier ABC 334.8 CIOS (3o juillet 1944), sec. 1-C, NA.

[13] Adams à Jewett, 25 juin 1946, dossier GOVT : IR : 1945, 1946, National Academy of Sciences papers, Washington, D.C. Voir F. H. McBerty à F. O. Robitschek, FIAT, sujet : difficultés et mission de Stuttgart, 4 avril 1946, RG 260, expédition 11, boîte 2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC, pour la référence aux activités de la FIAT en tant que « vol ».

[14] « Valuation of FIAT Material for Reparation Purposes », joint à Kindelberger à Hilldring, 19 nov. 1946, RG 59, dossier 862.542/11-1946, NA. Pour d'autres indications sur les doutes du Département d'État, voir Willard L. Thorp à John C.

« Si les Allemands avaient gagné la guerre… » En dépit de ces inquiétudes et de ces scrupules, et peut-être d'autres, les Américains ont poursuivi leur programme d'exploitation scientifique et technique d'après-guerre, en trouvant au fur et à mesure des arguments pour le faire. Par exemple, le sous-secrétaire d'État William L. Clayton a déclaré à une commission du Congrès en juin 1945 que les États-Unis avaient une *« réclamation contre toutes les inventions allemandes faites pendant la guerre »*, parce que la *« principale raison »* de la recherche et du développement allemands était de renverser les États-Unis et leurs alliés par la force militaire.[15]

Des entreprises américaines et suisses ont protesté très tôt contre le fait que leurs filiales et licenciés allemands étaient contraints de remettre des procédés non brevetés à des enquêteurs alliés pour qu'ils soient éventuellement utilisés par leurs concurrents. Un expert juridique du département d'État a répondu en juillet 1945 : *« Les informations mentionnées par le gouvernement suisse et par le conseil de la firme américaine ont été mises à la disposition du gouvernement allemand dans le cadre de la poursuite de la guerre et il me semble qu'ils viennent avec une bien mauvaise grâce lorsqu'ils se plaignent que les informations doivent maintenant être mises à la disposition de ce gouvernement pour la fabrication d'articles dont il a besoin »*. En

---

Green, 29 avril 1947, RG 40, boîte 115, dossier Senatorial Correspondence, WNRC, qui contient ce commentaire caustique : *« À l'heure actuelle, le Département d'État n'a pas d'intérêt direct dans les biens qui ont été déplacés d'Allemagne vers ce pays mais qui n'ont pas été attribués à ce gouvernement à titre de réparation. »*

[*] Pour une discussion publique inhabituelle sur des préoccupations semblables à celles exprimées dans les milieux gouvernementaux, voir Moritz J. Bonn, « The Breakdown of Reparations », *The Commercial and Financial Chronicle*, 164 (12 septembre 1946), pp. 1373 sq. Bonn s'est montré particulièrement dur à l'égard de la pratique consistant à prendre la propriété privée au titre des réparations. Pour les Russes, a-t-il soutenu, cette pratique était logique, puisqu'ils ne reconnaissaient pas la propriété privée, mais *« on peut douter que la demande des Alliés soit juridiquement fondée »*. Quoi qu'il en soit, a-t-il poursuivi, *« il est tout à fait certain... que les injustices d'un État totalitaire ne peuvent être condamnées de manière convaincante par une imitation fidèle... Si la sécurité des Alliés exige la confiscation des brevets allemands, tant mieux. Mais la sécurité n'est certainement pas accrue en privant un inventeur allemand du fruit de son travail. »*

[15] Congrès américain, Sénat, Audiences devant une sous-commission de la Commission des affaires militaires, 79e Cong., 1ère sess., 25 juin 1945, p. 60.

conclusion, il a supposé que le gouvernement américain ne cesserait pas d'utiliser ces processus *« quelles que soient les conséquences juridiques »*, et il a soutenu qu'il appartenait aux plaignants d'établir la justice de leurs plaintes sur une base légale.[16] Utilisant comme test les protestations et les actions d'évasion de Brown Boveri et Cie, AG, une entreprise ayant des affiliations suisses, Charles Fahy, le directeur de la division juridique d'OMGUS, a observé en novembre 1945 que *« la question fondamentale est de savoir si les fonctionnaires américains peuvent prendre dans la zone américaine toutes les informations souhaitées, y compris les secrets commerciaux, les documents et les échantillons d'équipement, et les utiliser ailleurs »*. Il a cité la directive de base du Comité des chefs d'État-major interarmées pour l'occupation de l'Allemagne (JCS 1067/6) comme autorité pour ces prélèvements, et a conclu que *« ce type de biens est correctement inclus dans la catégorie des réparations »*.[17]

Enfin, en février 1947, John C. Green, le directeur du Bureau des services techniques du département du Commerce, a été soumis à un interrogatoire vif et critique de la part du député Karl Stefan, du Nebraska, concernant l'autorité légale du type d'exploitation

---

[16] R. P. Terrill et E. O. Anderson à C. Wilcox et L. Stinebower, mémorandum, sujet : problèmes découlant de la divulgation aux États-Unis d'informations techniques acquises en Allemagne, 11 juillet 1945, et Green H. Hackworth, avis juridique, joint à Anderson à Wilcox, sujet : commentaires du conseiller juridique sur la diffusion de la technologie allemande, 26 juillet 1945, tous deux dans RG 59, dossier 862.542/7-1145, NA.

[17] Fahy à FIAT, sujet : droit des États-Unis de retirer d'Allemagne des documents et des informations, et questions connexes, 3 nov. 1945, RG 260, expédition 11, boîte 2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC. Voir JCS to USFET, WAR-72620, 3 oct. 1945, RG 218, JCS Combined Chiefs of Staff decimal files, 1942-45, box 246, dossier CCS 350.05 (5-15-45), sec. 1, NA, pour l'interprétation par le JCS de la politique américaine sur le contrôle de la recherche scientifique et industrielle en Allemagne. Voir également OMGUS, Division juridique, à FIAT, sujet : diffusion d'informations scientifiques et industrielles ennemies, 21 janvier 1947, RG 84, boîte 767, dossier 34 (mars-avril/400a), WNRC, pour un autre avis juridique d'OMGUS, qui cite comme autorité le décret 9604 du président Truman. Mais voir Charles D. Ginsburg to Clifford S. Strike, subject : removals of industrial capital equipment by FIAT, 15 Feb. 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 4, file 24, WNRC, qui indique que la division juridique d'OMGUS a examiné *« les activités de la FIAT avec beaucoup d'inquiétude »*.

scientifique et technique auquel se livrait l'agence de Green. Dans sa réponse, Green est allé directement au cœur du problème : *« C'est la première fois qu'une nation acquiert ses réparations en connaissance plutôt qu'en biens matériels. La justification fondamentale de cette activité est que nous avons gagné la guerre et pas les Allemands. Si les Allemands avaient gagné la guerre, ils seraient ici à Schenectady et Chicago et à Detroit et Pittsburgh, à faire la même chose ».*[18*]

[18]Congrès américain, Chambre des représentants, Audiences devant la sous-commission de la commission des crédits, 8e Congrès, 1re session, 26 février 1947, 120. Je n'ai trouvé aucun document indiquant que les Américains aient jamais discuté de la question de la légalité avec les Allemands, mais il existe des documents qui donnent un exemple intéressant dans lequel une unité britannique des Forces-T l'a fait. Le 23 juin 1947, le Dr. Eugen Budde, un agent du service extérieur allemand à la retraite qui avait manifestement fait des recherches considérables sur le sujet, a donné une conférence sur les réparations dans la Düsseldorf Industrie- und Handelskammer (IHK). Il y a cité des cas – et il a prétendu disposer d'informations précises sur d'autres – démontrant que les actions de la FIAT et des Forces-T étaient en violation des règles de La Haye de 1907 sur la guerre internationale, qu'il a fréquemment citées et longuement commentées. L'IHK de Düsseldorf lui ayant demandé conseil avant de communiquer l'essentiel des remarques de Budde à ses membres, le bureau des réparations de l'administration économique bizonale lui a répondu que les vues de Budde étaient les siennes, que les vainqueurs opéraient selon les dispositions des conditions supplémentaires de reddition publiées dans la proclamation n° 2 du Conseil de contrôle allié et que – puisqu'il était nécessaire d'approfondir la question avec des experts juridiques – il ne pensait pas que l'IHK devait essayer de conseiller les entreprises relevant de sa juridiction. Mais rien n'empêchait ceux qui avaient entendu La conférence de Budde. Deux jours après la conférence, une société d'ingénierie de Düsseldorf qui avait reçu une demande des Forces-T pour un ensemble complet de dessins pour une machine automatique de remplissage, d'emballage et d'étiquetage de fromage fondu a écrit au détachement local des Forces-T britanniques. Prétendant avoir fait des recherches sur la question, mais répétant clairement les arguments de Budde jusqu'à sa citation de l'article 23 des Règles de La Haye de 1907 sur la guerre terrestre, la firme a demandé qu'il lui soit permis de refuser de livrer les dessins, ou au pire de ne les livrer que sous réserve d'une protestation formelle. L'unité des Forces-T a répondu sans détour que *« l'interprétation par l'Allemagne des 'Règles de La Haye sur la guerre terrestre' depuis 1907, date à laquelle elles ont été rédigées, rend votre référence à ces règles ridicule' et qu' 'un document tout à fait plus actuel' était la Proclamation du gouvernement militaire n° 2 du 20 septembre 1945 »* (les exigences supplémentaires découlant des conditions de reddition inconditionnelle, qui ont été adoptées par les représentants des quatre puissances d'occupation le 5 juin

FIAT et la reprise de la recherche allemande. Fin avril 1946, le Conseil de contrôle allié approuva la loi n° 25 de l'ACC sur le contrôle de la recherche scientifique en Allemagne occupée. Il mettait l'accent sur

---

1945). Voir Benz & Hilgers, Engineers, to HQ, C Det., No. 1 T-Force Unit, sujet : BIOS trip no. 3015, 25 juin 1947, et No. 1 T-Force Unit to Benz & Hilgers, 3o juin 1947, tous deux dans le dossier NW 99, no. 60, HSA Düsseldorf. Pour les remarques de Budde, voir IHK zu Düsseldorf to VfW, Hauptabteilung A 5-Reparationen, Minden, sujet : Zurverffigungstellung von Zeichnungen, Patenten, Verfahren u. dergl. an BIOSC und FIAT, 3o June 1947, file B 102/3767, BA, qui est un rapport sur la conférence de Budde à Düsseldorf, intitulée « Demontage, Patente, Reparationen und Volkerrecht », et Legationsrat a. D. Dr. Eugen Budde, « Demontagen, Patente, Volkerrecht », 23 septembre 1947, dossier B 102/3896, BA, qui est une transcription sténographique de 21 pages à simple interligne d'une conférence similaire donnée par Budde à l'IHK de Francfort. Cette dernière montre qu'après son intervention à Düsseldorf, Budde a suivi les débats sur la légalité qui se sont déroulés à la Chambre des Communes britannique, car il a cité les remarques de Harold Macmillan du 4 août 1947. Dans ces remarques, Macmillan aurait cité une déclaration de Winston Churchill du 18 janvier 1945, selon laquelle la reddition inconditionnelle de l'ennemi ne libère pas les vainqueurs de leurs liens avec l'humanité, ni de leurs responsabilités en tant que nations chrétiennes civilisées. Voir également Richard Thoma, Ernst Friesenhahn et Hermann Mosler, avec la collaboration d'Eugen Budde, « Legal Opinion on the Question in How Far the Occupying Forces Are Entitled, According to Present International Law, to Seize or Destroy Privately Owned Industrial Products and Industrial Plants », rendu à la demande de la ville d'Essen (Institut de droit international et de politique, Bonn, 11 août 1947), p. 22, Copie polycopiée à la Bundestagsbibliothek sous le numéro P63 026. Pour un traitement ultérieur plus systématique des réparations allemandes et des règles de La Haye, voir Wilhelm Hasenack, *Bilanz der Demontage : Nachkriegsmethoden internationaler Industriepolitik und ihr Einfluss auf die Zukunft der europaischen Wirtschaft* (Gottingen, 1951).

* Par souci d'équité envers Green, mais aussi comme preuve supplémentaire de l'absence d'arguments juridiques convaincants en faveur du programme FIAT, il convient de noter ici que Green (et d'autres) ont souvent fait référence aux extractions de la FIAT comme une forme unique de réparation (*« réparation intellectuelle »*). D'autres fois, cependant, il les a qualifiées d'« *importations invisibles* », justifiées pour compenser les denrées alimentaires et les fournitures de secours envoyées en Allemagne occupée par les États-Unis pour prévenir les maladies et les troubles. Voir notamment John C. Green, « Technology Imports from Germany: New World-Trade Opportunities », *Foreign Commerce Weekly*, 27 (3 mai 1947), p. 3, et Osborne à Green, 13 avril 1946, RG 260, livraison 11, boîte 2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC, concernant l'idée de compensation.

l'interdiction et la restriction de la recherche, mais il identifiait également les domaines de recherche qui pouvaient être contrôlés par les différents commandants de zone. Cette caractéristique a incité George Scatchard, le professeur du Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui avait été à Berlin le principal responsable du contrôle de la recherche américain à l'époque, à remarquer plus tard que la recherche allemande était *« contrôlée mais pas paralysée »* par la loi.[19] Dans la zone américaine, l'Office of Military Government for Germany (OMGUS) a délégué l'administration du contrôle de la recherche aux gouvernements des *Länder* allemands, qui étaient responsables à cet égard des agents de contrôle de la recherche américains, un pour chacun des quatre *Länder* de la zone américaine.[20] En conséquence, chacun des *Länder* allemands a créé un appareil administratif pour le contrôle de la recherche, et le *Länderrat* (le Conseil des ministres-présidents de la zone américaine, situé à Stuttgart) ont créé un comité spécial sur le contrôle de la recherche pour coordonner les procédures et autres affaires par zone.[21]

Alors même que le dispositif administratif de contrôle de la recherche était en train d'être mis en place, George Scatchard a fait

---

[19] George Scatchard, « The Policy for Controlling German Scientific Work », Chemical Engineering, 55 (Jan. 1948), pp. 260-62. Cet article résume un discours que Scatchard a prononcé à New York le 17 septembre 1947 devant la Division de chimie physique et inorganique de l'American Chemical Society, après son retour d'Allemagne en tant que conseiller scientifique de Clay et chef de la Direction de la recherche scientifique et du contrôle, Division économique, Bureau du gouvernement militaire américain pour l'Allemagne.

[20] Voir, par exemple, OMG W/B au ministre-président Reinhold Maier, sujet : contrôle de la recherche, 4 avril 1946, dossier EA 6/3, 321, HSA Stuttgart, qui déclare : *« Le ministère sera responsable du contrôle de la recherche sous la supervision du gouvernement militaire »*.

[21] Dans le Wurtemberg-Baden, par exemple, le ministre-président a créé un service de contrôle de la recherche au sein du ministère de l'économie et a nommé un comité d'experts (wissenschaftlicher Beirat) pour le conseiller. Voir Länderrat, Comité spécial pour le « contrôle de la recherche », 13 septembre 1946, dossier Z1/88, p. 240-41, BA, pour le compte rendu de la première réunion du comité spécial du Länderrat, et Scatchard, « The Policy for Controlling German Scientific Work », p. 260-62, pour plus de détails sur la loi n° 25 de l'ACC et sa mise en œuvre par les Américains.

pression pour que la FIAT soit dissoute dans l'intérêt de la reprise de la recherche allemande. Son activité continue a suscité beaucoup d'inquiétude à la FIAT et au Bureau des services techniques (OTS) à Washington. Lorsque M. Scatchard a annoncé qu'il retournerait bientôt au MIT, le directeur de l'OTS, John C. Green, a suggéré à l'armée que l'OTS recrute le nouveau conseiller scientifique et qu'il étende et réorganise ses services en Europe afin de coordonner et de mettre en œuvre les tâches du conseiller scientifique avec celles du personnel de soutien de l'OTS pour la FIAT en Europe.[22] Un membre du personnel du supérieur de Scatchard, le directeur de la Division économique de l'OMGUS, William H. Draper, Jr, a qualifié la proposition de Green d'*« entente que le Commerce prépare »*. Draper lui-même a écrit au département de la Guerre pour commenter l'incompatibilité des fonctions et des intérêts de la FIAT et de la Division de recherche et de contrôle de l'OMGUS, et pour suggérer que Green soit simplement remercié pour son offre.[23] Répétant ce que Draper avait dit, Scatchard a également écrit directement au département de la Guerre : *« Les activités de la branche de contrôle de la recherche de la Division économique et celles de la branche industrielle de la FIAT sont incompatibles. »* Scatchard a également suggéré que les *« activités actuelles de la FIAT devraient être abandonnées dans un avenir proche »*.[24] Aussi intéressantes que soient ces luttes bureaucratiques sur le terrain, leur importance fondamentale est

---

[22] Voir OMGUS, FIAT, Planning Office, daily journal, 26 juillet 1946, RG 260, boîte 17/8, dossier 4, WNRC, pour une référence à l'inspection de FIAT par Scatchard ; voir Reiss to Green, 30 août. 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 156, dossier des lettres FIAT de Haertel, WNRC, pour un rapport du siège de FIAT selon lequel Scatchard faisait pression pour la fin de FIAT dans l'intérêt de la recherche allemande ; et voir Green à Echols, sujet : l'avenir de la science et de la technologie en Allemagne, 30 oct. 1946, RG 260, expédition 3, boîte 150-2, dossier 13, WNRC, pour la proposition de Green à l'armée. Voir également Scatchard, « The Policy for Controlling German Scientific Work », pour sa déclaration ultérieure selon laquelle *« nous, les Américains, avons la responsabilité d'encourager la recherche allemande »*.

[23] Draper à John R. Gilchrist, ministère de la Guerre, CAD, 5 nov. 1946, RG 26o, expédition 3, boîte 150-2, dossier 13, WNRC.

[24] Scatchard à Echols, sujet : l'avenir de la science et de la technologie en Allemagne, 12 nov. 1946, *Ibid.*

parfaitement illustrée par les évènements et les développements en Allemagne.

Les agents américains de contrôle de la recherche sur le terrain, qui avaient pour mandat OMGUS d'encourager la recherche allemande autorisée dans l'intérêt du développement d'une économie allemande d'après-guerre autonome et pacifique, ont exhorté les agences allemandes de contrôle de la recherche dans leurs juridictions à avancer dans cette direction. Par exemple, le colonel L. J. Brunton, agent de contrôle de la recherche à Stuttgart, aurait déclaré à la première réunion du Comité consultatif allemand de contrôle de la recherche pour le Würtemberg-Baden que son premier devoir était de veiller à ce qu'aucune recherche militaire ne soit menée, mais qu'il avait également une autre fonction importante : encourager la recherche allemande afin de rendre l'économie allemande de temps de paix compétitive sur les marchés mondiaux, de sorte que les Allemands puissent gagner suffisamment de devises étrangères pour se nourrir à l'intérieur de leurs frontières actuelles, limitées.[25] Mais les Allemands ont agi lentement et avec réticence, en partie parce qu'ils craignaient que les enquêteurs de la FIAT n'aient accès à leurs laboratoires, à leurs installations de recherche et à leurs résultats si la politique et les pratiques existantes n'étaient pas modifiées.

Dans cette perspective, la commission spéciale du Länderrat sur le contrôle de la recherche – à la demande du ministère de l'Économie de la Hesse – a inscrit deux points pertinents à l'ordre du jour de sa réunion du 16 janvier 1947, l'un concernant la protection juridique du commerce et de l'industrie (*« Gewerblicher Rechtsschutz »*), l'autre de l'inspection des installations (*« Werksbesichtigungen »*).[26] Un bref compte-rendu de cette réunion montre que le premier point a été discuté et que *« des préparatifs ont été faits pour une proposition »* aux ministres-présidents et au gouvernement militaire, respectivement, *« à rédiger lors de la prochaine réunion »*. Mais la discussion sur *« l'inspection des usines »* a été reportée,

[25] Rapport – sur la 1ère réunion du Conseil consultatif de l'Agence de surveillance de la recherche au Ministère des affaires économiques Wurtemberg-Baden du 21 NOV. 1946, dossier Z1/581, pp. 272 sq., BA.

[26] Frowein à Eickemeyer, Länderrat, 15 janvier 1947, dossier Z1/423, p. no, BA.

très probablement sur les conseils informels des officiers de liaison américains du Bureau de coordination du gouvernement régional (RGCO), dont la fonction principale était d'observer et de conseiller le Länderrat et ses comités.[27] En tout état de cause, peu après la réunion et sans autre explication, le RGCO a envoyé au secrétaire exécutif des Länderrat (Erich Rossmann) une copie du décret 9604 du Président Truman *« pour votre information et pour transmission au Comité de contrôle de la recherche scientifique »*.[28]

Finalement, pour raccourcir un peu cette fascinante histoire, les ministres-présidents de la zone américaine ont envoyé une lettre commune au général Clay le 8 septembre 1947, demandant une politique de protection des procédés et des secrets industriels dans le but d'accroître le niveau de la production et des exportations allemandes. *« Nous n'avons aucun moyen de protéger les nouveaux procédés ou les brevets aujourd'hui »*, ont-ils écrit. *« Les entreprises allemandes sont réticentes à aller de l'avant dans ces conditions. Beaucoup d'entreprises se contentent de rester en retrait attendant des temps meilleurs »*.[29] Il est évident que Clay a répondu de manière encourageante, et il est peut-être juste de supposer que la lettre a eu une certaine influence sur les changements de politique visant à protéger les brevets et les secrets commerciaux allemands qui sont entrés progressivement en vigueur en 1948 et plus tard.[30]

---

27 Conseil économique des Länder, Comité spécial de la recherche scientifique, sixième réunion, 16 janvier 1947, dossier Z1/88, p. 217, BA. Pour plus d'informations sur le Länderrat et le Bureau de coordination du gouvernement régional à Stuttgart, voir Lia Hartel, Der Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebietes (Stuttgart, 1951), et mon livre The American Occupation of Germany : Politics and the Military, 1945-1949 (Stanford, Californie, 1968).

28 RGCO à Rossmann, 23 janvier 1947, dossier Z1/423, p. 104, BA. Voir également FIAT, Scientific Branch, daily journal, 21 fév. 1947, RG 260, boîte 17/9, dossier 5, WNRC, qui note que le colonel Brunton avait téléphoné à la FIAT pour s'enquérir de l'autorité sous laquelle les enquêteurs alliés opéraient et qu'il avait été renvoyé au G-2, USFET, ce qui a probablement rendu disponible le décret du président.

29 Ministres-présidents Maier, Ehard, Kaisen et Stock à Clay, 8 septembre 1947, dossier Z1/424, p. 176-77, BA.

30 Wirtschaftsministerium W/B, Forschungsüberwachung, Aktenvermerk über die 13. Sitzung Arbeitsausschuss Forschungskontrolle Länderrat, 15 oct. 1947, dossier Z1/424, p. 148 sq. se réfère à la réponse de Clay. Thomas Stamm, *Zwischen Staat und*

Pendant ce temps, les effets négatifs et les séquelles de l'*« inspection des usines »* lors de la reprise de la recherche allemande d'après-guerre ont continué à se faire sentir. En février 1947, la réunion mensuelle régulière du comité spécial du Länderrat pour le contrôle de la recherche réunissait des représentants d'entreprises industrielles (Merck à Darmstadt et C. F. Böhringer à Ingelheim, par exemple) et des lycées techniques de Stuttgart et Darmstadt, ainsi que des représentants du gouvernement militaire et des *Länder* allemands. Le colonel Brunton aurait fait savoir lors de cette réunion que les directeurs des instituts de recherche opérant sous la loi no 25 de l'ACC étaient en droit de refuser de livrer les informations que leur demandaient les enquêteurs de la FIAT. De plus, il leur a dit que les rapports trimestriels qu'ils devaient soumettre aux agents de contrôle de la recherche américains régionaux en vertu des dispositions de la loi étaient strictement confidentiels ; en fait, ils étaient conservés dans un coffre-fort auquel seuls les agents de contrôle de la recherche et leurs secrétaires avaient accès. Les entreprises et les instituts de recherche allemands pouvaient donc être assurés, a dit le colonel Brunton, que leurs rapports étaient tenus secrets et que leurs travaux ne seraient pas révélés au monde entier.[31]

Mais les Allemands, maintenant familiers avec le décret exécutif 9604 de Truman – qu'ils ont fait circuler entre eux – et reflétant leurs expériences amères avec les enquêteurs de la FIAT, étaient moins que satisfaits des assurances orales données par les agents de contrôle de la recherche de niveau inférieur. Lors de sa réunion mensuelle suivante, le 25 mars 1947, la commission spéciale du Länderrat sur le contrôle de la recherche a passé une grande partie de la journée à discuter de ce que son rapporteur appelait *« la question sensible du pillage intellectuel de l'industrie allemande par des représentants d'entreprises étrangères »* (*« die heikle Frage der geistigen Ausraubung der deutschen Industrie durch ausländische*

Selbstverwaltung. Die deutsche Forschung im Wiederaufbau, 1945-1965 (Cologne, 1981), p. 57, fait référence à la loi de 1948 « Gesetz über die Errichtung von Annahmestellen für Patent-, Gebrauchsmuster- und Warenzeichenmeldungen » et à la création d'un Office allemand des brevets au Deutsches Museum le 1er octobre 1949.

[31] Wirtschaftsrat des Länderrates, Sonderausschuss Wissenschaftliche Forschung, 7, Sitzung am 24 Feb. 1947 . . . file Z1/423, pp. 19-21, BA.

Firmenvertreter »). En conclusion, le comité a décidé qu'une demande écrite à la Direction du contrôle de la recherche OMGUS pour un changement de politique était inutile *(« unzweckmässig »)*. Ils ont estimé que le mieux qu'ils pouvaient espérer était que les agents régionaux de contrôle de la recherche interviennent dans des cas individuels, ce que ces derniers avaient apparemment promis de faire sur demande au cas par cas.[32]

Comme nous l'avons vu, les enquêtes de la FIAT ont officiellement pris fin le 15 mai 1947, et la FIAT a cessé d'exister le 30 juin 1947, suite à une décision en haut lieu. Mais l'impact des opérations dites de retrait progressif bien au-delà du 1er juillet 1947 et les séquelles persistantes de celles déjà achevées à cette date sont néanmoins remarquables.[33] D'une part, les entreprises et les instituts de recherche allemands qui avaient été aggrés pour la recherche en vertu de la loi no 25 de l'ACC et étaient donc tenues de soumettre des rapports trimestriels aux agents de contrôle de la recherche américains auraient fourni dans ces rapports aussi peu de renseignements que possible. D'autre part, le fonctionnaire du ministère de l'Économie de la Hesse (Dr Friedrich Frowein) qui avait entrepris d'élaborer un plan de recherche industrielle

[32] Auszug aus Aktenvermerk über die 8. Sitzung "Forschungskontrolle" im Länderrat 25 Mar. 1947, sujet : Betriebsbesichtigung durch Auslander, dossier EA 6/3, 321, HSA Stuttgart. Le Wirtschaftsministerium W/B (Mirth) au Länderrat, Sonderausschuss wissenschaftliche Forschung (Eickemeyer), 3 mars 1947, dossier Z1/581, p. 68, BA, a exprimé son scepticisme quant au fait que tout ce qui est écrit proviendrait d'OMGUS ou des agents régionaux de contrôle des recherches dans les Länder.

[33] Les Forces-T britanniques ont poursuivi les inspections qui avaient été décidées avant le 1er juillet 1947, et il est prouvé que des inspections de suivi similaires ont également eu lieu dans la zone américaine. Pour des exemples, choisis parmi beaucoup d'autres, voir l'État-major, Land de Basse-Saxe, au ministre-président, sous réserve de la production de documents, 3 septembre 1947, dossier B 102/3767, BA ; Wolff, VfW, Abteilung Demontage (A-Demt. 1175), au BECG, sous réserve de la Besichtigung von Industriebetrieben, 19 août 1947, *Ibid.* Beuchel, Wirtschaftsverband Maschinenbau, au VfW, Referat Demontagefragen, Schmid, 3 sept. 1947, *Ibid* ; VfW, Schmid, au Senat der Hansestadt Hamburg, Sekretariat Friedensvertrag, 10 sept. 1947, *Ibid* ; et HQ Land NRW, BAOR, au Wirtschaftsministerium, sujet : Beschaffung technisch-industrieller Informationen aus deutschen Quellen, 16 oct. 1947, dossier B 102/3936, BA.

bizonal – comme l'avait demandé le groupe de contrôle économique bipartite anglo-américain le 23 avril 1947 – a déclaré officiellement, après des réunions à Stuttgart, Mannheim, Munich, Francfort, Düsseldorf et Hanovre, que la question des enquêtes de la FIAT était soulevée à chaque réunion.[34] Dans son rapport final, qu'il a présenté le 21 avril 1948, après des visites supplémentaires à Brême, Berlin et ailleurs, Frowein a signalé que malgré toutes les clarifications apportées à la Loi n° 25 de l'ACC, de sérieux problèmes subsistaient. Un certain nombre d'entreprises étaient apparemment enclines à freiner leurs recherches (*« Eine Reihe von Firmen ist offensichtlich geneigt, mit Forschungsarbeiten zurückzuhalten »*), a-t-il conclu ; en fait, les problèmes ont augmenté par la suite, car les Américains exigeaient que les rapports trimestriels de contrôle des recherches contiennent de plus en plus de détails.[35]

Les Américains avaient en effet fait pressions et ils ont continué à le faire, finalement de manière vengeresse. Dès le 7 juillet 1947, une semaine après la fermeture de la FIAT, F. S. Perkerson, un agent de contrôle des recherches de l'OMGUS de Berlin, s'est plaint auprès du comité spécial du Länderrat à Stuttgart que les rapports reçus à Berlin étaient superficiels, qu'ils contenaient trop peu de détails sur les activités de recherche et que les futurs rapports devraient être plus explicites et plus complets. Il a affirmé comprendre la réticence des entreprises à donner des informations, mais il a dit qu'il s'attendait à ce qu'elles reconsidèrent leurs objections à la lumière des garanties du gouvernement militaire que les dossiers ne seraient pas mis à la disposition de leurs concurrents.[36] Enfin, en avril 1948 – ironiquement, à l'occasion de cérémonies festives à Göttingen en l'honneur de Max Planck et de l'inauguration officielle de la Max Planck Gesellschaft (qui

---

[34] Wirtschaftsministerium W/B, Forschungsilberwachung, Aktenvermerk zur 12. Sitzung Länderrat Arbeitsausschuss Forschungsilberwachung 28 août 1947, dossier Z 1/424, p. 182 sq.

[35] Dr Frowein, Wiesbaden, Industrie-Forschungsplan für die Bizone, 21 avril 1948, dossier Z 1/424, p. 15 sq.

[36] Wirtschaftsministerium W/B, Forschungsuberwachung, Aktenvermerk über die 11. Sitzung Forschungskontrolle Länderrat, 7 sept. 1947, dossier Z 1/424, p. 220, BA.

a remplacé la Kaiser Wilhelm Gesellschaft) – Carl H. Nordstrom, le directeur de la recherche et du contrôle de l'OMGUS, est tombé sur les Allemands à bras raccourcis.[37] Les Américains n'étaient plus disposés à supporter les pratiques insatisfaisantes des Allemands en matière de rapports, aurait-il dit au président de la commission spéciale du Länderrat sur le contrôle de la recherche. En dépit du fait que les agents de contrôle de la recherche aient essayé pendant plus d'un an d'obtenir une amélioration par la persuasion, les rapports continuaient d'être préparés de manière inadéquate. Certains d'entre eux dissimulaient manifestement ce qui était réellement fait, a-t-il poursuivi, et beaucoup d'entre eux étaient en violation flagrante de la loi no 25 de l'ACC. Face à ces conditions, l'OMGUS s'est senti obligé de recourir à des punitions plutôt qu'à la persuasion. Nordstrom a averti que la loi de l'ACC prévoyait des sanctions, *« y compris la peine de mort »*, pour les violations ainsi que pour l'insuffisance des rapports, et il a déclaré qu'il prévoyait d'attendre les rapports trimestriels qui devaient être présentés le 1er juillet 1948, puis de prendre des mesures s'il n'y avait pas d'amélioration.[38]

On ne dispose d'aucun document montrant que les menaces de sanctions et de châtiments aient jamais été mises à exécution, et il semble qu'une solution viable ait été trouvée au problème. Mais les Allemands ont continué à être craintifs et méfiants, et leurs pires craintes se sont finalement concrétisées. Par exemple, Thomas Stamm décrit une réunion du 25 mai 1949 des représentants des agences allemandes de contrôle de la recherche à Göttingen, au cours de laquelle certains d'entre eux ont parlé de la loi n° 25 de l'ACC comme

---

[37] Otto Hahn, Mein Leben (Munich, 1968), 216-17, décrit les cérémonies à Gottingen.

[38] H. Eickemeyer à Rossmann, sujet : Arbeitsausschuss Forschungskontrolle, 27 avril 1948, dossier Z 1/425, p. 321-22, BA, est un rapport détaillé de la conversation entre Nordstrom et le président de la commission spéciale du Länderrat. Arbeitsausschuss Forschungskontrolle beim Länderrat . . 16. Sitzung am 3. Mai 1948 ... le dossier Z 1/602, p. 32 sq., BA, est un compte rendu de la visite de Nordstrom à la commission spéciale du Länderrat à Stuttgart, où la discussion s'est poursuivie, apparemment de manière plus civile, cependant.

base de l'espionnage industriel.[39] Un rapport du 1er mai 1949, commandé par le Bureau allemand pour les questions de paix et préparé par un institut sous la direction de Gustav von Schmoller, l'économiste allemand mondialement connu, est encore plus explicite. *« Les opérations BIOS et FIAT »*, expliquait le rapport, *« ont été menées non pas pour contrôler la recherche scientifique, mais dans le but déclaré d'exploiter les réalisations techniques des entreprises allemandes, que ce soit comme butin de guerre ou comme réparations avancées ».* Passant ensuite aux rapports trimestriels de contrôle de la recherche, le rapport de l'institut von Schmoller a observé qu'ils étaient fastidieux et chronophages, mais aussi que *« de nombreux entrepreneurs »*, craignant la possibilité que de cette manière *« les connaissances nouvellement développées tombent entre les mains de personnes non autorisées ; oui, entre celles de concurrents étrangers, préfèrent renoncer à la recherche et au développement scientifiques tant que la réglementation actuelle est en vigueur ».* Même si les agents de contrôle des recherches ont fait des promesses sur la confidentialité de leurs dossiers, a conclu le rapport, nombre d'entre eux étaient eux-mêmes des experts et des spécialistes dont l'accès leur donnait la possibilité d'utiliser les informations dans leur propre travail ultérieur, au détriment de l'Allemagne occupée.[40] En fait, le soupçon toujours présent – en l'occurrence, non déclaré – que les agents de contrôle de la recherche ne disaient pas la vérité ou qu'ils seraient éventuellement écartés par des autorités supérieures est demeuré. En ce qui concerne ce dernier point, ce soupçon n'était pas sans fondement.

Le 10 juillet 1950, immédiatement après le déclenchement de la guerre de Corée, un mémorandum du département de l'armée de l'air au président du Comité consultatif des renseignements indiquait que la division de la recherche scientifique du Conseil de sécurité militaire, au sein du bureau du Haut-Commissaire américain pour l'Allemagne (HICOG) avait en sa possession un grand nombre de rapports soumis

[39] Stamm, *Zwischen Staat und Selbstverwaltung*, p. 56.

[40] Institut für Besatzungsfragen, Tubingen, Einwirkungen der Besatzungsmachte auf die westdeutsche Wirtschaft. Dargestellt im Auftrag des Deutschen Büros für Friedensfragen mit LInterstiitzung des Büros der Ministerprasidenten (Nur für den Dienstgebrauch, 1er mai 1949), en particulier p. 37-38.

par des scientifiques allemands conformément aux lois de l'ACC concernant la recherche, les inventions et la capacité de production de l'Allemagne. *« L'accès à ces rapports a été demandé, sans succès, depuis juillet 1946 »*, révélait le mémorandum, *« et il est devenu extrêmement urgent que l'information contenues dans ces rapports soient mises à la disposition des services de renseignements »*. Ils étaient sous la garde de Carl Nordstrom, le chef de la Division de la recherche scientifique de l'HICOG, qui s'est opposé à leur divulgation, affirmant que cela compromettrait les sources et permettrait des fuites vers les industries de recherche et développement aux États-Unis et en Allemagne. *« M. Nordstrom soutient que les rapports confidentiels sur lesquels il exerce un contrôle total lui sont confiés en vertu d'un accord tripartite qui, selon lui, garantit aux scientifiques allemands la protection de leurs idées et de leurs inventions commercialement utilisables. »* Mais, poursuit le mémorandum, les agents des services de renseignement présents sur le théâtre des opérations étaient sûrs que les rapports contenaient beaucoup d'informations précieuses et que les Russes en avaient pris connaissance d'une manière ou d'une autre. *« M. Nordstrom a dit qu'il ne remettrait pas ces rapports sans une directive de Washington. »* Le mémorandum suggérait en conclusion que ce point soit abordé lors de la prochaine réunion du Comité consultatif sur le renseignement avec l'idée que ce dernier sensibilise le secrétaire d'État, par l'intermédiaire du Conseil national de sécurité (NSC), à l'obligation de communiquer les rapports à la Central Intelligence Agency (CIA).[41]

Les détails sur ce qui s'est passé ensuite sont peut-être contenus dans les dossiers de la CIA, qui n'ont pas été utilisés pour cette étude ; mais il est clair, d'après d'autres dossiers disponibles, que les rapports de recherche trimestriels allemands ont été transférés aux États-Unis. Le 11 août 1950, par exemple, le département de l'armée a envoyé un télégramme au commandant en chef des Forces américaines en Europe (CINCEUR), lui demandant s'il pouvait mettre à la disposition du HICOG du matériel de microfilmage pour reproduire les dossiers sous

[41] Department de l'Air Force, Washington, no. 1695, mémorandum pour le président, Intelligence Advisory Committee, sujet : non disponibilité des rapports des scientifiques allemands, 10 juillet 1950, RG 330, JIOA, Correspondance générale, boîte 25, dossier AIR-Miscellaneous, NA.

la garde de Nordstrom ainsi que ceux qui continueraient à être rassemblés par la Division de la recherche scientifique du Conseil de sécurité militaire du HICOG. Le CINCEUR a répondu une semaine plus tard, indiquant que le HICOG n'avait pas besoin de matériel de microfilmage supplémentaire et se préparait déjà à expédier douze boîtes de copies des rapports allemands soumis avant septembre 1949, en vertu de la loi n° 25 de l'ACC. Il a ajouté que ceux recueillis après cette date seraient traités et reproduits par le Conseil de sécurité militaire dans les six semaines suivantes.[42]

Ce que les agences de Washington ont fait avec les rapports allemands est sujet à conjecture, mais ce qui s'est passé alors que la FIAT était encore opérationnelle est évocateur. Les services militaires les ont sans aucun doute mis à la disposition de leurs contractants, car ils disposaient des rapports de la FIAT et du Bureau de publication. En outre, les rapports peuvent avoir été utilisés comme source de noms de spécialistes à ajouter aux listes de refus que les services militaires utilisaient pour faire venir des scientifiques et des techniciens aux États-Unis dans le cadre de divers programmes qui se sont poursuivis longtemps après la fin officielle du recrutement des « Project Paperclip » le 30 septembre 1947.[43] Quoi qu'il en soit, il ne fait guère de doute que le programme d'exploitation scientifique et technique d'après-guerre a eu des effets d'entraînement continus et de grande portée, tant en ce qui concerne le transfert de connaissances et de personnes vers les États-Unis qu’en ce qui concerne la frustration et le

---

[42] Ministère de l'Armée, G-2, au CINCEUR, WAR-88535, 11 août 1950, ibid, boîte 27, dossier Câbles (Master File), NA ; CINCEUR au CSUSA pour le CSGID, S-1805, 17 août 1950, *Ibid.*

[43] Voir Département de l'Armée de Terre de JCS à CINCEUR, W-87915, 8 oct. 1947, RG 260, dossiers OMGUS AGTS, boîte 17, dossier 5 (370.2 Paperclip), WNRC, et EUCOM, ODDI, à OMGUS, ODI, sujet : politique de refus concernant les scientifiques et techniciens allemands, 7 nov. 1947, ibid, boîte 55, dossier 2, WNRC, pour des instructions et des détails sur la façon dont les « cas spéciaux » pouvaient encore être amenés aux États-Unis après le 30 septembre 1947 par « arrangement spécial ». Voir également Lasby, Project Paperclip, en particulier p. 241, pour une référence au « Project 63 », un plan visant à accélérer et à étendre le programme de refus, qui a été tenté au début des années 1950, mais sans grand succès selon Lasby.

retard éventuel de la recherche allemande en temps de paix et la reprise économique d'après-guerre. Mais il a également eu un effet plus positif, à long terme.

FIAT et le plan Marshall. En janvier 1947, alors que le général Clay et l'OMGUS faisaient pression pour que les enquêtes de la FIAT soient interrompues dans l'intérêt du redressement de l'Allemagne et de son autonomie économique, John C. Green rédigea – mais n'envoya pas – une lettre de défense de son opération au général William H. Draper, Jr, le chef de la division économique d'OMGUS. Entre autres choses, Green a soutenu que les opérations FIAT avaient fait connaître la technologie allemande et les scientifiques et techniciens allemands à l'industrie et à la science américaines comme jamais auparavant. *« En fait »*, écrit-il, *« la publicité même qui a été faite à l'industrie allemande par notre programme devrait réagir comme une publicité, en rapprochant l'industrie allemande et alliée ».*[44]

La validité de ses affirmations est certainement suggérée par le caractère du débat public américain sur le plan Marshall et les origines du programme de relance européen.

Une fois que les Américains ont décidé de parrainer et de garantir un programme général de relance économique européen dans le cadre du Plan Marshall, il semble qu'il y ait eu un accord presque universel aux États-Unis sur le fait que le programme ne pouvait pas réussir sans un apport industriel majeur de l'Allemagne. Les arguments et les affirmations selon lesquels l'Allemagne de l'Ouest devait jouer un rôle clé dans la reprise économique européenne, bien que ce ne soit pas le lieu de les développer, étaient une caractéristique commune de la planification et de l'élaboration du programme ainsi que des débats au Congrès et dans le cadre de débats publics.[45] L'idée a été réitérée par l'équipe de planification politique du département d'État, la commission présidentielle sur l'aide étrangère (la commission

---

[44] Green à Draper [projet, non envoyé], 22 janvier 1947, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 156, dossier lettres FIAT de Haertel-Décembre, WNRC.

[45] Voir mon livre *The Origins of the Marshall Plan* (Stanford, Californie, 1976).

Harriman), la commission parlementaire spéciale sur l'aide étrangère (la commission Herter), les délégations du Congrès qui sont revenues de visites en Europe durant ce que l'on appelle le *« Marshall Plan Summer »*, la commission pour le plan Marshall d'aide à la relance européenne, l'association nationale des industriels, le secrétaire d'État George C. Marshall, le secrétaire au Commerce W. Averell Harriman et de nombreuses autres personnes des secteurs public et privé. Bien sûr, les raisons invoquées étaient variées et très complexes, car elles comprenaient des éléments politiques, idéologiques, humanitaires et économiques, ainsi que des considérations sur la puissance et la position des États-Unis dans la guerre froide. Cependant, les conceptions américaines de l'organisation, la vitalité et les réalisations de la science et de l'industrie allemandes ont incontestablement joué un rôle clé dans la détermination américaine à inclure l'Allemagne dans le plan Marshall pour la relance économique européenne. Ces conceptions, qui, il faut le reconnaître, sont nées bien avant la période de cette étude, ont en fait été vérifiées, renforcées et mises en avant par ce que les consultants et les enquêteurs scientifiques et techniques de l'après-guerre ont ramené dans leurs bagages.

La FIAT, une courroie de transmission pour les futures connexions commerciales. Après tout ce qui a été dit, et compte tenu de l'importance des investissements américains actuels en Allemagne et des investissements allemands aux États-Unis – un sujet qui dépasse largement le cadre de cette étude – ce point n'a guère besoin d'être amplifié.[46] Le manuel des enquêteurs de la FIAT a averti très tôt que les règles interdisant la fraternisation avec les Allemands s'appliquaient à eux, et précisait : *« Les enquêteurs peuvent... être approchés par des ressortissants allemands en vue de créer des entreprises commerciales en dehors de l'Allemagne. Toute approche de ce type doit être immédiatement signalée à l'Agence d'information sur le terrain, au niveau technique, par le chef d'équipe sur le*

[46] Mais voir Werner Link, Deutsche und amerikanische Gewerkschaften und Geschaftsleute, 1945-1975 (Düsseldorf, 1978) ; Volker R. Berghahn, *The Americanization of West German Industry, 1945-1973* (Cambridge, 1986) ; Kurt Blauhorn, *Ausverkauf in Germany ?* (Munich, 1966) ; et Hermann Siemek, “Das amerikanische Kapital in der Bundesrepublik”, *Frankfurter Hefte*, 20 110,4 (avril 1965), p. 238-44.

terrain. » Mais il n'y avait évidemment aucun moyen de contrôler ce qui se passait sur le terrain entre les enquêteurs individuels et leurs « cibles », en présence de rien de plus que quatre murs – ou ce qu'il en restait dans l'Allemagne de l'après-guerre. Les documents disponibles montrent que les enquêteurs, en particulier ceux qui avaient déjà eu des relations d'affaires avec l'Allemagne, étaient *« très difficiles à gérer ».* Ils ont parfois *« utilisé leurs enquêtes FIAT comme un simple prétexte pour entrer en Allemagne »* et étaient souvent plus intéressés par leurs propres affaires privées que par l'accomplissement de leurs missions pour la FIAT. Il n'y avait aucun moyen de les empêcher de visiter leurs propriétés ou leurs anciens représentants une fois qu'ils étaient en Allemagne. Même ceux qui effectuaient et achevaient fidèlement leurs missions FIAT pouvaient, par principe, demander des prolongations *« pour mener des affaires privées »* avant de rentrer aux États-Unis.[47]

Les détails sur la façon dont les contacts de la FIAT ont conduit directement à de futures relations d'affaires, ou dans quelle mesure, ne sont bien sûr pas de nature publique, mais j'ai eu des entretiens et une correspondance avec des responsables allemands et américains qui m'ont décrit des cas de manière officieuse. On peut également lire dans une publication britannique que *« le premier objectif [des enquêtes d'après-guerre] était d'obtenir toutes les informations possibles au profit des Alliés, mais ces discussions ne pouvaient manquer de réveiller le vieil esprit de solidarité internationale si tristement interrompu pendant la guerre ».*[48]

Une illustration plus révélatrice se trouve dans l'autobiographie de Karl Winnacker, un ancien directeur d'I. G. Farben, qui a été enlevé par les Américains en 1945, qui a travaillé [pour eux] pendant deux ans,

---

47 FIAT, « Manuel pour l'orientation des membres et des responsables des équipes de terrain opérant sous l'autorité de l'Agence d'information de terrain, technique (États-Unis) », 6 septembre 1945, copie dans RG 260, FIAT 7 771st Document Center, boîte 14, WNRC ; Green à Haertel, 14 mars. 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 156, dossier des lettres FIAT de Haertel, WNRC ; Reiss à Green, sujet : rapport d'avancement n° 6, 28 juin 1946, RG 40, boîte 26, dossier TIID-Rapports d'avancement de Reiss, WNRC ; Reiss aux chefs d'unité, 16 juillet 1946, RG 40, dossiers OTS Worden et Mayer, dossier Divisions des services publics, 1946, WNRC.
48 F. A. Paneth, "Scientific Research in the British Zone of Germany", Nature, 161 (7 février 1948), p. 191.

puis qui est revenu chez Farbwerke Höchst AG, pour devenir finalement président du conseil d'administration. Commentant les visites de l'immédiat après-guerre de chimistes et d'industriels qui *« voulaient tous profiter au maximum de nos connaissances techniques »*, Winnacker a cité comme exception R. Lindley Murray, le président de l'American Hooker Company of Niagara Falls. *« Il a pris dans sa malette tout un lot de dessins, les a répartis sur ma table et m'a demandé d'accepter un échange de connaissances détaillées sur les cellules d'électrolyse de Hooker et Höchst. En fait »,* a noté Winnacker, *« nous sommes parvenus à un accord à l'amiable à ce sujet. »* Dix ans plus tard, se souvient Winnacker, il a rendu visite à Murray, et les deux se sont souvenus de la visite de Murray en 1945. *« L'entreprise de Murray »*, a-t-il dit sans entrer dans les détails, *« a fini par exploiter une usine d'électrolyse construite par [Friedrich] Uhde et qui reposait sur notre principe. »*[49]

[49] Karl Winnacker, *Challenging Years: My Life in Chemistry*, trad. David Goodman (Londres, 1972), pp. 116-17. Winnacker a également identifié Friedrich Uhde de Dortmund comme un constructeur d'usines de produits chimiques et d'engrais, et comme une filiale de Höchst (pp. 341-42).

Matériel de référence

Annexe

Ci-après le communiqué de presse proposé du 11 mars 1946 sur le Projet Paperclip et l'exploitation de la science et de la technologie allemande d'après-guerre, préparé dans le bureau de la Joint Intelligence Objectives Agency. Il a été approuvé de manière informelle au Bureau des services techniques du département du Commerce, puis classé secret, ainsi que *« tous les documents s'y rapportant »*, le 14 mars 1946, par le Comité des chefs d'État-major interarmées. Le communiqué est joint au mémorandum de E. W. Gruhn, JIOA, au secrétaire, JIC, 11 mars 1946, RG 218, fichiers décimaux centraux JCS, boîte 95, dossier CCS 471.9, sec. 5, NA.

> Après la Première Guerre mondiale, les vainqueurs n'ont pas vraiment tenté d'exploiter l'Allemagne pour ses connaissances techniques et scientifiques. Cependant, bien avant la fin de la Seconde Guerre mondiale avec l'Allemagne, des plans ont été élaborés par l'état-major interarmées en vue de l'exploitation complète de l'Allemagne à des fins d'information technique. Conformément à ces plans, le gouvernement s'est engagé à exploiter l'Allemagne pour toutes les informations techniques et scientifiques qui peuvent être obtenues.
>
> L'exploitation a impliqué l'envoi de plusieurs centaines de techniciens et de scientifiques américains hautement qualifiés en Allemagne, dans le sillage de nos armées conquérantes. Ces enquêteurs ont examiné les plans et les équipements de fabrication, les dossiers et les documents et ont interrogé le personnel allemand. Les informations à valeur industrielle qui ont été recueillies sont mises à la disposition du public par le département du Commerce.

Des mesures sont actuellement prises pour étendre cette exploitation en faisant venir les meilleurs scientifiques et techniciens allemands dans ce pays afin que leurs talents puissent être utilisés ici.

Outre le département du Commerce, plusieurs agences gouvernementales participent à l'exploitation technique du programme allemand. Il s'agit des départements de la Guerre et de la Marine, du département de l'Intérieur et du département de l'Agriculture. Le département d'État est en train d'établir plusieurs consulats dans la zone américaine afin de délivrer des visas dans le cadre du programme présidentiel de quotas d'immigration limités.

De nombreux scientifiques et techniciens allemands seront amenés ici pour être exploités par les départements de la Marine et de la Guerre dans le cadre du développement d'armes pour des raisons de sécurité nationale. Ces agences comptent déjà environ cent cinquante scientifiques et techniciens allemands au pays. Cependant, ceux-ci ont été amenés ici sans leur famille avec l'intention de les renvoyer en Allemagne dans un délai de six mois à un an.

D'autres scientifiques et techniciens allemands seront amenés aux États-Unis pour y être exploités à des fins civiles, principalement pour l'industrie américaine. Comme ces derniers ne seront introduits qu'après qu'il aura été définitivement déterminé qu'ils servent l'intérêt national, ils seront exploités de manière illimitée plutôt que d'être employés par certaines entreprises. Cette exploitation à des fins non militaires sera parrainée par l’agence ou le département fédéral compétent.

Le nombre de scientifiques allemands qui seront amenés en Amérique pour y être exploités sera strictement limité. Selon les estimations actuelles, le nombre total ne dépassera pas trois cents, et sera limité à ceux qui peuvent apporter une contribution positive et précieuse à notre bien-être national. Ils incluront les meilleurs scientifiques purs, ceux qui sont comparables au professeur Einstein. Dans le passé, les États-Unis ont dépendu dans une large mesure des scientifiques allemands pour la recherche scientifique fondamentale pure. Cette recherche constitue la base des développements pratiques. Ils comprendront également d'éminents physiciens, d'excellents chimistes, des prix Nobel et des sommités dans divers domaines de la recherche et du développement.

L'exploitation de ces Allemands hautement qualifiés sera d'une grande utilité pour le développement de nouveaux types d'armes que les Allemands planifiaient à la fin de la guerre. Il sera également dans l'intérêt national de les utiliser pour accroître notre potentiel de production dans de nombreux domaines industriels. En raison de la diminution de nos ressources naturelles, il est devenu une nécessité stratégique pour notre pays de développer des matériaux de substitution et des matériaux synthétiques.

La Grande-Bretagne, la France et la Russie ont reconnu la valeur de l'exploitation du personnel expert allemand et il est fort probable que des pays neutres comme la Suède, la Suisse et l'Espagne encourageront l'immigration de scientifiques et d'experts techniques allemands dès que les Allemands seront autorisés à émigrer dans ces pays. L'interdiction de certaines industries de guerre et d'autres industries de soutien à la guerre comme l'aluminium, le pétrole synthétique, le caoutchouc synthétique et les roulements à billes incitera les techniciens allemands hautement qualifiés de ces industries à chercher du travail dans d'autres pays et aidera ainsi ces pays à accroître leur potentiel de guerre.

Cependant, il est maintenant bien connu qu'après la dernière guerre et en raison des dispositions de désarmement du traité de Versailles, le gouvernement allemand a pris des dispositions pour que de nombreux techniciens soient employés dans des pays comme la Suède, la Russie, la Suisse et l'Espagne dans les industries de production de guerre. Puis, lorsque le réarmement allemand a commencé, ces techniciens ont été rappelés en Allemagne.

En gardant ces connaissances à l'esprit, des dispositions et des garanties adéquates seront prises pour protéger nos secrets.

Ceux qui seront amenés seront soigneusement sélectionnés afin qu'aucun nazi actif ne soit inclus. Ceux qui seront sélectionnés seront également amenés aux États-Unis, uniquement s'ils sont volontaires. Le désir sincère de devenir citoyen américain et de ne jamais retourner en Allemagne sera également pris en compte dans la sélection des personnes.

Seuls les membres immédiats des familles des scientifiques qui ont l'intention de vivre dans ce pays seront amenés. Les membres des familles seront contrôlés pour déterminer s'ils ont des sympathies pour

les nazis, car certains jeunes Allemands étaient parmi les Nazis les plus fanatiques.

Compte tenu du petit nombre de familles qui viendront, l'effet sur la situation du logement sera très faible. Il se pourrait bien que le déplacement des familles doive être reporté jusqu'à ce qu'un logement soit disponible dans chacun des cas. Le mouvement des familles peut également être retardé pendant une période probatoire qui peut être nécessaire pour déterminer avec précision la coopération du scientifique allemand et l'honnêteté de son désir de devenir un bon citoyen américain.

La politique du gouvernement sera de faire en sorte que ces Allemands soient exploités au nom de la nation tout entière et non pour ou par des intérêts privés particuliers. Dans certains cas, des accords seront conclus avec des associations industrielles ou des sociétés d'exploitation afin que tous ceux qui sont engagés dans une industrie particulière puissent en profiter sur un pied d'égalité. Tout brevet qui en résulte doit être concédé sous licence libre moyennant une redevance raisonnable.

Le programme gouvernemental pour l'exploitation des développements allemands en matière de machines, d'outils, d'équipements et de matériaux industriels est étroitement lié à l'exploitation des scientifiques et des techniciens allemands. Des échantillons de ces produits sont obtenus par le biais de procédures de réparation afin d'être expédiés aux États-Unis où ils sont mis à la disposition de l'industrie américaine à des fins d'étude sur une base non restrictive et ouverte au public.

Il ressort de ce qui précède que le gouvernement utilise des méthodes d'aspiration pour acquérir toutes les informations techniques et scientifiques dont disposent les Allemands. La valeur de cette information pour les États-Unis dépassera probablement de loin toute réparation en espèces.

Des informations sur les aspects industriels du programme d'exploitation peuvent être obtenues auprès du Bureau de publication du département du Commerce.

Notes

Les abréviations et acronymes suivants sont utilisés dans les Notes.

AFB	Air Force Base.
AGTS	Adjudant général, Top Secret (OMGUS).
AGWAR	Adjudant général, département de la guerre.
ALSOS	Nom de code de la mission de renseignement du projet Manhattan en Europe.
AmEmbassy	Ambassade américaine
BA	Bundesarchiv
BAOR	Armée britannique du Rhin
BECG	Groupe de contrôle économique bizonale
BICO	Groupe de contrôle bizonal
BIOS	Sous-comité des objectifs du renseignement britannique
BMW	Bayrische Motor Werke (Bavarian Motor Works)
CA	Affaires civiles
CAD	Division des affaires civiles, département de la guerre
CCS	Chefs d'État-major combinés
CG	Commandant général
CIC	Comité mixte de renseignement
CINCEUR	Commandant en chef, Europe
CIOS	Sous-comité des objectifs combinés de renseignement
CMH	Office of the Chief of Military History
CNO	Chef des opérations navales
COMNAV-FORGER	Commandant des forces navales, Allemagne (U.S.)
C/S	Chef d'État-major
CSUSA	Chef d'État-major de l'armée américaine

DBfF	Deutsches Büro für Friedensfragen
DMG	Gouverneur militaire adjoint
ETO	Théâtre des opérations européen
EUCOM	Quartier général, Commandement européen (États-Unis)
FEA	Administration économique étrangère
FIAT	Agence d'information sur le terrain, technique
FRUS	Affaires étrangères des États-Unis
GER	Bureau allemand, Département d'État
GmbH	Gesellschaft mit beschränkter Haftung
HICOG	Bureau du haut-commissaire des États-Unis pour l'Allemagne
HSA	Hauptstaatsarchiv
IARA	Agence de réparation interalliée
IHK	Industrie- und Handelskammer
INT	Division du renseignement
JCS	Comité des chefs d'État-major interarmées
JIC	Comité mixte du renseignement
JIOA	Agence mixte des objectifs de renseignement
JIS	État-major mixte du renseignement
M.A.N.	Maschinenfabrik Augsburg-Nürnberg
NA	Archives nationales
NRW	Rhénanie-du-Nord-Westphalie
ODDI	Bureau du directeur adjoint pour le renseignement
ODI	Bureau du directeur du renseignement
OMG	Bureau du gouvernement militaire
OMGUS	Bureau du gouvernement militaire américain pour l'Allemagne
OTS	Bureau des services techniques
RG	Groupe d'enregistrement
RGCO	Bureau de coordination du gouvernement régional
SAE	Société des ingénieurs automobiles
SANACC	Comité de coordination État-Armée-Navy-Force Aérienne

SCAF	Commandant suprême des forces alliées
SecArmy	Secrétaire d’État de l'armée
SecCommerce	Secrétaire d'État au commerce
SecNavy	Secrétaire d'État à la Marine
SecState	Secrétaire d'État
SecWar	Secrétaire d'État à la Guerre
SHAEF	Quartier général suprême des forces expéditionnaires alliées
SR	Ressources scientifiques
SWNCC	Comité de coordination entre l'État, la guerre et la marine
TIIB	Direction de l'intelligence industrielle technique
TIIC	Comité technique de l'intelligence industrielle
TIID	Division de l'intelligence industrielle technique
USAF	Forces aériennes des États-Unis
USAFE	Forces aériennes des États-Unis, Europe
USAF Records, Maxwell AFB	U.S. Air Forces Records, The Albert F. Simpson Historical Research Center, Maxwell Air Force Base, Alabama
USFA	Forces armées des États-Unis, Autriche
USFET	Forces armées américaines, Théâtre européen
USGpCC	Groupe des États-Unis, Conseil de contrôle pour l'Allemagne
USPOLAD	Conseiller politique aux États-Unis, Allemagne
VAW	Verwaltungsamtfiir Wirtschaft
VfW	Verwaltung für Wirtschaft
W/B	Württemberg-Baden
WARCAD	Département de la guerre, division des affaires civiles
WARX	Câble du ministère de la guerre
WDCAD	Département de la guerre, division des affaires civiles
WDGS	Département de la guerre, État-major général
WNRC	Centre national des archives de Washington
ZSV	Zentralsekretariat des Vorstands

Notes bibliographiques

Sources non publiées : Archives Nationales U.S.

Archives (Washington, DC.)

RG 46. Documents du Sénat américain concernant le National Defense Committee, en particulier les documents du Meader Committee sur l'opération OTS/FIAT en Allemagne.

RG 59. Documents du département d'État des États-Unis, en particulier les documents du secrétaire d'État adjoint pour les zones occupées, 1946-49, les documents du Comité interministériel et interministériel, les fichiers décimaux 740.00119 EW (guerre européenne), 740.00119 Control/Allemagne, et 862.542 (scientifiques et techniciens).

RG 107. Fichier décimal du projet du secrétaire à la guerre Robert P. Patterson, ainsi que les documents et les fichiers décimaux du secrétaire adjoint à la guerre.

RG 165. Les documents du département de la Guerre, du personnel général et spécial, en particulier ceux de la Division des affaires civiles (CAD), du directeur du renseignement, G-2, et du Comité américano-britannique et de ses sous-comités (les dossiers ABC).

RG 218. Registres du Comité des chefs d'État-major interarmées (JCS) des États-Unis, en particulier les fichiers décimaux centraux, les fichiers décimaux des chefs d'état-major combinés et d'autres documents relatifs au Combined Civil Affairs Committee, la restitution et les réparations, la politique et la procédure allemandes d'import-export, et la Field Information Agency, Technical (FIAT).

RG 319. Registres du département de l'Armée des États-Unis, en particulier le fichier décimal top secret de la Division des affaires civiles (CAD), 1945-50, et le fichier décimal de la Division du renseignement de l'armée 400.112 Recherche.

RG 330. Correspondance générale, dossiers administratifs et dossiers administratifs de la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) pour le Projet Paperclip.

RG 331. Registres du Quartier général suprême des Forces expéditionnaires alliées (SHAEF), en particulier les fichiers décimaux des adjudants généraux (AG) et ceux des sections économique, industrielle et scientifique du G-2.

RG 335. Secretary of War Robert P. Patterson's subject file (Safe file).

RG 353. Dossiers du Comité de coordination État-guerre-marine (SWNCC), en particulier l'affaire 257, concernant des scientifiques et des techniciens allemands. Washington National Records Center (Suitland, Maryland).

RG 40. Documents du département du Commerce des États-Unis, en particulier ceux de l'Office of Technical Services (OTS), du Technical Industrial Intelligence Committee (TIIC) et de ses sous-comités, ainsi que les documents de la division, de la branche et des chefs d'unité de la TIIC.

RG 84. Documents du conseiller politique des États-Unis auprès du gouverneur militaire en Allemagne (USPOLAD), en particulier ceux qui ont trait au Projet Paperclip et à l'exploitation de la science et de la technologie allemandes.

RG 165. Groupe de la 6e Armée américaine, Rapports sur les cibles de la Force-T et dossiers des publications G-2, 1941-1945.

RG 260. Dossiers de l'U.S. Office of Military Government for Germany (OMGUS), en particulier les fichiers décimaux secrets et top secret AG concernant les scientifiques et techniciens allemands, ainsi que les fichiers de correspondance administrative et générale de la Field Information Agency, Technical (FIAT).

RG 332. Dossiers de l'European Theater of Operations (ETO) et de l'U.S. Forces, Europe (USFET), en particulier pour l'European Civil Affairs Division (ECAD) ; la Section G-2, Operations Branch ; la Historique (en ce qui concerne les documents divers de la FIAT) ; et la 7e armée américaine, G-2 dossier-matière pour 1942-45.

Centre de recherche historique Albert F. Simpson (Maxwell Air Force Base, Alabama).

Documents Paperclip de l'armée de l'air américaine. Disponible en microfilm. Particulièrement utile pour cette étude : bobines A 2055, A 2056, A 2060, A 5108, A 5187, A 5205, A 5399, A 5700, B 1728, et C 5107.

Bibliothèque Eisenhower (Abilene, Kansas).

Registres des unités de l'armée américaine, 1940-50, en particulier la 42ème Division d'infanterie, 1943-46 ; T-Force, Décembre 1944-mai 1945 ; Cibles

de la Force-T, Avril 1945 ; et 3ème Division d'infanterie, G-2 notes de service et documents divers, 15 mai-12 juillet 1945.

Les documents de Henry S. Aurand, en particulier ceux relatifs à son service en tant que directeur de la Division de la recherche et du développement du département de la Guerre, et sa correspondance avec Edward Bowles, le conseiller scientifique du secrétaire à la Guerre.

Bibliothèque Truman (Independence, Missouri)

Le dossier officiel, les dossiers des secrétaires du Président, les dossiers des affaires étrangères et les documents Horace E. Weihmiller, qui contiennent les rapports de la commission de la politique aérienne du Président et de la visite de la sous-commission aéronautique de la TIIC en Allemagne en 1945.

L'Académie nationale des sciences (Washington, DC.)

Documents et dossiers concernant les nominations OMGUS et NAS de scientifiques pour servir dans les professions de l'Allemagne et du Japon.

Autres sources U.S. non publiées

Buyer, Harriet, et Edna Jensen. *History of AAF Participation in Project Paperclip, Mai 1945-Mars 1947* (Exploitation of German Scientists. Vol. 1. Historical Office, Air Materiel Command, Wright-Patterson Air Force Base, Août 1948. 142 pp., 2 appendices. Dossiers de l'USAF, Maxwell Air Force Base, Alabama, microfilm, bobine A 2055.

Jensen, Edna. *History of USAF Participation in Project Paperclip, September 1946-April 1948*. Vol. 2. Historical Office, Air Materiel Command, Wright-Patterson Air Force Base, Nov. 1948. 150 pp., appendices et exhibits. In USAF records, Maxwell Air Force Base, Alabama, microfilm, bobine A 2055.

OMGUS, Historical Office. *History of Field Information Agency, Technical* (FIAT), *Period 8 May 1945-30 June 1946, and History of Field Information Agency, Technical* (FIAT), *Period 1 July 1946-30 June 1947*. Les deux MSS sont disponibles au RG 260, boîte 20-3/5, WNRC, et dans le RC 319, Bureau du chef de l'histoire militaire, Dossier des manuscrits historiques, NA.

Sources non publiées : Archives publiques allemandes

Bundesarchiv (Koblenz)

Dossiers du Länderrat de la zone américaine (Z 1) ; le bizonal Verwaltung für Wirtschaft et le Bundeswirtschafts-ministerium (Z 8) ; le Deutsches Büro für Friedensfragen (Z 35) ; le Abteilung Reparationen in the Bundeswirtschafts-ministerium (B 102) ; et le Bundesamt für gewerbliche Wirtschaft (B 103).

Nordrhein-Westfälishes Hauptstaatsarchiv (Düsseldorf)

Dossiers du Sondergruppe Reparationen au Ministère de l'économie de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NW 99), et dans une moindre mesure NW 203, NW 53, et NW 179, qui contiennent tous des documents épars concernant les restitutions, les réparations, le démantèlement industriel et les efforts d'évaluation des pertes allemandes dans le cadre des programmes d'exploitation technique et scientifique des Alliés.

Hauptstaatsarchiv, Baden-Württemberg (Stuttgart)

Dossiers du Vertretung Württemberg-Badens beim Länderrat (EA 1/2) ; le Vertretung Württemberg-Badens bei der Verwaltung des Vereinigten Wirtschaftsgebietes à Francfort-sur-le-Main, 1947-49 (EA 1/3) ; le Deutsches Büro für Friedensfragen (EA 1/11) ; le Abteilung Vereinigtes Wirtschaftsgebiet bzw. Trizone (EA 1/16) ; le Ministerium für Wirtschaft, Mittelstand und Verkehr, 1945-50 (EA 6/3) ; le Nachlass Reinhold Maier, Minister Präsident a. D., 1889-1971, (Q 1/8) ; et le Pressestelle (Auschnitte) (EA 1/16).

Hessisches Hauptstaatsarchiv (Wiesbaden)

Dossiers du Ministerium für Wirtschaft und Verkehr (Abt. 507), documents du Zwangsevakuierten Wissenschaftler Mitteldeutschlands (Abt. 507), dossiers du Staatskanzlei (Abt. 502), et du Geiler Nachlass (Abt. 1126).

Staatsarchiv, Bremen

Dossiers du Senatskanzlei et du Wirtschaftsministerium, y compris les documents et les dossiers de l'Assemblée de Bremer Ausschuss für Wirtschaftsforschung (The Harmssen Committee).

Staatsarchiv, Hambourg

Dossiers du Senatskanzlei, en particulier en ce qui concerne les conférences entre les ministres-présidents et les forces d'occupation, la Commission conjointe britannique-allemande des réparations, la loi sur l'égalisation des charges (Demontageausgleichgesetz) et les listes de réparations bizonales.Stadtarchiv, Heidenheim/Brenz.

Documents relatifs aux scientifiques et techniciens évacués à Heidenheim de la zone d'occupation soviétique en 1945.

Sources non publiées : Archives privées allemandes

Degussa Firmenarchiv (Francfort)

Correspondance, notes de service, rapports et autres documents concernant les relations de l'entreprise avec les forces d'occupation, les visites de la FIAT et des Forces T et les prélèvements, et l'évacuation du directeur Ernst Baerman vers l'école Beltane, Wimbledon, sous la version britannique du Projet Paperclip.

Chemische Werke, Hüls, Werkarchiv (Marl)

Correspondance et rapports concernant les visites FIAT et Forces-T et le matériel connexe.

M.A.N. Werkarchiv (Augsburg)

Documents relatifs aux visites FIAT et Forces-T et aux États-Unis. Démantèlement par la Marine du laboratoire d'essais de matériel M.A.N. en vue de son expédition aux États-Unis.

Industrie- und Handelskammer, Francfort.

Documents concernant l'évacuation des scientifiques et des techniciens de la zone soviétique en 1945, mais peu sur FIAT et Forces-T.

Handelskammer, Hambourg

Documents concernant les renvois de réparations, mais peu sur les FIAT et les Forces-T.

Stiftung Westfälisches Wirtschaftsarchiv (Dortmund)

Divers documents du IHK par exemple, pour Dortmund, Münster, Bielefeld, et d'autres villes. Riche en démantèlement et réparations, mais peu utile sur FIAT et Forces-T lors de ma visite en 1981.

Rheinisch-Westfälisches Wirtschaftsarchiv zu Köln, e.V.

Divers documents du IHK, par exemple pour Cologne et Essen. Beaucoup sur le démantèlement industriel et les réparations, mais de peu d'utilité sur FIAT et Forces-T quand j'y suis allé en 1981.

Hamburgisches Weltwirtschafts-Archiv

Répertoires d'entreprises, adresses, coupures de journaux.

Sources publiées

Périodiques, bulletins et publications d'associations professionnelles, commerciales et industrielles

Aero Digest

AerospaceHistorian

The American Ceramic Society Bulletin

The American journal of International Law

American Machinist

American Petroleum Institute Proceedings

Archiv des Öffentlichen Rechts

Bell Laboratories Record

Der Betrieb, Wochenschrift für Betriebswirtschaft, Steuerrecht, Wirtschaftsrecht, Arbeitsrecht

Der Betriebs-Berater

Bulletin of the Atomic Scientists

Business History Review

Business Week

Ceramic Industry

The Chemical Age

Chemical and Engineering News

Chemical and Metallurgical Engineering

Chemical Engineering

Chemical Industries

Chemical Week

Chemistry and Industry

The Commercial and Financial Chronicle
Deutschland Archiv
Electrical Engineering
Electronics
The Engineer
Engineering and Mining Journal
Federal Science Progress
Food Industries
Foreign Commerce Weekly
Handelsblatt, Westdeutsche Wirtschaftszeitung.
Industrial and Engineering Chemistry
Iron Age
The Journal of Documentation
Juristenzeitung
Mechanical Engineering
Modern Industry
National Petroleum News
Nation's Business
Nature
Popular Mechanics
Product Engineering
Railway Age
The Review of Scientific Instruments
SAE Journal
Science
Science and Society
Science Digest

Science News Letter

Scientific American

Steel

Technology and Culture

Textile World

Tradition, Zeitschrift für Firmen-Geschichte und Unternehmer-Biographie

Weltwirtschaftliches Archiv

Wertpapier-Mitteilungen

Wireless World

Wirtschafts Zeitung

Selected Articles

"American Technical Men Investigate Germany's Industrial War Developments." *Chemical and Metallurgical Engineering*, 52 (août 1945), pp. 147-48

Baranson, Jack. "Technology Exports Can Hurt Us." *Foreign Policy*, 25 (hiver 1976-77), pp. 180-94.

Becker, Peter W. "The Role of Synthetic Fuel in World War II Germany: Implications for Today?" *Air University Review*, 32 (juillet-août 1981), pp. 45-53

Bernbaum, John A. "The Captured German Records: A Bibliographical Survey." *The Historian*, 32 (août 1970), pp. 564-75.

Bishop, Joseph W., Jr. "The 'Contractual Agreements' with the Federal Republic of Germany." *The American Journal of International Law*, 49 (avril 1955), pp. 125-47.

Braden, Spruille. "The Germans in Argentina." *The Atlantic Monthly*, 177 (avril 1946), pp. 37-43

"Brainpower from Abroad." *Chemical and Engineering News*, 34 (17 décembre 1956), 6188.

Byrd, Harry F. "Hitler's Experts Work for Us." *The American Magazine*, 145 (mars 1948), pp. 24-25 sq.

"Capacitators without Foil." *Electronics*,19 (mai 1946), pp. 303-305.

Clarke, W. Tresper. "How German Chocolate Ration was Made for Wehrmacht." *Food Industries*, 18 (novembre), pp. 87-90.

Cooke, Charles, and Douglas J. Ingells. "Sky Monsters We Found in Germany." *Science Digest*, 18 (novembre 1945), pp. 23-26.

Copeland, George H. "Nazi Science Secrets: A Technological Treasure Hunt in Conquered Germany Enriches us. Research and Business." *The New York Times Magazine*, 23 février 1947, pp. 33-35.

Danhof, Clarence H. "Transferring Technology by Transferring People" *Monthly Labor Review*, 93 (mai 1970), pp. 62-63.

Deutsch, Priscilla A. "What Do We Want from Germany?" *Food Industries*, 18 (juin 1946), pp. 81-82.

"Deutsche Technik als Auftrieb: Stärkste Nutzung deutscher Verfahren in den USA." *Handelsblatt*, 17 (juillet 1947), p. 7.

Downey, William G. "Captured Enemy Property: Booty of War and Seized Enemy Property." *The American Journal of International Law*, 44 (juillet 1950), pp. 488-504

Edelstein, Julius C. "Science as Reparations," *Physics Today*, 1 (décembre 1948), pp. 6-14.

Esche, Paul G. "Der Raub an Materialien und geistigen Werten durch die amerikanische Besatzungsmacht während der Besetzungdes Zeiss- und Schott-Werkes in Jena (avril et juin 1945) und ihre Hilfeleistung bei der Errichtung von Konkurrenzbetrieben in der amerikanischen Besatzungszone." In Leo Stern *et al.*, eds, *Der deutsche Imperialismus und der zweite Weltkrieg*,5: 251-71. Berlin, 1962.

Faragher, Warren F. "Collecting German Industrial Information." *Chemical and Engineering News*, 26 (27 décembre 1948), pp. 3816-20.

Gemmill, Arthur V. "Continuous Butter Making Successful in Wartime Germany." *Food Industries*, 18 (juin 1946), pp. 75-77 sq.

"German Design Improvisation Described by Timken Metallurgist." *Iron Age*, 156 (16 août 1945), p. 109.

"German Fibers." *Chemical and Metallurgical Engineering*, 53 (février 1946), pp. 162-63.

"German Industrial Know-How at 5 & 10 Prices." *Modern Industry*, 11 (15 juin 1946), pp. 150-62.

"German Industrial Techniques." *Electronics*,19 (juillet 1946), pp.200-7.

"German MagneticTape Machine Brought to the United States." *Science News Letter*, 48 (22 décembre 1945), p. 399.

Glenn, Bess. "Private Records Seized by the United States in Wartime -Their Legal Status." *American Archivist*, 25 (octobre 1962), pp. 399-405.

Goudsmit, Samuel A. "German Scientists in Army Employment." *Bulletin of the Atomic Scientists*, 3 (février), pp. 64 sq.

Green, John C. "Last Call for Germany." *Federal Science Progress*, 1 (février 1947), pp. 24-25.

-"Scientific Information from Enemy Sources and Government Sponsored Research." *Chemical and Engineering News*, 24 (10 juillet 1946), pp. 1795-99.

-"Technology Imports from Germany: New World-Trade Opportunities." *Foreign Commerce Weekly*, 27 (3 mai 1947), pp. 3-5 sq.

Haertel, T. G. "Three Months in Germany: A Factual Account in Fiction Form of the Investigation of German Industrial l 'Know-How.'" *Federal Science Progress*, 1 (avril 1947), p. 7.

Hargest, William J. "German Industry Is Taking a Beating." *American Machinist*, 90 (14 février 1946), pp. 113-21.

Hasche, R. Leonard. "Acetylene Chemistry." *Chemical and Engineering News*, 23 (25 October 1945), 1840-45.

Heppenstall, C. W., Jr. "Forging Practice in Wartime Germany." *Iron Age*, 158 (1 août 1946), pp. 55-57.

Hochwald, Jack. "The U.S. Army T-Forces: Documenting the Holocaust." *American Jewish History*, 70 (mars 1981), pp. 379-80.

Hullinger, Edwin War. "World's Greatest Treasure Hunt." *Nation's Business*, 33 (octobre 1945), pp. 21-22 sq.

Hunt, Linda. "U.S. Coverup of Nazi Scientists." *Bulletin of the Atomic Scientists*, 41, no. 4 (avril 1985), pp. 16-24.

Hunt, Morton M. "The Nazis Who Live Next Door." *The Nation*, 169 (16 July 1949), 56-58; (23 juillet 1949), pp. 82-84.

Hunter, Ralph M. "German Chlorine. A Report on Production Methods." *Chemical and Metallurgical Engineering*, 52 (octobre 1945), pp. 104-106 sq.

Jösten, Joachim. "This Brain for Hire." *The Nation*, 164 (11 janvier 1947), pp. 36-38.

Josephs, Ray. "The World's Greatest Treasure Hunt." *The American Magazine*, 141 (février 1946), pp. 44-45.

Kastens, M. L., in collaboration with L. L. Hirst and R. G. Dressler. "An American Fischer-Tropsch Plant." *Industrial and Engineering Chemistry*, 44 (mars 1952), pp. 450-66.

Kent, John L. "Manufacturing Advances in Wartime Germany: Machines and Processes Which Were Developed in Competition with Allied Engineering Brains Are Now Available to U.S. Industry." *Scientific American*, 178 (avril 1948), pp. 161-64.

Kertesz, Z. I. "Germans Using Improved Methods to Preserve Fruit Juices." *Food Industries*, 18 (1946), pp. 496-98; pp. 632-34.

Keyes, Donald B. "Technical Investigation in Germany in World War II." *Chemical Industries*, 57 (décembre 1945), p. 1053.

Kirkpatrick, Sidney D. "Through Germany in a Jeep." *Chemical and Metallurgical Engineering*, 52 (juin 1945), pp. 94-96.

Kline, Gordon M. "German Manufacture of Polyvinyl Ethers." *Chemical Industries*, 59 (December 1946), 1018-20.

Krammer, Arnold. "Fueling the Third Reich." *Technology and Culture*, 19 (juillet 1978), pp. 394-422.

-"Technology Transfer as War Booty: The U.S. Technical Oil Mission to Europe, 1945." *Technology and Culture*, 22 (janvier 1981), pp. 68-103.

Lampe, David. "Ersatz Gasoline: Forgotten Archives Yielding Secret of How German Army Ran a War on Fuel from Low-Grade Coal." *Science Digest*, 82 (octobre 1977), pp. 65-67.

Lillegren,A. T. "Die Casting Methods in Germany Far Behind Those of U.S. and Britain." *Steel*, 117 (1 octobre 1945), pp. 15+.

"Luftwaffe Data at Wright Field." *Aero Digest,* 52 (janiver 1946), p. 99.

Mertz, Pierre. "Communications in Germany." *Bell Laboratories Record*, 24 (juillet 1946), pp. 271-74.

Miller, Albert E. "The Story of the Technical Oil Mission." *American Petroleum Institute Proceedings*, 25, no. 3 (1945), pp. 15-23.

Murphy, Walter J. "The Job Still Is Unfinished: Some Thoughts on the Collection and Dissemination of Technical and Scientific Information from Occupied Countries." *Chemical and Engineering News*, 23 (10 septembre 1945), pp. 1528-31.

Nagan, Seymour. "Top Secret: Nazis at Work." *The New Republic*,117 (11 août 1947), pp. 24-26.

Paneth, F. A. "Scientific Research in the British Zone of Germany." *Nature*, 161 (7 février 1948), pp. 191-92.

Phillips, Albert J. "Non-Ferrous Metallurgy in Wartime Germany." *Engineering and Mining Journal*, 147 (juin 1946), pp. 90-93.

Power, R. A. "The German Magnetophone." *Wireless World*, 52 (juin 1946), pp. 195-98.

"Progress in Science in Germany, 1939-1946," *The Review of Scientific Instruments*, 17 (décembre 1946), pp. 564-67.

Ranger, Richard H. "Magnetic Tape Recorder for Movies and Radio." *Electronics*, 20 (octobre 1947), pp. 99-103.

Scatchard, George "The Policy for Controlling German Scientific Work." *Chemical Engineering*, 55 (janvier 1948), pp. 260-62.

Schroeder, W. C. "Investigation by the U.S. Government Technical Oil Mission." *American Petroleum Institute Proceedings*, 25, no. 3 (1945), pp. 24-29.

"Scientific Cleanup." *Business Week*, 18 mai 1946, pp. 19-20.

Sharpe, Mitchell R. "Backfire and Clitterhaus: Britain Launches the V2." *Aerospace Historian*, 25 (mars 1978), pp. 36-44.

Sheldon, Ruth. "The Hunt for Nazi Oil Secrets." *The Saturday Evening Post*, 218 (6 octobre 1945), pp. 27 sq.

Sherman, W. F. "Technical Intelligence Traces German Defeatto Bungled Production." *SAE Journal*, 54, no. 4 (avril 1946), pp. 17-19 sq.

Sommerich, Otto C. "Treatment by the United States of World War I and II Enemy-Owned Patents and Copyrights." *The American Journal of Comparative Law*, 4 (1955), pp. 587-600.

Spitz, Peter H. "How to Evaluate Licensed Processes." *Chemical Engineering*, 72 (20 décembre 1965), pp. 91-98.

Sullivan, A. H., Jr. "German Electronics in World War II." *Electrical Engineering*, 68 (mai 1949), pp. 403-9.

"Technical Investigations in Germany: Some Observations by a Recent Investigator." *Chemistry and Industry*, 27 septembre 1947, pp. 587-89.

"There for the Digging." *Chemical Week*, 72 (27 juin 1953), p. 26.

Thompson, Lawrence S. "The Bibliography of Scientific and Industrial Reports." *The Journal of Documentation*, 3 (juin 1947), pp. 3-8.

Thurnauer, Hans. "Electrical Insulators." *Ceramic Industry*, 46 (juin 1946), pp. 55-56

Tuttle, William M., Jr. "The Birth of an Industry: The Synthetic Rubber 'Mess' in World War II." *Technology and Culture*, 22 (janvier 1981), pp. 35-67

Vieter, Richard H. K. "The Synthetic Liquid Fuels Program: Energy Politics in the Truman Era." *Business History Review*, 54 (1980), pp. 1-34.

Walker, C. Lester. "Secrets by the Thousands." *Harper's Magazine*, 193 (octobre 1946), pp. 329-36.

Warde, John M. "Status Report on German Ceramic, Glass, and Refactories Industries in the US. Zone of Occupation." *The American Ceramic Society Bulletin*, 25 (15 septembre 1946), pp. 321-32.

Whelihan, Peter J. "German Genius Pays a Debt." *Nation's Business*, 37 (mai 1949), pp. 76-80

Yahraes, Herbert. "The Arrival of Acetylene." *Scientific American*, 180 (janvier 1949), pp. 16-21.

Ouvrages choisis

Abelshauser, Werner. Wirtschaft in Westdeutschland, 1945-1948: *Rekon-struktion und Wachstumsbedingungenin deramerikanischenund britischen Zone*. Stuttgart, 1975.

Ahrens, Hanns D. *Demontage: Nachkriegspolitikder Aliierten*. Munich, 1982.

Ardenne, Manfred von. *Ein glückliches Leben für Technik und Forschung: Autobiographie*. Munich, 1972.

Backer, John H. *Priming the German Economy: American Occupational Policies, 1945-1948*. Durham, N.C., 1971.

-*The Decision to Divide Germany: American Foreign Policy in Transition*. Durham, N.C., 1978.

Balabkins, Nicholas. *Germany Under Direct Controls: Economic Aspects of Industrial Disarmament, 1945-1948*. New Brunswick, 1964.

Bar-Zohar, Michel. *The Hunt for German Scientists.* Translated from the French by Len Ortzen. London, 1967.

Berghahn, Volker R. *The Americanization of West German Industry, 1945-1973.* Cambridge, 1986.

Birkenfeld, Wolfgang. *Der synthetische Treibstoff' 1933-1945: Ein Beitrag zur nationalsozialistischen Wirtschafts- und Rüstungspolitik*. Göttingen, 1964.

Blauhorn, Kurt. *Ausverkauf in Germany?* Munich, 1966.

Bower, Tom. *The Paperclip Conspiracy: The Hunt for the Nazi Scientists*. Boston, 1987.

Brandner, Ferdinand. *Ein Leben Zwischen Fronten: Ingenieur im Schussfeld der Weltpolitik*. Munich, 1973.

Bush, Vannevar. *Pieces of the Action*. New York, 1970.

Conant, James B. *My Several Lives: Memoirs of a Social Inventor*. NewYork, 1970.

Copenhaver, John W., and Maurice H. *Bigelow*. *Acetylene and Carbon Monoxide Chemistry*. New York, 1949.

Gimbel, John. *The American Occupation of Germany: Politics and the Military, 1945-1949*. Stanford, Calif, 1968. .

-*The Origins of the Marshall Plan*. Stanford, Calif, 1976.

Gold, Bela ; Gerald Rosegger ; et Myles G. Boyland, Jr. *Evaluating Technological Innovations: Methods, Expectations, and Findings*. Lexington, Mass, 1980.

Goudsmit, Samuel A. *Alsos*. NewYork, 1947.

Grabert, Herbert. *Hochschullehrer Klagen An: Von der Demontage deutscher Wissenschaft*. Göttingen, 1952.

Hahn, Otto. *Mein Leben*. Munich, 1968.

Harmssen, G. W. *Am Abend der Demontage: Sechs Jahre Reparations-politik. Mit Dokumentenanhang*. Bremen, 1951.

Huzel, Dieter K. *Peenemuende to Canaveral.* With an introduction by Wernervon Braun. Englewood Cliffs, N.J., 1962.

Jerchow, Friedrich. *Deutschland in der Weltwirtschaft 1944-1947: Alliierte Deutschland- und Reparationspolitik und die Anfänge der westdeutschen Aussenwirtschaft*. Düsseldorf, 1978.

Kurowski, Franz. *Alliierte Jagd auf deutsche Wissenschaftler: Das Unternehmen Paperclip*. Munich, 1982.

Lasby, Clarence G. *Project Paperclip*: German Scientists and the Cold War. New York, 1971.

Link, Werner. *Deutsche und amerikanische Gewerkschaften und Geschäftsleute, 1945-1975*. Düsseldorf, 1978.

McGovern,James. *Crossbowand Overcast*. New York, 1964.

Pash, Boris T. *The Alsos Mission*. NewYork, 1970.

Pfeiffer, Karl. Gleichheitsgrundgesetz und Reparationsentschädigung. Cologne, 1968.

Simon, Leslie E. *German Research in World War II: An Analysis of the Conduct of Research*. New York, 1947.

Smith, Alice Kimball. *A Peril and a Hope: The Scientists' Movement in America, 1945-47*. Chicago, 1965.

Stamm, Thomas. *Zwischen Staat und Selbstverwaltung. Die deutsche Forschung im Wiederaufliau, 1945-1965*. Cologne, 1981.

Tall, Joel. *Techniques of Magnetic Recording*. NewYork, 1958.

Treue, Wilhelm, and Käthe Schrader. *Die Demontagepolitik der Westmchächte nach dem Zweiten Weltkrieg*. Göttingen, 1967.

Winnacker, Karl. *Challenging Years: My Life in Chemistry*. Translatedby David Goodman. London, 1972.

Autres livres traduits ou distribués par Valérie Devon

Ernst Böhm – *Les ordres des commandants d'Auschwitz*

Benton L. Bradberry – *Le Sale Boche raconté aux braves gens*

Michael Collins Piper – *Le complexe de Caïphe*

Thomas Goodrich – *Tempête diabolique (Hellstorm)*

Else Löser – *Pologne et les falsifications de l'histoire polonaise*

Arnold Leese :

- *Les guerres de survie juives*
- *Hors des sentiers battus ou les deux vies trépidantes d'un vétérinaire antijuif*
- *Meurtres rituels juifs*
- *Sottise du Gentil : les Rothschild*

Gerard Menuhin – *Dites la vérité et vous humilierez le diable*

Germar Rudolf – *Déborah Lipstadt et l'holocauste* (publié chez Akribeia)

Julius Streicher – *Le testament politique de Julius Streicher*

Udo Walendy – *Le contrat de transfert et la fièvre du boycott de 1933*

Carlos W. Porter – *Made in Russia: The Holocaust,* livret d'accompagnement de la video du même nom

Carlos W. Porter – *Made in Russia : The Holocaust*, condense du livre anglais

Auteur anonyme – *Quand les « victimes » dictent leurs lois (vol. 1, 2, 3 et 4)*

Jacqueline Berger :

- *La Philosophie universelle ou comment échapper à l'Enfer ici-bas*
- *La Mythologie – Une brèche dans l'abîme ?*
- *Le christianisme, invention du judaïsme*
- *Les mystères dévoilés*

Henri Turner – *L'accession au pouvoir de Hitler financée par l'argent juif : mythe ou réalité ?*

Anonyme – *Europa, la dernière bataille – Le livre*

Wilhelm Kammeier – *La falsification de l'histoire allemande*

Pour commander ces ouvrages : didi18edition.com

Livres recommandés par la traductrice :

Wilhelm Marr – *La victoire du Judaïsme sur le Germanisme*

Claude Nancy – *Les races humaines – Tome 1*

Claude Nancy – *Les races humaines – Tome 2*

Joachim von Ribbentrop – *La lutte de l'Europe pour sa liberté*

A. Puig – *La race de vipères et le rameau d'olivier*

Kalixt De Wolski – *La Russie juive*

Herbert Backe – *La fin du libéralisme*

Écrit par un officier d'État-major britannique - *La Huitième croisade*

Carlos Whitlock Porter – *Non coupable au procès de Nuremberg*

François Trocase – *L'Autriche juive*

René Binet – *Contribution à une éthique raciste*

Ces livres peuvent être facilement trouvés sur le Web.